



« NOUS AVONS VOULU PARLER DE NOUS »
Le discours éditorial des féministes québécoises (1972-1987)
dans *Québécoises deboutte !*, *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose*

Thèse

MARIE-ANDRÉE BERGERON

Doctorat en études littéraires
Philosophiae Doctor (Ph.D.)

Québec, Canada

© Marie-Andrée Bergeron, 2013

Résumé

Cette thèse explore le discours éditorial des féministes à travers trois revues phares du mouvement québécois, *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose*, afin de saisir les stratégies de positionnement des féministes. Ces dernières adaptent leur rhétorique de manière à définir un mouvement qui se construit à travers une prise de parole collective, laquelle se transforme à mesure que le champ sociopolitique québécois des années 1970 se configure lui aussi. Nous avons ainsi constaté trois tendances qui se dégagent des textes. Dans un premier temps, *Québécoises deboutte!* oriente sa rhétorique de manière à ratisser largement le terrain militant et à capter l'attention d'alliés potentiels entre les pôles marxiste et contre-culturel. La revue *Les têtes de pioche* a pour sa part opéré un retranchement vers la zone spécifiquement féministe afin de se distinguer des autres luttes présentes dans le champ et de travailler à expliquer et combattre, par la prise de parole, l'oppression spécifique des femmes. Finalement, *La Vie en rose* se présente comme porte-étendard d'un féminisme qui se veut pluriel, présentant à la fois les acquis du féminisme radical et les aspirations des féministes d'une génération nouvelle.

L'émergence des revues féministes au Québec reste indissociable d'une perspective sociale en regard de la place qu'occupent les féministes dans les champs culturel, intellectuel et littéraire. Notre recherche se développe en deux parties complémentaires visant à mettre en lumière l'organisation du discours féministe à travers différentes revues et à analyser l'évolution de cette littérature d'idées de manière interne (discours) et externe (effets de champ). À travers vingt années de militantisme textuel, la démarche éditoriale globale des féministes forme aussi un tout cohérent. Les initiatives journalistiques du féminisme présentent en effet une logique interne qui se circonscrit au fil des ans pour, ultimement, constituer un système discursif – et rhétorique – singulier, où l'argumentation par l'éthos occupe une fonction prépondérante. La thèse se penche sur les caractéristiques littéraires des textes, nous étudions l'émergence de la presse féministe comme un phénomène plus large dépassant le cadre de la page, car elle concerne aussi l'histoire et la structure du champ littéraire, de même que les problématiques – tant formelles que sociales – qui lui sont reliées.

Abstract

This thesis explores the feminist's editorial speech among three well-known feminist magazines of Quebec which are *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* and *La Vie en rose* in order to understand the strategies and the posture of the feminists. Feminists adapt their rhetorics in order to define a movement that builds itself through a collective speech which is evolving as the sociopolitical context of Quebec in the seventies is. We have been able to observe three major tendencies among the texts. First of all, *Québécoises deboutte!* builds a speech to wrap up the different forms of activism together and to obtain the attention of potential allies who may be between the marxist and the counter-cultural poles. Secondly, *Les têtes de pioche* orients its speech toward a specifically feminist zone in order to distinguish itself from the other social fights. That magazine also works to explain and fight by using words the specific oppression of women. And finally, *La Vie en rose* presents itself as the standard bearer of the plurality of the feminist voices, showing at the same time the wins of radical feminism and the hopes of a new generation of feminists. In Quebec, the rise of the feminist magazines is an integral part of a social perspective which shows us the implication of the feminists in the fields of culture, philosophy and literature.

Our research develops in two complementary parts which try to show the mechanism of the feminist speech by analyzing the content of different magazines and the evolution of this literature of ideas in an internal way (speech) and an external (field effects) one. Through twenty years of textual activism, we see that the editorial approach of the feminists forms a consistent whole. The journalistic efforts of feminism reveal an internal cohesion that consolidates itself year after year to, ultimately, become a system of ideas – and rhetorical – which is unique and into which the argumentation is mainly based on the ethos. Our thesis particularly study the literary aspects of the texts, the rise of the feminist press as a phenomenon that goes beyond the paper – because it concerns the history and the constitution of the literary field – the social and the formal problematics that are related to it.

Avant-propos

Mes premiers mots vont à ma directrice Chantal Savoie qui a témoigné à mon égard, tout au long de mes études supérieures, un soutien indéfectible. Mon parcours intellectuel est à jamais marqué par notre rencontre. Merci pour la formation que tu m'as donnée et le regard critique et la méthode que tu m'as permis de développer; je t'en suis à jamais reconnaissante. J'aimerais aussi remercier ma co-directrice Anne Caumartin qui m'a conseillée et épaulée depuis le début de mon doctorat et qui, aussi, m'a fait lire, au baccalauréat, les essais de P. Vadeboncoeur en plus de m'encourager à poursuivre aux études supérieures. Madame Marie-Andrée Beaudet a aussi été au cœur de mon parcours; pour nos nombreuses discussions et vos nombreux conseils (et un en particulier dont vous et moi, sans doute, nous nous souvenons), je vous remercie. Marie-Frédérique Desbiens, je te remercie pour ta confiance, ton enthousiasme et tes conseils. À Annie Cantin et à tous les collègues et ami.e.s du 7^e : merci, merci, merci. Quel environnement de travail stimulant. Merci aux éditions du remue-ménage. Merci à Michel Lacroix avec qui j'aurai le plaisir de travailler pour les deux prochaines années. Merci à Lucie Joubert et à Guillaume Pinson d'avoir bien voulu éclairer cette thèse de leurs commentaires.

Cette thèse a été réalisée grâce au soutien financier du FQRSC.

Catherine, S-P, Mylène, Barloutte, Jul, Pierre, M-H, Anne-Cath, Gilles, O-É, Soph, Ti-Cal, Isa, Yan, Jo Lehoux, Émilie T., Stephe, Élise B. : Merci.

Sans le soutien de ma famille, Normand Bergeron, Micheline Bergeron, David Bergeron, et Annick Champagne, il aurait été impossible, pour moi, de réaliser ce travail. Je voudrais remercier ma mère tout particulièrement, car elle m'a accueillie chez elle pendant les longs mois de rédaction. Merci maman; cette thèse est aussi la tienne. Merci à Marie-Michèle Rheault pour son support, son soutien, sa patience et son amour. Pour mon neveu et ma nièce qui incarnent l'espoir, l'aurore, le jour nouveau, je continue de croire que l'éducation devrait être une valeur fondamentale, partagée; je continue de croire en une plus grande justice sociale et marcherai pour l'égalité des chances autant qu'il le faudra pour scander qu'un « peuple instruit, jamais ne sera vaincu »

À mes camarades du printemps 2012

Table des matières

Résumé	iii
Abstract.....	v
Avant-propos	vii
Table des matières	ix
Liste des figures.....	xii
Introduction.....	1
Corpus.....	2
Québécoises deboutte! (1971-1974).....	2
Les têtes de pioche (1976-1979).....	3
La Vie en rose (1980-1987).....	4
Problématique.....	5
Jeux de zoom. Passages entre contexte et analyses rapprochées.....	8
Nature et fonction des revues féministes.....	8
État des travaux.....	9
Femmes et féminisme(s) québécois.....	10
Histoire des femmes	10
Sur la pensée féministe et l’histoire du mouvement.....	11
Féminisme et nationalisme	12
Mouvements sociaux	13
Sous-champ littéraire féministe et féminin.....	15
Les revues comme lieu de discours	17
Sur la revue féministe	17
Les revues alternatives.....	18
Les intellectuels et leurs revues.....	18
Approches théoriques et cadre conceptuel.....	19
La rhétorique. L’éthos.....	20
La typologie de Marc Angenot.....	23
Cultural studies	23
La matrice médiatique	24
Périodicité.....	24
Actualité.....	25
Rubricité	27
Collectivité.....	27
Pourquoi pas l’agentivité?	31
Annonce. Ce que parler veut dire.....	33
Chapitre 1 : <i>Québécoises deboutte!</i>	35
La révolution québécoise (1960-1969) : « Déplacer les frontières des rêves ».....	35
« Réveille-toi, Belle au bois dormant! Réveille-toi! » (F. Loranger, 1965).....	38
Vers Octobre.....	39
Après 1970.....	42
Le néoféminisme québécois.....	43
Le FLFQ. <i>Québécoises deboutte!</i> no.1, vol.1.....	46
Le passage vers le Centre des femmes.....	48

Structure éditoriale et mise en place	49
« Une maudite vie plate ». La figure de la ménagère.....	53
Les solidarités syndicales.....	57
Déictiques du marxisme : titres, sous-titres, aphorismes et slogans	59
La « Lettre à nos camarades ».....	64
Féminisme et médias des années 1960.....	70
Une première revue spécifiquement féministe.....	73
La contre-culture : essai de définition	75
Parti pris esthétique, parti pris rhétorique	77
Les illustrations : collages et caricatures.....	78
Le collage	82
Les caricatures	87
Récupération médiatique du féminisme, récupération médiatique des féministes.	91
La chronique « Humour noir ».....	94
Chapitre 2 : <i>Les têtes de pioche</i>	103
Vers le 20 mai 1980	103
Une période d'exaltation	104
Les féministes à l'index.....	105
Féminisme et formalisme. <i>La Barre du jour</i> (1965-1977) et <i>La Nouvelle Barre du jour</i> (1977-1990), <i>Les Herbes rouges</i> (1968-1978).....	108
Les têtes de pioche (1976-1979)	110
<i>Héritières de Québécoises deboutte!</i> . Les têtes de pioche <i>dans le champ médiatique</i> ..	114
« La Riposte des femmes »	122
Un mouvement qui connaît son histoire et les groupes qui la constituent.	126
<i>Les têtes de pioche</i> , la culture féministe spécifique et la pensée autonome.....	130
« Some American Feminists » : solidaires par-delà les différences.....	135
La politique du mâle.....	136
« Ne pas prendre en charge toutes les misères phallogocratiques ».....	138
La lutte des femmes avant toute autre? Entre les marxistes et les radicales	142
Entre marxistes et radicales. La rupture	144
Conscience de classe, rhétorique de la proximité et positionnement.....	157
Parler comme tout le monde. « Tu vas d'y goûter mon câlisse » : les sacres, les patois et les expressions populaires	158
Chapitre 3 : <i>La Vie en rose</i>	163
1980-1987 : nouveau (x) militantisme(s) et nouveau(x) féminisme(s)?.....	163
« On ne meurt pas de mourir ».....	166
La Vie en rose : un média comme les autres?	172
« Quand Janette et les autres ne veulent plus rien savoir ».....	173
L'époque du <i>Temps fou</i>	189
Un repositionnement stratégique.....	192
Plus ça change	201
Droit (e) devant elles	208
« Le très catholique Ryan », Boubou et le Parti libéral du Québec	209
Les États-Unis et le spectre de Reagan	214
« Le droit à la vie », la droite et la vie.....	216
« Culte club ». La religion et la visite « Djipitou » au Québec	219

La pluralité des voix : entre Andrienne Rich et Janette Bertrand.....	227
Conclusion	243
Le discours culturel des féministes.....	243
« Le récit de soi ».....	247
« La politique du texte »	248
Anthropologie du féminisme. Étudier « les entrepôts de parole ».....	253
Bibliographie	256
Annexe 1	268

Liste des figures

Figure 1	79
Figure 2	80
Figure 3	83
Figure 4	84
Figure 5	85
Figure 6	86
Figure 7	86
Figure 8	87
Figure 9	88
Figure 10	89
Figure 11	89
Figure 12	207

Introduction

Dans un article récent paru dans la revue *Liberté*, Jean-Philippe Warren traite de la manifestation en ces termes :

[Les manifestations] dévoilent un possible. Elles indiquent la direction d'un monde différent par leur seule présence. Elles sont comme un graffiti sur un mur : en même temps qu'elles dénoncent, elles annoncent. Elles font rêver.

L'espoir soulevé par les manifestations a quelque chose d'utopique. Car, au-delà des causes parfois très concrètes qui provoquent l'indignation des citoyens[ne]s, on sent toujours que les rassemblements se veulent également une occasion de dessiner une humanité. Il s'agit de donner un visage à un groupe, de le mettre en scène, de le faire advenir socialement. C'est pour cette raison qu'au lendemain d'une manifestation, les personnes qui y ont participé aiment bien regarder les photos, et en particulier les photos aériennes : celles-ci montrent que ces myriades de gens réunis en un même lieu forment un « nous ». C'est un moi décuplé en des milliers de personnes, qui rêvent des mêmes possibles, [...]. (Warren, 2012 : 10-11)

Si Warren aborde la « manifestation » au sens de rassemblement de personnes qui défendent ou pourfendent un même objet et ont, ainsi, un objectif commun, on peut néanmoins se questionner, à l'aube de cette réflexion, sur le sens même du terme « manifestation » pris largement. Comme référent au verbe d'action « se manifester », « manifestation » vient du latin *manifestatio*, c'est-à-dire « se révéler ». Or, qu'est-ce qu'une revue sinon que la manifestation, dans un champ circonscrit, d'une idéologie précise, sinon qu'une façon de se révéler? Si l'on pousse la réflexion encore un peu plus en profondeur en la plaçant en phase avec celle de Warren, on peut dire aussi que la revue se présente parfois – voire souvent – comme le lieu de rassemblement des idées et des personnes qui les partagent au moins minimalement. De même, tout comme la manifestation (prise au sens de rassemblement physique de personnes) « donne un visage à un groupe », la revue permet à un groupe de se révéler, de se « mettre en scène » et de se présenter; elle est, au sens littéral, donc, une *manifestation* de l'idéologie qui l'unit. Adjoindre sa parole à un collectif ou encore l'inscrire dans une revue, dans une entreprise de diffusion précise qui transite par la voie éditoriale, constitue une prise de position qui met en jeu une forme de représentation particulière du discours, surtout au Québec post-*Refus global*. Parler en revue, c'est alors parler dans un porte-voix, c'est une façon d'amplifier l'acte d'énonciation, c'est s'engager et partager la vision du débat, du discours,

du politique et du monde de toute une classe de la société, celle que l'on nomme « les intellectuels ».

Parmi les représentations culturelles du féminisme québécois, celles d'un féminisme dit de « la deuxième vague » sont souvent perçues, à tort ou à raison, comme les plus flamboyantes, les plus originales, du point de vue artistique et esthétique. On peut aisément expliquer cette impression : les féministes des années 1970 ont en effet investi davantage la sphère culturelle que leurs prédécesseuses (Dumont, 2008) pour y inscrire leurs idéaux et de leurs revendications¹. Alors que, selon Micheline Dumont, les féministes « sont partout » (Dumont, 2008 : 121-122), on verra poindre les œuvres qui marqueront l'histoire littéraire et intellectuelle des féministes québécoises. Ainsi, elles tentent d'intervenir désormais sur le politique au moyen de manifestations artistiques singulièrement hétérogènes et polymorphes, notamment en littérature (Fortier, 1999). Pour les féministes, la création de *Québécoises deboutte!*, la première revue québécoise dédiée spécifiquement et explicitement au féminisme, a constitué un tremplin leur permettant de sauter dans la mêlée et a contribué évidemment directement à la représentation féministe sur la scène culturelle et intellectuelle dans les années 1970.

Corpus

Constitué des revues *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose*, le corpus primaire de la thèse fait trois mille sept cent quatre-vingt-sept pages.

Québécoises deboutte! (1971-1974)

Le premier numéro du journal *Québécoises deboutte!* a été publié en 1971 par le Front de libération des femmes du Québec (FLF), mais ce n'est qu'en 1972 que la revue prendra véritablement son envol sous l'égide du Centre de la femme. Elle sera publiée jusqu'en 1974 sur une base trimestrielle. La collection complète, rééditée en 1982 aux Éditions du remue-ménage (O'Leary et Toupin, 1981), est donc constituée de neuf numéros

¹ Tout comme les autres groupes militants porteurs d'idéologies revisitées (indépendantisme et marxisme, notamment) ont aussi investi ce champ.

réguliers qui comptent chacun entre dix et quarante pages. Revue féministe d'avant-garde, *Québécoises deboutte!* présente des chroniques et des articles sur différents sujets liés de près au féminisme. De fait, dans le tout premier numéro, on trouve quinze rubriques distinctes qui traitent autant des fondements culturels constitutifs des différences liées aux genres, du droit à l'avortement gratuit et accessible, que du travail des femmes, des origines de la division du travail selon les sexes ou des garderies coopératives. Plus encore, il y a des articles sur l'anatomie (des hommes et des femmes), une fiche d'explications sur certains travaux d'électricité, du courrier, des fictions, des poèmes et des bandes dessinées. La revue constitue la première manifestation médiatique du féminisme radical. C'est pour cette raison, entre autres, que nous avons choisi d'inclure cette revue à notre corpus de thèse.

Les têtes de pioche (1976-1979)

Têtes de pioche est un collectif publié vingt-trois fois entre 1976 et 1979. La collection complète du journal, intégralement rééditée en 1980 aux Éditions du remue-ménage (Saint-Amand, 1980), fait environ deux cents pages de texte, chacun des journaux comptant généralement huit pages. Fait à noter, cette réédition comprend aussi un index de toutes les auteures ayant collaboré au journal, de même qu'un index des titres et des sujets, tout comme dans la réédition de *Québécoises deboutte!* d'ailleurs. On compte environ soixante-sept signataires individuelles, dont Nicole Brossard, France Théoret, Francine Pelletier, entre autres. Certains articles sont aussi signés de pseudonymes ou par des collectifs de femmes. Chaque numéro de la revue compte un éditorial et très souvent des lettres ouvertes. Mis à part ces deux éléments, il n'y a pas de chronique récurrente et les sujets sont variables. Initiative féministe à deux volets, *Les têtes de pioche* est d'abord un groupe de réflexion sur le féminisme. Il publie aussi un journal pour rendre compte des réflexions, des revendications et des constats qui émergent des discussions afin de les partager avec d'autres femmes ayant déjà amorcé une prise de conscience sur leur condition.

La Vie en rose (1980-1987)

D'abord très modeste et inséré dans le *Temps fou*, un magazine alternatif et de gauche, le magazine féministe d'actualité *La Vie en rose* (LVR) deviendra autonome au bout d'un an seulement, avec un tirage de mille exemplaires, puis passera progressivement de trimestriel à mensuel et de vingt-huit à soixante-dix pages. Le contenu de *La Vie en rose* est fort variable. Au fil des ans, on verra la publication de dossiers tels que « Gagner son ciel ou gagner sa vie? Le salaire au travail ménager² » autant que des portraits de femmes dont Simone de Beauvoir, Kate Millet et Benoîte Groult ou des numéros littéraires spéciaux. Au cours de ses sept années d'activité – pour un total de cinquante publications –, *La Vie en rose* traitera autant de culture, de politique, de féminisme que d'actualité. Néanmoins, certaines chroniques sont récurrentes, telles que l'éditorial, le courrier et la « chronique délinquante » d'Hélène Pedneault, pour ne nommer que celles-ci. Le succès d'une importante campagne de financement et l'enthousiasme de la critique à l'égard de *La Vie en rose* n'empêcheront pas l'arrêt de sa publication en 1987.

Pour tenter de faire la cartographie du discours des féministes à travers les revues et de voir son évolution dans le temps, le corpus a été déterminé selon deux critères de sélection : d'abord l'instance responsable de la publication, même si elle ne constitue pas nécessairement un collectif à proprement parler, doit rester la même au cours des années de publication. Ensuite, l'essence du projet, les objectifs et les visées³ doivent aussi demeurer à peu près inchangés. Ces critères de sélection ont été déterminés en considérant que le maintien d'une instance énonciatrice⁴ responsable de la publication et des objectifs et visées du projet lui offre une structure plus stable – autant sur le plan idéologique qu'éditorial – permettant le déploiement d'une ligne éditoriale qui se précise au long des

² *La Vie en rose*, mars-avril-mai, 1981.

³ C'est pour ces raisons d'ailleurs que j'ai choisi d'exclure du corpus *Pluri-elles*, une revue fondée en 1977 qui deviendra *Des luttes et des rires de femmes* en 1978. D'abord constitué d'une dizaine de femmes issues de divers groupes, le bulletin *Pluri-elles* visait à assurer une certaine liaison entre ces groupes. À partir de 1978, le journal sera désormais géré par un collectif qui transforme peu à peu sa mission pour en faire un journal de témoignages de femmes. Il semble d'ailleurs que *Pluri-elles* et plus tard *Des luttes et des rires de femmes* n'avaient pas de ligne éditoriale claire comme le Centre des femmes qui publie *Québécoises deboutte!* fait du droit à l'avortement son cheval de bataille, comme *Têtes de pioche* tente de montrer en quoi, pour les femmes, le privé est politique, ou comme *La Vie en rose* souhaite offrir à son lectorat « une presse subjective [et féministe] [...] sans se cacher derrière les paravents sacrés de l'objectivité » (*LVR*, mars 1980, p.4).

⁴ Dont l'identité détermine et caractérise évidemment l'énonciation.

années de publication plutôt que de se rompre. À cette ligne éditoriale qui se développe sont arrimées des stratégies discursives qui produisent un effet ponctuel, mais se déploient aussi en progressant dans le temps. Finalement, il apparaissait intéressant d'étudier des revues qui, intrinsèquement, présentaient une certaine homogénéité, une cohérence, sur le plan de la construction discursive de l'instance énonciatrice (éthos) afin de voir comment il se développe au cours des années de publication. Ce qui comptait à l'heure du choix de corpus, c'était de pouvoir constater l'évolution dans le temps d'un projet qui, sur le plan de l'énonciation et des objectifs, reste sensiblement le même. Le choix du corpus d'analyse a été influencé par la singularité de chacune des entreprises bien que, très tôt, une certaine homogénéité sur le plan thématique⁵ ait été observée.

Problématique

Cette thèse est née d'une hypothèse selon laquelle l'entreprise éditoriale des féministes constitue un parcours discursif qui, se développant en trois temps (1971-1974/1976-1980/1980-1987), peut être considéré comme une sorte d'essai-fleuve. Nous savons déjà que le parcours des féministes est marqué par la mutation du rapport à la subjectivité dont les marques sont patentes dans le texte et que, d'un « Nous » pluriel, on passe progressivement à un ensemble de « Je » solidaires. Le travail soumis ici consiste à démonter l'appareil discursif féministe pour mieux en comprendre le mécanisme, le fonctionnement, sur le plan diachronique (sur les bases de la durée de l'entreprise éditoriale féministe que représente le corpus) et de manière plus ponctuelle (à travers chacune des revues). Les féministes se sont d'abord jointes à l'avant-garde culturelle des années 1970 (avec *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche*), puis ont tenté un certain rapprochement de la sphère des revues de grande consommation (avec *La Vie en rose*). Pourquoi? Il y a là une question de conjoncture sociale, une sorte d'effet d'entraînement, mais c'est aussi une stratégie en soi. Ainsi, le fait de resituer les revues dans leur contexte d'émergence permettra de saisir certains des enjeux qui ne sont pas immanents aux textes, mais qui les déterminent néanmoins.

⁵ Par exemple, on note une récurrence thématique par l'exploitation, dans chacune des revues, du thème du silence autour du fait féministe, silence qu'il faut pallier par la création même de la revue. J'interprète évidemment l'exploitation de cette thématique comme une stratégie qui vise la légitimation de l'entreprise.

La presse féministe au Québec est intimement liée à la trame historique sur laquelle elle évolue. Or, cela a nécessairement une influence sur la construction du discours et de toute la revue. Ce qu'il sera donc intéressant de voir, c'est la façon dont le discours non seulement s'adapte au contexte social et culturel (p. ex. préréférendum/postréférendum), mais aussi d'un support à l'autre, passant de l'état de tract à un tabloïd puis au magazine d'apparence grand public à l'esthétique léchée : « l'instance subjective qui se manifeste à travers le discours ne s'y laisse pas concevoir seulement comme statut ou rôle, mais comme "voix", au-delà, comme corps énonçant, historiquement spécifié et inscrit dans une situation que son énonciation tout à la fois présuppose et valide progressivement » (Maingueneau, 1999 : 76). La question à poser n'est pas : « *Pourquoi* la revue féministe? », car à cette question de nombreux chercheurs, issus de diverses disciplines – que ce soit en études féministes, culturelles, littéraires ou en sociologie – ont tenté d'offrir une réponse. Plutôt, il s'agit de répondre à la question suivante : « *Comment* les féministes ont-elles investi la revue? » En envisageant l'objet de l'étude comme une manifestation littéraire polymorphe, il a été possible d'identifier les enjeux liés au lieu investi (la revue) et d'en déterminer l'influence sur le déploiement textuel et discursif de la parole des féministes radicales au sein des revues.

La masse critique importante qui concerne les écritures féministes ne présente pas de recherche sur l'entreprise éditoriale des féministes au moyen d'une étude de l'éthos. C'est à partir de la situation d'énonciation de l'énonciateur⁶ – considéré comme instance discursive et donc écartée du sujet empirique – que sera retracé le parcours discursif des féministes radicales québécoises afin de voir de quelles façons elles font des possibilités textuelles un mode d'action concret en ce qu'elles « [...] souhaitent la formation d'un mouvement autant qu'elles en sont l'expression » (Fortin, 2006 : 291) et qu'elles « insistent surtout sur l'affirmation positive de soi en tant que sujet individuel, et sur ce que cela implique en tant que groupe » (*Ibid* : 293). La présente thèse s'inscrit dans la foulée de ces constats. Elle cherche à identifier ce « Nous » qui parle et qui se transforme au fil des années, mais, surtout, à voir comment il se construit dans les textes. S'il représente et

⁶ Voir à cet effet Charaudeau et Maingueneau [dir.], *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002, p. 224-231.

incarne le mouvement féministe québécois, il apparaît clair aussi qu'il le sert sur le plan rhétorique⁷. Un « Nous » qui se fractionne ou se fusionne selon les revues, un « Je » qui parle pour le groupe ou pour soi-même seulement, un « Nous » qui cherche à atteindre individuellement chacune des Je-lectrices. Un « Je » qui s'inscrit dans les textes par rapport aux autres rédactrices ou un « Nous » qui se positionne par rapport au mouvement dont il est issu sont autant de déclinaisons qu'il est possible d'attribuer à l'instance énonciatrice des articles paraissant dans les revues. Ce sont les textes qui témoignent le mieux de cette subjectivité féministe en mutation qui se fait l'écho de tout un mouvement, de cette image de soi que se construisent et diffusent les rédactrices féministes. Il apparaît clair à l'aune de ces constats que l'éthos est le filon à privilégier pour déceler l'identité de ce « Nous » (ou de cet ensemble de « Je ») et en comprendre la portée. Qui est ce « Nous »? Comment se construit-il dans le texte et comment, par la suite, agit-il dans le discours? Enfin, comment progresse-t-il dans le champ médiatique et culturel au cours de ses vingt années de présence accrue?

Nous proposons de retracer le parcours discursif des féministes à partir de la création de *Québécoises deboutte!* jusqu'à la disparition de *La Vie en rose* afin de comprendre la façon dont se construit un discours qui chemine à travers un lieu littéraire transformable. Ce discours est poreux et présente des frontières génériques fuyantes. Il se situe à mi-chemin entre le texte de fiction et l'éditorial. Caractérisé par sa mixité, il est à la fois parole et action; il faut comprendre son émergence au sein d'un mouvement récursif et dialectique, donc de manière interne – par rapport à lui-même –, et dans un deuxième temps de manière externe – par rapport aux autres. À travers les revues que nous étudions, non seulement les féministes se racontent, mais se construisent. Or, ce « grand récit féministe », qu'elles érigent à mesure des publications, présente une identité générique trouble que nous entendons, sinon définir, à tout le moins rapprocher de concepts clés qui permettent d'en mieux comprendre les enjeux. L'objectif des pages qui suivent est d'expliquer les concepts et les approches théoriques qui appuient la démarche de l'ensemble de la thèse.

⁷ Le « Nous » des féministes québécoises est indissociable de sa situation d'énonciation. Par la création de revues, elles ont tenté de convaincre le plus grand nombre – dont les pairs – de la légitimité de leur discours et de leur présence dans le champ culturel.

Jeux de zoom. Passages entre contexte et analyses rapprochées.

Inscrire des objets culturels dans leur contexte pour en analyser les incidences implique de varier la distance focale d'observation des textes. Ce jeu de zoom, ce passage entre texte et contexte est parfois lourd, mais néanmoins nécessaire. En effet, pour saisir le positionnement de chacune des revues du corpus, il faut à la fois avoir en tête une vision globale du parcours, de la trajectoire de ces mêmes revues dans le champ. Mais pour construire les parentés entre elles, pour saisir les prises de position dans leur complexité, il faut se rapprocher et pénétrer dans la maille du texte. Les perspectives synchronique et diachronique permettent de mettre au jour des enjeux fondamentaux singulièrement attachés au corpus et de constater que les revues féministes évoluent conjointement; si le discours tenu vise un effet ponctuel, immédiat, le parcours éditorial qu'un regard porté *a posteriori* permet de faire émerger montre qu'elles ne se développent pas en vase clos et s'inscrivent même en filiation : les revues féministes ont parlé ensemble à un lectorat, elles ont aussi parlé entre elles. Surtout, elles ont agi l'une sur l'autre : il s'agit d'« incorporer dans la compétence culturelle des deux partenaires de communication [...] l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, qu'ils se font de l'autre, et qu'ils imaginent que l'autre se fait d'eux-mêmes » (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 20).

Nature et fonction des revues féministes

Michel Leymerie soutient qu'à l'image d'un pont qui unit deux rives, les revues permettent « d'unir plusieurs trajectoires individuelles ». (Leymerie 2002 : 9). Bien qu'elle puisse représenter une fin en soi, c'est-à-dire un projet complet et autonome, comme un laboratoire d'écriture ou un lieu d'expression strict, la revue permet aussi souvent de faire le lien entre un point A et un point B; elle peut être un lieu par lequel transitent les idéologies d'une entité à une autre ou permettre à un groupe d'y rassembler des actions et paroles éparses. Au creux de l'espace de parole aménagé par les intellectuels au sein du champ culturel, les revues occupent donc une fonction centrale : celle de véhicule des idées et des actions qui sont publicisées, relayées par la revue. Les revues féministes issues de la période radicale sont des exemples probants de cette proposition. En effet, le mouvement

des femmes québécoises s'est pour une grande part constitué autour de revues qui représentaient le centre névralgique où s'organisaient les activités, certes, mais aussi un lieu qui permettait de produire et de diffuser l'idéologie féministe pourtant présente dans plusieurs autres sphères du social (les champs politique, culturel, littéraire, notamment). Objet polymorphe et adaptable, la revue demeure un objet difficile à définir en tant que tel. D'ailleurs, dans un article paru dans *Études françaises* en 1975, Lise Gauvin souligne que « pas plus que l'œuvre elle-même, la revue ne se laisse facilement inclure dans un cadre trop rigide » (Gauvin, 1975 : 163). À sa suite, nous considérons qu'il n'est aujourd'hui pas plus facile que pertinent de le faire dans le cadre de ce travail. En effet, pourquoi tenter de fixer la définition d'un appareil qui, de toute façon, demeure adaptable aux besoins du groupe ou de l'instance qui la produit et qui plus est, reste quasi imperméable aux tentations du générique?

Il ne s'agit donc ici ni de définir, ni de faire la lexicographie des termes *revue*, *journal*, *magazine*, etc., mais bien d'explicitier les fonctions de ces supports pour le mouvement féministe québécois qui, à partir de 1960, a d'ailleurs investi des organes médiatiques diversifiés⁸. Le chapitre se déclinera en deux volets. D'une part, il retracera les grandes lignes du discours critique au sujet des revues et des revues féministes plus particulièrement. Comme objet complexe, la revue a intéressé les chercheuses et les chercheurs de plusieurs disciplines, notamment l'histoire, la sociologie, les études littéraires et les communications. Il s'agira de faire dialoguer différentes approches et disciplines complémentaires (les études littéraires, les communications, la sociologie) pour arriver à expliciter le rôle qu'a joué la revue dans la formation et l'expression publique du féminisme québécois comme mouvement.

État des travaux

Les distinctions et les convergences dans le discours tenu par les différents groupes liés au féminisme ont été démontrées dans plusieurs ouvrages (Dumont, Toupin, 2003; Lamoureux, 1998). De même, les actions collectives des femmes ont intéressé diverses

⁸ Cette question sera d'ailleurs traitée plus en détail dans le troisième chapitre de la thèse.

institutions autant gouvernementales que populaires ou intellectuelles et elles sont l'objet de travaux auxquels sont consacrés maints mémoires et thèses. Cet état de la question se divise en quatre parties distinctes soit « Femmes et féminismes québécois », « Mouvements sociaux », « Sous-champ littéraire féministe et féminin » puis « Les revues comme lieu de discours ». Chacune des parties participe à couvrir six aspects qui incombent à notre étude soit « Histoire des femmes », « Pensée féministe et histoire du mouvement », « Féminisme et nationalisme », « Les revues féministes », « Les revues alternatives » et, finalement, « Les intellectuels et leurs revues ».

Femmes et féminisme(s) québécois

Histoire des femmes

En 1982, le collectif Clio (Collectif Clio : 1982) a publié la première histoire des femmes du Québec, posant ainsi le premier jalon d'une discipline qui, depuis, ne cessera de développer une critique de l'histoire traditionnelle. Même si la première version de cet ouvrage collectif date d'une trentaine d'années, il importe de le considérer comme un texte fondateur en ce qu'il établit les bases théoriques et épistémologiques qui ont modifié substantiellement le travail en histoire, par l'intégration d'une perspective féministe. Le collectif Clio a procédé à la publication d'une nouvelle édition revue et augmentée de *l'Histoire des femmes du Québec depuis quatre siècles* en 1992.

À l'automne 2012, l'historienne Denyse Baillargeon a publié *Brève histoire des femmes du Québec* (Baillargeon, 2012) où elle effectue un retour sur les particularités de l'histoire des Québécoises, et cela, des origines à aujourd'hui. Baillargeon adopte sensiblement la même perspective que le collectif Clio, à la seule différence qu'elle présente pour sa part un ouvrage qui couvre les décennies 1990 et 2000, et qu'il s'agit d'un ouvrage de synthèse. Le travail de Denyse Baillargeon permet de considérer les années récentes de l'histoire des femmes et les enjeux actuels qui les concernent. De cette manière, la réflexion que propose la thèse, si elle trouve des repères dans l'histoire et la mémoire des femmes et des féministes, s'ancre néanmoins dans un ici et maintenant, en fonction d'une

actualité qu'il est nécessaire de considérer, autant du point de vue scientifique que politique.

Sur la pensée féministe et l'histoire du mouvement

L'une des chercheuses phares membre du collectif Clio, Micheline Dumont a aussi consacré une part importante de ses travaux à l'histoire du féminisme en tant que tel. Avec Louise Toupin, en 2003, Dumont a publié un ouvrage de référence qui se présente sous la forme d'une anthologie de la pensée féministe au Québec (Dumont et Toupin, 2003). La troisième partie de l'anthologie *La pensée féministe au Québec*, « Le féminisme comme pensée radicale » (Dumont et Toupin [dir.], 2003, p. 459-715), pointe de façon particulière la période étudiée et nous permet de saisir l'évolution du mouvement tant en regard de ses actions que de ses développements théoriques, au moyen de textes produits par des féministes actives de l'époque. Or, puisqu'il faut aussi comprendre le mouvement et ses articulations « de l'intérieur », ce chapitre de l'anthologie nous donne une vue synchronique et critique des diverses publications initiées par des groupes de femmes issus de toutes les catégories de féminisme. Il permet de prendre en considération les définitions et les réflexions critiques portées sur le féminisme comme phénomène social, de même que l'évolution de la pensée et des revendications du féminisme étudiée à travers les différentes manifestations culturelles, littéraires et médiatiques. Qui plus est, l'ouvrage fait état de toutes les revues qui ont été publiées par le mouvement. Or, puisque les analyses proposées ne s'attardent ni à la forme, ni aux modalités discursives ou aux stratégies d'énonciation et d'écriture, l'ouvrage offre des outils de repérage, sans toutefois recouper directement les propositions et les hypothèses présentées dans la thèse.

L'essai de Diane Lamoureux, *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 70* (1986), propose un retour sur la période radicale des années 1970 afin de resituer les enjeux du féminisme à l'aube des années 1980 par rapport aux avancées et aux transformations du mouvement. L'essai de Lamoureux est essentiel pour comprendre les voies d'intégration et de retranchement d'un féminisme – considéré comme la première pensée anticapitaliste postmarxiste –, au sein d'un mouvement militant global, en relation

avec les groupes et les idéologies nationalistes et de gauche. Plus encore, en postulant, comme nous l'effectuons, que le parcours éditorial des féministes suit la progression de l'idéologie et des pratiques militantes qui structurent le champ de l'époque, alors la « crise du militantisme » que note Lamoureux (Lamoureux, 1986 : 146) constitue un appui théorique important sur lequel peut s'appuyer notre hypothèse.

Micheline Dumont a publié, en 2008, une histoire du féminisme québécois de 1893 à 2008 (Dumont, 2008). Ainsi, Micheline Dumont retrace les épisodes de l'histoire du féminisme québécois depuis cent ans, en passant par ses grandes actions, ses grands courants de pensée puis les enjeux et les revendications qui l'ont animée. *Le féminisme québécois raconté à Camille* permet de comprendre le contexte d'émergence des revues féministes du point de vue du mouvement des femmes lui-même, c'est-à-dire un mouvement en constante redéfinition.

Finalement, différents travaux, dont la thèse de Manon Thibert, « Le courant radical du féminisme au Québec » (1986), permettent de parfaire notre réflexion; l'histoire du féminisme radical québécois est établie depuis longtemps et là n'est pas l'objet de notre thèse. Néanmoins, nous ne pouvons faire fi de la trame historique sur laquelle évolue la presse féministe au Québec, car cette dernière y est intimement liée : la presse féministe se développe à partir d'une conjoncture sociale particulière au début des années 70⁹.

Féminisme et nationalisme

L'une des idéologies les plus déterminantes de la période ciblée par la thèse concerne l'idéologie nationaliste québécoise. Moutlt travaux ont établi et présenté une analyse des rapports entre le nationalisme et le féminisme québécois. Diane Lamoureux figure parmi les chercheurs qui ont le plus documenté cette question. Elle a publié, en 2001, un ouvrage qui apparaît être une synthèse de sa réflexion sur la question. La monographie pose principalement trois questions qui sont à la base de la démonstration de Lamoureux

⁹ Il faut noter aussi le mémoire de Johane Fréchette, *Pratiques de presse féministes autonomes et radicales au Québec de 1971 à 1987 : innovations et impasses* (voir référence en bibliographie).

qui, dans un premier temps, se questionne sur la validité de la notion même de souveraineté des États en fonction des théories politiques modernes. Dans un deuxième temps, Lamoureux étudie de près la convergence entre les mouvements nationalistes et féministes. Elle en interroge les causes et les effets pour voir, finalement, la manière dont s'est développée la relation entre les deux idéologies, mais aussi entre les deux mouvements, en fonction des points de jonction et de disjonctions entre les deux luttes sur le plan politique. L'analyse de Lamoureux s'effectuant dans une perspective genrée, elle lui permet de considérer le nationalisme québécois « comme un mouvement de virilisation des hommes » (Lamoureux, 2001 : 137). *L'amère patrie* de Lamoureux s'inscrit dans la foulée du travail de maîtrise de Stéphanie Lanthier (Lanthier, 1998) qui se consacre à démontrer « l'impossible réciprocité entre le nationalisme radical et le féminisme radical québécois ». Stéphanie Lanthier postule en effet que la « réciprocité », donc le partage, l'échange et la mutualité entre les deux idéologies est improbable en raison de l'exploitation d'une rhétorique de la conquête d'une femme-pays. Pour Lanthier, cette même rhétorique oriente de manière significative le discours de libération nationale et rend donc impossible l'accueil réciproque des deux idéologies. Bien entendu, toutes les revues à l'étude dans la thèse présentent, sous une forme ou une autre, une sorte de conscience nationale. Cette question n'est cependant pas apparue comme étant plus déterminante qu'une autre du point de vue rhétorique.

Mouvements sociaux

Plus récemment, les travaux de l'historien Sean Mills (2004, 2011, 2012) font l'historiographie du contexte de création de groupes sociaux militants qui participeront à transformer en profondeur la société québécoise. Dans son plus récent ouvrage, *Contester l'empire* (2012), Sean Mills étudie finement le contexte social et culturel qui a permis l'émergence, à Montréal, de ces groupes dont l'idéologie et la pratique militante sont fortement inspirées des théories de la décolonisation. À travers son étude « L'élaboration et la conceptualisation de ce discours de dissidence à Montréal » (Mills, 2012 : 23), Mills analyse les rapports entre les mouvements sociaux montréalais et les groupes qui ont inspiré leurs luttes à Cuba, en France et aux États-Unis.

Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas qui nous concerne, c'est que Sean Mills se penche sur la question de l'émergence du mouvement féministe québécois de la deuxième vague en la considérant comme une partie intégrante de cette nouvelle vision du monde qui émerge à partir de la pensée anti-impérialiste postcoloniale. Mills consacre tout un chapitre de son livre au Front de libération des femmes du Québec, le groupe fondateur de la première mouture de la revue *Québécoises deboutte!*. Pour Mills, « la libération des femmes ressort comme un thème de la Nouvelle Gauche » (*Ibid.* : 146). Cette perspective nouvelle sur le mouvement des femmes permet d'ouvrir les possibilités d'interprétation quant aux relations à établir entre les féministes québécoises francophones et anglophones, de même qu'en ce qui concerne les conditions de création véritable et complexe du groupe, laquelle s'effectue principalement autour du Montreal Women's Liberation Movement. Plus important encore, Mills montre la façon dont les femmes ont inclus le féminisme dans un cadre d'analyse marxiste qui lui-même a significativement orienté la conceptualisation de leur autodétermination. Pour notre part, nous montrerons la manière dont il a orienté leur rhétorique. Finalement, les travaux de Sean Mills permettent d'envisager le champ en fonction de l'ensemble des groupes sociaux qui forment le mouvement de contestation décrit dans *Contester l'empire*.

Dans *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste* (2007), le sociologue Jean-Philippe Warren s'intéresse quant à lui spécifiquement aux mouvements de gauche et d'extrême-gauche activistes marxistes-léninistes (m-l) dont la période d'activité s'est étendue de la fin des années 1960 jusqu'à sa chute au début des années 1980. Warren rappelle avec justesse en fin de parcours que l'activité m-l des années 1970 répond à un besoin de contestation patent qui découle des transformations sociales que vit le Québec de cette époque. C'est là où ses travaux recoupent ceux de Mills : ils cherchent à mettre en lumière les causes et les effets de cette période d'effervescence intellectuelle fondant le mouvement social qui créera bientôt les revues du corpus. Il est pertinent de combiner les études de Mills et de Warren à notre objet d'étude puisque cela permet de considérer l'émergence du féminisme radical québécois selon la variété de points de vue

complémentaires qu'induisent nos domaines de recherche respectifs, soit en histoire, en sociologie et en littérature.

Sous-champ littéraire féministe et féminin

Dans *Ouvrir la voie/x* (2004), Isabelle Boisclair travaille à déceler et à décrire les étapes de la constitution d'un sous-champ littéraire féministe québécois. Cet ouvrage décrit de manière très précise les façons dont la production littéraire féministe s'est inscrite dans le champ littéraire québécois. En effet, l'auteure effectue un recensement des œuvres féministes publiées de 1960 à 1990 afin d'arriver à comprendre comment elles ont fini par constituer un sous-champ singulier. Ce faisant, elle s'intéresse aux stratégies d'investissement des mécanismes de reconnaissance qui incombent à l'institution littéraire, de même qu'au domaine de l'édition, plus largement.

Dans le troisième chapitre de son ouvrage, Boisclair s'intéresse de manière plus particulière aux décennies 1970 et 1980 en s'appliquant à dresser un portrait exhaustif du paysage littéraire féministe de cette période. Cependant, elle ne traite pas la dimension médiatique et la création de revues et ne considère donc pas la question des supports, mais plutôt la question des genres – et met de côté par le fait même une portion importante de la réception des publications féministes. Les tableaux statistiques schématisant la production par genre et par année ne contiennent pas d'entrée « revues », « magazines » ou « périodiques ». Les chiffres présentés laissent croire que notre corpus se situe dans la section « autre ». Or, en considérant la revue féministe comme une *manifestation littéraire* qui constitue une part importante des champs non seulement littéraire, mais culturel et intellectuel, nous proposons de l'inclure comme initiative littéraire privilégiée par les féministes, comme une stratégie *littéraire* pour aller à l'encontre du discours dominant. D'autant plus qu'il a été démontré par François Dumont qu'« il faut distinguer l'écriture des années 1960 d'avec la sélection opérée au cours de ces mêmes années. On verra notamment que, dans le Québec d'alors, les femmes sont totalement ignorées par les éditeurs de recueil d'essais, ce qui ne veut pas dire qu'elles aient été pour autant absentes des journaux et des revues. » (Dumont, 1999 : 5)

Ouvrir la voie/x permet d'envisager et de comprendre la dynamique du champ à l'époque qui nous intéresse, car il présente la problématique des agents et des forces en lutte. Bien que Boisclair ne fasse pas état directement de la création de revues comme partie intégrante de la production littéraire féministe, il n'en demeure pas moins que son travail donne à voir les espaces laissés en blanc qui ont permis aux revues féministes d'émerger. En effet, les repères statistiques donnent une idée précise des conditions qui ont laissé une place propice à cette émergence dans le champ, d'autant plus que selon Laurent Mailhot « [les femmes] préfèrent des genres croisés ou paradoxaux. » (Mailhot, 2005 : 58)

Bien qu'il traite strictement de modalités d'écriture « tentée[s] par l'expérimentation formelle » (Fortier, 1999 : 247) dans *Pour les femmes et tous les autres* de Madeleine Gagnon, l'article de Frances Fortier paru en 1999 dans *La pensée composée* (Dumont [dir.], 1999) semble dresser un portrait juste d'une poétique féministe. Il est aisé de croire que cette poétique décrite par Fortier caractérise aussi d'autres œuvres ou initiatives littéraires issues de la production féministe des années 1970. En fait, selon Fortier, *Pour les femmes et tous les autres* est une œuvre

emblématique de l'avant-garde des années 1970 au Québec qui tentait d'arrimer l'orthodoxie marxiste, le féminisme radical et la théorie littéraire en un foisonnement de pratiques jusque-là inédites [...] *Pour les femmes et tous les autres* [...] a donné lieu à des lectures contrastées qui sont au principe même de ma proposition, à savoir qu'il s'agit d'une parole composée, à la jointure du fantasme et du réel, du collectif et du subjectif, du pamphlet et du texte. (Fortier, 1999 : 248)

L'article de Fortier permet de poser quelques points de repère nécessaires à l'analyse textuelle du corpus. Pour l'essentiel, il constitue donc un outil permettant de reconnaître certains procédés d'écriture ou traits caractéristiques de la poétique féministe telle que perçue par Fortier dans *Pour les femmes et tous les autres*. D'ailleurs, certains concepts clés issus de la proposition initiale de l'auteure font directement écho aux revues à l'étude, par exemple les expressions « parole composée », « jointure du réel, du collectif et du subjectif, du pamphlet et du texte ».

Les revues comme lieu de discours

Sur la revue féministe

Les travaux de Myriame El Yamani, *Minoritaires sans paroles* (1998) de même que *Prendre la parole et la perdre : le cas des presses féministes en France et au Québec* (1993), posent des questions fondamentales en ce qui a trait à la prise de parole – et de position – des femmes dans le champ médiatique. En fait, El Yamani s’interroge sur les motifs qui mènent les entreprises éditoriales initiées par certains groupes minoritaires, dont les femmes, à disparaître prématurément du champ médiatique et fait ainsi état du désintérêt des médias majoritaires face aux groupes minoritaires en mettant au jour les enjeux qui déterminent la prise de parole de ces derniers. Ce faisant, El Yamani démontre que le fait de ne pas relayer le discours des minoritaires dans la presse majoritaire constitue une façon de ne pas considérer leur parole comme légitime.

Ces travaux nous éveillent à des perspectives d’analyse non seulement par rapport aux textes, mais aussi au contexte de création, de rédaction et de disparition des revues féministes, considérées sous la loupe médiatique et sociale; ils sont donc essentiels. Cependant, nous n’entendons pas aborder la problématique sous le même angle que El Yamani. En effet, cette dernière ne s’attarde pas tant à analyser d’un point de vue littéraire le contenu des revues, mais bien de faire état des déterminations externes du champ médiatique qui exercent une influence sur les conditions d’existence, de survie ou de disparition, des revues dans le champ médiatique et, plus largement, dans le domaine des communications. Il s’agit donc davantage d’une réflexion portée sur les tenants et les aboutissants qui incombent à la prise de parole des minoritaires – dont les femmes – dans un champ précis.

Nous considérons pour notre part que s’il y eut lieu de se pencher sur ces questions fondamentales permettant de saisir l’ampleur sociale et médiatique des entreprises telles que la presse féministe dans le domaine des communications et de les analyser du point de vue sociologique, il importe maintenant de ne plus les analyser en stricte comparaison avec d’autres entreprises médiatiques dites « de masse », mais bien en considérant que les revues féministes québécoises deviennent éventuellement un *objet littéraire quasi autonome*, qui

demeure poreux aux effets de champs, certes, mais dont le discours et la forme se définissent en eux-mêmes. Au contraire de El Yamani, nous croyons que la mise en relation entre la presse féministe québécoise et les médias de masse est risquée, puisque ce n'est pas le même objet. Pour les féministes, il ne faut pas que transmettre de l'information, la presse n'est pas qu'un relais vers le lectorat; le texte et le discours représentent un mode action qui investit les rouages de l'institution littéraire en agissant idéologiquement contre le patriarcat auprès de la population par l'intermédiaire d'une publication populaire. Les deux objets ne sont donc pas équivalents sur les bases fonctionnelle et politique¹⁰.

Les revues alternatives

Globe, revue internationale d'études québécoises a fait paraître en 2011 un numéro dédié aux revues culturelles québécoises (Nareau et Morency, 2011). Parmi les textes publiés au sein de ce numéro, certains complètent ou prolongent notre réflexion. Notons celui d'Andrée Fortin « *Le Temps fou et Dérives. Redéfinir l'ailleurs politique* » (Fortin, 2011), celui de Jonathan Livernois « 1974. La dernière année de *Maintenant* » (Livernois, 2011) et celui de Michel Lacroix « La francophonie en revue, de la *Nouvelle Relève à Liberté* (1941-1965). Circulation des textes, constitution de discours et réseaux littéraires » (Lacroix, 2011). *Globe* a aussi publié un numéro portant sur les gauches québécoises depuis 1960 (Warren, 2011). Il faut notamment en retenir les textes de Jean-Philippe Warren, « Introduction : les gauches québécoises. Quelles spécificités? Quelles similitudes? » (Warren, 2011), de Sylvano Santini « La "bâtardise" de Straram. La gauche culturelle au Québec des années 1970 et ses suites » (Santini, 2011) et celui de Daniel Béland et d'André Lecours « Le nationalisme et la gauche au québec [sic] » (Béland et Lecours, 2011). Finalement, notons que Jacinthe Michaud a publié l'article « La reconnaissance des apports théoriques du féminisme dans la presse alternative de gauche : le cas du *Temps fou* » (Michaud, 2010), lequel permet de mieux saisir la stratégie éditoriale jouée par *La Vie en rose* en s'insérant d'abord dans une revue alternative de gauche bien établie comme *Le Temps fou* et de connaître, en quelque sorte, les antécédents idéologiques de la revue.

Les intellectuels et leurs revues

¹⁰ Il faut surveiller aussi les travaux en cours de Josette Brun.

Dans *Passage de la modernité, les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)* (Fortin, 2006), Andrée Fortin dresse le portrait des manifestations d'intellectuels au Québec grâce à l'histoire des périodiques. À cet effet, non seulement l'auteure fournit des éléments de réponse en ce qui concerne la fonction des revues pour les différents groupes ou individus qui les créent, mais elle donne aussi à voir l'importance des revues en démontrant la place fondamentale qu'elles occupent dans l'évolution de la pensée féministe et l'articulation de son idéologie *dans et par* le discours. Fortin y consacre un chapitre entier au cours duquel elle retrace sommairement le parcours discursif de la parole féministe, s'appliquant entre autres à décrire les mutations au niveau de l'instance énonciatrice et de la subjectivité éditoriale portée sur le sujet social et sur le féminisme. La thèse en cours permettra d'aller plus loin dans cette veine en décrivant de manière précise les variations tonales et rhétoriques inhérentes à une parole qui, ultimement, construit l'entreprise féministe globale que constituent la fondation et la publication des trois revues. Il s'agit donc de révéler et de comprendre les enjeux qui permettent de faire fonctionner l'appareil discursif et rhétorique que représente le corpus.

Les ouvrages de Dumont, Toupin et Fortin que nous avons sommairement présentés en amont décrivent *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose*; ils permettent, en quelque sorte, d'en comprendre la portée idéologique dans l'histoire du féminisme (Dumont, Toupin, 2003) et de les inscrire dans la portion qu'occupent les revues d'idées dans l'histoire culturelle du Québec (Fortin, 2006). Ces travaux constituent l'amorce d'une réflexion que nous proposons de poursuivre d'un point de vue littéraire.

Approches théoriques et cadre conceptuel

Le cadre conceptuel de la thèse se situe au confluent de trois courants majeurs de la recherche actuelle. Dans un premier temps, la théorie des champs de Pierre Bourdieu permet de concevoir l'espace comme un champ de luttes dont l'objectif, pour chacun des agents qui y intervient, est d'accumuler le plus possible de capital. Cette façon de concevoir l'existence des revues comme se faisant dans un espace circonscrit à cette fin, a orienté toute la recherche et la réflexion doctorale ici soumise. Dans cette perspective, la sphère

littéraire est considérée comme un espace de luttes pour la définition et l'accumulation de capital symbolique, dans lequel les interactions concrètes constituent un facteur significatif. Il s'agit d'articuler les positions dans le champ au discours dans les revues. La théorie du discours social de Marc Angenot (1989) permet d'avoir une vision globale des discours de l'époque et favorise la compréhension des phénomènes de distinction, d'interdiscursivité et de dialogisme entre le littéraire, le politique et le médiatique. L'analyse du discours telle que la pratique notamment Ruth Amossy (2010) permet d'examiner les textes pour en saisir les stratégies rhétoriques et argumentatives, tout en maintenant un cadre qui prend aussi en considération la dimension sociologique de l'analyse. Finalement, la nouvelle rhétorique telle que pensée et développée par Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca permet d'identifier les stratégies rhétoriques qui construisent l'argumentation des féministes et de saisir la manière dont elles se positionnent discursivement dans le rapport de force qui s'institue entre les agents du champ.

La rhétorique. L'éthos

Considéré longtemps comme le parent pauvre des trois espèces de preuves aristotéliennes, car il est au sein de la *Rhétorique* la notion la moins documentée – mais néanmoins la plus convaincante selon Aristote lui-même – l'éthos est devenu l'un des filons les plus utilisés en analyse de discours. En effet, dans la foulée des recherches menées notamment par Ruth Amossy, des chercheurs tels que Dominique Maingueneau ont bien montré que l'étude de l'éthos pouvait mettre en lumière une part cruciale de la rhétorique menée au sein d'un texte. Cependant, à la différence des conceptions plus traditionnelles, l'approche de Dominique Maingueneau et de Ruth Amossy est spécifique à l'analyse du discours. L'éthos est ainsi considéré comme une instance qui n'est plus strictement rattachée à l'argumentation, mais davantage au discours; il se construit dans et par le discours.

L'étude de l'éthos permet précisément de connaître l'identité de l'instance énonciatrice et de mesurer les incidences des effets de champ sur le discours, considérant à l'instar de Pierre Bourdieu « qu'à chaque position correspondent des prises de position

homologues » (Bourdieu, 1998 : 379). Ces prises de position participent à construire une image du locuteur par le discours, image qui elle-même peut constituer, par l'éthos, une technique de rhétorique fort efficace : « on ne saurait [...] dresser de cloison entre l'éthos et le code langagier [et discursif] propre à une position dans le champ littéraire » (Maingueneau, 2004 : 212). De même, comme Dominique Maingueneau, nous considérons que « l'éthos n'est pas un procédé intemporel [et que], comme les autres dimensions de l'énonciation, il inscrit les œuvres dans une conjoncture historique déterminée » (Maingueneau, 2004 : 208). Les féministes radicales québécoises se construisent une identité et une légitimité par la mise en discours de leurs revendications à travers la création et l'investissement du dispositif revue. Cette manière de dire agit non seulement sur le dire lui-même, mais le détermine. C'est précisément cela qui compte en fait : « le garant qui soutient l'énonciation doit, à travers son propre énoncé, légitimer sa manière de dire » (Maingueneau, 2004 : 208). Dans le cas des revues féministes, la manière de dire détermine l'énoncé et *permet* de dire : « la qualité de l'éthos renvoie à un garant qui à travers cet éthos se donne une identité à la mesure du monde qu'il est censé faire surgir » (Maingueneau, 2004 : 212). Le cas échéant, le « monde » qu'étaient censées faire surgir les féministes est connu et documenté. Sociologues, historiennes, politicologues ou littéraires ont effectué maintes recherches qui ont permis de cerner les idéaux et les revendications premières de l'idéologie féministe de la période radicale. Nous proposons pour notre part d'étudier les stratégies discursives et de légitimation des féministes qui transitent par l'instance éthotique dans les textes et qui constituent ainsi un levier rhétorique puissant :

on persuade par le caractère quand le discours est de nature à rendre l'orateur digne de foi, car les honnêtes gens nous inspirent confiance plus grande et plus prompte sur toutes les questions en général, et confiance entière sur celles qui ne comportent point de certitude, et laissent une place au doute. Mais il faut que cette confiance soit l'effet du discours, non d'une prévention sur le caractère de l'orateur (Aristote, 1991 : 22-23).

Selon Ruth Amossy, « toute prise de parole implique la construction d'une image de soi » (Amossy, 1999 : 9). Tandis que Maingueneau considère que cette image de soi que l'on offre à l'autre se construit uniquement dans et par le discours¹¹, Chaïm Perelman, quant à lui, stipule que les mêmes paroles produisent un tout autre effet selon celui qui les

¹¹ L'éthos est une notion discursive, il se construit à travers le discours, ce n'est pas une « image » du locuteur extérieure à la parole (Maingueneau, 2004 : 205).

prononce » (Perelman, 1992 : 479). Dans le cadre de la thèse, le concept d'éthos est utilisé plutôt comme un outil d'analyse que comme une grille stricte : il s'agit pour nous d'une façon de concevoir l'instance d'énonciation et de la mettre en relation avec les autres agents du champ en fonction des lignes argumentatives et rhétoriques qu'elles instaurent. De même, notre conception de l'éthos se situe au carrefour des considérations théoriques d'Amossy, Maingueneau et Perelman. Puisque « tout discours oral ou écrit suppose un éthos : l'interprète construit en se fondant sur des stéréotypes une certaine représentation du corps *garant*, c'est-à-dire de l'instance qui assume la responsabilité de l'énoncé et dont la parole participe d'un comportement global [...] » (Maingueneau, 2009 : 60), il semble que, à l'aide d'une étude de l'éthos, se révélera aussi l'influence mutuelle qu'ont eue les revues. À l'instar des propositions de Maingueneau, on applique deux déclinaisons de l'éthos : l'éthos prédiscursif (ou préalable) et l'éthos discursif (ou effectif) (Maingueneau, 2004 : 205). L'éthos prédiscursif constitue une représentation du locuteur préalable à l'énonciation comme telle. Par exemple, en ouvrant une revue féministe, avant même d'avoir lu une seule ligne, le destinataire s'imagine que le discours tenu sera au moins teinté des idéologies féministes et que, de même, le locuteur se construira comme tel à travers son discours : « même si le destinataire ne sait rien au préalable de l'éthos du locuteur, le seul fait qu'un texte relève d'un genre de discours ou d'un positionnement idéologique induit des attentes en matière d'éthos » (Maingueneau, 2004 : 205). L'éthos discursif est effectif dans l'acte d'énonciation – le cas échéant, le texte lu; c'est celui construit *par* le texte au moment de sa lecture. Les fondatrices et les rédactrices des revues subséquentes à *Québécoises deboutte!* étaient pleinement conscientes de l'image et de la réputation qui les précédaient; elles savaient qu'avant même d'avoir écrit une seule ligne, le destinataire avait une certaine image d'elles. De la même manière, elles ont eu à choisir entre s'inscrire en parfaite filiation avec celles qui les précèdent et marcher dans leur sillage, ou refondre leur image afin que le lectorat s'en fasse une nouvelle idée; à l'enseigne de l'éthos loge donc une grande partie de l'idée de parcours telle que décrite auparavant. En effet, grâce à l'analyse de l'éthos, nous répondons aux questions suivantes : qui raconte et comment?

La typologie de Marc Angenot

La typologie développée par Marc Angenot dans *La parole pamphlétaire* (1982) permettra de déceler les stratégies discursives et les techniques de rhétorique déployées dans les textes qui visent non seulement à se construire une parole argumentée et valable, mais aussi, et surtout, à la présenter comme telle au lectorat. L'ouvrage d'Angenot « est consacré à la description théorique de ce que l'on nomme habituellement la “littérature de combat” » (Angenot, 1982 : 9) et s'applique à décrire les différentes techniques de rhétorique que peut initier l'auteur d'un texte à teneur pamphlétaire. Son travail permet donc prioritairement de reconnaître et de nommer ces stratégies et de comprendre de quelles façons les féministes, à travers leurs revues, tentent de convaincre le lectorat du bien-fondé de l'idéologie qu'elles proposent *dans* le texte et *par* le texte. Dans une perspective plus globalisante, mentionnons que les travaux d'Angenot (1982, 1989, 2008) se trouvent à la base des conceptions théoriques de cette thèse où la théorie du discours social est intégrée et permet d'envisager les phénomènes de distinction et de dialogisme entre les discours en présence dans un état de société donné.

Cultural studies

Depuis les travaux de Richard Hoggart, fondateur du Center for Contemporary Cultural Studies en 1964, les travaux en études culturelles ont mis de l'avant une méthodologie – ou une antiméthode – qui a bouleversé les sciences sociales. En s'intéressant d'abord aux limites, à la marge, aux figures culturelles délaissées généralement par la science traditionnelle, les études culturelles ont ouvert de vastes chantiers de recherche et permis de comprendre les dynamiques de production d'hégémonie et d'identifier les canaux par lesquels les discours dominants se rencontrent, se reconduisent et se renforcent. Les *cultural studies*, comme discipline qui conçoit l'hybridité des objets culturels comme un enjeu pour la recherche savante, cherchent à saisir l'« irruption des marges dans les processus centraux » (Glevarec, Macé *et al.*, 2008 : 7). Aussi, nous ne nous étonnerons pas de trouver les termes clés qui ont constitué les fondements théoriques des études culturelles, et au premier chef le concept d'hégémonie

culturelle développé par Antonio Gramsci (1974¹²), le concept de culture dominante, développé par Richard Hoggart (1970), puis, en ce qui concerne plus spécifiquement la lecture et l'interprétation des objets culturels, donc la réception, les notions de codage et décodage explorées finement par Stuart Hall (1973, 1977). Les travaux de Dick Hebdige (1979) sur les *subcultures* (sous-cultures) de même que ceux de Janice Radway (1984) ont permis de raffiner certaines analyses. Encore une fois, les concepts glanés dans les études culturelles ne constituent pas une grille, mais ces concepts permettent de saisir la complexité des interactions culturelles qui ont cours au sein des revues elles-mêmes entre les publics, entre culture dominante et sous-cultures, notamment.

La matrice médiatique

La recherche récente en histoire culturelle et littéraire de la presse a permis d'établir une poétique de la presse à travers laquelle s'étaient différents paramètres de configuration d'un objet issu de la matrice médiatique, dont la revue. Ainsi, s'il demeure difficile, comme on l'a mentionné avant, d'inclure cette dernière dans un genre précis, on peut néanmoins distinguer certains traits qui lui sont spécifiques et qui, en outre, sont inexorablement liés à la fonction des revues; en fait, à la nature même de la revue sont inhérentes certaines des fonctions que lui ont octroyées les féministes, comme le regroupement, notamment. Dans son ouvrage *La littérature au quotidien* (2007), Marie-Ève Thérénty élabore sur les quatre concepts fondateurs de la matrice médiatique. La présentation de chacun de ces concepts donne l'occasion de montrer en quoi la périodicité, l'actualité de même que la rubricité et la collectivité permettent d'envisager le corpus de la thèse selon des perspectives littéraire et médiatique, et cela, même s'il est fort différent du corpus de Thérénty, qui étudie des journaux quotidiens français de la fin du XIX^e siècle, puisqu'il s'agit de paramètres clairs s'appliquant spécifiquement à l'étude d'une entreprise médiatique.

Périodicité

La périodicité concerne le rythme auquel est publié la revue ou le journal et permet de saisir, dans une certaine mesure, la résonance d'un journal précis dans le social. Par

¹² Nous privilégions la traduction des *Écrits politiques* publiée en 1974 chez Gallimard – voir la référence en bibliographie pour plus de détails.

exemple, *La Vie en rose* tirait à plus de 40 000 exemplaires en 1987, et ce, mensuellement. Le magazine était ainsi passé de trimestriel à mensuel, et de 6 000 à 40 000 exemplaires! Or, puisque l'énonciation est indissociable de son contexte, ces transformations importantes ont eu des influences sur le discours : une revue mensuelle peut traiter plus vigilement et précisément de l'actualité, par exemple. Aussi, à travers elle, peut-on marteler de manière régulière des revendications prioritaires?. Le concept de périodicité permet d'étudier les effets, dans le temps, de la prise de parole sur le discours des féministes. La revue n'est pas une prise de parole unique et ponctuelle, plutôt, elle est soutenue, prolongée. C'est à cet effet que la notion de périodicité permet de considérer le développement des constantes discursives, des thèmes, comme autant d'idées parvenant à se maintenir dans la périodicité, pensons, par exemple à la lutte pour l'avortement libre et gratuit, une lutte que les féministes ont notamment menée à travers les revues. Plus que les revendications prioritaires du féminisme radical, les revues ont porté la voix féministe dans le champ culturel près de deux décennies durant, une voix qui prend corps à travers l'organe de presse et a ainsi permis de maintenir la présence des féministes dans le champ socioculturel québécois.

Actualité

Cet élément théorique concerne le rapport au passé proche, au présent et au futur. Dans les revues féministes, le rapport à l'actualité – auquel s'assimile le rapport au temps – est intimement lié avec la notion de périodicité. Que ce soit en voulant raconter l'« Histoire d'une oppression¹³ » où l'on effectue une relecture féministe de l'histoire en remontant aux premiers jours de la colonie française pour appliquer, fort habilement, certains faits historiques à l'actualité, au contexte politique et social de l'époque, en tenant une chronique qui présente les pionnières du mouvement féministe – « Nous ne sommes pas les premières¹⁴ » – ou, comme le font les éditorialistes de *La Vie en rose*, en traitant d'un fait d'actualité important pour le mouvement féministe à venir dans un futur rapproché ou

¹³ Il s'agit d'une chronique publiée dans *Québécoises deboutte!*.

¹⁴ La chronique paraît dans *Les têtes de pioche* et s'intitule « Nous ne sommes pas les premières ».

advenu peu de temps avant, par exemple la venue du pape Jean-Paul II en 1984¹⁵, la relation au temps devient une thématique importante de chacune des revues à l'étude.

Le rapport à l'actualité ne concerne pas uniquement le traitement de faits d'actualité. Il n'est pas non plus « extérieur » aux objectifs et visées de chacun des projets. Par exemple, la revue *Québécoises deboutte!* inscrit la lutte féministe dans l'actualité, dans le contexte sociopolitique duquel elle émerge. La prise de conscience et l'engagement doivent se faire *hic et nunc*, car la révolution est donnée d'emblée comme étant la révolution d'actualité. Dans *Québécoises deboutte!*, les rédactrices parlent d'actualité et tentent d'agir ainsi sur elle. Il est intéressant de noter que les rédactrices s'adressent aussi aux ménagères en plus du typique destinataire marxiste, l'ouvrière. C'est non seulement une façon de rendre le privé politique, mais d'étendre le lectorat visé et construit par le texte.

Québécoises deboutte! entretient davantage un lien chronologique à l'actualité; les rédactrices tentent de s'inscrire dans le temps. Ce n'est pas la même chose dans le cas de *La Vie en rose*; le rapport à l'actualité est plus classique, plus strict. Le slogan du magazine – « le magazine d'actualité féministe » – donne à comprendre d'emblée que la façon privilégiée par les rédactrices pour s'inscrire dans le social est de passer par l'entremise de l'actualité; porter un regard féministe sur l'actualité c'est, pour les créatrices du projet, le *leitmotiv* de la revue. Il s'agit non seulement de faire intervenir le féminisme dans l'actualité (en l'observant sous la loupe féministe), mais de refaire du féministe un sujet d'actualité. À ce double objectif sont arrimées maintes stratégies qui visent à convaincre le lectorat du bien-fondé de l'entreprise, comme on le verra subséquemment.

Le rapport à l'actualité permet aux rédactrices de revues de prendre position par rapport à certains faits ou contextes. Or, ces prises de position sont révélatrices de la place occupée dans le champ intellectuel par les revues à l'étude, mais, surtout, de la place

¹⁵ Françoise Guénette, « Ciel, que vois-je? : petite épître estivale » dans *LVR*, juillet 1984, p. 5; Francine Pelletier et Françoise Guénette, « L'automne que nous aurons : De Wojtyła à Ferraro », dans *LVR*, septembre 1984, p. 5 et 64.

qu'elles *tentent* d'occuper, chacune à leur époque. Il s'agit pour *Québécoises deboutte!* de prouver le caractère actuel — et urgent — de la lutte, pour *Les têtes de pioche* de diffuser l'actualité féministe, les développements de la pensée féministe et les réflexions « en direct » et, finalement, pour *La Vie en rose*, il s'agit de faire une lecture féministe de l'actualité et de ramener le féminisme dans l'actualité. Chacune de ces fonctions change la matière dont on traite les revues, de même que la configuration de chacune d'elles.

Rubricité

La notion de rubricité concerne le découpage, la hiérarchisation et le traitement de l'information et des sujets abordés dans le journal. Organiser l'espace éditorial d'une façon précise est un choix rhétorique. Par exemple, réserver un espace à l'éditorial vise un effet rhétorique, car écrire dans un tel cadre donne l'effet d'une légitimité plus grande accordée à la parole du locuteur. Le concept de rubricité permet aussi d'envisager l'espace littéraire d'une revue comme hétérogène et polymorphe, comme un lieu où diverses disciplines et différentes manières de parler se côtoient. C'est sous cet angle que la revue se présente comme un collage, une courteline discursive qui trouve une cohérence dans ce qui parvient à se maintenir dans la périodicité. En outre, la mise en rubrique est aussi une façon de mettre en scène, dans la revue, plusieurs voix qui évoluent en s'entrecroisant : « la revue, par opposition au livre, est un forum de voix simultanées » (Fortin, 2006 : 7).

Collectivité

Marie-Ève Thériault stipule que « le journal constitue également une entreprise collective où s'expérimente la création de sens par la fusion des voix plurielles et quelquefois discordantes » (Thériault, 2007 : 61-62). Le journal ou la revue, comme entreprise collective, permettrait ainsi de « collecter les voix » (Thériault, 2007 : 69), à tout le moins d'autres femmes, sinon, ambitieusement, de toutes les femmes. C'est en ce sens que s'intègre la notion de collectivité à l'analyse : l'entreprise éditoriale féministe est collective; elle rassemble, rapporte et confronte, à l'image du mouvement qu'elle souhaite créer. Le concept de collectivité s'envisage en effet selon deux angles d'approche qui

concernent l'identité et la fonction, puis la mise en commun, le regroupement. La voix des rédactrices est la plus clairement perceptible dans les journaux à l'étude. Les dialogues entre rédactrices ne sont pas explicites et on ne trouve pas d'interpellation directe entre elles dans les textes. Néanmoins, les collaboratrices aux revues joignent leur voix pour participer à la construction d'un discours collectif, d'un discours commun. À travers les éditoriaux ou les chroniques, bien que les articles soient parfois signés individuellement, on sent une unité qui offre au projet une cohérence globale. Le caractère collectif que l'on attribue à la parole et à la subjectivité féministe prend corps diachroniquement lorsque l'on place les revues en filiation. Ce même caractère se dévoile aussi synchroniquement, dans chacune des revues, car le discours présente un éthos collectif. C'est en tant que groupe que les féministes se construisent discursivement; c'est en tant que groupe qu'elles tentent de convaincre du bien-fondé de leurs revendications, en tant que groupe qu'elles prennent la parole, inscrivent leur subjectivité dans le texte et la présentent au public. Les revues se sont avérées essentielles à la pleine formation et à la cohésion idéologique du mouvement féministe (Fortin, 2006) et constituent des « lieux de sociabilité qui donnent cohésion à un groupe, lui assignent des buts communs et le légitiment » (Leymarie, 2002 : 15). Ainsi, plus qu'un trait permettant de reconnaître un produit de la matrice médiatique, tel que le stipule Thérenty, la notion de collectivité recoupe la question des fonctions que certains critiques ont attribuées à la revue, et de manière peut-être plus spécifique, à la revue féministe.

La voix des lectrices est souvent représentée dans les textes, et ce, de différentes façons. Visiblement, une grande importance lui est donnée, car chacune des revues accorde un espace particulier au courrier des lectrices. Mais il y a un élément plus fondamental encore qui réside dans l'idée que la voix des lectrices transite aussi par la voix des rédactrices qui, dans une certaine mesure et de manière relative selon la revue, s'en font porte-parole. Que l'on parle au nom de LA femme, des femmes, des féministes, du collectif ou en son nom personnel, il y a toujours, implicitement ou non, un désir de représentation de la lectrice que révèle la voix locutrice. À cet égard, il faudra donc saisir les voix de qui collecte-t-on et comment les collecte-t-on.

Étudier le caractère collectif de la revue sera aussi prétexte à considérer l'apport de la fiction dans les revues étudiées, car autant le réel que la fiction y constituent un matériau

discursif. Si les revendications sont souvent nommées explicitement au sein des textes qui s'apparentent davantage au pamphlet, au tract ou carrément à l'éditorial, il ne faut pas sous-évaluer le rôle qui est attribué à la fiction, dont le caractère, la fonction et la présence diffèrent dans chaque revue. La fiction a une fonction précise, mais adaptable au propos tenu et à la situation d'énonciation qui détermine chacune des publications. Il conviendra donc de jauger la portée et l'importance de ces insertions, car elles font partie intégrante du discours. Dans *Québécoises deboutte!*, par exemple, la fiction parfois vient exemplifier le propos ou la revendication; elle vient renforcer l'effort de persuasion en montrant un personnage fictif type de femme exploitée ou du patron dominant en caricature¹⁶, en bandes dessinées ou dans des textes en prose¹⁷. En outre, ce « Nous » est autorisé d'emblée parce qu'il s'inscrit dans un lieu d'énonciation qui le suppose, à savoir la revue.

Qu'on pense aux travaux de Lemeyrie (2002), de Myriame El Yamani (1998) ou, plus récemment, à ceux de Fortin (2006), de nombreuses recherches déterminent des fonctions généralement associées à la revue comme lieu de discours. Le rôle qu'attribue l'équipe de rédaction à leurs organes de presse varie en fonction des objectifs que vise à atteindre chacun des groupes. Dans l'éditorial programmatique de *Québécoises deboutte!*, les objectifs sont explicités clairement : il s'agit de rompre l'isolement en créant un organe de liaison qui permettrait non seulement de diffuser les revendications et les luttes de féministes, mais aussi d'assurer, dans une certaine mesure, une formation, sorte d'introduction au féminisme. Dans un premier temps, il s'agit donc de couvrir l'actualité féministe : les rédactrices entendent diffuser le fait et les actions de certaines féministes auprès d'autres féministes. La revue vise un public restreint du réseau féministe (montréalais) et pas nécessairement un public élargi. Il faut faire en sorte que les féministes

¹⁶ Voir par exemple « C'est la faute des femmes » dans *Québécoises deboutte!*, décembre 1972, p. 9, où il y a une caricature d'un homme, offrant un bouquet de fleurs à sa femme, ravie et soumise, en disant : « Pourquoi aller travailler? On ne te gêne pas assez à la maison? ».

¹⁷ Voir notamment « Est-ce qu'on veut vraiment des garderies ? » dans *Québécoises deboutte!*, mars 1974, p. 10-15. Ce texte, tiré du « Droit populaire », mais republié dans *Qcd!*, met en scène deux femmes fictives, madame Lemieux et madame Tremblay, dont l'histoire racontée à la troisième personne pose le problème du travail des femmes versus les garderies. À partir de ces deux cas de figure, la revendication est élargie de manière à rejoindre toutes les femmes concernées par ces questions : « Pour madame Tremblay comme pour madame Lemieux, le problème des garderies se pose avec la même urgence. Pourtant, madame Tremblay comme madame Lemieux, les ménagères comme les travailleuses, continuent dans leur majorité à ignorer ce problème et à ne rien faire pour le résoudre. Pourquoi? ».

connaissent les actions des autres groupes actifs dans différents secteurs d'activités. *Québécoises deboutte!* vise notamment à réunir les différents groupes en un même lieu, pour y colliger les actions féministes et fédérer une voix unique.

C'est précisément sur ce point que la question littéraire intervient, car l'investissement d'un objet issu de la matrice littéraire comme la revue permet justement de « collecter les voix »; selon Marie-Ève Thérienty, c'est en fait une caractéristique qui fonde ce qu'elle nomme la matrice médiatique. Ainsi, sans chercher à nommer la motivation précise qui aurait poussé les membres du Centre des femmes à créer une revue, plutôt que d'écrire un livre ou un manifeste, on peut penser que les caractéristiques fondamentales de la revue comme lieu de discours répondaient aux besoins du mouvement et particulièrement en ce qui a trait à la question de la collectivité; c'est *par* la revue que se crée et se présente la collectivité féministe. Bien qu'en mutation constante, l'idée de collectivité demeurera présente tout au long des années de publication des revues féministes figurant au corpus. Néanmoins, dans *Les têtes de pioche*, elle s'exprime différemment. En effet, là, ce n'est pas tant par la liaison que la revue crée entre les groupes qu'elle transite, mais bien par l'expression d'une collectivité formée par ailleurs et dont il s'agit de transmettre les réflexions.

La revue a cette particularité de générer du « collectif » en possédant, comme dispositif discursif, une voix qui est plurielle *a priori*. La situation d'énonciation de la revue implique, en effet, une part de collectif. Une revue n'est publiée que très rarement au nom d'une seule personne. À l'image de la courtepointe, elle permet en fait de regrouper un ensemble de discours individuels pour fonder un discours unique. Bien que parfois l'identité individuelle de chacune des rédactrices ne soit pas gommée complètement, et même affirmée, comme c'est le cas notamment des *Têtes de pioche* et de *La Vie en rose*, il n'en demeure pas moins que le collectif responsable de la publication chapeaute, d'une certaine façon, l'intervention de chacune des rédactrices. C'est là qu'intervient la question de la signature des articles qui devient alors un paramètre permettant de saisir la mesure de l'autorité du collectif qui s'exerce sur la locutrice d'un texte, et d'évaluer la part collective de l'énonciation stricte que présente chacun des textes. À cet effet, la relation au collectif

qui s'installe dans chacune des trois revues à l'étude se décline complètement différemment, représentant tantôt toutes les femmes, les féministes, l'équipe de rédaction. Quoi qu'il en soit, il demeure que c'est en tant que collectif féministe que, par la revue, s'inscrivent certains des groupes féministes de l'époque radicale et qu'ils prennent position dans le champ intellectuel et culturel.

Pourquoi pas l'agentivité?

Les études féministes se sont dotées d'une grille d'analyse spécifique pour étudier la manière dont, pour les femmes et les féministes, l'appropriation et la construction d'une subjectivité propre et libérée des conceptions imposées par les idéologies dominantes peut s'effectuer. L'agentivité, c'est se créer comme entité discursive dans un texte, c'est agir par l'écriture (Havercroft, 1999). L'agentivité, traduction du terme *agency* (Havercroft, 1999), a été clairement définie d'abord par Barbara Havercroft. Cependant, Véronique Lord (Lord, 2009) effectue un tour d'horizon complet qui permet de bien saisir les fondements théoriques du concept :

L'agentivité est la capacité d'agir en fonction de ses propres intérêts (Gardiner, 1995, p. 4), ce qui implique de s'autodéterminer, de prendre des décisions et d'agir de manière autonome (Messer-Davidow, 1995, p. 26). Elle suppose la possibilité d'effectuer des changements dans trois registres : la conscience individuelle, la vie personnelle et la société (Messer-Davidow, 1995, p. 28), et éventuellement de faire un lien entre expérience personnelle et réalité collective, entre malaise ou souffrance vécus sur le plan individuel et oppression par les institutions sociales et politiques (Messer-Davidow, 1995, p. 40). [...] [L]'agentivité prend toujours place à l'intérieur de rapports de pouvoir (Gardiner, 1995, p. 6). Ainsi, Helga Druxes décrit l'agentivité comme le *modus operandi* d'un sujet (1996, p. 9) qui n'existe pas en dehors des idéologies, mais qui, au contraire, est construit en partie par les normes et les discours sociaux, tout en étant capable de se positionner à l'intérieur de ces pratiques et de les modifier : « Contestation is always possible, but from within the very norms and gender identities that have influenced and are still shaping the subject » (Druxes, 1996, p. 12-13). Le concept d'agentivité est donc indissociable de celui de sujet, et intimement lié à celui de créativité, pris dans un sens très large. Pour Susan Hekman, en effet, les agents sont avant tout des sujets qui créent et se créent eux-mêmes en s'appropriant et en combinant de façon unique des éléments (discours, connaissances, etc.) du paysage social et culturel. Ils s'inventent ainsi à partir de ce qui existe préalablement, mais de manière originale, exactement comme ils le font en s'exprimant à partir des structures du langage (Lord, 2009 : 20-21).

À la lumière des considérations de Havercroft et de Lord, notamment, il est apparu que la création même des revues ainsi que leur animation constituaient des actions présentant un fort potentiel agentif. De même, les féministes se sont construit, par ce moyen notamment, une voix qui déjoue les discours normatifs dominants. Il aurait donc été possible d'emprunter cette voix théorique et d'étudier, par exemple, la manière dont se déploie l'agentivité des textes; quelles en sont les manifestations, les inscriptions textuelles et discursives, etc. – particulièrement au sein des *Têtes de pioche*. Ce n'est cependant pas le pari théorique que nous avons fait puisqu'il y avait davantage une intention initiale d'étudier l'influence d'un lieu de discours sur le déploiement de ce dernier, de même que les relations avec les autres agents du champ élargi en considérant le texte comme un mode d'argumentation. C'est en effet moins des analyses fines qui sont proposées ici qu'une tentative de situer la parole éditoriale des féministes dans un champ, dans un contexte précis et, dans une moindre mesure, dans le mouvement lui-même. C'est ce qui explique aussi les jeux de zooms effectués sur des extraits précis qui visent à observer de près la mécanique du texte, mais à l'expliquer aussi à la lumière d'un contexte socio-politico-culturel qui organise aussi le champ et les forces en présence.

L'idée de base n'était pas de voir la façon dont les féministes agissent sur elles-mêmes – au sens de construction d'une subjectivité –, mais bien de voir aussi la manière dont elles tentent d'agir sur l'Autre. Il nous est donc apparu aussi intéressant de les considérer d'abord comme une stratégie rhétorique, car en plus d'agir sur le mouvement et même plus spécifiquement encore sur la locutrice elle-même, les féministes agissent sur les autres agents du champ en y imposant un discours qui recèle au premier chef une structure argumentative claire. Les revues féministes sont en effet apparues comme parties prenantes de toute une stratégie d'argumentation qui a cours principalement dans les années 1970, alors que la deuxième vague du féminisme québécois bat son plein. Pour cette raison, précisément, l'analyse rhétorique et plus précisément l'hypothèse de l'argumentation par l'éthos se sont révélées être des plus pertinentes. Finalement, la thèse ne présente pas non plus une étude du sujet dans une perspective genrée, sinon qu'en conclusion, alors qu'on émet une critique de l'histoire littéraire traditionnelle. Pour cette raison, en regard de la problématique de la thèse, le concept d'agentivité ne s'est pas imposé comme l'outil

d'analyse le plus pertinent, même s'il a néanmoins informé notre regard et servi notre perspective de recherche dans les analyses fines.

Annonce. Ce que parler veut dire.

La revue a une fonction particulière pour les féministes de la deuxième vague au Québec : le seul investissement de ce dispositif discursif a en effet constitué une façon de se positionner dans le champ culturel et intellectuel québécois. Encore plus qu'un mode de représentation et de transmission du discours féministe, le discours en revue se veut contributif; il permet aux féministes de participer, elles aussi, au foisonnement d'idées et d'initiatives qui a cours dans le champ culturel de l'époque. La revue agit comme un acte de présence qui permet au mouvement de signifier ses intentions. S'il n'y a pas d'appel direct fait à l'endroit des revues d'idées qui lui sont contemporaines, *Québécoises deboutte!* (de même que *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose*) se positionne néanmoins par rapport à elles, occupant une part du champ. Elle investit d'office une position qui se situe plus près de l'avant-garde que de la revue grand public, l'idée étant d'entrer en contact avec un auditoire potentiellement attentif aux revendications des féministes, et que l'on pourra donc éventuellement convaincre ou à tout le moins désigner comme interlocuteur. Ainsi, dans leur revue, les féministes du Centre des femmes, par exemple, parlent le même langage que leurs potentiels alliés, inscrivant ici dans son discours des déictiques du marxisme et lui empruntant sa structure axiomatique puis calquant, là, l'esthétique de la contre-culture, par exemple. Les idéologies dominantes du champ intellectuel se déploient dans la revue et deviennent parties prenantes de la rhétorique des féministes de l'époque. Pierre Bourdieu soutient que « les échanges linguistiques sont aussi des rapports de pouvoir symboliques où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs ou leurs groupes respectifs » (Bourdieu, 1982 : 14). Dans le cas qui nous occupe, il apparaît que, effectivement, les rédactrices de *Québécoises deboutte!*, par leur intervention dans le champ intellectuel via la revue, mettent en place un rapport de force avec les autres groupes, dans un premier temps, et par rapport aux autres organes de presse, dans un deuxième temps. Les prochaines pages seront dédiées à montrer la façon dont justement les revues du corpus se situent par rapport à l'idéologie dominante de leur époque et, aussi, par rapport aux médias traditionnels.

La structure de la thèse, si elle est traditionnelle, présente l'avantage de faire s'imposer la progression du discours féministe à travers le temps. C'est précisément pour cette raison que la démonstration est menée en ordre chronologique. Les trois chapitres de la thèse sont donc consacrés spécifiquement à l'analyse de *Québécoises deboutte!*, de *Têtes de pioche* puis de *La Vie en rose*.

Chapitre 1 : *Québécoises deboutte!*

La révolution québécoise (1960-1969) : « Déplacer les frontières des rêves¹⁸ »

On le sait, la décennie 1960 en est une de profonde agitation où les forces intellectuelles se cristallisent en une action se situant au carrefour du social, du politique, de la politique et des arts. L'année de création de la revue *Liberté* (1959) concorde avec l'année du décès de Maurice Duplessis. Ce hasard conforte bien l'idée d'une entrée dans l'ère nouvelle que représente le début des années 1960. Dès lors, en effet, le ton est donné pour une séquence d'événements majeurs qui contribueront à faire entrer le Québec dans une autre phase de son histoire. En 1961, la commission Parent débute avec pour objectif de réformer le système d'éducation québécois; Claire Kirkland est, quant à elle, élue comme députée et devient ainsi la première femme à siéger à l'Assemblée nationale de la province de Québec. Ce n'est pas une mince victoire pour les féministes réformistes, dont le mouvement prend forme et s'organise. Pas à pas, les Québécoises deviennent, pour une très petite part, maîtres chez elles, euphémisme du contrôle que prendra éventuellement le peuple québécois sur les effectifs économiques, politiques, sociaux et environnementaux qui fonderont plus tard l'autonomie du Québec et permettront au projet de souveraineté de se former, autant que possible. D'ailleurs, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, fondé la même année, trouve de plus en plus d'adeptes chez lesquels le projet fait déjà son chemin, et ce, cinq ans avant que le général de Gaulle ne prononce son célébrissime « Vive le Québec libre! ». La pensée souverainiste se radicalise et l'idée de révolution devient aussi le moteur d'un groupe dont l'action vise à fragiliser les grands symboles de la monarchie britannique en tant que représentation de l'oppression et de la subordination des Québécois. Les premières bombes du Front de libération du Québec explosent en 1963. Certains des acteurs du Front agissent aussi dans la sphère intellectuelle : Hubert Aquin, notamment, participe à *Liberté* et y propose une analyse de sa société. Son texte « La fatigue culturelle du Canada-français » paraît en 1962, dans la revue *Liberté* :

¹⁸ Emprunt à *Refus Global*, L'Hexagone (TYPO), Montréal : 1990, p. 67.

Le couple Nation-État que fustige Pierre Elliott Trudeau ne correspond plus à la réalité et ne saurait constituer une ambition sincère que pour une minorité qui, de ce fait, ne réalisera jamais son rêve. Il serait plus juste de parler d'un état monoculturel. Si quelques attardés rêvent encore d'un sang pur canadien-français, considérons-les tout bonnement comme des délinquants intellectuels! Mais il m'apparaît injuste de réfuter le séparatisme actuel en le taxant des péchés du racisme et de l'intolérance ethnique. Il convient plutôt de l'expliquer comme une expression de la culture des Canadiens français, en mal d'une plus grande homogénéité. [...]

Le progrès continu et irréversible est peut-être réel, mais selon un tel espace et une mesure si longue du temps humain que nulle révolution ne peut dogmatiquement décréter que toutes celles qui ne semblent pas la continuer sont de trop ou périmées. Qui donc peut se vanter d'avoir à ce point fait avancer l'humanité que des entreprises, imprévues par lui, seraient nécessairement des reculs? Personne ne détient le monopole certain de la révolution et n'a le droit, par conséquent, de condamner des révolutions divergentes ou faites selon une autre trajectoire. « Idéalement, écrit Roland Barthes, la Révolution, étant une essence, a sa place partout, elle est logique et nécessaire en n'importe quel point des siècles. » (Aquin 2011 (1962) : 57 et 81)

C'est ainsi que Aquin rétorque à Pierre Elliott Trudeau¹⁹, qui lui-même ne saurait tarder à rejoindre les rangs du Parti libéral du Canada avec les deux autres colombes, Jean Marchand et Gérard Pelletier. La joute intellectuelle qui oppose Trudeau et Aquin témoigne bien de la réflexion politique et sociale qui s'édifie et de l'échange des idées à travers la revue, notamment. « La fatigue culturelle du Canada français²⁰ » paraît pour la première fois en 1962 au sein de *Liberté*, ce pendant qu'une autre cohorte songe sans doute déjà à la création d'une nouvelle revue; *Parti pris* voit pour sa part le jour en 1963, la même année que l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy. Toujours est-il que l'action intellectuelle des animateurs de la revue *Parti pris* est étroitement liée à la situation politique du Québec, tout comme l'était celle de *Liberté*. Les partipristes octroient cependant à leur revue une fonction bien différente de celle de leurs prédécesseurs. Pour les poètes du pays, la littérature était considérée comme un observatoire du social : « [...] la revue défend une conception humaniste de la culture et s'engage dans les débats du moment à partir d'une position qui fait de la littérature un point de vue privilégié sur le monde. » (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2007 : 416). La littérature – et plus globalement le passage à l'écrit et l'accès à la parole au moyen de revues notamment – donne donc une prise sur le réel et, en sa qualité d'objet, peut l'incarner. La prise de parole est autre chez les romanciers de la Révolution tranquille, qui préfèrent « le terrain de l'engagement politique à [la

¹⁹ ELLIOTT TRUDEAU, Pierre, « La nouvelle trahison des clercs », dans *Cité libre*, n°. 46, avril 1962.

²⁰ AQUIN, Hubert, « La fatigue culturelle du Canada français », dans *Liberté*, n°. 23, mai 1962.

littérature et *Parti pris*] s'affiche d'emblée comme plus radicale que *Liberté*. » (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2007 : 417).

Durant la décennie 1960, la sphère politique est donc accaparée par la montée du débat national, alimenté du côté littéraire et artistique par les poètes du pays (Roland Giguère, Gaston Miron, Fernand Ouellette, pour ne nommer qu'eux) de la revue *Liberté* créée en 1959, puis par les romanciers de la Révolution tranquille (André Major, Hubert Aquin, entre autres), de la revue *Parti Pris* (1963-1968), qui font de la triade indépendantisme, socialisme et laïcité leurs mots d'ordre :

L'humanisme abstrait des bourgeois et des clercs est déjà dépassé, il devient croulant et larmoyant; la pensée révolutionnaire des jeunes intellectuels qui soutiennent l'effort de libération nationale et économique du Québec est en train de prendre le dessus. La création de PARTI-PRIS n'en est qu'un exemple. [...] Nous luttons pour un état libre, laïque et socialiste. (*Pp*, no.1, oct. 63 : p. 3-4)

Pour les féministes²¹, les années 1960 représentent aussi une période de mise en place du mouvement. Si, « durant les années 1950-1965, le féminisme organisé semble inactif, puisque les femmes se regroupent autour de problématiques générales : la pratique de l'artisanat, la consommation, la contraception, l'engagement politique, la vie professionnelle, la paix mondiale » (Dumont et Toupin, 2003 : 431), une agitation constante permet néanmoins au mouvement de se former et de se positionner sur l'échiquier politique. Des féministes réformistes – qui visent l'égalité par « le changement de certaines lois » (Dumont et Toupin, 2003 : 32) – vers l'émergence de la pensée radicale – qui considère l'organisation patriarcale de la société comme responsable de l'oppression des femmes –, plusieurs étapes sont franchies. Pour bien comprendre le contexte d'émergence de *Québécoises deboutte!*, il apparaît important de revoir, pour l'essentiel, les différentes étapes qui ont mené à la création de la première revue féministe québécoise.

²¹ Notons au passage que nous prenons le parti de Micheline Dumont et de Louise Toupin dans *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)* en utilisant le terme « féministe », bien qu'il soit repassé dans l'usage après la période dont nous traitons.

« Réveille-toi, Belle au bois dormant! Réveille-toi! » (F. Loranger, 1965)

À partir de 1960, des groupes de pression émergent. Les femmes, désormais plus nombreuses à s'impliquer, maintiendront la pression sur les gouvernements :

Cette période, de 1960 à 1969, marquée par de profondes transformations sociales, permet l'écllosion d'un mouvement plus large, d'inspiration libérale et réformiste. Plusieurs associations et groupements surgissent, comme autant des groupes de pression sur les gouvernements qui prétendent être engagés dans la recherche de l'égalité des sexes. Les organisations des femmes de l'époque seront alors fort différentes selon qu'elles surgissent en milieu rural ou urbain. Cependant, elles réussissent à regrouper un nombre de femmes beaucoup plus élevé qu'aux périodes antérieures. Elles exercent alors une influence non-négligeable sur les institutions. (Brodeur *et al.*, 1982 : 25)

Les spécialistes s'entendent pour dire que, chez les féministes, la première moitié de la décennie ne connaît pas une effervescence particulière. Néanmoins, Claire Kirkland est nommée ministre en 1962²². En 1964, la femme mariée atteint une capacité juridique complète. En 1965, le colloque pour l'anniversaire de l'obtention du droit de vote organisé par Thérèse Casgrain représente une « césure décisive » (Dumont, 2003 : 431). Il provoque la création de la Fédération des femmes du Québec [...] en plus de « [coïncider] avec la création de l'[Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS)]. » (*Ibid.*). On note que les femmes militantes situent aussi de plus en plus leur engagement au carrefour du social, du politique et des arts. Tout porte à penser, d'ailleurs, que ce colloque de 1965, *La femme du Québec. Hier et aujourd'hui*, dont Thérèse Casgrain est l'instigatrice, donne le coup d'envoi à une série d'actions qui, intercédant pour les femmes dans plusieurs sphères, mobilisent les forces intellectuelles féministes de toutes les disciplines, notamment en politique et en littérature (et plus largement dans le domaine des lettres) : « [o]n détermine le programme du colloque [...]. Claire Kirkland [...] prononce la conférence d'ouverture. Mariana Jodoin, première sénatrice québécoise, est la présidente d'honneur. On a demandé à l'écrivaine Françoise Loranger d'écrire le texte d'invitation du programme, qu'elle intitule : « Réveille-toi, Belle au bois dormant! Réveille-toi! » (Dumont, 2008 : 109). La confluence entre le monde des lettres et le féminisme s'opère par le truchement de divers médias et groupes d'action. Par exemple, la mobilisation des journalistes présentes au colloque assure le relais vers les médias de masse. Elles font ainsi profiter l'événement d'une

²² L'historienne Micheline Dumont soutient que, malgré la nomination de Kirkland au poste de ministre, elle ne s'est pas vu confier de portefeuille (Dumont, 2008 : 108).

diffusion élargie. Mais plus que pour la diffusion stricte d'une information, la presse écrite représente déjà un moyen privilégié pour faire valoir la parole non seulement féministe, mais littéraire, des écrivaines. Le bilan de la plénière de clôture, animée par Lise Payette, fera ressortir l'impression unanime de la nécessité de fonder une organisation féministe.

En 1966, le rapport Parent est déposé, deux ans après la création du ministère de l'Éducation du Québec, tout juste suivi de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (commission Bird), réclamée par les associations telles que l'AFÉAS ou la Fédération des femmes du Québec créée en 1966. Ainsi, de plus en plus de jeunes, dont les filles, auront désormais accès à l'éducation au Québec. Deux femmes, dont Jeanne Lapointe²³, professeure à l'Université Laval, ont participé à l'élaboration des travaux. À cette époque, plus de femmes lisent, plus de femmes s'informent, plus de femmes sont instruites. En effet, « [d]es milliers de femmes ont envahi les polyvalentes, les cégeps et les universités; la gratuité scolaire, jusqu'à la fin du collégial, le régime de prêts et bourses, leur en ont ouvert les portes. Le Québec vient de procéder à une magistrale révolution de l'éducation : gratuité, mixité, multiplication des programmes. » (Dumont, 2008 : 116) D'ailleurs, si *Le Deuxième Sexe* avait fait grand bruit à sa parution en 1949, il en est tout autant pour *The Feminine Mystique* de Betty Friedan, où l'auteure expose les dessous d'un système qui donne l'illusion aux femmes qu'elles sont confinées à la maison et qu'elles ne peuvent se réaliser autrement qu'à l'intérieur du cercle restreint de la cellule familiale. Nombreuses sont celles qui se reconnaissent dans le portrait que dresse Friedan²⁴.

Vers Octobre

René Lévesque fonde le Mouvement souveraineté-association en 1967. La même année, le gouvernement du Canada institue la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada²⁵. Les travaux de la commission Bird dévoileront une différence marquée entre les conditions socio-économiques des hommes et celles des femmes. L'année suivante, 1968, est très mouvementée sur tous les plans, et d'ailleurs un peu partout dans le monde. Alors que Jean-

²³ À propos de Jeanne Lapointe, voir : RABY, Claudia, *Le parcours critique de Jeanne Lapointe*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2007, 133 feuillets.

²⁴ Le livre est rapidement traduit et devient un succès de vente. Dans l'article « Books as Bombs : Why the women's movement needs *The Feminine Mystique* » dans l'édition du 24 janvier 2011 du *New Yorker*, on soutient que le livre s'est vendu à 1 400 000 exemplaires à sa première impression en tant que livre de poche.

²⁵ Présidée par la journaliste Florence Bird.

Jacques Bertrand est premier ministre du Québec sous la bannière de l'Union nationale, Pierre Elliott Trudeau est élu premier ministre du Canada, tandis que, au Québec, la flamme indépendantiste est alimentée de toutes parts²⁶. Les bombes que pose le Front de libération du Québec se font aussi plus nombreuses. Cette année de fondation du réseau de l'Université du Québec et du Parti québécois est aussi très dynamique culturellement²⁷. L'année suivante est créé le Front de libération de femmes du Québec alors que *Mainmise*, l'une des revues emblématiques de la contre-culture québécoise, verra le jour.

Dans la décennie 1960, le champ littéraire est lui aussi en période de transformation en ce que l'on considère désormais que la littérature peut constituer une loupe à privilégier pour observer le social. De la fondation de la revue *Liberté* en 1959 jusqu'à l'émergence des nouvelles écritures dans les années 1970, la littérature se présente comme un espace à même d'accueillir, de susciter et de nourrir, même, tous les débats :

Les changements qui marquent le Québec à partir de la Révolution tranquille sont si nombreux et si spectaculaires que l'année 1960 est vite devenue le symbole par excellence d'une modernisation qui embrasse tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle. En littérature, les œuvres qui symbolisent ce désir de changement se multiplient et créent un effet général. Au-delà des mutations formelles et thématiques qui s'accélèrent après 1960, c'est le statut même de la littérature qui est tout à coup bouleversé. [...] La littérature se présente comme un projet urgent qui est tout à la fois le reflet et le vecteur des aspirations collectives à la base de la Révolution tranquille. (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2007 : 361)

Comme le font valoir Michel Biron, François Dumont et Élisabeth Nardout-Lafarge, l'influence entre le politique et la littérature est réciproque; l'un représente pour l'autre le creuset d'une réflexion non plus en émergence, mais qui désormais se concrétise et prend acte dans le social, ce dont témoigne la pratique littéraire de cette époque. Selon Isabelle Boisclair,

[...] le discours critique a tendance à ne retenir de la production littéraire globale que trois éléments principaux. D'abord, il y a la sacro-sainte question de l'identité nationale qui traverse les romans d'Aquin, de Godbout, de Major et qui est plutôt dispersée dans le champ éditorial, bien qu'elle soit fortement représentée, dans sa tendance progressiste, voire révolutionnaire, par la maison d'édition Parti pris. Puis, il y a le formalisme, dont les praticiens forment un noyau autour de *La Barre du jour* (puis *La Nouvelle Barre du Jour*) et des *Herbes rouges*. Enfin, on retient la

²⁶ En témoignent les émeutes du défilé pour la Saint-Jean-Baptiste de 1968, à Montréal, qui se soldent par plusieurs blessés et de nombreuses arrestations.

²⁷ Avec, entre autres, la création des *Herbes rouges*, la parution de *Nègres blancs d'Amérique* et la présentation des *Belles-sœurs*.

contre-culture publiée par les revues *Mainmise*, *Hobo-Québec* et par les éditions Cul-Q. (Boisclair, 2004 : 116-117)

Dans ce contexte littéraire particulier, les féministes occupent un espace plus ou moins bien circonscrit. La critique s'entend généralement pour dater l'émergence d'une littérature spécifiquement féministe au milieu de la décennie 1970 – *Pour les femmes et tous les autres* de Madeleine Gagnon paraît en 1974, *L'Euguélienne* de Louky Bersianik, en 1976. Or, si tel était le cas, les féministes se trouveraient évacuées du monde littéraire en ébullition de la décennie 1960. Le travail d'Isabelle Boisclair répond à la périodisation habituelle en proposant de situer « l'émergence du mouvement de prise de parole des femmes autour des années 1960 ». Pour ce faire, Boisclair pointe trois titres : *Les Chambres de bois* (Anne Hébert, 1958), *Laure Clouet* (Adrienne Choquette, 1961) et *Doux-amer* (Claire Martin, 1960) (Boisclair, 2004 : 119). Une relecture féministe du champ littéraire telle que celle d'Isabelle Boisclair permet d'affirmer que les féministes sont déjà des agents actifs à l'époque et qu'elles participent ainsi à définir le champ. Isabelle Boisclair le mentionne dans son ouvrage, on observe une nette augmentation de la production féministe à partir de 1975. Néanmoins, la prise de parole des féministes en littérature se met en place avant. Les féministes participent à la reconfiguration de l'espace social et sont présentes pour manifester, avec les autres, leur désir de changement – voire de révolution – sur le plan social et politique. Aussi, pour elles comme pour les autres, la littérature offre une prise sur le social : elle leur permet de s'y inscrire.

Avant l'éclatement, le paroxysme est atteint en 1970. Gaston Miron publie *L'homme rapaillé*, Nicole Brossard *Suite logique* et Anne Hébert, *Kamouraska* alors que la première Nuit de la poésie présentée au Gesù laisse une marque indélébile dans le paysage littéraire québécois. En avril, sept députés du Parti québécois (PQ) sont élus. Les événements d'octobre 1970 viendront cependant jeter une ombre sur les idéaux indépendantistes, alors que le ministre du Travail Pierre Laporte, enlevé depuis plusieurs jours déjà, est retrouvé mort :

À l'automne, les événements d'octobre se produisent, entraînant les conséquences que l'on sait, dont, notamment, le ralliement d'une partie de la gauche des années 1960 au PQ, [...] la réorganisation de la gauche non intégrée dans les groupes politiques marxistes léninistes, la démobilisation de la jeunesse qui délaisse la politique et verse dans la contre-culture. Dans cette perspective, les événements sont responsables dans une large mesure du développement de deux courants ennemis de la culture révolutionnaire et de la contre-culture [...] (Pelletier, 1995 : 32).

Après 1970...

Alors que la décennie 1960 était menée par l'espoir de changement, la décennie 1970 se présente plutôt comme une période de crise. Du côté de l'expression plus strictement littéraire de cette mouvance, le formalisme domine alors que ce que l'on a appelé *a posteriori* les nouvelles écritures émergent. De la même manière, les forces intellectuelles d'avant-garde se polarisent : on assiste à l'émergence, d'une part, de la contre-culture et, d'autre part, du marxisme-léninisme. Cela dit, l'un n'exclut pas l'autre. Jacques Pelletier l'a montré, les revues publiées à cette époque incarnent très bien ces tendances. La revue se prête bien aux expressions de la contre-culture et du ML-isme. Dès lors que la décennie 1960 s'achève, le mouvement et la pensée féministes se radicalisent, tout comme le mouvement et la pensée indépendantistes, et se concentrent autour de groupes où l'idée de révolution est centrale et devient aussi le moteur de la réflexion, ce dont les événements d'octobre 1970 témoignent d'ailleurs. Tout au long de la décennie, les voix se sont élevées pour tenter de faire entendre leur parole et elles ont convergé pour faire la promotion d'un projet commun : la libération nationale et culturelle du Québec. Cristallisées par une prise de parole effectuée à travers les revues, notamment, les forces intellectuelles québécoises s'inscrivent aussi, de cette manière, dans le champ social. Depuis 1968, les voix rassemblées dans *Parti pris*, revue désormais dissoute, se dispersent à travers diverses instances :

Sur le plan culturel, *Parti pris* disparaît à l'été 1968. Ses anciens animateurs se dispersent : certains rallient le PQ (Gabriel Gagnon, Gérald Godin) d'autres versent dans la contre-culture (Paul Chamberland, Pierre Maheu) tandis que certains prennent une retraite politique définitive (André Major) ou provisoire (Jean-Marc Pottle). La contre-culture, courant minoritaire dans les années 1960, s'impose comme mouvement significatif dans lequel se reconnaissent des milliers de jeunes au début des années 1970 : la création de *Mainmise* en 1970, à ce propos, constitue un révélateur. Dans le sillage de ce courant apparaissent de nouveaux enjeux : l'écologie, la santé, le féminisme (qui connaîtra un essor fulgurant pendant la période, ce dont témoignent notamment ses publications *Québécoises deboutte!*, *Les Têtes de pioche*, *Des luttes et des rires de femmes*, etc.). (Pelletier, 1995 : 34)

Comme le fait valoir Jacques Pelletier, les féministes ne sont pas en reste et enrichissent aussi la réflexion de leurs contributions. C'est l'entrée en scène de la deuxième vague du féminisme québécois, aussi nommée, dans l'usage, la période radicale. Le féminisme de la deuxième vague se caractérise aussi par sa propension au fragment²⁸ et se présente composé de divers courants de

²⁸Il en sera question plus en détail plus tard, mais mentionnons déjà qu'il est composé de différents groupes plus ou moins radicaux. En effet, certains s'inscrivent davantage dans la foulée des réformistes dont l'héritage est encore

pensée, un peu à l'image d'une mosaïque. C'est dans un contexte, non pas de démobilisation, mais de décentrement du militantisme qu'apparaît la revue *Québécoises deboutte!* (*QcD!*), d'abord publiée par le Front de libération des femmes (FLF), puis par le Centre des femmes.

Le néoféminisme québécois

Le néoféminisme québécois des années 1970 débute à Montréal chez les anglophones, autour du campus de l'Université McGill dans la foulée du *Women's Lib* états-unien (Dumont : 2008). La création du FLF, du Centre des femmes et corollairement de *Québécoises deboutte!* marque une scission entre féministes francophones et anglophones puisqu'on joint aux objets de la lutte la libération nationale. « Pas de libération des femmes sans libération du Québec » (*QcD!*, 1971 : 3), scandent-elles : « un tel mot d'ordre lancé par le Front de libération des femmes du Québec démontre, selon la politologue Diane Lamoureux, l'enjeu des deux questions : l'importance de la question nationale dans la radicalisation politique et sociale et le fait que le mouvement féministe s'est d'abord situé dans un mouvement de libération nationale » (Lanthier, 1998 : 52). D'ailleurs, et Sean Mills le montre dans son article « *Québécoises deboutte!*, Le Front de libération des femmes, le Centre des femmes et le nationalisme » (Mills, 2004), le rapport des féministes québécoises francophones aux féministes anglophones – québécoises aussi – s'est transformé au fil des années, ce pendant même que le rapport à la question nationale et plus particulièrement aux indépendantistes transmuait aussi. Sean Mills situe le dénouement des luttes prioritaires du Centre des femmes en 1975 :

Pour le Centre des femmes et, à ses débuts, le FLF, la libération des femmes était inextricablement liée à l'objectif de l'indépendance du Québec. Après sa première année d'existence, le FLF est même allé jusqu'à expulser ses membres anglophones, prétextant que leur accès à la littérature féministe américaine leur assurait une maîtrise de l'idéologie du groupe. Le lien entre le féminisme et le nationalisme radical s'est toutefois lentement dénoué au Centre des femmes et, en 1975, l'objectif de la libération nationale avait cédé sa place à la lutte pour la libération des femmes par le biais de l'émancipation de la classe ouvrière. (Mills, 2004 : 185)

À la lumière de cette citation, on peut dire qu'au sein de *Québécoises deboutte!* (1972-1974) les questions de libération nationale, d'émancipation de la classe ouvrière et de libération des femmes sont encore intimement liées, voire consubstantielles. Or, en effet, l'indépendance du Québec et la libération de la classe ouvrière traversent les articles que présente

bien présent au sein d'associations telles que l'AFÉAS, par exemple, tandis que d'autres se réclament des radicales américaines.

la revue. L'article de Mélissa Blais, Laurence Fortin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague » (2007) questionne l'apparente, mais factice, homogénéité du mouvement lorsque l'on en traite en terme de « vague » : « ce qui découpe le mouvement n'est ni le temps ni les générations mais bien les courants d'idées. Prendre en considération les différentes idéologies coexistant à une époque et un lieu donnés permet de mieux conceptualiser l'histoire d'un féminisme hétérogène [...] » (Blais et *al.*, 2007 : 147). Aussi, elles exposent le foisonnement, la multiplicité des courants de pensée qui ont traversé le féminisme, parfois simultanément : « [...] il importe de comprendre le mouvement féministe de la fin des années 60 et du début des années 70 dans sa diversité. Ainsi, dans ce climat fertile d'idées, féministes radicales, marxistes, indépendantistes, libérales, et séparatistes lesbiennes se côtoient, débattent, s'allient, s'affrontent, se confondent, s'influencent et se divisent » (Blais et *al.*, 2007 : 147). Le courant radical de la pensée féministe québécoise a émis une critique virulente à l'égard du marxisme et s'est même construit en opposition à ce dernier (Descarries-Bélanger et Roy, 1988), les taxant d'amoindrir l'importance de la lutte et de la libération des femmes au profit de celle à mener pour la libération de classe. Pour les radicales, peu importe la classe ou le système politique dans lequel une société évolue, le patriarcat existe. Ainsi, il résisterait donc nécessairement à une révolution sociale marxiste. Le courant marxiste postule au contraire que le patriarcat est généré par le capitalisme. Il en est une conséquence, son produit idéologique. D'ailleurs, le marxisme suppose l'existence d'un matriarcat préalable à l'avènement du concept de propriété privée. (Descarries-Bélanger et Roy, 1988 : 19). Les radicales matérialistes tentent de « développer une théorie féministe matérialiste de l'oppression », c'est-à-dire une théorie qui [permette] « d'expliquer comment l'oppression des femmes est reproduite dans l'interdépendance et l'appropriation matérielle et physique des femmes et des effets culturels de cette appropriation [, de] remettre en question le rapport nature/culture [et d']élaborer une histoire de l'oppression des femmes. » (Descarries-Bélanger et Roy, 1988 : 12)

Dans cette mer de courants, où la revue *Québécoises deboutte!* se situe-t-elle? Comme Blais et ses comparses le montrent, les courants qui traversent le féminisme, des années 1970 notamment, sont circonscrits par des frontières poreuses. De même, à l'issue des analyses, on ne peut affirmer avec certitude qu'il s'agit d'une revue issue d'un groupe radical, d'un groupe marxiste ou matérialiste. Dans la théorie, on peut clairement identifier l'appartenance d'un

groupe à un courant ou l'autre. L'exercice se complexifie lorsqu'arrive le moment de faire entrer un objet discursif stable et désormais invariable parce que clos, tel que la revue, dans une grille de la sorte; car si certaines revendications et idéologies se maintiennent dans la périodicité, d'autres changent et se transforment à travers le temps. Le journal ou la revue est un objet discursif en constante évolution : il est « en train de se faire », pour employer la célèbre expression de Marc Angenot. C'est le cas de *Québécoise deboutte!*. Comment, dès lors, inscrire la revue spécifiquement dans une des veines idéologiques du mouvement? L'interrogation ne résiste pas à l'analyse du discours sous l'angle plus spécifiquement rhétorique. Bien qu'*a priori* on soit tenté de placer *Québécoises deboutte!* du côté des matérialistes, on peut en effet identifier des traits distinctifs de chacun des courants. La revue démontre à son lectorat la nécessité du féminisme et l'importance d'une prise de conscience réelle sur la condition des femmes, subordonnées à un système patriarcal trouvant ses racines dans les diverses sphères du politique en déployant, pour ce faire, sa structure tentaculaire. Elles tentent aussi, cependant, de convaincre les autres agents du champ intellectuel de l'époque, dans lequel elles veulent s'inscrire, de la légitimité de leur prise de parole et de leur entreprise éditoriale. La revue assume de nombreuses prises de position qui donnent à penser qu'elle est autant issue du courant radical (souhaitant un changement profond de la société en attaquant sa structure patriarcale) que du courant marxiste ou matérialiste; elle semble pour ainsi dire se situer au confluent de ces courants. Elle emprunte néanmoins une avenue discursive précise, dans un objectif rhétorique clair en s'inscrivant dans un courant qui ne relève pas tant du champ féministe spécifique, mais plus largement du champ intellectuel.

L'apparition des revues féministes appartient à une conjoncture sociale particulière au Québec des années 1970 et 1980 où, « de part et d'autre, on tente de poursuivre ce qu'avait commencé *Parti pris*, mais il ne semble plus possible de le faire à l'intérieur d'une seule et même revue. Après la disparition de *Parti pris*, en 1968, son héritage se distribue parmi plusieurs groupes d'écrivains et d'intellectuels de gauche qui coexistent difficilement » (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2007 : 486). En effet, à cette époque, on a vu l'apparition de revues de toutes orientations puisqu'il semble que, dorénavant, ce dispositif discursif constitue *le moyen* à

privilegier pour exprimer et diffuser une pensée²⁹. On constate donc à cette époque l'apparition de plusieurs revues de tous genres, de toutes disciplines. Dans la foulée de *Cité Libre* (1950), *Liberté* (1959) ou *Parti pris* (1963) s'inscrivent des revues telles que *Mobilisations* (1969), *Mainmise* (1970), *Presqu'Amérique* (1971), *OVO* (1971) ou *Brèches* (1973) et, partout, des intellectuels, des artistes et des militantes et militants réfléchissent aux avenues politiques et culturelles que pourrait emprunter le peuple québécois. Le foisonnement des revues dans les années 1970 est symptomatique de la dispersion des intellectuels qui adoptent désormais des idéologies qui ne s'excluent pas sur le fond – la nécessité d'une révolution demeure – mais qui, dans un sens, évoluent en vase clos. Le paysage intellectuel québécois est fragmenté, car les avenues qu'il est possible d'emprunter sur le plan des idées sont multiples. Néanmoins, les forces intellectuelles se positionnent principalement en deux pôles :

Ce qui frappe le plus dans cette décennie qui s'ouvre dans le fracas de la crise d'octobre et se clôt sur un référendum, c'est l'éclatement de l'espace public : les revues ne s'entendent plus sur ce dont il convient de parler; même la question nationale n'est pas tellement présente dans les premiers éditoriaux. Par ailleurs, les périodiques sont plus nombreux que jamais et se regroupent dans l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois. (Fortin, 2006 : 194)

Si la date marquant l'émergence d'une littérature spécifique proprement féministe varie selon les manuels d'histoire littéraire, il est possible cependant de marquer l'apparition du féminisme dans le champ intellectuel québécois des années 1970. En créant, en 1971, la revue *Québécoises deboutte!*, le Front de libération des femmes du Québec (FLFQ) et corollairement la pensée radicale y occupent désormais une place.

Le FLFQ. *Québécoises deboutte!* no.1, vol.1.

Plus encore que le creuset des revendications politiques du féminisme, le discours des féministes exprimé à travers leurs revues participe d'un mouvement récursif, c'est-à-dire qu'il se construit à mesure que le mouvement qu'il contribue à créer se définit lui-même. Les revues se sont avérées essentielles à la pleine formation et à la cohésion idéologique du mouvement

²⁹ « Fonder une revue, voilà le mode privilégié d'expression des intellectuels. [...] [Et] c'est encore un mode d'action, à l'intérieur du monde intellectuel comme dans la société. L'ensemble des revues, à un moment donné, a constitué un espace de débat, un tremplin pour de nouvelles idées, de nouvelles façons d'interpréter le monde et par conséquent d'agir sur lui : un espace public » (Fortin, 2006 : p. 8-9).

féministe (Fortin, 2006) et constituent des « lieux de sociabilité qui donnent cohésion à un groupe, lui assignent des buts communs et le légitiment » (Leymarie, 2002 : 15). La revue *Québécoises deboutte!* (1971-1974) apparaît en 1971, alors que le féminisme agit sur tous les fronts du social, sorti fort d'une décennie qui lui a permis de s'affirmer comme mouvement. L'histoire du féminisme désigne en effet la décennie 1960 comme celle qui marque le passage du mouvement plus diffus principalement formé d'intellectuelles réformistes qui obtiennent entre autres le droit de vote pour des femmes en 1940, vers la mise en place d'un mouvement organisé qui acquiert de plus en plus de membres et de gains, concrétisant ainsi l'action des féministes sur les plans politique et social³⁰.

Plusieurs des membres du FLFQ étaient déjà militantes dans diverses sphères du politique à leur entrée au Front. Certaines sont aussi scolarisées (notamment Louise Toupin, qui est maintenant politologue, et Marjolaine Péloquin, qui a fait des études en histoire et en éducation³¹). De ce fait, il n'est pas étonnant de constater qu'elles sont aussi au fait des idées de l'heure et qu'elles maîtrisent les concepts de la pensée marxiste. Et, comme on le verra plus loin, la deuxième mouture du projet *Québécoises deboutte!*, publiée dès 1972 sous l'égide du Centre des femmes, s'inscrit justement dans les cadres théoriques que pose la pensée marxiste. Mentionnons pour l'heure qu'on y admet la lutte des classes en émettant une critique sévère à l'endroit de l'organisation capitaliste de la société; la mainmise qu'a la minorité dominante sur la majorité des capitaux humains et économiques y est pourfendue.

Les militantes du FLF sont issues de divers milieux; on trouve au FLF des artistes, des intellectuelles, des travailleuses, des ménagères. Dans le tome 1 de l'anthologie *Québécoises deboutte!*, Louise Toupin, membre fondatrice du Front, de même que Véronique O'Leary, elle aussi fondatrice du FLF et comédienne impliquée dans le Théâtre des Cuisines, se souviennent :

Les femmes qui ont formé les rangs du FLF étaient, si la mémoire nous est fidèle, des employés de la CSN (secrétaires, documentalistes), des comédiennes engagées dans le théâtre politique de l'époque, des travailleuses à l'extérieur : recherchistes, infirmières, enseignantes, quelques

³⁰ Et dans toutes les strates de la société.

³¹ PÉLOQUIN, Marjolaine, *En prison pour la cause des femmes. La Conquête du banc des jurés.*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2007, 312 pages.

ménagères à temps plein, des femmes survivant tant bien que mal de toutes sortes d'emplois sporadiques du domaine de la « contre-culture » (écrivaine, artistes, etc.), des étudiantes, principalement des anglophones, du moins au tout début. L'âge pouvait varier entre 18 et 40 ans. (*Qcd!* nov. 1972 : 22)

Le passage vers le Centre des femmes

Le Front de libération des femmes du Québec est dissout en 1971 – après avoir publié un seul numéro de *Québécoises deboutte!* – et il est vite remplacé par le Centre des femmes. D'un mouvement plus élargi, on passe alors à un groupe au nombre de membres restreint. Seulement deux des membres du FLF demeurent impliquées³² et le cofondent avec deux militantes d'un groupe d'extrême-gauche de l'époque, à savoir le Comité ouvrier de St-Henri. Malgré la dissolution assez brusque du FLF et le fait que peu de membres initiales restent pour participer à créer le Centre, sa fondation marque le véritable départ de la revue qui sera publiée de novembre 1972 à mars 1974. La publication devient désormais une priorité pour le groupe qui entend en faire un outil essentiel à l'organisation du mouvement :

L'organisation des femmes québécoises n'existe pas encore et QUÉBÉCOISES DEBOUTTE peut être un des instruments qui contribueront à sa mise sur pied, cet objectif est réalisable en autant que le journal devienne un moyen pour nous toutes de s'engager dans la lutte, de mieux connaître notre condition, nos tentatives de regroupement, les problèmes auxquels nous faisons face dans nos milieux respectifs. (*QcD!* nov. 1972 : 11)

Québécoises deboutte! a été officiellement publiée de 1972 à 1974. La collection complète compte neuf numéros publiés sur une base variable. Cette irrégularité peut s'expliquer par le fait que la publication dépendait du degré d'implication des militantes du Centre des femmes, responsable de la revue. *Québécoises deboutte!*, comme initiative éditoriale autogérée, non commanditée et non subventionnée, réussissait à paraître d'abord grâce à l'implication de l'équipe de rédaction et avait pour seule source de revenus l'argent des abonnements. La publicité se limitait au bouche à oreille et le tirage tournait autour de 1000 ou 1500 exemplaires³³. En raison de cette conjoncture éditoriale, la diffusion n'était pas très large et semblait en fait limitée

³² Selon toute vraisemblance Martine Éloi et Véronique O'Leary.

³³ À titre comparatif, mentionnons que, par exemple, *Parti pris* tire à 1500 exemplaires et a 500 abonnés en 1964. (Beaulieu et Hamelin, 1990 : 296)

à l'île de Montréal, bien que l'abonnement fût possible pour les femmes de partout au Québec (*QcD!*, 1982 : 10). Les revues passaient de mains en mains entre amies ou membres d'une même famille. Elles pouvaient atteindre plus de femmes que ce que le tirage indique. Malgré ces conditions d'existence difficiles, *Québécoises deboutte!* demeure un organe qui a permis de faire de la prise de parole un mode d'action en réunissant autour de lui les militantes féministes montréalaises de l'époque.

Structure éditoriale et mise en place

La structure éditoriale de *Québécoises deboutte!* est assez souple. Chacun des numéros comporte un nombre très variable d'articles et de rubriques; l'analyse statistique montre en effet qu'elle ne présente pas de format fixe. Le mode de production artisanal de la revue a sans doute influé sur la quantité de textes que l'on trouve dans chaque numéro au cours des années de publication³⁴. Il y a néanmoins des titres qui reviennent d'un numéro à l'autre. Sur un total de 72 articles, on compte cinq rubriques publiées de manière irrégulière et non pas à chacune des livraisons de la revue³⁵. Aucun des articles n'est signé, sinon l'éditorial du numéro deux paru en décembre 1972 qui est signé *Québécoises deboutte!* (à la manière d'un slogan, comme un appel), le poème de Jacqueline Barette *La moman* paru sur deux numéros (février 1973, p. 16; mars 1973, p. 16) et l'article intitulé « \$\$\$ S.O.S », une sorte de requête pour la contribution financière des « féministes révolutionnaires » qui est aussi signé QUÉBÉCOISES DEBOUTTE!. Les rédactrices offrent une explication à ce choix de ne pas apposer de signature aux articles de la revue dans le numéro de juillet-août 1973 : « Les articles et chroniques de “Québécoises deboutte!” sont écrits avec la collaboration de toutes les militantes du Centre des femmes; aucun article n'est donc signé ».

En considérant de manière plus pointue la question des signatures, on constate l'importance accordée à l'aspect collectif du projet mené par le Centre des femmes, mais ouvert à la collaboration d'autres militantes qui sont appelées à joindre leur voix à ces dernières. L'effet

³⁴ Un essoufflement se fait sentir à partir du numéro six, alors que de moins en moins de rubriques sont tenues.

³⁵ « Sexe et politique », 7 articles; « Humour Noir », 7 articles; « Histoire d'une oppression », 3 articles; « Vous et Nous : notre lutte », 2 articles; « Sur notre condition », 3 articles.

créé est celui du front commun, d'une seule voix forte et solidaire qui s'exprime à travers un groupe où, visiblement, le collectif l'emporte sur l'individuel. Véronique O'Leary et Louise Toupin insistent d'ailleurs sur le fait que *Québécoises deboutte!* était l'organe éditorial qui assurait la diffusion de l'idéologie d'un groupe, plus fort peut-être même que le Centre des femmes; ce groupe, ce sont les féministes. *Québécoises deboutte!* tente d'organiser ce néoféminisme qui voit le jour au Québec et d'assurer la diffusion des notions et des réflexions théoriques directement issues de leurs actions et de leur implication dans le social : « le journal QUÉBÉCOISES DEBOUTTE! est organiquement lié à la vie du Centre des femmes », mentionnent-elles. (*QcD!*, 1982 : 9) Fondamentalement liés, comme des variables corrélées, le Centre des femmes et sa revue *Québécoises deboutte!* sont en relation spéculaire : l'un renvoie l'image de l'autre. On constate dès lors l'adéquation entre l'éthos dit (nous sommes un groupe) et l'éthos montré (nous considérons le regroupement comme essentiel). Cela constitue un levier rhétorique important; la cohésion entre le discours et l'action est assurée³⁶. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la rédactrice réelle, physique, celle qui prend la plume concrètement et rédige l'article, utilise le « Nous » pour d'abord s'inscrire dans un groupe et le montrer. Car il s'agit de représenter un groupe de féministes révolutionnaires qui fondent leur individualité pour le profit d'une même cause : la libération totale des Québécoises, c'est-à-dire celle qui les libérera de tous leurs jougs. Ainsi, les féministes entendent en quelque sorte poursuivre le travail de leur prédécesseurs partipristes, en ajoutant à leurs mots d'ordre « indépendance, socialisme et laïcité », le féminisme. Dans *Québécoises deboutte!*, tout comme c'était le cas dans *Parti pris*, le pronom « Nous » *construit*, forme le groupe qui, par la revue, tente de s'inscrire dans l'espace social. Ces considérations permettent en effet d'établir une parenté très nette avec la revue *Parti pris* qui, pour Andrée Fortin, a aussi tenté de « dire la révolution » :

Parti pris a lu Sartre, mais aussi Marx, ou du moins quelques-uns de ses disciples (« dire notre société pour la transformer »). [...] Nationalisme va de pair avec socialisme, révolution politique et culturelle. [...] *Parti pris* va plus loin que les revues nationalistes des années 1950 : l'indépendance ne suffit pas, il faut aussi le socialisme, la révolution et une société laïque; ces thèmes ne sont pas nouveaux, mais c'est la première fois qu'ils sont si étroitement associés. [...] *Parti pris* a un programme bien précis, mais surtout, un programme qui doit déboucher sur des changements sociaux.

L'entreprise est collective, elle est l'œuvre d'un Nous révolutionnaire, dans lequel cependant ne se fondent pas complètement les Je. En effet, la prise de conscience doit se faire

³⁶ Nous constituons un groupe qui produit un discours à son image, lequel permet de nous regrouper, de nous présenter et de nous constituer.

dans chacune des consciences. Cependant, contrairement au Nous contre-culturel que déjà cela annonce, il existe ici une continuité entre les Je individuels, le Nous révolutionnaire et le Nous québécois (Fortin, 2006 : 173-174-175).

Sur la question de la nécessité d'une révolution socialiste, le « Nous » féministe est en tous points semblable au « Nous » partipriste tel que le définit Andrée Fortin. En effet, la prise de conscience pour les féministes est aussi à la fois collective et individuelle :

Il est important pour le système en place de récupérer un mouvement tel que le féminisme, car le féminisme menace ses fondements mêmes. Si les femmes remettent en question leur rôle domestique comme étant naturel, l'organisation familiale telle qu'on la connaît est de fait remise en question. Et dans la société capitaliste, la famille est essentielle en tant qu'unité de production, de reproduction et de consommation. [...] Et cela, nous ne pouvons y échapper individuellement. En effet, une action individuelle ne remet nullement en question la distribution sociale des tâches : elle est un pis-aller. [...]

Il nous faut nous regrouper pour briser l'isolement qui nous divise entre nous et qui nous fait voir en chaque femme une ennemie. De plus, notre isolement nous empêche de prendre conscience que notre oppression est vécue par toutes les femmes, et donc de nous rassembler autour de notre oppression commune. Il nous faut nous regrouper car c'est collectivement qu'il est possible de contester les rôles qui nous sont attribués socialement. Il nous faut nous regrouper pour travailler à la mise sur pied d'une organisation politique en mesure de lutter et de mettre fin à notre oppression. (*QcD!*, déc. 1972 : 3)

On voit ici qu'alors que la prise de conscience doit se faire à la fois collectivement et individuellement, l'action, elle, ne peut être réellement porteuse de changement que si elle est accomplie collectivement. La solidarité entre les femmes est posée comme nécessaire à la mise en œuvre de la révolution féministe qui se réaliserait dans un cadre marxiste. Située à l'intersection de la lutte des classes et de la lutte de sexes, l'oppression des femmes est montrée comme étant tout aussi bien un symptôme de l'avilissement de la classe ouvrière qu'une clé pour s'en libérer. Ainsi la révolution féministe « menace les fondements de la société capitaliste », car l'assignation des femmes à la sphère domestique permet le maintien du système d'aliénation des masses, laquelle fait de chacune de ses unités une force de travail dont les mères à la maison permettent la reproduction. Cet argument des féministes intervient à deux niveaux dans le discours de *Québécoises deboutte!*.auprès de leurs consœurs, d'abord, les rédactrices tentent d'explicitier et d'exposer la manière dont le capitalisme à la fois reconduit l'oppression des femmes et autorise la violence portée à leur égard, comme dans cet extrait :

Le phénomène du viol revêt des fonctions bien particulières. Il sert de « tuyau d'échappement » aux frustrations quotidiennes et à la révolte des ouvriers vis-à-vis un système qui nie tous leurs droits et les considère comme un troupeau de *cheap labor* que l'on traîne à l'abattoir. [...] La crainte du viol et par extension, la peur tout court, maintient la moitié du monde opprimé [(les femmes)] dans la passivité et la soumission. Les exploitateurs font confiance à cette soumission des femmes (auparavant bien conditionnées) comme agents de reproduction des valeurs bourgeoises par l'éducation qu'elles doivent donner à leurs enfants, leur enseignant la clé de leur comportement de classe : soumission à l'autorité, résignation, fatalisme, hypocrisie et, pour rendre le tout plus efficace, dès l'enfance, un refoulement total de tout désir sexuel. Notre rôle de « gardienne du foyer » se confond alors avec celui de « gardienne de classe ». La peur du viol incite aussi toute femme à se confier à un homme à travers sa condition de mère-épouse-ménagère. Le viol fait partie de cette vaste toile d'araignée qui emprisonne les femmes dans leur condition domestique. (*QcD!*, juillet-août 1973 : p. 28)

Ainsi, la violence faite aux femmes – dont la forme la plus aiguë, pour Kate Millett, est le viol – se trouve à être produite et reproduite par le système capitalisme. Selon la logique féministe, s'engager dans la révolution socialiste engrangerait donc aussi, nécessairement, des transformations importantes en ce qui concerne la situation des femmes, et au premier chef en ce qui a trait au respect de leur intégrité physique. Est-ce dire alors que la révolution socialiste est plus importante – car plus globale – que la révolution féministe? Pas exactement. En effet, le discours de *Québécoises deboutte!* ne pose pas de jugement de valeur sur l'une ou l'autre des révolutions et ne les compare pas, non plus, en terme d'importance; complémentaires, elles ont l'une sur l'autre des conséquences réciproques. Certes la révolution socialiste serait bénéfique pour les femmes et les libérerait, dans une certaine mesure, d'une oppression symptomatique de la structure capitaliste. La socialisation du travail ménager briserait la chaîne de reproduction de l'aliénation ouvrière, une chaîne de laquelle la ménagère est gardienne. Ainsi, selon cet argument, la révolution des femmes constitue l'une des clés pour libérer le monde du joug capitaliste. De ce point de vue, il apparaît que les féministes tentent d'agir sur d'autres agents avec qui elles tentent de devenir camarades. Or s'ils veulent voir advenir la révolution qu'ils espèrent, ces autres agents *doivent* faire une place aux femmes et comprendre les conditions d'existence des ménagères :

Foncièrement, la fonction de la rémunération de la ménagère est de retarder la socialisation du travail ménager. Elle dépasse largement le désir d'apprécier le travail ménager à sa juste valeur; elle vise plutôt à maintenir sa rentabilité pour le système capitaliste, tant sur le plan économique que sur le plan idéologique. La ménagère continue à reproduire la force de travail du mari « presque » gratuitement et la famille garde son rôle de reproduction des rapports sociaux. L'industrialisation des travaux domestiques est indispensable [...] Sans socialisation des travaux domestiques, il ne pourrait y avoir de véritable socialisme; car cette transformation ne touche pas uniquement les femmes mais toute la société.

Le travail au salaire ménager ne va donc pas pour autant les libérer. Il ne s'agit pas de laisser aux mains des autres le soin de régler notre condition d'exploitation. Nous devons d'abord

de nous-mêmes définir lesquels sont nos intérêts propres; établir nous-même des mécanismes de destruction du patriarcat et du capitalisme qui sont les sources de notre exploitation. Il n'en revient qu'à nous de décider quelle place nous voulons prendre dans un Québec socialiste.

Il y aura de la place pour les femmes dans un Québec libéré ou il n'y en aura pour personne! (*QcD!*, avril 1973 : 11)

Les ménagères sont désignées comme pouvant jouer un rôle déterminant dans la révolution socialiste comme dans le maintien du système capitaliste. En fait, et la dernière phrase de l'extrait le stipule clairement; sans les femmes, aucune révolution visant à libérer le Québec n'est possible. Or cette façon de s'inscrire dans la révolution globale qui est sinon vécue moins rêvée par une certaine classe intellectuelle au Québec des années 1970, cette façon de s'y inscrire, donc en octroyant un rôle précis aux ménagères, est en elle-même révolutionnaire en ce qu'elle introduit une nouvelle figure dans l'imaginaire marxiste québécois.

« Une maudite vie plate ». La figure de la ménagère

À travers des articles qui visent à revendiquer de meilleures conditions de vie (et donc de travail) pour les ménagères, les militantes du Centre des femmes s'en font le syndicat : elles les représentent et prétendent défendre leurs droits. Leur travail d'écriture permet aussi de démystifier une pratique qui s'accomplit traditionnellement dans la sphère domestique pour en révéler le caractère avilissant et, de même, tenter la reconnaissance mutuelle (et bientôt la solidarité) entre femmes, puis entre les femmes et les hommes. Afin de ratisser le plus largement possible, les rédactrices de la revue adaptent la figure de la ménagère de manière à en faire un personnage type, normatif et possiblement représentatif de la majorité des ménagères, opérant un passage qui mène du plus particulier vers le plus universel. Pour ce faire, elles ont recours soit à la fiction, soit au témoignage (dont on peut présumer par ailleurs l'appartenance au registre de la fiction). La plupart du temps, la ménagère est malheureuse et n'est pas en mesure de se sortir d'un état de grande pauvreté sociale et financière de même que d'un état de dépendance au mari à tous égards. Ici, une femme adresse une lettre aux rédactrices de *Québécoises deboutte!* pour leur

faire part d'une situation particulière qui ressemble néanmoins à celle de bien des femmes. Pour cette raison, la « lettre » est reproduite intégralement :

Que pensez-vous d'une femme comme moi qui après 38 ans de ménage mon mari ne m'a jamais amener [sic] au théâtre! Je ne suis jamais allée manger une fois au restaurant. Je n'aie [sic] jamais eue [sic] le loisir d'une vacance dans ma vie toujours question d'argent [sic].

Il a toujours travailler [sic] et était en mesure financièrement de me procurer quelques loisirs mais il m'a toujours refuser [sic] quoique [sic] ce soit pour des raisons que c'était son argent qu'il avait gagner [sic] durement puisqu'il est de classe moyenne mais sans dettes. [...] J'ai toujours été humiliée de me faire faire toujours ces reproches : c'est mon argent et non le tien. J'aie [sic] tout fait le travail toute ma vie cuisine [sic], lavage, raccomodage [sic], couture, entretien de la maison, peinture de la maison au besoin il me fais [sic] laver son char, je fais mon vin afin de ne pas en acheter il m'a crié toute sa vie faut ménager [sic]. Vous ne croyez pas que si j'avais eue [sic] la satisfaction d'avoir un salaire, je n'ai jamais eu le loisir de gagner ma vie car il a toujours eue [sic] peur que je devienne indépendante. [...] (*QcD!*, mars 1973 : 26-27)

Dans l'extrait, l'ingratitude du mari tranche avec l'état de détresse psychologique de la femme. Cette vision manichéenne résulte d'une analyse binaire qui gomme la complexité de la situation sociale décrite et estompe les détails de la relation. En effet, à part sur son caractère ingrat et sa situation financière stable, le texte ne donne aucun indice ou renseignement sur l'identité du mari, mais renseigne sur la femme pour donner à comprendre l'ampleur de son désarroi. Toujours est-il que, donc, la représentation manichéenne de cette situation a l'avantage de poser l'argument en termes clairs, sans possibilité d'interprétation; elle suscite colère et empathie et facilite l'adhésion spontanée. D'autant plus que, n'étant pas autonome financièrement, il apparaît impossible pour la rédactrice de la lettre de sortir d'un quotidien aliénant, de cette « maudite vie plate ». En ce sens, la platitude du quotidien est d'ailleurs une tendance marquée dans les textes présentant une ménagère :

La moman se lève,
La moman a mal au ventre,
La moman prend deux midols,
La moman prépare les enfants pour l'école,
La moman fait des toasts,
La moman brasse un verre de quick,
La moman fait des jokes,
La moman fait le devoir d'ariméthique,
La moman va les reconduire sa galerie,
La moman est rien qu'en jaquette,
La moman leu'donne chacun'bec,
[...]
La moman r'garde la table
La table est pleine de sirop d'érable,

La moman ramasse les dégâts,
Pis a s'met à laver les plats,
La moman a fini la vaisselle,
La moman sort les poubelles,
La moman est rien qu'en jaquette,
[...] (*QcD!*, février 1973 : 16)

La structure anaphorique du texte donne à comprendre la redondance du quotidien qui est décrit. Elle permet en outre d'éprouver l'aliénation pouvant résulter d'un tel mode de vie. Tous les matins, la *moman* fait la même chose : prendre soin des enfants. Par conséquent, elle n'a pas le temps de s'habiller, et certes pas de prendre soin d'elle-même. Ce dernier élément constitue aussi une constante qui contribue à définir les traits de la ménagère type. Pour elle, le loisir, le plaisir et le bien-être semblent inatteignables et sont toujours relégués au second plan d'une vie orientée vers le bien-être d'autrui :

CHU MÉNAGÈRE
Une autre journée à m'mettre dans l'corps
J'ai mon voyage mais ça fait rien
Faut ch'continue le même train-train
Laver, frotter, torcher tout l'temps
Quand chu malade, pis quand chu ben
Pas moyen d'faire d'aut'chose
À cœur d'année, à cœur de vie
Maudite belle vie! (*QcD!*, juin 1973 : 40)

Pour la lectrice – féministe, militante, engagée – la servilité des ménagères n'a qu'une seule réponse et apparaît comme une évidence : il faut sortir de la sphère domestique et briser le cycle de l'asservissement; il faut faire d'éléments issus de la sphère privée des objets de lutte politique et les intégrer à tous les milieux (comme le rappelle l'adage des féministes de l'époque : « Le privé est politique »).

La figure de la ménagère permet d'introduire la spécificité féministe dans un désir de révolution totale fomentant dans les milieux de gauche et les sphères intellectuelles héritières de *Parti pris*. Dans *QcD!*, plusieurs articles ou dossiers sont consacrés soit à décrire ou à démystifier la fonction sociale de la ménagère dans la société capitaliste. Ils sont toujours voués à faire en sorte que les femmes trouvent un champ d'action spécifique dans la lutte sociale et qu'elles développent une forme de militantisme appliqué qui s'accomplirait en fonction de leur condition

et de leur oppression spécifiques. Comme les extraits précédents l'ont montré, il n'est pas question pour les féministes du Centre des femmes que la révolution se fasse en maintenant les femmes dans un état de subordination. Essentielle, la participation des femmes permet même d'observer en surplomb le système capitaliste. Cette entrevue menée avec deux féministes marxiste, Mariarosa Dalla Costa et Selma James, retransmet bien la pensée théorique sur lequel les rédactrices de *QcD!* fondent leur argument. Se considérant comme « la faction la plus exploitée de la classe ouvrière » (*QcD!*, juin 1973 : 28), elles veulent prendre entièrement part à la révolution à venir et joignent, ainsi, la figure de la ménagère et sa fonction dans l'analyse théorique qu'elles développent :

Nous, féministes, nous représentons exactement la même chose [que les noirs dans la révolution noire]; nous ne sommes pas une annexe, un appendice d'une classe, mais une partie intégrale de cette classe. Mais parce que nous n'avons pas les mêmes privilèges que d'autres sections de cette classe, nous sommes capables de voir l'organisation complète du travail capitaliste et nous avons la possibilité d'établir des liens dans la lutte ouvrière qui n'ont jamais été établis précédemment. Nous avons une perspective de lutte dans le quartier sans laquelle la lutte dans les usines ne peut réussir. [...] Il est aussi ridicule de considérer que le travail ménager des femmes n'a pas de fonction spéciale dans le système économique que de considérer que le travail des esclaves ou celui des paysans du Tiers-Monde se situe en dehors du processus économique. (*Ibid.* : 29)

Elles proposent, par exemple, de célébrer la « Fête des mères et des ménagères » le premier mai, en même temps que la fête des Travailleurs :

« [...] Mères et ménagères, nous sommes des travailleuses aussi et nous avons des batailles à mener et des luttes à fêter. Cette année, la manifestation contre la manifestation anti-ouvrière qui a eu lieu à Montréal, le premier mai, regroupait plus de 25 000 travailleurs et travailleuses. Les femmes étaient présentes en grand nombre. En tant que femmes-ménagères-travailleuses et militantes du Centre des femmes, nous sommes aller [sic] manifester en signe de solidarité avec tous les autres travailleurs/ses. [...] Nous tenons à rappeler que les ménagères sont des travailleuses (ou à l'apprendre à certains) [sic]. Mais il est sûr que les batailles des ménagères-travailleuses ne font que commencer au Québec. Ce sera donc au cours des luttes qui se mèneront que nous apprendrons à célébrer ces luttes et les victoires que nous gagnerons. Alors peut-être enfin pourrons-nous choisir de fêter une vraie fête des mères-ménagères en lutte! (*Ibid.* : 7)

Les défenseurs de la classe ouvrière ne peuvent plus ignorer la présence des femmes dans la lutte qu'ils mènent, et, surtout, ils ne peuvent pas nier que l'acquiescement et la participation de ces dernières à la révolution sont fondamentaux. En ce sens, l'intervention de la figure de la ménagère agit comme un argument qui vise aussi à permettre aux femmes de prendre une place au sein de la lutte : « L'organisation de la lutte autonome des femmes aura des influences sur

toute la classe ouvrière et peut-être les hommes consentiront-ils à s'interroger sur leurs rapports avec la lutte des femmes. » (*Ibid.* : 32)

Les solidarités syndicales

Les militantes du Centre des femmes, qui évoluent près des milieux de gauche, voient se créer une sorte de conjoncture révolutionnaire à laquelle elles veulent participer. La collection complète de *Québécoises deboutte!* témoigne, par des voix variées, de cette volonté. Par exemple, les rédactrices créent des solidarités avec les syndicats, organes de défense des travailleurs par excellence. Comme pour montrer qu'elles participent elles aussi activement aux luttes syndicales, plusieurs articles sont dédiés à décrire la collaboration des femmes à certaines luttes déjà menées dans le mouvement. L'article « Femmes en lutte à Coleco » consolide les bases d'une solidarité entre féministes et travailleurs, mais aussi entre les femmes elles-mêmes :

Coleco a un syndicat de boutique affilié à la fédération canadienne des associations indépendantes. Mais les travailleurs/euses vont vouloir mettre la FCAI dehors. ILS ET ELLES ONT DÉCIDÉ DE SE DONNER UN SYNDICAT QUI SERVIRA LEURS INTÉRÊTS À EUX.

Après avoir créé des sympathies à l'intérieur de Coleco, deux militantes de l'usine, invitent un groupe de femmes à une réunion pour se parler du besoin d'organisation des travailleurs/euses à Coleco.

Composé uniquement de femmes, on perçoit très vite les difficultés qui ressortent d'un travail d'organisation avec des femmes : difficultés qui tournent autour du rôle traditionnellement réservé à la femme dans la société, son rôle de mère-épouse-ménagère. Elles ont des enfants à charge, des tâches ménagères à assumer toute seule, etc.

Mais plus encore on perçoit à quel point l'oppression des femmes peut être forte au sein de la famille : entre autres, certains maris ne permettent pas à leur femme d'avoir des activités le soir. Il y a aussi l'exemple de cette femme qui doit se lever à 2:00 am toutes les nuits pour faire à manger à son mari qui revient à cette heure-là; ceci même si elle doit être debout à 6:00 am pour son travail à Coleco et qu'elle a la charge entière des travaux ménagers en plus. [...] Il y a eu des départs, mais le groupe s'est tout de même consolidé par de nouvelles arrivées (hommes et femmes) et la ténacité des autres femmes du groupe initial. [...] (*QcD!*, juin 1973 : 43)

Le regroupement des femmes pour des visées syndicales leur permet de se rassembler et de prendre conscience de leur oppression quotidienne commune vécue dans la sphère domestique. Cette oppression s'ajoute à celle ressentie dans la sphère publique, à l'usine, où les femmes sont par ailleurs exploitées comme ouvrière. Ce qui compte le plus dans cet extrait, cependant, c'est l'idée que ce sont des femmes qui initient le mouvement de changement de syndicat à Coleco et que ce sont elles qui ont d'abord pris conscience de l'importance primordiale pour les ouvriers et ouvrières d'être bien représentés, d'être bien défendus. Dans cet extrait, la figure de l'ouvrière

et celle de la ménagère sont jointes en une seule, puisque les femmes ouvrières sont aussi des ménagères et qu'elles « ont à assumer seules les tâches ménagères ». La juxtaposition des deux figures (ouvrières et ménagères) permet aussi l'union des luttes :

[...] Les travailleuses sont aussi des ménagères [...] On oublie souvent que les femmes en usine sont aussi des ménagères et dans le travail d'organisation des [sic] usines, il est très important de considérer que les travailleuses ont deux lieux de travail : l'usine et la maison. Il faut donc mettre de l'avant le fait que les luttes à entreprendre doivent l'être sur deux fronts : l'usine et la maison. Car le militantisme des femmes à l'usine dépend des conditions de travail qu'elles vivent à la maison. Ainsi, les revendications mises de l'avant à l'usine doivent toucher des points spéciaux concernant les femmes : parce qu'il faut le dire, les femmes sont moins « libres » que les hommes et il est beaucoup plus difficile pour elles de sortir du cadre familial.

D'autre part, il est devenu une nécessité de lier les luttes des travailleuses et des ménagères; car les travailleuses sont aussi des ménagères à leur sortie de l'usine et tant que les ménagères ne seront pas organisées sur les bases de leurs revendications spécifiques (prise en charge collective des enfants, socialisation des tâches ménagères, etc.), les travailleuses en usine auront toujours une double journée de travail à assumer. Et il sera de plus en plus important pour elles, que leurs luttes à l'usine visent non seulement leur condition de travailleuses, mais aussi leur condition de ménagère : ces deux luttes sont interdépendantes.

MÉNAGÈRES ET OUVRIÈRES

SOYONS ENFIN SOLIDAIRES (*QcD!*, juin 1973 : 51)

L'extrait vise à créer un respect mutuel entre les fonctions de chacune, une solidarité entre les femmes et, de même, entre les luttes. De cette façon, les féministes construisent aussi la spécificité de leur lutte vis-à-vis celle que mènent les hommes de la classe ouvrière et de la mobilisation syndicale pour faire mobiliser davantage de femmes (et d'hommes, peut-être) à la réalisation des revendications féministes.

Pour montrer que, non seulement elles partagent, mais ont intégré les bases théoriques du marxisme dont elles font la promotion, les rédactrices de *Québécoises deboutte!* déploient plusieurs stratégies discursives et textuelles. Parmi ces dernières, l'une des plus importantes concerne sans doute la démonstration de l'appropriation de l'encyclopédie et de la culture marxiste qui permet de répondre, dans une certaine mesure, à l'horizon d'attente du Lecteur-Modèle que construisent les féministes dans leur texte. Comme le soutient Umberto Eco dans *Lector in fabula*, on construit son Lecteur-Modèle « en choisissant des degrés de difficulté linguistique, la richesse des références et en insérant dans le texte des clefs, des renvois, des possibilités, même variables, de lectures croisées » (Eco, 1985 : 72). C'est exactement ce que font les féministes de *Québécoises deboutte!* en insérant dans leurs textes des références intertextuelles qui renvoient aux grandes lignes de pensée – et aux grands penseurs eux-mêmes –

du marxisme. Elles montrent ainsi non seulement les possibilités des lectures croisées des textes produits en fonction de deux idéologies posées comme complémentaires, mais, qui plus est, elles témoignent aussi de leur appropriation d'un bagage théorique indispensable à l'analyse marxienne du monde social.

Déictiques du marxisme : titres, sous-titres, aphorismes et slogans

Chacun des numéros de *Québécoises deboutte!*, mis à part deux (no. 2 et no. 5), propose en couverture des sous-titres qui se présentent sous forme d'aphorismes. Émettant une sentence, une prescription ou un constat, ces maximes occupent une fonction éditoriale précise : elles annoncent et font la promotion des idéologies de la revue en traçant sa ligne éditoriale. Ces aphorismes réfèrent aux grands thèmes du marxisme : la lutte, la révolution, l'oppression, le prolétariat. Ils deviennent des lieux qui constituent les paradigmes idéologiques du discours doxique qu'instaure la revue, en plus de participer à constituer une face de l'éthos des locutrices. Il faut considérer l'inscription du vocabulaire et des idées maîtresses du marxisme comme plus déterminante encore, car leur emploi a une valeur précise dans « l'économie des échanges linguistiques » (Bourdieu 1982) de cette époque. Les slogans, les citations et tous les déictiques marxistes forment un intertexte qui contribue à octroyer une valeur symbolique au discours des féministes. Ils lui apportent une plus-value, pour demeurer dans la métaphore économique, et permettent au collectif, aussi, de se positionner encore plus avantageusement dans le champ intellectuel de leur époque :

En avril 1970, au moment où le taux de chômage augmente, surtout chez les jeunes, alors qu'on se met même à parler d'une génération sacrifiée), où les fermetures d'usine se multiplient et où les conflits de travail s'enveniment, au moment où les taux d'intérêt s'emballent, où la situation d'aliénation culturelle perdure et où, contre les groupes de gauche, le gouvernement semble vouloir intensifier ses moyens de répression, l'élection du Parti libéral vient confirmer aux yeux de plusieurs le blocage vécu par la société québécoise. C'est dans ce contexte de profonde désillusion que les textes essentiels comme *D'où viennent les idées justes?* de Mao, *Que faire?* de Lénine et *Principes du léninisme* de Staline sont lus et commentés dans les cercles intellectuels et que les mots d'ordre maoïstes deviennent monnaie courante. Répétant « sans théorie révolutionnaire » (Lénine), on cherche à rallier « les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature » (Mao). La révolution permanente qu'un peu tout le monde trotskiste ou non, souhaite mettre en branle trouve soudain un modèle irrésistible dans la « révolution ininterrompue » du Grand Timonier. (Warren, 2003 : 61)

Parmi les aphorismes que l'on trouve dans la revue, on compte des citations d'autorité des grands penseurs et acteurs de la scène marxiste et communiste comme Marx, Lénine ou Mao. La

convocation de ces auteurs permet de légitimer le discours des féministes et leurs luttes auprès des marxistes qui liront la revue. Ainsi, non seulement les rédactrices de *Québécoises deboutte!* ont intégré les schèmes et le langage de la pensée marxiste, elles ont de plus lu ces grands penseurs du communisme, à la manière de leurs contemporains. La citation agit dans le discours à titre d'argument d'autorité : « Le changement d'une époque historique se laisse toujours déterminer en fonction du progrès des femmes vers la liberté (K. Marx) » (*QcD!*, décembre 1972 : frontispice). Dans le même numéro, on trouve aussi une citation de Lénine : « Le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes. » (*QcD!*, décembre 1972 : 12) Pour le collectif, les citations servent d'argument d'autorité, « lequel utilise des actes ou des jugements d'une personne ou d'un groupe comme moyen de preuve en faveur d'une thèse » (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008 : 411). Ainsi, la citation de Marx enseigne aux sceptiques que l'avancée des femmes est essentielle à la révolution, au « changement d'une époque historique ». Rhétoriquement, la citation de Lénine agit plus fortement encore et constitue un point central de l'argumentation. En effet, les termes utilisés réfèrent explicitement au succès d'une révolution, donc à l'atteinte de l'objectif que l'on propose : la réussite du projet révolutionnaire résulte obligatoirement du degré de participation des femmes. Cette assertion crée deux effets complémentaires. On peut la saisir sur le ton de la menace, comme si les rédactrices proposaient une sorte de marchandage de l'implication du type : « Tu t'impliques dans ma révolution et je m'implique dans la tienne. » On peut aussi considérer cette citation comme un appel à l'association des luttes en considérant que la réussite de l'une est le corollaire de celle de l'autre. De cette manière, les féministes s'inscrivent dans un mouvement social qui serait commun à tous ses acteurs pour tenter de se faire reconnaître par eux comme des pairs :

Dans notre conception habituelle, un acte est, plutôt qu'un indice, un élément permettant de construire et de reconstruire notre image de la personne, de classer celle-ci dans des catégories auxquelles s'appliquent certaines qualifications [...]. La valeur que nous attribuons à l'acte nous incite à attribuer une certaine valeur à la personne, mais il ne s'agit pas d'une valorisation indéterminée. Au cas où un acte entraîne un transfert de valeur, celui-ci est corrélatif d'un remaniement de notre conception de la personne, à laquelle nous attribuerons, d'une façon explicite, ou implicite, certaines tendances, aptitudes, instincts ou sentiments nouveaux (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008 : 400).

Les féministes de *Québécoises deboutte!* se montrent donc imprégnées de la culture, du « folklore marxiste » (Warren, 2003 : 63), et ce, bien que les discours historiques n'en fassent que très peu état. Par le vecteur éditorial et l'imbrication des discours, elles participent en fait à créer la

jonction des luttes. Les féministes considèrent les femmes comme une classe supplémentaire d'opprimées, sorte de carrefour où les couches d'oppression s'accumulent. Comme on l'a vu, et ce dont les textes témoignent – et c'est peut-être en fait l'aspect le plus important –, c'est d'un mode de compréhension du monde basé sur la méthodologie marxiste³⁷ :

« Luttons ensemble, enfin soyons solidaires
Luttons ensemble, ménagères et ouvrières
Il n'y a plus de temps à perdre
Notre monde est à refaire
Levons-nous dès maintenant ! » (*QcD!* juin 1973, frontispice)

Cette citation du numéro de juin 1973 est particulièrement révélatrice de la présence des termes théoriques marxismes et de leur utilisation constante dans la rhétorique de *Québécoises deboutte!*. En effet, l'expression des termes « lutte » et « solidaires » réfèrent aux valeurs de base du marxisme. De la même façon que l'inclusion des ouvrières comme destinataires de l'appel tend à inclure la lutte marxiste dans celle des femmes. La révolution est d'ailleurs posée non seulement comme essentielle, par l'utilisation du verbe être au présent de l'indicatif (« notre monde *est* à refaire »), mais en plus, elle est urgente. Cet effet est notamment accentué par l'ajout de la préposition « dès » avant l'adverbe « maintenant ». Comme si le monde était désormais mieux

³⁷ En 1974, la théoricienne américaine Ti-Grace Atkinson étaye et développe une réflexion jusque-là encore peu étudiée en stipulant que l'oppression des femmes est spécifique. Elle est une oppression parmi plusieurs autres, mais demeure distincte et indépendante de ces dernières :

« Le féminisme radical est un concept politique nouveau. Il s'est développé en réponse aux inquiétudes des féministes considérant l'absence de toute analyse féministe, même d'une ébauche, sur la persécution des femmes [...] L'analyse débute par la raison d'être du féminisme de ceci que les femmes sont classe, que cette classe est politique par nature, et que cette classe est opprimée. C'est le point à partir duquel le féminisme radical se sépare du féminisme traditionnel. » (Atkinson, 1974 (1975) : 57)

Comme l'extrait en fait foi, les prémisses du féminisme radical que pose Ti-Grace Atkinson, si elles fondent un discours selon lequel les femmes constituent, en soi, une classe d'opprimées, n'excluent pas nécessairement l'utilisation d'une méthodologie inspirée du marxisme. En plus d'utiliser le lexique et la typologie développée par Marx, Atkinson conçoit le politique selon une structure de classe, dont les femmes en forment une spécifique. En ce sens, elle s'inscrit dans la foulée de Shulamith Firestone qui, en 1970, fondait aussi sa pensée sur celle de Marx et Engels. Envisageant, comme eux, la structure du monde social selon une dialectique, Firestone emprunte aux marxistes leur méthodologie pour envisager l'oppression spécifique des femmes comme dialectique qui se fonde sur les différences biologiques fondamentales entre les hommes et les femmes. Selon Firestone,

la révolution féministe exige une analyse de la dynamique de la guerre des sexes aussi poussée que l'analyse de l'antagonisme défini par Marx et Engels pour la révolution économique. Plus poussée encore [sic]. Car nous avons affaire à un problème plus vaste, à une sujétion qui remonte au-delà de l'époque historique, et se rattache au règne animal. En posant cette analyse, nous pourrions apprendre beaucoup de Marx et Engels : non leur opinion proprement dite sur les femmes – ils ne connaissaient presque rien à la condition des femmes en tant que classe opprimée, et ne s'en préoccupaient que dans la mesure où elle touchait au domaine économique –, mais plutôt leur *méthode* analytique. (Firestone, 1972 (1970) : 13)

disposé à accueillir des changements qui s'imposent pour une plus grande justice, mais que le temps était compté. On note aussi la prise en charge par le texte de l'aspect collectif et obligatoirement solidaire de la lutte que propose le discours par l'emploi des pronoms « nous » (je + elles + vous) et « notre » (à moi + à vous + à eux). L'action de la solidarité commence en effet dans le texte qui présente ainsi l'énonciatrice et le destinataire comme se devant d'être unis dans l'action :

« Faire de la révolution des femmes une revendication de la classe ouvrière » (*QcD!*, février 1973 : frontispice)

« Le combat que nous menons n'est pas nouveau et commémorer les dures luttes que les femmes d'ici et d'ailleurs ont menées ne peut que renforcer [sic] notre détermination à vaincre. » (*QcD!*, mars 1973, frontispice)

Les membres du collectif se présentent à travers leur discours comme étant des marxistes qui maîtrisent les notions théoriques de cette idéologie. On peut le percevoir même en ne jetant seulement qu'un coup d'œil rapide à la page couverture de la revue. Et c'est en ce sens que les aphorismes agissent comme un slogan : ils permettent de publiciser, dans une certaine mesure, l'idéologie des féministes de *QcD!* par une phrase qui annonce l'appartenance idéologique du groupe. L'impact est grand pour le mouvement féministe, car l'emploi d'une rhétorique marxiste montre que la prise de conscience est faite, qu'il ne reste qu'à passer à l'action. Pour les rédactrices du collectif, la révolution des femmes est déjà amorcée; il s'agit de la joindre à la révolution sociale que l'on souhaite marxiste et, ainsi, de regrouper les forces pour qu'elle advienne.

Comme formule commode, en plus de dévoiler l'un des fondements de la structure idéologique de la revue, l'aphorisme représente une façon d'argumenter auprès d'un public autre. De cette façon, les rédactrices interpellent leur auditoire potentiel pour pouvoir mieux agir sur lui (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1998 : 30). C'est principalement cette fonction que l'on peut attribuer aux références à l'idéologie marxiste dans les textes. L'utilisation de thèmes chers à cette idéologie politique constitue, dans une certaine mesure, le « répertoire topique ordinaire » (Angenot, 1982 : 29) de cet état de société et du champ intellectuel dans lequel évoluent les féministes. Selon Marc Angenot, « la topique produit l'opiniable, le plausible, mais elle est aussi

présupposée dans toute séquence narrative, elle forme l'ordre de la véridiction consensuelle qui est condition de toute discoursivité. [...] Déjà la rhétorique classique décrivait en un continuum les lieux communs quasi logiques et les maximes générales du vraisemblable » (*Id.*). Les rédactrices de la revue pigent à ce répertoire de thèmes, les inscrivent dans leurs textes. Cela intervient sur deux plans complémentaires participant à la constitution de l'éthos et l'argumentation comme telle. La publication en page frontispice de slogans ou d'aphorismes marxistes octroie une certaine force à la preuve par l'éthos : les féministes se présentent comme des marxistes et s'inscrivent ainsi dans un des grands courants idéologiques de leur époque. Elles donnent une corporalité au garant d'un discours qu'elles inscrivent dans un état discursif précis en dehors duquel, sans doute, l'énonciation, comme moyen d'action, aurait moins de force, car il n'entrerait pas en résonance avec la *doxa* que participent à instaurer les intellectuels de l'époque. Cela nous ramène encore aux considérations de Chaïm Perelman et de Lucie Olbrechts-Tyteca qui octroient une grande place dans leur *Traité de l'argumentation*, à l'argument par l'éthos. Ainsi, s'il est vraisemblable que les rédactrices *Québécoises deboutte!* aient tenté de fonder leur place dans le champ intellectuel des années 1970 par la création de revues, notamment, encore faut-il que les agents du champ susceptibles d'y légitimer leur place y prêtent attention (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008 : 23).

Rien ne justifierait le cantonnement de l'interprétation de cette analyse à un point de vue strictement rhétorique. Aussi, c'est pour cette raison qu'il apparaît essentiel à ce point du travail d'émettre quelques considérations qui viendront nuancer le propos. Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca stipulent qu'il est nécessaire de s'adapter à son public ou auditoire pour agir le plus efficacement possible sur lui. D'un point de vue rhétorique, il apparaît ainsi clair que c'est pour cette raison que les rédactrices convoquent de manière aussi explicite les notions et les concepts issus de l'idéologie marxiste. Le discours tenu par les rédactrices de la revue *Québécoises deboutte!* témoigne véritablement d'un positionnement précis dans le champ intellectuel des années 1970 au Québec, auquel renvoie l'éthos qu'elles se construisent dans et par le discours. Cela n'est pas étranger à la question de la constitution de l'éthos dans un texte, car il s'agit d'une notion qui, comme le stipule Maingueneau, « permet [...] de réfléchir sur le processus plus général de l'*adhésion* des sujets à un certain positionnement. » (Maingueneau, 2002) Il faut néanmoins considérer, à la lumière du dossier « Table Ronde » figurant à la fin des tomes 1 et 2 de l'anthologie *Québécoises deboutte!* (1982), que l'engagement des féministes du

FLFQ puis du Centre des femmes à défendre et à transmettre les idéologies du marxisme était bien réel et n'était donc pas que rhétorique. En effet, les groupes de féministes de l'époque percevaient l'enjeu de leur combat comme une lutte à mener envers toutes les inégalités sociales, mais vue sous le prisme des inégalités subies par les femmes. Leur réflexion et leur action se déclinaient selon trois axes qui participaient tous à construire le système de domination à subvertir radicalement : le sexisme, le racisme et le capitalisme. À travers leurs textes, comme dans leurs actions, les militantes empruntaient donc une posture qui leur permettait de considérer l'ensemble des rapports sociaux régi par des structures inégalitaires. S'il est vrai que les textes agissent rhétoriquement sur ce plan, il n'en demeure pas moins que l'engagement était plus large, ce dont témoignent, d'ailleurs, les trajectoires individuelles des membres.

La « Lettre à nos camarades »

Le premier éditorial de *Québécoises deboutte!* s'intitule « Lettre à nos camarades » et établit clairement les priorités du groupe, des priorités qui ne sauraient devenir effectives sans l'intervention éditoriale : la revue est posée comme « l'amorce d'une solution » représentant un lieu de regroupement où l'on « [brise] l'isolement » et où l'on « [trouve] des moyens de luttés contre notre oppression commune. » (*QcD!*, nov. 1972 : 18) Effectivement, une attention particulière est portée afin de pointer explicitement la revue comme un organe où pourraient s'établir et s'étayer le réseau et les sociabilités féministes québécoises : « [...] nous ne sommes pas à l'étape du mouvement de masse, mais à la création de noyaux de militantes formées politiquement, dont le rôle sera de sensibiliser d'autres femmes à notre libération collective. » (*Id.*) La mission de *Québécoises deboutte!* est d'être un journal d'information et de formation des militantes féministes ayant déjà pris conscience de leur situation d'oppression et qui sont potentiellement mobilisables. Il faut les convaincre de s'engager dans le mouvement en leur montrant les articulations souterraines qui permettent la subordination des femmes à travers l'affirmation d'un « Nous » fort, monolithique; un « Nous » qui fait bloc et qui est expansif, qui se veut englobant, « inclusif » (je + tu/vous), selon les termes de C. Kerbrat-Orecchioni, mais aussi à travers la publication de « Histoire d'une oppression » et « Sexe et politique », deux chroniques régulières tenues tout au long des années de publication, où l'on « enseigne » le

féminisme québécois aux novices. Tel que pointé en fin d'éditorial, la *formation* et la *liaison* des groupes féministes sont donc les deux fonctions prioritaires de *Québécoises deboutte!* :

Québécoises deboutte! devra répondre aux besoins des femmes intégrées dans un milieu de travail que ce soit dans un syndicat, un comité de citoyens, un groupe de femmes... Il sera un outil de travail pour la formation politique des militantes et un organe de liaison avec des groupes de femmes et des groupes mixtes et aussi avec des personnes travaillant dans des milieux particuliers. » (*Id.*)

La « Lettre à nos camarades » annonce les trois secteurs de travail qu'entend couvrir le Centre des femmes : la recherche, la propagande et l'hygiène sexuelle. Bien entendu, le journal vise à diffuser les résultats du secteur recherche et les documents d'information liés aux questions d'hygiène sexuelle; la structure même du Centre tend à attribuer cette fonction à la revue, organe de diffusion par excellence. On comprend évidemment que *Québécoises deboutte!*, le journal, remplit les fonctions auxquelles on s'attend de lui et qui sont d'ailleurs indéfectiblement liées aux quatre concepts fondateurs de la matrice médiatique³⁸. Il faut aussi porter une attention particulière au secteur de travail auquel le journal appartient, c'est-à-dire le secteur « Propagande ». La propagande est une action exercée sur autrui en vue de le convaincre d'adhérer à une autre opinion, un point de vue, une idéologie. Pourquoi le secteur « Propagande » a-t-il donc choisi de créer une revue plutôt que de distribuer des tracts, des prospectus ou d'écrire un livre? Sans doute parce que, de par sa nature même – et pensons de nouveau, quitte à le répéter, aux concepts fondateurs –, la revue offrait des possibilités que d'autres dispositifs discursifs plus figés et ponctuels n'offraient pas, comme le martèlement d'une revendication prioritaire, le suivi de l'actualité ou la fidélisation du lectorat, par exemple.

Le collectif vise à situer le Centre des femmes comme groupe politique, et donc à l'intégrer dans le champ, élargi, des luttes sociales, comme on l'a mentionné. Or, la position d'une revue aussi près de l'avant-garde que *Québécoises deboutte!* induit d'elle-même l'exploration « de nouvelles formes de rapport au politique » (Fortin, 2006 : 193). Les féministes, comme d'autres mouvements d'avant-garde (contre-culture et groupes marxistes-léninistes, principalement [Fortin, 2006 : 194]) souhaitent et promeuvent un profond changement social, une révolution radicale. Les féministes montrent aussi aux autres agents du champ qu'elles sont en

³⁸ C'est-à-dire que, en plus de diffuser une information inédite, le journal porte aussi sur l'actualité féministe.

accord avec les idéologies fondamentales à la base des mouvements de la gauche contre-culturelle, mais en ajoutant le féminisme aux revendications. Perelman et Olbrechts-Tyteca expliquent bien cette façon d'argumenter : « il arrive bien souvent que l'orateur ait à persuader un auditoire composite, réunissant des personnes différenciées par leur caractère, leurs attaches ou leurs fonctions. Il devra utiliser des arguments multiples pour gagner les divers éléments de son auditoire. » (Perelman [...], 1998 : 28) *QcD!* tente donc de créer un contact avec le public qu'elle vise, constitué non seulement de femmes, féministes, mais aussi des autres intellectuels de son époque. Divers éléments, et notamment le fait d'appréhender le monde social à travers le prisme d'une révolution à faire, montrent que l'intellectuel de l'époque est pointé par le texte. C'est du moins ce qu'une lecture rhétorique des textes révèle, à la lumière des notions théoriques que développent Perelman et Olbrechts-Tyteca. Au cœur de l'entreprise se trouve un désir marqué de s'inscrire dans la communauté intellectuelle. Or, lorsque l'on construit dans un texte un lecteur de manière à ce qu'il se reconnaisse, il s'agit aussi d'une façon pour l'énonciateur de se faire reconnaître lui-même :

Ce contact entre l'orateur et son auditoire ne concerne pas uniquement les conditions préalables à l'argumentation : il est essentiel également pour tout le développement de celle-ci. En effet, comme l'argumentation vise à obtenir l'adhésion de ceux auxquels elle s'adresse, elle est, tout entière, relative à l'auditoire qu'elle cherche à influencer.

[...] L'auditoire présumé est toujours, pour celui qui argumente, une construction plus ou moins systématisée. [...] Ce qui importe, à celui qui se propose de persuader effectivement des individus concrets, c'est que la construction de l'auditoire ne soit point inadéquate à l'expérience. (Perelman [...], 1998 : 24-25)

Les rédactrices de *Québécoises deboutte!* font état de la triple oppression des femmes qui seraient elles aussi subordonnées au capitalisme et à l'État canadien en plus de l'être au patriarcat – cela n'est pas sans rappeler d'ailleurs la triade, mots d'ordre des partipristes : indépendance, socialisme, laïcité³⁹. En faisant ainsi reposer les causes de l'oppression des femmes sur l'organisation patriarcale de la société capitaliste, elles s'adaptent à l'auditoire auquel elles s'adressent, composé des mêmes agents qui participent à construire ce contexte de prise de parole, de révolution, bref, de l'avant-garde, dans lequel elles s'inscrivent. À ce sujet, Perelman et Olbrechts-Tyteca poursuivent : « La connaissance de ceux que l'on se propose de gagner est

³⁹ À ce sujet, voir en bibliographie : Péloquin (2007), *En prison pour la cause des femmes*.

[...] une condition préalable de toute argumentation efficace ». L'exemple de « Lettres à nos camarades » est, à cet effet, éloquent. Pour Andrée Fortin

le projet révolutionnaire [des féministes] est très large : il doit s'accomplir dans le cadre d'une libération nationale sur laquelle *Québécoises deboutte!* (1972) ne s'étend pas, quoiqu'il semble que l'oppression commune aux femmes transcende les limites des classes sociales et, bien entendu, du Québec. L'articulation entre les différents types de lutte de libération *est affirmée, et non explicitée* [nous soulignons] (Fortin, 2006 : 291).

Or, dans l'éditorial programmatique⁴⁰, il est vrai que, bien qu'elles soient nommées, les différentes luttes ne sont pas explicitées clairement. En effet, « Lettre à nos camarades » désigne principalement deux objets de lutte dans le cadre desquels celle des femmes pour leur libération doit se faire : le capitalisme et le colonialisme : « Nous tenons à préciser que la libération des femmes n'est pas une libération individuelle ou culturelle : la lutte de libération des femmes doit se faire dans le cadre de la libération nationale, sociale, économique, politique et culturelle. » (*QcD!*, nov. 1972 : 18). L'historienne Stéphanie Lanthier soutient que

[...] Les paradigmes du mouvement de libération des femmes s'établissent dans l'idée d'une révolution globale des structures de rapports entre les hommes et les femmes. Afin de parvenir à cette libération globale, les féministes tentent d'inscrire leur propre libération à l'intérieur du processus révolutionnaire qui vise un changement global des structures économiques et socio-politiques de la société québécoise. En fait, elle dénonce tout comme les felquistes l'ont fait en posant les bombes, les symboles du pouvoir. Elles ne prennent pas les armes comme ces derniers; elles vont plutôt nommer ces symboles et modeler leurs actions sur un nouveau type de culture. (Lanthier, 1998 : 57-58)

Les considérations que soulève Lanthier concernent l'inscription de la lutte des féministes du Front de libération des femmes du Québec dans une « révolution globale ». Bien qu'exprimée différemment, cette même ambition est retrouvée au sein de la publication du Centre des femmes. Le collectif vise en effet lui aussi à situer le Centre des femmes comme groupe politique, et donc à l'intégrer dans le champ, élargi, des luttes sociales, comme on l'a mentionné. Or, la position d'une revue aussi près de l'avant-garde que *Québécoises deboutte!* induit d'elle-même l'exploration « de nouvelles formes de rapport au politique » (Fortin, 2006 : 193). Les féministes, comme d'autres mouvements d'avant-garde (contre-culture et groupes marxistes-léninistes, principalement [Fortin, 2006 : 194]) souhaitent et promeuvent un profond changement social, une révolution radicale. Les féministes montrent aussi aux autres agents du champ qu'elles sont en

⁴⁰ Le corpus de Fortin est constitué des éditoriaux programmatiques des revues et l'analyse ne tient pas compte des autres articles qui y sont parus (Fortin, 2006 : 10-11).

accord avec les idéologies fondamentales à la base des mouvements de la gauche contre-culturelle, mais en ajoutant le féminisme aux revendications. L'exemple de la « Lettre à nos camarades » est à cet effet éloquent et pour plusieurs raisons.

En premier lieu, le titre, « Lettre à nos camarades » révèle plusieurs éléments qui cristallisent la position rhétorique qu'investit l'énonciatrice. La lettre est une forme particulière d'adresser un message à quelqu'un; c'est un mode d'intervention qui interpelle directement une personne ou un groupe, le cas échéant. Cette scène générique, pour employer les termes de Maingueneau, infère donc un destinataire. Ce dernier est désigné dans le texte par le terme « camarade » auquel on peut donner deux sens. Le premier, c'est la camaraderie, l'amitié, même, à un certain degré. Le deuxième sens assigné au terme réfère aux alliés d'une lutte, particulièrement aux membres de certaines coalitions de la gauche. Dès lors, une première strate de l'éthos est perceptible : les féministes rédactrices de la revue sont des alliées du destinataire au sein d'une lutte conjointe. L'extrait renforce aussi cette idée : on y valorise le « travail » (autre déictique du marxisme) pour remporter « une lutte commune » (« il nous faut travailler »). Les rédactrices adaptent ainsi leur langage de manière à montrer qu'elles sont bien de la gauche. La mise en place du champ lexical de la lutte le montre : la lutte, le combat, mais aussi l'oppression, la libération. Une deuxième strate s'ajoute ainsi à l'éthos. Les rédactrices se montrent finalement conscientes de participer aussi aux autres libérations (nationale, sociale, économique, politique, culturelle) qui apparaissent dans l'extrait comme nécessaires à la libération des femmes par l'emploi du verbe *devoir* : « la libération des femmes doit se faire dans le cadre de la libération nationale, sociale, économique, politique, culturelle ». Le choix précis de ces termes donne à comprendre que les rédactrices tiennent compte du public à qui elles s'adressent et qu'elles tentent de le convaincre, de le persuader de la légitimité de leur prise de parole. Elles inscrivent leur combat dans un contexte clair, dans un cadre argumentatif dont les prémisses sont en prise directe avec les idées doxiques du groupe auquel elles tentent de s'intégrer. Ainsi, elles établissent une relation, elles créent un contact, pour employer les termes de Perelman, avec une partie de l'auditoire ciblé par les groupes indépendantistes ou de la gauche. Les féministes de *Québécoises deboutte!* truffent leur discours de références à l'idéologie marxiste et font des groupes de gauche, qui à l'époque ont le vent dans les voiles (Dumont, 2008 : 9), leurs principaux interlocuteurs (Lamoureux, 1986 : 25). En fait, les féministes parlent la langue de l'Autre, une

langue qui leur permet aussi d'articuler les termes de l'oppression des femmes en considérant les femmes comme une classe exploitée. Le Centre des femmes est actif sur plusieurs fronts : le journal aborde des sujets qui tentent de considérer l'exploitation des femmes sous tous ses angles, mais surtout de comprendre et de dévoiler la structure qui induit cette exploitation.

Pour les féministes du Centre, l'idéologie marxiste constitue le prisme à travers lequel se définit la pensée exprimée dans la revue alors que, de même, sur l'échiquier politique, elles se positionnent à l'extrême-gauche. Cela n'est pas étranger aux parcours personnels des quatre membres fondatrices du Centre dont on a traité avant. L'interdiscours témoigne des trajectoires intellectuelles de chacune, d'une ligne politique – comme les revues d'avant-garde nommaient leur programme – qui aurait été empruntée avant la création du Centre. L'intégration de la lutte féministe aux luttes sociales qui s'inscrivent dans le cadre marxiste et qui sont déjà bien ancrées dans le champ de l'époque devient, en quelque sorte, une rhétorique nécessaire, car elle permet de former la relève sur le modèle de la militante féministe-marxiste exemplaire.

+ + +

Sur le plan intellectuel, l'engagement envers les idéologies marxistes est non seulement présent, mais fondateur de la pensée qu'expriment les rédactrices de *Québécoises deboutte!*. Il s'agit à la fois d'une stratégie de résistance et d'une façon de se présenter dans le discours qui rend la parole émise légitime et subversive à la fois. De même, l'appropriation des idéologies marxistes aux fins de la pensée féministe permet d'ancrer le mouvement des femmes dans une lutte établie sur les plans social et politique; en outre, elle introduit les femmes – féministes – dans l'un des grands enjeux intellectuels et politiques de l'époque. Ruth Amossy mentionne que la constitution d'un éthos discursif [...] est indissociable d'un positionnement politique. (Amossy, 1999 : 26). Les féministes de la revue se sont certainement servies de leur position politique comme d'un outil rhétorique leur permettant de fouetter leur troupe et d'atteindre leur véritable cible : les autres intellectuels, leurs collègues, et ce, en faisant en sorte qu'ils se reconnaissent dans le discours qu'elles tiennent. Elles se posent en fait de manière bien

particulière dans ce champ et s’y inscrivent en porte à faux. Bien appuyées sur les fondements d’un champ ouvert qui s’est formé tel qu’un véritable lieu de parole depuis plus de 10 ans, elles fondent à leur tour un organe de diffusion et de création de la pensée féministe du début des années 1970. Comme on l’a déjà mentionné, la critique (Pelletier, 1997; Fortin, 2006; Biron *et al.*, 2010) s’entend généralement pour dire que, à l’époque de la publication de *QcD!*, le champ se construit sur des courants idéologiques qui se distribuent en deux pôles : le marxisme et la contre-culture. Ainsi, dans ce champ polarisé, les féministes s’insèrent dans un interstice neutre, une sorte de zone grise qui se crée entre le pôle contre-culturel et celui investi pour les ML-istes, jouant à la fois sur les deux tableaux idéologiques en sollicitant les axiologiques spécifiques des deux groupes. Avec *Québécoises deboutte!*, les féministes se construisent tout à la fois comme membres de la contre-culture et comme défenderesses de l’idéologie marxiste.

Dans le premier temps du parcours éditorial des féministes, le rapport à la gauche est déterminant, car, comme nous l’avons vu, il fonde le discours et l’inscrit dans le foisonnement social et intellectuel de son époque sans tenter de l’inscrire dans la foulée des médias féministes antécédents.

Féminisme et médias des années 1960

Déjà, en 1960, la rédactrice en chef de *Châtelaine*, Fernande Saint-Martin, tient des propos « résolument “féministes” » (Dumont, 2008 : 105). L’ouvrage de Marie-José des Rivières, *Châtelaine et la littérature (1960-1975)* (des Rivières, 1992 : 97), recense 49 éditoriaux entre octobre 1960 et mars 1973 qui traitent de « Féminisme et action sociale ». Le féminisme de *Châtelaine* se trouve dans les textes directs (éditoriaux, articles d’information, reportages ou autres), mais l’idéologie transite aussi par la ligne éditoriale que se donnent les rédactrices. Ainsi, si l’idée première est, à la base, de pouvoir s’exprimer librement, la préface de Micheline Lachance à l’ouvrage de Marie-José des Rivières est fort éclairante sur l’effet de rassemblement des forces intellectuelles, notamment féministes, que produit *Châtelaine* :

En octobre 1960, Gabrielle Roy et Anne Hébert signaient toutes deux une nouvelle dans le premier numéro de *Châtelaine*. Le ton était donné : le nouveau magazine féminin allait faire une large part à la littérature québécoise dans ses pages. La rédactrice en chef, Fernande Saint-Martin l’affirmait d’ailleurs dans son éditorial : “ nos meilleurs écrivains, journalistes et artistes pourront exprimer dans la plus grande liberté les aspirations qui sont les nôtres”.

Au fil des mois, les Judith Jasmin, Solange Chaput-Rolland et Lise Payette, journalistes qui ont influencé l'histoire du Québec, ont en effet côtoyé dans la revue les Marie-Claire Blais et Alice Parizeau, romancières ayant, elles aussi marqué la vie d'ici.

D'aussi loin qu'il m'en souviennne, *Châtelaine* a toujours été un éclaircur. Par ses reportages audacieux et ses prises de position dérangerantes, mais aussi grâce à ses extraits de romans et de nouvelles qui en disent plus long sur les tendances sociales du moment que les meilleures théories scientifiques. (des Rivières, 1992 : 11)

Il serait hardi de prétendre pouvoir tirer des conclusions en fonction de paramètres trop rigides en comparant *Châtelaine* et *Liberté* ou *Parti pris*; *Châtelaine* est un média de masse destiné à atteindre la sphère de grande consommation⁴¹, ce qui n'est pas le cas des deux autres revues⁴². En effet, la diffusion, le contenu, le lectorat visé : tout semble se conjuguer pour éloigner l'héritière de *La Revue moderne* des grandes revues d'idées. Remarquons néanmoins que, toujours selon Lachance, de nombreuses actrices de l'univers féministe se regroupent aussi autour de *Châtelaine*. En fait, *Châtelaine*, sous la direction de Fernande Saint-Martin, devient une sorte de centre névralgique, de lieu de sociabilité où peuvent se réunir les féministes de différents domaines pour diffuser la pensée et les actions du mouvement. Ainsi, l'idéologie féministe transite par *Châtelaine* – en particulier dans les éditoriaux. La revue est susceptible de rejoindre un grand nombre de femmes. Cet objectif, plus modeste que celui de les rejoindre toutes, demeurera le leitmotiv du mouvement à travers le temps. En attendant, dans les années 1960, le magazine féminin *Châtelaine* devient ainsi un organe essentiel à la diffusion des revendications des féministes, car il se trouve tout désigné pour intervenir auprès d'un public élargi⁴³. D'ailleurs, en conclusion de son essai, Marie-José des Rivières fait bien valoir l'implication de *Châtelaine* dans la promotion d'une littérature féministe, certes, nationale, sans doute, mais aussi pour la diffusion d'une culture plus large, allant jusqu'à la métaphore : « le magazine était, dirons-nous, "le cégep des femmes", c'est-à-dire une institution qui renseigne, instruit et essaie de faire passer

⁴¹ « *Châtelaine* [est] le mensuel québécois au tirage le plus important. Le tirage payé de *Châtelaine* est passé de 112 000 exemplaires par mois à 287 000 en 1975, ce qui représentait, à la fin de cette période, plus d'un million de lectrices et de lecteurs [...]. » (des Rivières, 1992 : 16)

⁴² « À sa création en octobre 1963, *Parti pris* se présentait comme une revue « politique et littéraire ». Dès le deuxième numéro, un mois plus tard, il était devenu une revue « politique et culturelle », ce qu'il restera jusqu'à sa disparition, presque cinq ans plus tard. » (Major, 1979 : 1); « Notre travail se veut [...] nettement critique. Ce qui ne l'empêche pas d'être le fruit d'une admiration réelle. Il est difficile de rester froid devant la besogne considérable abattue par cette poignée de jeunes dans la vingtaine. Travail de publication d'abord car il n'est pas facile d'assurer la publication régulière d'une revue de qualité et de gérer une maison d'édition [...]. » (*Id.*)

⁴³ On verra plus tard, d'ailleurs, une sorte de retour vers la sphère de grande consommation avec la publication du magazine d'actualités féministes *La Vie en rose* (1980-1987), dont l'esthétique rappellera celle des magazines féminins.

des idées nouvelles. » (des Rivières, 1992 : 324) Finalement, l'idée n'était-elle pas d'avoir aussi, par la littérature et, littéralement, par l'accès à l'écrit, une sorte d'emprise sur le monde et d'ainsi pouvoir porter un regard sur le social par l'intermédiaire du texte, en plus de tenter de rendre les lectrices conscientes de leur condition? Le champ est ouvert et l'époque le permet. Dans cette mesure, c'est-à-dire sur le plan de la fonction, il devient possible d'établir un recoupement entre *Liberté*, *Parti pris* et *Châtelaine*. Le dispositif, du point de vue discursif et culturel, est différent. Mais du point de vue du réseautage et de la diffusion, il y a certainement une parenté entre les projets.

Du côté féministe, donc, les efforts de propagation de l'idéologie ne se situent pas tant du côté du champ restreint, mais plutôt à partir du champ de grande consommation : c'est là que se positionnent les forces intellectuelles féministes à cette époque. Et il n'y a pas que *Châtelaine* qui propose des idées féministes. La télévision et la radio jouent aussi un rôle important dans la formation du mouvement. C'est souvent sous la loupe du journalisme, par l'intermédiaire de reportages, d'articles d'information ou d'entrevues, qu'est observée la situation des femmes et que la pensée féministe est véhiculée. Par exemple, depuis plusieurs années (à partir de 1935), des piliers du journalisme⁴⁴ se relaient à la barre de *Femina*, « une émission audacieuse qui abordait des questions brûlantes telles les revendications pour apporter des modifications au Code civil afin d'élargir la capacité d'action des femmes mariées [...] notamment en matière de gestion des biens. » (Brun, 2009 : 111) Lise Payette anime sur les ondes *Place aux femmes* (1965-1970) alors que Michelle Lasnier produit pour la télévision *Femmes d'aujourd'hui* (1965-1982). Ces émissions représentent des tribunes importantes où se posent les questions qui touchent les femmes et le féminisme⁴⁵.

Ce serait sans doute commettre une grave erreur que de considérer cette étape du parcours des féministes comme une période de gestation seulement. Car plus que la mise en place d'un mouvement dont le discours est plus incisif, les activités des années subséquentes témoigneront aussi d'un glissement dans la pratique culturelle des féministes, qui, comme nous l'avons mentionné, ne s'associeront désormais plus à l'avant-garde. Le travail de formation et de

⁴⁴ Thérèse Casgrain, Solange Chaput-Rolland et Judith Jasmin.

⁴⁵ Lors d'une émission, Lise Payette se demande, par exemple : « Sommes-nous encore le sexe faible? ».

sensibilisation des jeunes filles aux revendications du féminisme a été fait. Ainsi, les jeunes souhaitent porter des actions plus percutantes que leurs aînées, mais il ne s'agit pas d'actions plus importantes en tant que telles. Partant des droits acquis, elles sont plus symboliques, plus déterminantes, mais surtout très différentes, se fondant sur le rejet complet de l'institution qui impose une rigidité dont voudront se défaire les radicales, mais qu'avaient tenté d'investir les réformistes. L'investissement de la sphère restreinte surviendra plus tard, alors que les féministes du collectif *Québécoises deboutte!*, par exemple, s'accoleront davantage à la contre-culture et défendront les idées marxistes voulant elles aussi se faire reconnaître comme des intellectuelles de leur temps. Cette tentative peut être considérée davantage comme un effet de champ. Ainsi, la revue, l'idée d'investir un média, ne vient pas de nulle part, comme le montre Andrée Fortin (2006), une longue tradition veut que les intellectuels forment une revue, un organe, qui vise à diffuser leur pensée (pensons à *La Relève* (1934), à *Gants du ciel* (1943) ou à *Cité Libre* (1950)).

Une première revue spécifiquement féministe

Ainsi, dans une certaine mesure, c'est à la radicalisation du mouvement des femmes que l'on doit le détachement du féminisme des médias grand public, en considérant avec Myriame El Yamani que les « médias ne servent plus à communiquer [et] existent plutôt comme espace de visibilité des institutions sociales » (El Yamani, 1998 : 11), ces institutions que les membres du Front de libération des femmes du Québec et bientôt du Centre des femmes rejettent pour les refonder sur de nouvelles bases. Impossible, donc, d'investir des instances médiatiques soumises à la reconduction d'un patriarcat omniscient et qui, en outre, répondent à une logique mercantile

dont les féministes veulent se détacher. L'idée, d'ailleurs, n'est pas de *vendre*, mais de *faire* une revue. Le parcours discursif qui s'effectue par la voie de la presse féministe fait montre d'un retour quasi obligé vers cette logique, et ce, autant d'un point de vue administratif, esthétique que discursif. Le discours des féministes est marqué, à la mi-temps de son déploiement, par un changement de paradigme évident : du champ intellectuel, voire littéraire, la presse féministe

cheminera éventuellement vers le champ médiatique plus strict – et plus concurrentiel – sans toutefois s’assujettir complètement aux lois du marché⁴⁶, nous le verrons.

Complexe, la question du rapport aux médias nécessite, pour être traitée adéquatement, que l’on s’arrête d’abord sur le fait de créer une revue. Andrée Fortin soutient que « [...] généralement, on fonde une revue parce que l’on ne se connaît pas dans celles déjà existantes [...] et [c’est] donc dès le départ une forme de polémique ou à tout le moins, une critique » (Fortin, 2006 : 8). Effectivement, avec la création de *Québécoises deboutte!*, les féministes veulent inscrire leur discours spécifique dans l’ensemble des débats en cours; elles veulent, elles aussi, être représentées (par une revue) comme appartenant à un mouvement qui prend racine dans le champ intellectuel⁴⁷. Pour le FLF puis le Centre des femmes, l’enjeu est clair : c’est la révolution québécoise que l’union des forces anticapitalistes, nationales et féministes devrait engendrer (Mills, 2010). Or, il leur apparaît que ce n’est pas en investissant un organe de presse populaire tel que *Châtelaine*⁴⁸ que le discours autour de la réelle révolution des femmes prendra corps. La revue d’idées, comme média, a l’avantage bien commode de faire en sorte que l’on trouve parmi ses interlocutrices et interlocuteurs potentiels, les intellectuel.les, les penseur.es, les militant.es de son époque. *Québécoises deboutte!* ne tente donc pas de subvertir les médias de l’intérieur, car elle s’inscrit dans un autre ordre d’idées que les revues de grande consommation, c’est-à-dire dans le champ intellectuel, à la poursuite du politique, ajoutant le féminisme à la désormais célèbre triade des partipristes⁴⁹.

⁴⁶ « [...] La concurrence, loin d’être automatiquement génératrice d’originalité et de diversité, tend souvent à favoriser l’uniformité de l’offre comme on peut aisément s’en convaincre en comparant les contenus des grands hebdomadaires, ou des chaînes de radio ou de télévision à vaste audience. Mais ce mécanisme, très puissant, a aussi pour effet d’imposer insidieusement à l’ensemble du « choix » des instruments de diffusion les plus directement et complètement soumis aux verdicts du marché, telle la télévision, ce qui contribue à orienter toute la production dans le sens des valeurs établies [...]. » (Bourdieu, 1996 : 87)

⁴⁷ Comme on sait que les femmes sont à peu près absentes des équipes de rédaction des revues d’idées de l’époque. (Fortin, 2006)

⁴⁸ Qui, pour certaines, reconduit les stéréotypes de genres et participe de cette façon à l’assujettissement d’une nature qu’on leur attribue.

⁴⁹ « Nous avons toujours dit que *Parti pris* avait eu une grande influence sur nous ». Propos rapportés de Marjolaine Péloquin, membre fondatrice du Front de libération des femmes du Québec.

La contre-culture : essai de définition

Il est difficile de définir la contre-culture. Tout au plus, on peut en cerner les contours, en identifier les traits distinctifs. La contre-culture est issue d'un vaste mouvement de libération des groupes dominés aux États-Unis, dont les femmes, les Noirs, les gais, et de revendications d'une liberté de parole plus grande qui s'est d'abord déployée sur le plan social, par les rassemblements dans les rues, notamment. On a vite établi ses paramètres sur la base de ses manifestations artistiques, elles-mêmes caractérisées par leur pluralité. La contre-culture est un mouvement multidisciplinaire qui ne se présente pas tel qu'un bloc homogène; l'idée étant en fait de déconstruire le préconçu, d'éviter le sens commun et de signifier, à travers un mouvement plus large, plus vaste, la singularité de chacune des praxis, leur formule, leur facture et la démarche de leurs praticiens. Dans les années 1970, les jeunes intellectuels – on peut les nommer comme tel aujourd'hui, mais les taxer d'une telle ignominie aurait été infâme à l'époque – orientaient leur expression artistique vers l'intervention et l'engagement dans le social. En musique (Aut'chose, l'Infonie, le Quatuor du nouveau jazz libre du Québec), au théâtre (André Brassard, Grand Cirque ordinaire), en littérature (Patrick Straram, Denis Vanier, Josée Yvon, Gilbert Langevin) en peinture (Armand Vaillancourt), partout, la remise en question des notions fondamentales, qui font consensus et délimitent le possible – le faisable – est valorisée, voire instiguée. L'utilisation du jocal n'est qu'un exemple parmi d'autres : « Le grotesque a joué dans l'écriture moderne au Québec, dès le surréalisme et l'automatisme des années quarante, un rôle analogue et même préparatoire à celui que jouera plus tard le « jocal » : une brisure de registre, l'établissement d'un langage instable, expressionniste, qui subvertit l'académisme, le ton noble ou lyrique. » (Nepveu, 1988 : 118) Cette rupture avec l'académisme se verra récupérée dans l'expression contre-culturelle dont le désir de recycler les normes et de les utiliser pour les subvertir sera peut-être encore plus fort que celui de les briser.

Au Québec, on considère généralement l'*Osstidcho*⁵⁰ (1968) comme l'une – sinon *la* – des premières manifestations artistiques grand public de la contre-culture. Ce spectacle

⁵⁰ Voir à cet effet le livre de Bruno Roy, *L'Osstidcho ou le désordre libérateur*, Montréal, Les éditions XYZ, 2008, 210 pages.

anticonformiste, auquel ont aussi participé Mouffe et le Quatuor du nouveau jazz libre, a lancé les carrières respectives de Louise Forestier, de Robert Charlebois, d'Yvon Deschamps. Ayant participé à l'*Osstidcho*, tout juste revenu d'un voyage de trois mois en Californie et bouleversé par sa découverte de la contre-culture américaine, Charlebois demeure aujourd'hui une icône de la musique contre-culturelle au Québec. Ironont plus loin encore dans l'éclectisme les Raouïl Duguay et l'Infonie puis Aut'chose avec Lucien Francoeur. Au Québec, on peut dire que c'est la musique qui a imposé la contre-culture et son discours hétérogène, polyphonique et pluriel. Une caractéristique se trouve au cœur de la démarche contre-culturelle : son anticonformisme. On peut le remarquer, notamment, par le rejet de l'institution et par sa rhétorique de la subversion. Pierre Nepveu souligne que

Les chansons de Robert Charlebois, qui rompent définitivement avec l'univers mythique des chansonniers du pays, exploitent frénétiquement, en mélangeant le surréalisme et l'hyper-réalisme, le « ti-popisme » de notre espace culturel. Que Charlebois ait présenté plusieurs de ses spectacles vêtu d'un chandail du Canadien indique déjà ce qui dans ce nouveau grotesque relève de la parodie d'un rituel, d'un déchaînement pulsionnel toujours en représentation, toujours aux limites de la distanciation et de l'ironie. (*Ibid.* 119)

Dans la foulée de la fondation des Herbes rouges en 1968, les revues occuperont aussi une place importante au sein du mouvement contre-culturel québécois. Aussi, note-t-on la fondation de *Logos* en 1967, de l'emblématique *Mainmise* en 1969, de *Presqu'Amérique* en 1971, de *Hobo-Québec* en 1973 et de *Chroniques* en 1975⁵¹, autant d'entreprises éditoriales qui s'inscrivent en faux par rapport aux médias dominants; elles se jouent des codes et les adaptent en fonction de leur propos. Cette prise de possession de la culture dominante par les groupes marginaux s'incarne particulièrement bien sur le plan esthétique des revues issues de la contre-culture. On constate en effet l'apport important d'illustrations, d'une mise en page, d'une typologie, bref, d'un travail éditorial particulier, considéré comme l'une des spécificités de la revue contre-culturelle et nous sommes dès lors très loin des revues où le texte domine. La revue contre-culturelle se veut éclatée et multidisciplinaire; elle se veut être un lieu où se côtoient les arts plastiques (la bande dessinée, le collage, la caricature) et le texte (manifeste, poèmes, chansons, articles plus conventionnels) dans un espace éditorial décloisonné.

⁵¹ La liste n'est pas exhaustive, il s'agit seulement de donner les grandes lignes du portrait éditorial de l'époque.

Parti pris esthétique, parti pris rhétorique

Dans « Apologie de l’analogique. À propos d’*Hobo Québec : Journal d’écritures et d’images* » (1999), Jean-Pascal Baillie traite d’*Hobo Québec*, revue emblématique de la contre-culture au Québec, en ces mots :

Hobo Québec offrait aux écrivains et artistes (graphistes, dessinateurs, photographes, illustrateurs) l’espace généreux du format *tabloïd*. Le côtoiement des arts visuels, de la création littéraire et de la critique en un même lieu d’expérimentation et de libre expression est une réalité rarissime aujourd’hui. Il a permis à l’époque des rencontres interdisciplinaires, voir l’éclatement des frontières entre les formes artistiques et littéraires. La collaboration entre écrivains et artistes favorise la production de genres mixtes tels que la bande dessinée, le texte illustré, le poème-affiche ou le collage. (Baillie, 199 : 30)

La facture de la revue contre-culturelle comporte plusieurs éléments spécifiques de cette esthétique que décrit Baillie. *Québécoises deboutte!* présente aussi assez d’éléments significatifs pour postuler que cette revue féministe a aussi tenté, par divers moyens, de s’inscrire dans la mouvance médiatique souterraine que constitue l’ensemble des revues contre-culturelles contemporaines à *QcD!*. En effet, les caractéristiques de la contre-culture dont traite Baillie se retrouvent dans la revue féministe⁵². La dominance de l’image permet de prétendre que, comme les revues de la contre-culture, l’entreprise éditoriale féministe a permis des « rencontres interdisciplinaires », notamment des échanges entre texte et image (photos, illustrations, collages). Nous ne pourrions faire fi de certains procédés plus strictement textuels ou littéraires, mais qui rappellent aussi l’esthétique contre-culturelle. Ainsi, le pastiche par ironie, par exemple, en plus de constituer une stratégie rhétorique efficace, celle du détournement, met à distance certains éléments de la culture de masse pour la mettre au profit de l’idéologie transmise.

Dans son article « L’image du texte pour une théorie de l’énonciation éditoriale » (Souchier, 1998), Emmanuël Souchier précise que l’énonciation éditoriale ne « transmet pas, au sens technique du terme, mais [qu’elle] *trans-forme*. Elle postule une indétermination du sens et de la forme et [participe] activement à l’élaboration des textes. En d’autres termes, elle convoque une poétique de “l’image du texte”. » (Souchier, 1998 : 138) L’image du texte, telle qu’en traite

⁵² Précisons qu’il s’agit d’un rappel de son esthétique : la revue ne tient pas de discours contre-culturel ou sur la contre-culture et ne s’assume pas comme telle. Mais elle n’en constitue pas moins une représentation : on y trouve des éléments qui ont une valeur déictique, car ils font référence aux axiologiques de la contre-culture.

Souchier, permet donc de considérer l'énonciation dans sa complétude comme quelque chose qui octroie au texte une plus-value de sens – et non pas un deuxième sens. Pour cette raison, la question du support et de son traitement demeure centrale, car elle est particulièrement révélatrice du courant auquel la revue appartient : « le texte ainsi considéré présente une résistance physique, matérielle, une présence sociale et idéologique qui s'expriment à travers l'histoire et la culture. C'est toute cette épaisseur de l'écrit que convoque l'énonciation éditoriale. » (Souchier, 1998 : 138)

L'article traite davantage de l'énonciation éditoriale à travers le livre. En effet, Souchier y soutient que les différents acteurs qui interviennent à toutes les étapes de la publication d'un livre – du manuscrit, en passant par la mise en page et l'édition – participent aussi à déterminer, ou au moins à construire, le sens d'une œuvre publiée sur support livre. Au Québec, la décennie 1970 est une période d'éclatement; les différents courants de pensée s'entrecroisent, se recourent ou se confrontent : « Alors que la décennie 1960 est marquée par la convergence formelle et thématique des œuvres littéraires, les années 1970 vont se distinguer par une diversification des tendances et même par une série d'oppositions parfois tranchées. » (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2006 : 485) Néanmoins, concernant la question des supports, et autant que cela s'exprime aussi sur le plan des disciplines, les échanges sont toujours réciproques entre les livres et les revues, et constituent en fait l'un des points centraux du paysage littéraire de l'époque.

Les illustrations : collages et caricatures

On trouve plusieurs formes d'illustrations dans la revue qui chacune ont une fonction différente, dont le collage, la caricature et la bande dessinée. L'image qui figure en page frontispice de la revue lui sert ni plus ni moins de logo. Elle relève du collage graphique, c'est-à-dire qu'elle amalgame plusieurs symboles non pas par un montage de photos, mais par la superposition, l'union d'éléments qui entrent en dialectique et octroie au tout une dimension plus grande que la somme de ses parties. À travers cette image, donc, se concentre la terminologie féministe; l'analyse corrobore cet état de fait.



Figure 1

Image frontispice de *Québécoises deboutte!*, novembre 1972

L'image ci-haut reproduite comporte plusieurs niveaux de sens. Rappelant l'icônographie révolutionnaire de « La liberté guidant le peuple », une femme, le poing droit, levé, et la tête renversée, traverse l'image : elle se lève, elle est *deboutte*, et non seulement prête à entrer dans l'action, elle *est* en action. La protagoniste traverse ainsi deux symboles importants. D'abord, la représentation territoriale de la province de Québec. Le personnage occupe tout le territoire. Ce Québec est autonome du reste du Canada, étant représenté seul. Le personnage transperce aussi le pictogramme du symbole féminin, lequel est intégré à l'image du Québec; les deux symboles ne font qu'un. Nue, elle dépasse, pourrait-on dire, elle transcende les stéréotypes, les caractéristiques qui construisent socialement le genre féminin. On le sait, les féministes ont fermement dénoncé l'hégémonie de l'idéologie catholique. À cet effet, notons que le Québec est représenté en blanc sur fond noir. Ainsi sorti de la grande noirceur – objectivement, sur l'image, les couleurs donnent à croire qu'il s'en trouve en fait à l'opposé –, il serait enfin prêt à recevoir les revendications du féminisme. On trouve cette image sur chacune des éditions de la revue, sauf la dernière parution dont la page frontispice présente plutôt un collage. Ce changement d'illustration en couverture évèle le désir d'une certaine forme de renouvellement qui ne verra finalement pas le jour, puisqu'il s'agit en effet de la dernière parution de la revue.

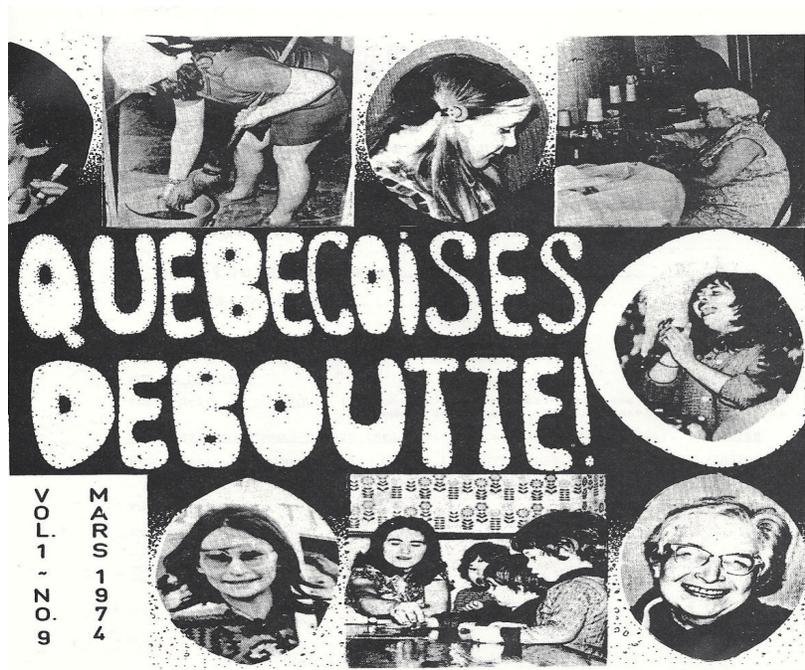


Figure 2

Images frontispices de *Québécoises deboutte!* mars 1974

L'image ci-dessus reproduite présente plusieurs éléments thématiques qui éclairent la rhétorique des féministes, notamment l'ouverture, la filiation, le plaisir – le rire, la diversité. En effet, chacun des thèmes est clairement représenté dans l'image. Le thème de l'ouverture, d'abord, est illustré sur deux plans. Premièrement, sur le plan géographique, car plutôt que de faire de la province de Québec le centre et la seule représentation géographique de l'illustration, on la présente conjointement avec la planète Terre, dans une même série d'images, rappelant la nécessité de cheminer vers un féminisme élargi et international. Cela fait d'ailleurs écho aux reportages publiés précédemment sur la situation des femmes en Chine et en Algérie, mais aussi au fait que ce numéro est publié en mars, mois de la Journée internationale de la femme célébrée au Québec depuis 1971. Deuxièmement, plutôt que de présenter une seule femme comme sur la page couverture des autres numéros, celui de mars 1974 inclut le portrait de onze femmes toutes différentes (par rapport à leur âge, leur activité, leur apparence). Elles occupent par ailleurs des positions stratégiques qui sont fécondes sur le plan rhétorique, car elles permettent des gains, incarnant tous les types de femmes qu'est susceptible de rejoindre la revue. L'identification devient alors possible et ouvre à une réception plus vaste puisqu'il s'agit là d'une marque d'ouverture et de diversité : *Québécoises deboutte!* est disponible pour accueillir l'expérience de *toutes les femmes*, les plus jeunes comme les plus âgées, les ménagères et les ouvrières, les mères de famille, les étudiantes et les autres. Dans la diversité, il y a une possibilité de reconnaissance et de solidarité au-delà des différences et qui, peut-être paradoxalement, crée une certaine homogénéité qui transite par l'idée du groupe, du rassemblement, ce que donne à voir l'image.

L'image présente des femmes au visage sympathique : elles sont souriantes et incarnent de manière positive les femmes – féministes – et leurs luttes : on n'y voit pas une ménagère soumise à son mari, une femme violée ou battue. Ce ne sont pas les motivations des revendications qui sont incarnées, mais bien les militantes. Certaines des femmes rient de bon cœur, d'autres s'amuse, soit avec des enfants, soit une bouteille de bière à la main. Cette image positivée du mouvement peut donner le goût de s'y impliquer, car elle renvoie l'idée qu'il peut être plaisant d'être féministe, en dépit des sujets plus graves que l'on doit aborder et défendre. Car le mouvement féministe québécois tel que défendu au sein de la revue *Québécoises deboutte!*, c'est d'abord un lieu d'échange, de partage et de regroupement :

C'était absolument extraordinaire de travailler au Centre des femmes... Quand on venait d'un groupe mixte, surtout, où on ne disait pas grand-chose, où on ne parlait jamais de ce qui nous préoccupait. Tout à coup on se retrouvait dans un groupe où on faisait tout, où on se découvrait « bonnes », capables de faire mille choses, où nous discussions de tout ce qui nous préoccupait, où on avait l'impression d'être utiles en plus, ne serait-ce que par le biais du Centre de référence pour les avortements, où on voyait concrètement ce qui se passait. Il y avait aussi le Journal qui a eu un succès immédiat. *Québécoises deboutte!* est devenu en très peu de temps un journal lu, recherché. De plus, ce fut comme vous le dites dans le livre, une période de vie commune intense. On était bien plus que des femmes qui travaillaient ensemble, on sortait ensemble les fins de semaine, on se racontait tout ce qui se passait dans nos vies, nos chums... [...] Enfin, une atmosphère comme ça, pendant toute une année, c'est quelque chose de très riche. J'en garde un excellent souvenir. Surtout de la première année, avant que les pressions de la gauche ne commencent à s'articuler et à s'organiser, ce fut très enthousiasmant, très créateur et cela jusqu'à l'été 73... (*QcD!*, 1982 : 350)

L'extrait de la Table Ronde sur le Centre des femmes, annexée à la fin de la collection complète du tome 2 de la revue, témoigne bien du plaisir réel des militantes du Centre, plaisir qu'elles se sont vraisemblablement fait un point d'honneur de transmettre par l'entremise de la couverture du dernier numéro de la revue. Cette image répond au moins minimalement à une certaine rumeur sociale qui présente les féministes comme des femmes amères et qui diffuse cette perception dans la population.

La couverture du numéro de mars 1974 met aussi en image le concept de filiation, un autre thème cher aux féministes. Évidemment, puisqu'il s'agit d'inscrire les femmes dans un passé en les faisant tout à la fois exister dans le présent, la couverture du numéro présente des femmes de tous les âges : jeunes et moins jeunes se partagent un espace éditorial qui leur est dédié. De plus, l'image crée l'idée de passage et de transmission de l'idéologie féministe et tout à la fois qu'il fait surgir le sentiment d'universalité de la lutte. En effet, à en croire l'image, cette dernière sert à toutes les femmes, celles de tous les styles et de tous les âges; celles qui ont vécu l'oppression des femmes sans pouvoir s'y opposer, celles qui sont entrées dans l'action et celles pour qui il faut désormais se battre. On remarque également que l'illustration est un collage et que le grand titre « Québécoises deboutte! » a l'allure du « fait maison » avec une typographie artisanale.

Le collage

Créer un collage, c'est récupérer des images ou des phrases disparates pour les rassembler et offrir un nouveau sens à l'ensemble, en faire émerger un message – une idéologie – autre. Le

cas échéant, les rédactrices de *Québécoises deboutte!* se servent de phrases ou de grands titres publiés dans les médias – sans doute de masse, traditionnels, mais elles ne révèlent pas les sources – pour en détourner les sens au profit de leurs revendications. L'esthétique du collage elle-même renvoie à l'idée de regroupement : c'est littéralement ce qui est fait. Partie prenante de l'esthétique contre-culturelle, le collage est aussi une forme privilégiée au sein de *Québécoises deboutte!* comme en témoignent ces exemples :



Figure 3

QcD!, décembre 1972 : 2

On trouve, dans cette illustration, l'essence du discours de *Québécoises deboutte!*, passant des références à la femme-objet qu'il est possible d'offrir en cadeau, à la critique de la récupération du féminisme à des fins commerciales. Rassemblant des coupures de différents journaux réels, le collage permet ainsi au collectif de se positionner dans le champ médiatique en émettant une critique; les rédactrices de *Québécoises deboutte!*, par le collage, font une sorte de synthèse qui recrée l'image des femmes que construisent et transmettent les médias traditionnels. De la même façon, et l'illustration suivante en est un exemple, le collage peut aussi créer un effet de martèlement d'une dénonciation par l'effet d'accumulation de phrases chocs concernant un sujet donné :

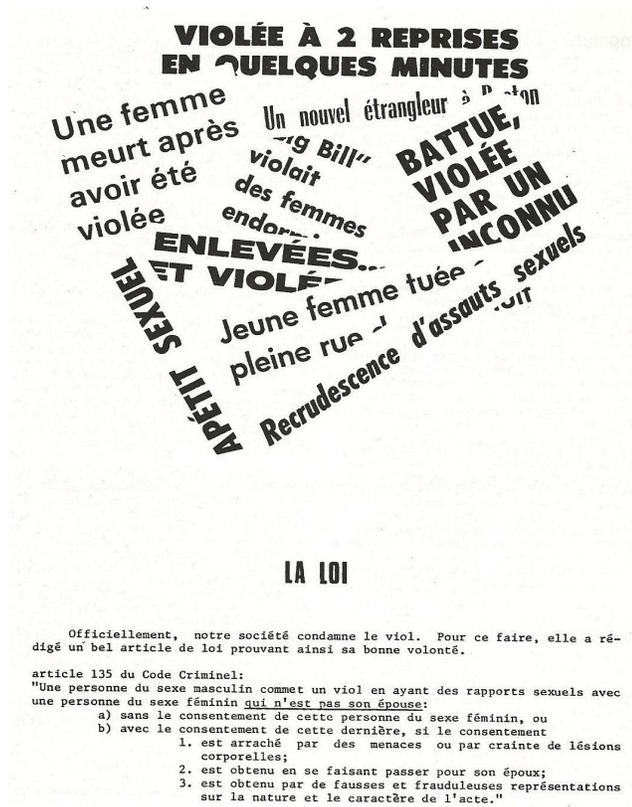


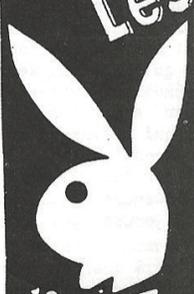
Figure 4

QcD!, juillet-août 1973 : 25

La condamnation et la prévention de la violence faite aux femmes ont constitué l'une des revendications prioritaires du féminisme (Dumont, 2003; Dumont, 2008; Baillargeon, 2012). Ici, l'effet d'accumulation permet de constater l'ampleur d'un problème qu'il semble urgent de régler, d'autant plus que la loi ne présente aucune disposition claire à ce sujet, légalisant le viol entre conjoint.e.s. La juxtaposition des coupures de journaux et de la loi officielle concernant le viol octroie à l'illustration un caractère d'autant plus dérangeant, outrageant, car elle permet de constater l'inaction des gouvernements en matière de droit des femmes à disposer de leur corps. Plus qu'inactifs, les gouvernements et les instances du pouvoir sont même complices de cette violence dont les femmes sont victimes, soit en ne légiférant pas sur la question de la pornographie ou en cédant sous la pression de groupes de lobbyistes comme l'Église :

En lisant ce message du Saint-Esprit, useriez-vous encore croire que Dieu approuve l'avortement

Les aventures pornos d'une femme érotique



10 LEÇONS EN TECHNIQUE SEXUELLE

Un point vital dans la conquête des femmes est d'essayer d'être seule avec une proie; tous les philosophes sont d'accord pour affirmer qu'une femme ne peut résister longtemps, une fois dans une telle situation.



CLINIQUE DE SEXE

Figure 5

QcD!, décembre 1972 : 19

La théologie de la libération
(oui à la pilule, au divorce, à
l'avortement, à l'abolition du
ceibat sacerdotal)

**La théologie "de la libération"
serait condamnée par le Vatican**

Où seraient nos Noël
qui sont aussi la grande
fête des enfants ?
SI MARIE S'ETAIT FAIT
AVORTER, la plus douce de
toutes les fêtes de l'année n'exis-
tirait pas, ce NOEL qui seulet
tant de joie, qui réjouit non seu-
lement les catholiques et les
chrétiens, mais même ceux qui
sont étrangers à toute religion !
Père Pascal Labelle,

Figure 6

OcD!, décembre 1972 : 19

Les caricatures⁵³

Les arts graphiques, notamment la satire, ont occupé une place très importante dans les publications féministes de la période radicale, et ce, jusqu'à *La Vie en rose*. L'illustration étant un élément discursif révélateur de l'idéologie, il importe de la considérer comme partie intégrante de la rhétorique de *Québécoises deboutte!*. Au sein de la revue, la caricature n'est pas ponctuelle, publiée par exemple une fois par numéro pour porter un discours sur un événement d'actualité précis. Plutôt, elle vient compléter le discours et rend un second souffle à l'effort rhétorique. La caricature agit comme une hyperbole et permet la mise en relief de revendications, en montrant le ridicule de certaines situations que sont appelées à vivre les femmes, comme la méthode de contraception Séréna (connaissance du cycle menstruel et conséquemment de la date des ovulations). L'effet comique est créé par l'idée que les relations sexuelles peuvent être empêchées par cette méthode, ce qui représente pour certaines femmes un avantage :



Les avantages de la méthode Séréna:
par un beau soir de printemps, une
femme calcule les influences d'une mau-
vaise grippe sur sa température vagina-
le.

Figure 7

QcD!, novembre 1972 : 8

⁵³ Les travaux de Dominic Hardy s'intéressent à la question de l'humour et de la satire dans les arts graphiques. Voir à cet effet : « Editorial introduction/introduction éditoriale », dans *L'humour dans les arts et la culture visuels : pratiques, théories, histoires*, numéro spécial de la *Revue d'art canadien/Canadian Art Review* (RACAR), vol. 37 no 1, 2012, p. 3-9.

Sans nécessairement dresser la liste exhaustive de chacune d'elles – toutes ne sont pas également pertinentes – on peut dire que les illustrations viennent donc en renfort pour supporter les grandes revendications portées par la revue. L'humour, grande amie de la subversion, souligne efficacement le ridicule d'une situation donnée⁵⁴.

Dans *Québécoises deboutte!*, la caricature agit aussi souvent comme métaphore et vient mettre en image une situation qui contribue à opprimer soit les femmes ou la classe ouvrière. De la même manière, elles peuvent aussi illustrer les résultats de cette oppression ou l'oppression elle-même. Il s'agit donc de mettre en image et de souligner, par des exemples fictifs, l'importance d'une révolution féministe à faire. L'image qui suit présente une femme enceinte bâillonnée, condamnée au silence, alors que les tenants de la morale et des valeurs dominantes (parmi lesquels on reconnaît aisément un prêtre) marchent sur un corps enceint qui ne lui appartient pas :



Figure 8

QcD!, novembre 1972 :16

La prochaine caricature montre une femme qui, à la manière d'une machine dans une usine, produit des enfants en série pour satisfaire l'appétit du patronat, dont le représentant se fait une omelette avec les œufs fécondés de futurs ouvriers et semble s'apprêter à la manger. Le patron porte un chapeau qui présente les traits caractéristiques du drapeau des États-Unis et arbore un sourire en coin, un peu perfide. On constate que l'école est représentée comme

⁵⁴ Voir à cet effet, Lucie Joubert, *Le Carquois de velours. L'ironie au féminin dans la littérature québécoise 1960-1980*, Montréal, L'Hexagone (Essais littéraires), 1998, 221 p.

intégrée à la mère-machine et, de cette façon, les féministes de la revue illustrent une fois de plus l'importance de changer l'ensemble des structures sociales pour parvenir à une libération complète :

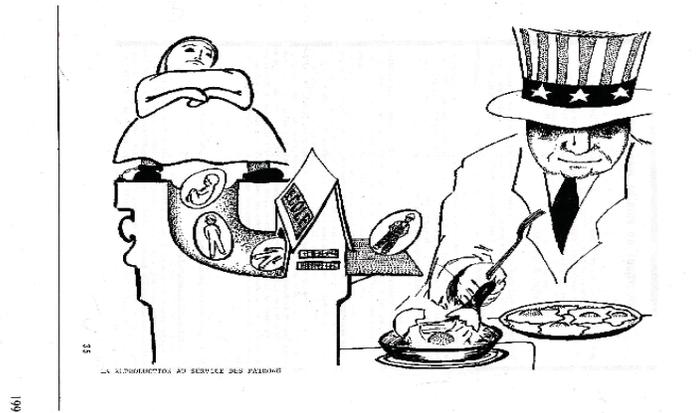


Figure 9

OcD!, juin 1973 : 35

L'image qui suit montre une calèche où sont assis deux hommes, dont René Lévesque que l'on peut reconnaître – et que le texte nomme. Ceux-ci sont à la remorque de femmes qui semblent courir, bâillonnées, pour atteindre la clé de leur liberté. Remarquons que les femmes portent toutes deux des tabliers, ce qui les désigne comme des femmes au foyer, des ménagères. Elles sont à la merci de ceux qui, littéralement dans l'illustration et par extension dans la réalité, les dirigent. L'utilisation du mot « promesse » est d'ailleurs fort significative dans cette illustration, car ce dernier infère directement aux promesses électorales des politiciens. À la fois, ce dessin attaque *le* politique et *la* politique, c'est-à-dire qu'il dénonce un système qui produit des inégalités :

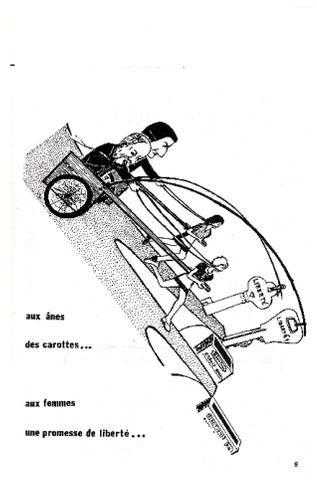


Figure 10

QcD!, avril 1973 : 9

La caricature de *Québécoises deboutte!* peut aussi dénoncer les stéréotypes que l'on impose aux femmes, car, selon les revendications prioritaires du féminisme, cela brime aussi leur liberté, il va sans dire :

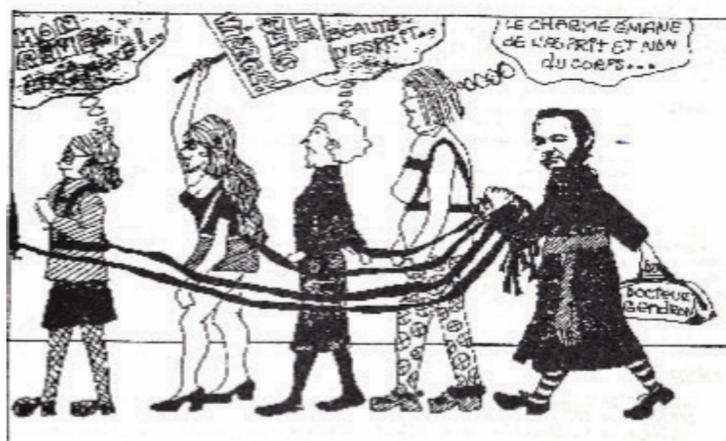


Figure 11

QcD!, décembre 1972 : 16

Les exemples en font foi, les caricatures de la revue *Québécoises deboutte!* répondent exactement à la fonction d'une caricature du point de vue du discours, c'est-à-dire mettre à distance des éléments de la *doxa* par une réinterprétation d'extraits du discours social. La caricature peut viser directement les modèles à suivre sur le plan politique, social, moral ou éthique. Le cas échéant, la précédente attaque le docteur Lionel Gendron, personnage archétypal associé au maintien du patriarcat et, par extension, à la reconduction des inégalités qu'il génère. Lionel Gendron est fustigé plus d'une fois dans les pages de *Québécoises deboutte!*⁵⁵, mais la caricature du numéro de décembre 1972 est particulièrement sévère à son endroit, le montrant comme le détenteur de la morale, comme celui qui guide – littéralement dans l'illustration. Il tient en laisse quatre personnages qui représentent toutes un stéréotype associé aux femmes qui, chacun, empêche leur émancipation. On remarque que l'illustration assimile les idéologies patriarcale et catholique en présentant Gendron habillé en prêtre. De plus, son visage n'est pas dessiné : une photo est plutôt collée, ce qui a pour effet de permettre à la lectrice non pas de le reconnaître, mais de l'identifier. L'idée derrière cela est bien d'attaquer sa légitimité pour affaiblir son autorité. La caricature de Gendron représente bien la critique portée vers les médias de masse; ce sont là les premiers pas d'une critique qui s'intensifiera avec les années et deviendra même la pierre d'assise de *La Vie en rose*. Ainsi, le discours culturel tenu dans *Québécoises deboutte!* fait la promotion, comme son entreprise de presse en elle-même participe à sa constitution, d'une sous-culture féministe qui présente des traits distinctifs et qui, en outre, produit des objets culturels autonomes.

Récupération médiatique du féminisme, récupération médiatique des féministes.

Dès la parution de son deuxième numéro en décembre 1972, *Québécoises deboutte!* dénonce la récupération des revendications du féminisme par le discours dominant :

⁵⁵ Comme nous le verrons avec l'analyse de la chronique « Humour noir ».

Depuis que la lutte des femmes pour leur libération s'est amorcée au Québec il y a quelques années, on présente constamment aux femmes québécoises divers idéals [sic] de « femme libérée ». À en croire les commerciaux, la femme libérée emploie le mélange à soupe instantanée X et elle porte seulement des bas-culottes de telle marque. Nous subissons chaque jour toutes ces formes de récupération, plus ou moins difficile à percevoir selon les cas. La récupération du féminisme cherche à noyer la lutte par une propagande efficace et bien pensée. [...] La publicité, un des instruments idéologiques les plus importants de notre époque, utilise beaucoup les femmes pour mousser la vente des automobiles, des lave-vaisselle, des jouets, des vitamines, des assurances, etc. D'ailleurs, les images publicitaires montrent des femmes plus naturelles pour mieux « plaire », des femmes plus « libres » avec tous les appareils ménagers dans leur maison... Ces illustrations de la femme, si nous y portons attention, insistent toujours sur le côté personnel et compétitif : la plus belle, la plus fine. Une femme libérée est plus que, a plus que : c'est ce qui ressort de la publicité et les médias [sic] charrient sur la libération de la femme. (*QcD!*, décembre 1972 : 3)

Remarquant que la publicité emploie l'image des femmes, et en particulier l'image de « la femme libérée », à son avantage pour vendre le produit dont elle fait la promotion, le collectif, signataire de l'article, précise que, non seulement cette image est erronée, mais qu'elle reconduit les stéréotypes de genres et les rôles sociaux déterminés et avilissants contre lesquels les féministes se posent. Pour les féministes, il s'agit de voir comment les stéréotypes s'inscrivent dans les produits culturels et de mettre au jour ce processus de stéréotypage pour s'y opposer, contraster par rapport à lui. Le cas échéant, il s'agit de dénoncer explicitement des valeurs contraires à celles d'un féminisme dont la présence, dans le discours social, s'intensifie, s'accroît. À ce propos, Dick Hebdige soutient qu'il y a « deux stratégies élémentaires [qui] ont été inventées pour faire face à [la] menace [que représentent les *subcultures*]. L'Autre peut être banalisé, naturalisé, domestiqué. Ici, la différence est simplement niée (“tout autre est réduit au même”). Alternativement, l'Autre peut être transformé en objet exotique, dénué de sens, en un “pur objet, spectacle, guignol” » (Hebdige, 2011 (1979) : 111). Ici, les commanditaires se saisissent d'une valeur essentielle du féminisme, le cas échéant la liberté des femmes, et en usent superficiellement, dénaturant l'essence même du message; ils détournent le sens de la revendication féministe au terme d'un habile jeu sémantique. Les commanditaires renforcent l'assignation des rôles, en plus de faire la promotion, même, de valeurs contraires au féminisme. Ce dernier élément est d'ailleurs très clairement inscrit dans le texte même de la citation par l'utilisation, notamment, des adjectifs « personnel » et « compétitif » pour décrire l'image des femmes que renvoient les médias. Ces termes sont

contraires aux principes élémentaires et fondamentaux du féminisme, à savoir le collectif, le regroupement, le bris de l'individualité de chacune pour une plus grande coopération, une plus grande collaboration. Par le fait de révéler, d'éclaircir le processus de stéréotypage qui s'opère dans les médias traditionnels ou dans la publicité, par exemple, *Québécoises deboutte!* révèle les images stéréotypées des femmes qui permettent l'assignation des rôles et donnent à l'asservissement l'apparence d'être légitime.

Ruth Amossy suggère que « la construction d'une image de soi est toujours tributaire d'un imaginaire social » (Amossy, 2010 : 44). L'instance locutrice d'un discours présente donc une image de soi par le fait même de porter un discours où elle s'approprie une image stéréotypée (ou entre en contraste avec celle-ci) par rapport à laquelle elle se positionne :

Le stéréotype se définit comme une représentation collective figée, un modèle culturel qui circule dans les discours et dans les textes. Il favorise la cognition dans la mesure où il découpe et catégorise un réel qui resterait sans cela confus et ingérable. [...] Il faut noter que la schématisation et la catégorisation de l'autre, qui éveillent tant d'inquiétudes, sont indissociables de la construction identitaire du sujet, qui passe elle aussi par un processus de stéréotypage. Un groupe social se fait nécessairement une idée de lui-même qu'il construit en la contrastant avec celle qu'il possède des autres groupes. » (Amossy, 2010 : 46)

La présentation de soi et la constitution d'un éthos participent d'une dynamique complexe de réception, d'interprétation et de transmission des images. Il ne s'agit pas seulement du re-travail de l'éthos préalable, mais bien l'idée, comme le mentionne Amossy, que « [l']image de [s]oi est toujours soumise à la réaction de l'autre et prise dans la circulation des discours. Le jeu des répliques immédiates qui caractérisent l'interaction orale (ou des réactions directes des interactions épistolaires et électroniques) condense un processus qui s'effectue de façon souvent diffuse et éclatée dans l'espace social. » (Amossy, 2010 : 154) La récupération des revendications du féminisme dans les médias participe de cette dynamique constitutive de l'éthos des groupes de femmes qui les portent. Les médias interprètent selon *leur* mode de compréhension du monde, le discours des féministes, un discours à travers lequel, inévitablement, elles se présentent. Or, c'est précisément cet éthos que les autres médias modifient. Les médias généralistes se saisiront de l'image que renvoient les féministes d'elles-mêmes. Ils participeront à la faire circuler dans le discours

social et à l'ancrer, même, dans l'imaginaire⁵⁶ en l'adaptant à leurs besoins et en l'envisageant à partir d'une subjectivité et d'une idéologie qui leur sont propres et qui, en outre, sont en phase avec la *doxa*. Ce processus de récupération que signale le collectif permet l'émission explicite du projet des féministes et, dans une certaine mesure, la mise en place de leur projet de révolution. La structure du social, son mode de fonctionnement, son « système » doit être revu, changé fondamentalement, pour ne pas qu'il « intègre » ou récupère et fasse sien le mouvement de libération des femmes selon ses valeurs, des valeurs contraires en tout à ce que les féministes souhaitent mettre en place.

Pour le Centre des femmes, il s'agit de montrer cette structure qui fonde le système patriarcal et qui, en outre, transite par les médias, et pas seulement la presse écrite, mais aussi la télévision, les magazines, la radio ou plus spécifiquement par la voix de chroniqueurs comme Lionel Gendron ou de correspondantes comme Réjane Des Rameaux. *Québécoises deboutte!* tente aussi de représenter son détachement face aux médias traditionnels de grande consommation qui participent à créer l'oppression des femmes. Cette attaque portée vers les médias de masse prend corps au sein de la chronique « Humour Noir ».

La chronique « Humour noir »

Parue six fois au cours des années de publication, la chronique « Humour noir » répond fort bien au rôle qu'elle s'octroie elle-même dans le titre, c'est-à-dire se moquer de ce dont on ne devrait pas rire pour mieux le dénoncer. Comme l'indique le titre, les virulentes critiques s'effectuent dans le cadre d'un discours qui se veut humoristique – ironique, caricatural – et qui passe autant dans le texte que dans les illustrations. La chronique reprend des éléments connus issus des médias traditionnels pour en détourner le sens au profit de l'idéologie féministe et pour mettre au jour le discours qu'ils reconduisent : la chronique montre comment les objets culturels de grande consommation

⁵⁶ Faut-il rappeler, ici, une représentation ayant grandement marqué les imaginaires. La rumeur veut en effet que, lors d'une manifestation féministe, une Américaine ait brûlé son soutien-gorge. Cependant, dans *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Micheline Dumont révèle qu'il s'agit bel et bien d'une rumeur infondée (Dumont, 2008 : 157).

sont encodés, selon les termes de Stuart Hall, des objets culturels dont les féministes font une lecture oppositionnelle. « Humour noir » constitue en quelque sorte le compte rendu de cette lecture, un compte rendu effectué par le réinvestissement d'objets culturels porteurs du discours doxique. Pour les féministes du Centre des femmes, il s'agit donc de montrer que ces objets culturels et médiatiques constituent un vecteur qui transmet, autorise et légitime le maintien des femmes dans un état d'aliénation. Les médias se font la voix de la *doxa*, le ciment de l'hégémonie culturelle et sociale. Surtout, ils exercent un contrôle sur leur public (dont les femmes) pour que le rôle social qu'elles doivent jouer (sur tous les plans : famille et travail, personnel et public) leur semble naturel, inné, normal et surtout, unique, bien qu'il soit assigné. « Humour noir » présente donc plusieurs parodies qui détournent le sens des objets et des discours qui passent au crible. C'est en cela que consiste l'ironie, selon Lucie Joubert : « L'ironie consiste en un détournement de sens, en un camouflage de la pensée réelle et en une distance par rapport aux choses et aux événements. » (Joubert, 1998 : 72)

L'avantage de se servir d'un objet culturel qui existe déjà réside dans le fait que le référent est déjà connu de la lectrice. Il exemplifie donc le propos et la position du collectif dans le champ médiatique en pointant clairement les voies de reconduction et de maintien de l'oppression des femmes. Par exemple, le courrier du cœur de Réjane Des Rameaux, chroniqueuse au *Journal de Montréal* jusqu'en 1975⁵⁷, est parodié dans le numéro de novembre 1972. Il est ainsi désigné comme un vecteur de l'aliénation des femmes qui reconduirait non seulement des stéréotypes sexuels, mais aussi les structures de pouvoir oppressantes. Le courrier de Des Rameaux participerait ainsi à fonder l'hégémonie autour de la question des femmes. L'article consacré à Réjane Des Rameaux a pour sous-titre : « Ferme ta gueule pis endure ou comment apprendre la soumission aux femmes ». Il présente un personnage de femme qui, désespérée, demande conseil à son interlocutrice :

Mariée depuis 20 ans, je suis apparemment très heureuse, car j'ai un mari qui me donne tout ce qu'il me faut. [...] Comme il me répond toujours sur un ton brusque, après 20 ans, j'en suis arrivée à ne plus supporter mon mari. Que voulez-vous, je n'ai plus d'amour pour lui à cause de son insupportable jalousie. Devrais-je partir? [...] Si je vous disais que rien ne

⁵⁷ Elle avait aussi tenu le courrier du cœur dans le populaire magazine des années 1940 *Radiomonde*.

m'intéresse plus dans la vie et que je crains de finir par faire une grande dépression, si je ne fais pas un changement au plus tôt.

Maman au cœur bien gros.

Ici, les auteures ont recours à la fiction pour articuler leur réflexion autour du rôle que jouent les tenants du discours officiel en ce qui concerne l'émancipation des femmes. À la lecture de cet extrait, on perçoit très clairement que la « maman au cœur bien gros », qui écrit pour demander conseil, cherche à s'émanciper de la cellule familiale et que, pour ce faire, elle attend un appui qui pourrait légitimer sa décision et la pousser à quitter son mari. Elle compte sur cette instance autoritaire que représente la courriériste « Réjane Des Rameaux », qui ne répond toutefois pas à ses attentes :

Vous êtes sûrement au courant de toutes les misères morales, d'abandon, de cruautés conjugales, de trahison et de brutalités de la part de certains maris et pères de famille. [...] Je comprends que cela puisse être déprimant, mais il y a vingt ans que cela dure et vous avez toujours pu supporter cela sans être une martyre!... Car en somme, jamais cet homme n'a été brutal avec vous, n'est-ce pas? [...] Votre problème me semble bien minime en comparaison de tous ceux que viennent me confier des épouses battues, trahies, privées du strict nécessaire, malades et négligées totalement par leurs maris [sic] et qui pourtant m'avouent souvent, que malgré tout, elles continuent d'aimer leurs seigneurs et maîtres [sic] Il faut bien endurer quelque chose, n'est-ce pas? C'est un excès d'amour que vous êtes obligée de pardonner. Voyez-vous, vous êtes un peu responsable de l'état actuel des choses. Car c'était au début de votre vie en ménage qu'une mise au point aurait dû être faite. Un peu d'indulgence de votre part redonnerait probablement un peu de confiance à votre mari [...]. (*QcD!*, 1982 : 28)

Des Rameaux fonde son autorité sur l'éventail des témoignages qu'elle a reçus au cours de sa carrière de courriériste, et auxquels elle a répondu. Ses années de pratique lui ont donné l'occasion de voir tous les cas de figure et, ainsi, de les comparer et de mettre en place, en fonction de cas plus ou moins graves, et d'établir une définition de la violence par la comparaison. Ainsi, non seulement la « maman au cœur bien gros » porte le poids du bonheur conjugal sur ses épaules d'épouse mais, à l'inverse, le mari se voit déresponsabilisé, lavé, et même excusé de ses excès de colère qui perdurent et menacent l'équilibre psychologique de sa femme. L'argument des rédactrices est empreint de pathos, qui lui-même est créé par une expression hyperbolique des idées dominantes que dénonce

Québécoises deboutte!. En effet, ici, l'amplification discursive fonde la rhétorique du discours : elle construit l'argumentation des féministes et permet de renforcer l'adhésion :

Parce que l'illustration vise à accroître la présence, en concrétisant à l'aide d'un cas particulier une règle abstraite, on a souvent tendance à y voir une image, "a vivid picture of an abstract matter". Or l'illustration ne tend pas à remplacer de l'abstrait par du concret, ni à transposer les structures dans un autre domaine comme le ferait l'analogie. Elle *est* véritablement un cas particulier, elle corrobore la règle, qu'elle peut même, comme dans le proverbe, servir à énoncer. Ce qui est vrai, c'est que l'illustration est souvent choisie pour le retentissement affectif qu'elle peut avoir. (Perelman, 2008 : 485)

L'idée derrière cette parodie n'est pas de faire prendre conscience de la situation d'oppression des femmes, mais de montrer par quelles voix cette oppression transite; le cas échéant, il s'agit parfois de la voix de prétendues alliées, mais qui, loin de briser les stéréotypes, les renouvellent et les relaient. L'article ne s'adresse pas à une lectrice naïve qui ne serait pas encore au fait des revendications du féminisme; la chronique « Humour noir » vise davantage à galvaniser les troupes et à renforcer l'adhésion au mouvement de femmes qui ont déjà pris conscience de leur condition de subordination. De même, les exemples tirés des médias populaires permettent d'illustrer les thèses que soumettent les rédactrices de la revue à leur lectorat et en proposent une deuxième lecture effectuée sous la lorgnette féministe.

Le deuxième article d'« Humour noir » (celui de décembre 1972) fustige le docteur Lionel Gendron, un autre personnage important du paysage médiatique québécois de la sphère de grande consommation⁵⁸ :

Étant le premier médecin québécois à parler de sexualité en appelant les choses par leur nom, le docteur Gendron a été perçu par beaucoup comme un élément progressiste dans son domaine. Les extraits qui suivent démontrent que derrière la façade d'une supposée information progressiste, on retrouve les mêmes conceptions du rôle de l'homme et de la femme, du mariage et de la sexualité. Nous nous sommes servis du livre « Qu'est-ce que qu'une femme? » publié en 1961 et qui charrie les plus vieux préjugés et les mythes sacrés de la doctrine catholique, comme tous les autres livres d'ailleurs. (*QcD!*, 1982 : 52)

⁵⁸ Lionel Gendron est un médecin omnipraticien qui a effectué un travail de vulgarisation en médecine et en sexologie. Il a notamment participé à la populaire émission *Madame est servie* diffusée à Télé-Métropole en tenant une chronique de sexologie qui a d'ailleurs fait l'objet de livres publiés en 1970 aux Éditions de l'homme. Il s'agit d'un recueil de lettres choisies parmi celles envoyées par les téléspectateurs.

Les féministes rédactrices de *Québécoises deboutte!* choisissent d'aller à l'encontre des discours doxiques qui génèrent l'hégémonie en s'attaquant aux figures phares des médias de masse dont Lionel Gendron est un représentant. Elles défont ainsi le mythe entourant le docteur et communicateur qui fait de lui un médecin sympathique à la lutte des femmes. En ce sens, la référence à l'Église catholique est importante et clarifie l'argument : si Gendron propage des éléments essentiels de la doctrine catholique, il ne peut à la fois soutenir les revendications du féminisme et promouvoir le bien-être des femmes. Pour les féministes, l'incompatibilité idéologique des deux conceptions est trop fondamentale. Inscrire le cas de Gendron dans leur plaidoyer contre les médias de masse permet aux rédactrices de la revue de montrer le rôle que jouent aussi les médias dans la construction de l'image d'un personnage et de sa perception par le public. En 1984, *La Vie en rose* soutiendra sensiblement la même thèse avec le pape Jean-Paul II⁵⁹.

Dans une certaine mesure, « Humour noir » recoupe le projet contre-culturel qui s'élabore dans le champ intellectuel et littéraire élargi à la même époque que la publication de *Québécoises deboutte!*. Cette chronique vise elle aussi à briser le consensus culturel, à se positionner « contre la culture » dominante, ce que les travaux de Dick Hebdige permettent d'envisager d'un point de vue théorique :

Les *subcultures* représentent un « bruit » (par opposition à un son) : une interférence avec la séquence ordonnée qui conduit des événements et des phénomènes réels à leur représentation des médias. Il ne faut donc pas sous-estimer le pouvoir signifiant de la *subculture* populaire, non seulement comme métaphore du potentiel anarchique existant dans la société, mais aussi comme mécanisme réel de désordre sémantique : une sorte de blocage temporaire dans le système des représentations. (Hebdige, 2011 (1979) : 107)

⁵⁹ « Nous n'aurons pas d'entrevue exclusive avec Jean-Paul II “l'homme qui aimait (?) les femmes”, mais les propos critiques de ces Québécoises engagées [...] Et puis nos images pas très catholiques, elles, vous montreront la face cachée de l'institution occidentale la plus répressive à l'égard des femmes. » (*LVR*, juillet 1984 : 5)

« Comme tant d'autres, j'ai regardé le pape à la télévision pendant des heures, fascinée jusqu'au malaise et je l'ai vu. J'ai vu la séduction personnelle de l'homme, mais aussi l'attrait profond et sous-estimé qui caresse déjà la fonction elle-même. [...] J'ai vu la beauté des images télévisées mais aussi l'unanimité trompeur qui s'en dégageait. J'ai vu la tendance de la presse québécoise, pour rendre compte du spectaculaire, à se réfugier dans l'anecdotique, ce qui réduit l'événement à ses apparences. » (*LVR*, novembre 1984 : 5)

La chronique « Humour noir » s'engage dans une entreprise visant à traiter de la situation des femmes québécoises, certes, mais plus spécifiquement par le truchement d'une critique des canaux par lesquels leur aliénation se diffuse et se construit. À la lumière des considérations de Hebdige, il apparaît que *Québécoises deboutte!* fait figure d'interférence dans le champ médiatique auquel elle appartient. Comme première revue issue du féminisme de la deuxième vague au Québec, elle témoigne d'un esprit critique; elle récrimine déjà vertement les médias traditionnels et populaires. Avec *Québécoises deboutte!*, les féministes se montrent non seulement critiques, mais conscientes de l'effet idéologique qu'entretiennent les médias traditionnels sur la population : elles les pointent comme des vecteurs de l'hégémonie. Or, il s'agit là du premier pas vers une longue croisade : les féministes, jusqu'à *La Vie en rose* et même plus récemment avec *jessuisfeministe.com*, un blogue féministe créé en 2008, s'opposeront, dans leur presse, à l'image des femmes que construisent les médias. Elles tenteront aussi de compenser leurs effets négatifs en opposant un discours axé soit sur la subversion de chroniques ou de figures médiatiques phares, soit par la déconstruction et le renversement de l'image des femmes – et bientôt des féministes – que les médias renvoient. Grâce à sa publication *Québécoises deboutte!*, le Centre des femmes constitue à la fois une alternative éditoriale à la presse grand public et une alternative à la culture dominante. Dans cette mesure, *Québécoises deboutte!* est contre-culturelle. En ce sens, comme produit de la sous-culture féministe, elle établit des parentés avec les organes de presse et les autres produits contre-culturels de son époque.

Tel que le « mode d'intervention dans le social » (Fortin, 2006 : 12) qu'elle incarne, la revue est une manifestation concrète du désir d'entrer dans l'action; elle représente un lieu où les intellectuels autant que les groupes populaires expriment et développent leurs idées. Pour les féministes radicales, l'espace éditorial se présente comme un lieu où émerge, évolue et se diffuse l'idéologie. Se voulant en dehors de toute contrainte – puisqu'il s'agit de projets autogérés –, la revue se pose, symboliquement, comme étant le lieu qu'il faut investir pour atteindre les sphères politique et sociale : il s'agit d'un lieu public d'expression et d'action, deux opérations qui s'effectuent récursivement. Elle

participe aussi d'une dynamique de placement, de positionnement dans le champ, selon des critères extra-littéraires d'accès à la libre parole; c'est effectivement en regard de la position que confère la revue aux autres agents du champ que celle de *Québécoises deboutte!* se définit.

En dépit d'une masse critique relativement imposante qui concerne autant la littérature féministe que l'histoire des revues de la contre-culture, très peu, sinon aucune critique ne fait état des revues féministes (plus spécifiquement *Québécoises deboutte!* [1972-1974] et *Les têtes de pioche* [1976-1980]) comme des organes appartenant aussi à la mouvance contre-culturelle qui se constate déjà très tôt dans la décennie. On note néanmoins une parenté entre la revue féministe et la contre-culture, parenté qui se cristallise principalement à travers les choix éditoriaux de la revue sur les plans esthétique et discursif, mais en marge du texte lui-même. Dans une revue, ce qui relève du discursif comporte une dimension quasi métonymique, c'est-à-dire que le contenu énonce autant que le contenant. En ce sens, l'énonciation est polyphonique. En reprenant certains concepts que développe Dominique Maingueneau dans *Le discours littéraire : paratopie et scène d'énonciation* (2004), il devient aussi possible de considérer la revue comme la scène de l'énonciation, comme une véritable scénographie que mettent en place les féministes. Maingueneau soutient que, « quand on parle de scène d'énonciation, on [considère le processus de communication] de l'intérieur, à travers la situation que la parole prétend définir, le cadre qu'elle montre (au sens pragmatique) dans le mouvement même où elle se déploie. Un texte est en effet la trace d'un discours où la parole est mise en scène » (Maingueneau, 2004 : 191). Le corollaire qui s'établit entre le support et le texte constitue l'une des particularités de la revue, le discours qu'elle porte étant tributaire autant de l'un que de l'autre. Dans le cas qui nous occupe, la question de la matérialité de l'objet *Québécoises deboutte!* est d'autant plus signifiante qu'elle participe, pour une part essentielle, à l'établissement de la rhétorique de la revue, car les féministes construisent en sa faveur leur scène d'énonciation en adaptant l'esthétique de la revue aux fonctions rhétoriques qu'elles lui attribuent. Nous pouvons aisément considérer l'aspect matériel de la revue – l'esthétique, la mise en page, la typographie, les illustrations, les photos – comme une autre façon d'énoncer (non pas comme une deuxième énonciation, mais comme

100

un complément à l'énonciation première que rend le texte strictement.) La présence de traits de la contre-culture concourt à la constitution de l'éthos stéréotypé du collectif qui permet à la lectrice de situer sa position idéologique et l'identité du collectif. Ruth Amossy soulève l'un des effets que crée le stéréotype : « le processus de stéréotypage [...] permet d'attribuer une identité au locuteur masqué et de le rattacher à un groupe social ou à une sensibilité politique. » (Amossy, 2010 : 65) L'idée derrière l'usage et l'appropriation des stéréotypes est d'établir des connivences, de « permettre aux membres du même groupe de se reconnaître entre eux et de former, pour le meilleur et pour le pire, une communauté qui se différencie et s'éloigne des groupes extérieurs. » (Amossy, 2010 : 69) Cela, les rédactrices de *Québécoises deboutte!* l'avaient compris. En tendant des perches aux deux extrémités d'un champ polarisé entre marxisme et contre-culture (Pelletier, 1995), les féministes parviennent à se tailler une place de choix en son sein; la culture féministe qui se construit à l'époque émerge, comme toute autre, d'un contexte et le discours féministe n'évolue pas en vase clos; les discours ambiants participent même grandement à déterminer les conditions d'existence éditoriales du Centre des femmes comme entité discursive.

Québécoises deboutte! représente l'une des initiatives qui ont donné le coup d'envoi à une période faste pour les féministes, une période où elles agiront sur tous les fronts pour tenter d'inscrire la lutte des femmes dans ce vaste mouvement de contestation venu des États-Unis, de la France et de partout en Occident. Au Québec, au milieu des années 1970, les jeunes ont attiré vers eux l'énergie de la *beat generation* et des hippies, qui se retirent du monde pour créer une société nouvelle et alternative à celle où évoluent leurs parents. Au Québec, « la génération lyrique », telle que la nommera bien plus tard François Ricard, investit les milieux artistiques et culturels, mais aussi, bientôt, politiques : « Parce qu'elles ont marqué le premier moment où la génération lyrique se manifestait avec éclat dans la vie publique, les années soixante et la première moitié des années soixante-dix possèdent bel et bien quelque chose d'unique. Mais ce serait faire erreur que de s'en tenir à cette seule époque pour saisir tout ce qui fait l'esprit de cette génération et la singularité de son destin. À vrai dire, ces années n'étaient encore qu'un prélude. » (Ricard, 1994 : 17)

Chapitre 2 : *Les têtes de pioche*

Vers le 20 mai 1980

De 1974 à 1980, les choses bougent du point de vue politique et social alors que le débat sur la question linguistique bat son plein. En 1973, la commission Gendron avait rendu son rapport sur la situation linguistique au Québec, qui invite les autorités de faire du français la seule langue officielle du Québec et propose trente et une solutions visant à accroître la présence et l'importance du fait français dans la Belle Province⁶⁰. La victoire des libéraux de Robert Bourassa aux élections générales qui eurent lieu cette même année n'empêche pas la troupe péquiste de Lévesque de former l'opposition officielle. On constate alors que l'idéologie indépendantiste, qui s'était d'abord déployée dans les milieux intellectuels puis populaires, se cristallise désormais sur le plan politique en investissant aussi les sphères du pouvoir. Il en va de même pour le féminisme, alors que ses revendications prennent une importance de plus en plus grande au sein du système gouvernemental québécois. La croissance de la place accordée aux femmes et aux féministes sur le plan politique de même que la création du Conseil du statut de la femme en 1973 ne font pas en sorte que les mouvements populaires et les organisations parapubliques décroissent, bien au contraire. En fait, les féministes « de terrain » ont décrié le manque de considération et la lenteur des gouvernements en matière de politique familiale et, de manière plus générale, de condition féminine. Cela se pose d'ailleurs très clairement dans les trois revues du corpus. Au fil des années, les critiques à l'endroit des gouvernements de toutes les scènes (provinciale, fédérale ou internationale) fuseront. Pour pallier cette insuffisance qu'elles dénoncent, femmes et féministes ont créé, dans la

⁶⁰ Il s'agit là d'un pas fondamental dans la longue marche qui mène vers la Charte de la langue française, appelée la loi 101. En 1974, la loi numéro 22 est adoptée faisant du français la langue officielle du Québec et sera considérée par certains comme étant insuffisante et par d'autres comme radicale et extrême. La question linguistique continue de susciter le débat et il demeure « impossible de parler de la langue sans évoquer le sentiment d'aliénation nationale ». (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2010 : 456) Il s'agit là d'un débat majeur au Québec, un débat pour lequel quiconque use du langage prend position. Cela fera la fortune du Parti québécois qui composera bientôt le gouvernement, majoritaire, du Québec. En effet, le PQ est élu le 15 novembre 1976.

deuxième moitié de la décennie 1970, plusieurs organisations visant à répondre à des besoins qui trouvent une résonance dans les revendications prioritaires du féminisme. Par exemple, 1974 marque l'anniversaire de la création du Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit au sein duquel s'impliqueront certainement des fondatrices de *La Vie en rose* et dont les revendications seront largement diffusées dans *Les têtes de pioche*.

Une période d'exaltation

La deuxième moitié de la décennie 1970 constitue une période particulièrement dynamique pour les féministes. En effet, à partir de 1974, les manifestations féministes se déploient dans toutes les sphères du social et les pratiques artistiques se multiplient aussi. On voit clairement se densifier l'ensemble des actions portées; elles s'orientent de plus en plus de manière à éprouver la singularité de l'idéologie, de la pensée et, surtout, du discours féministe. Cela n'est pas étranger à une nouvelle configuration sociale et politique qui prend place à ce moment, alors que l'entrée du Parti québécois (PQ) au parlement représente la cristallisation du projet national souverainiste et peut être considérée comme l'amorce d'un passage à l'action qui permet d'ancrer dans le social les idéaux des intellectuels des années 1960; désormais, en plus de s'inscrire dans la littérature et les autres arts, ils transiteront par la prise de pouvoir politique que représente l'élection du PQ. Ce passage à l'action représente une mouvance importante à cette époque et le champ strictement féministe ne fait pas exception : on note par exemple la création du Conseil du statut de la femme en 1973, et le décret, par l'UNESCO, de l'année 1975 comme l'Année internationale de la femme. Toujours est-il que la période 1974-1980, qui comprend les années de publication de la revue *Les têtes de pioche*, représente peut-être le plus haut degré d'intensité en ce qui a trait à la production culturelle féministe; les manifestations sont nombreuses et concernent différentes disciplines constitutives de la vie artistique de l'époque. Du cinéma au théâtre, et allant de la chanson à la littérature, en passant par la danse et les arts visuels, les artistes féministes sont à cette époque omniprésentes. Aussi, par l'expression de leur art contribuent-elles à diffuser les revendications prioritaires du féminisme et à mettre au jour les structures d'oppression des femmes qu'elles dénoncent.

Au théâtre, en 1974, la première pièce plus strictement féministe *Un prince, mon jour viendra*, une création du Grand Cirque ordinaire interprétée par Luce Guilbeault, Paule Baillargeon, et Suzanne Garceau, « relève des stéréotypes reliés indéfectiblement au sexe féminin .» (Villemaire, 1977 : 65) L'épopée du théâtre féministe sera riche et foisonnante; plusieurs pièces seront créées dans la foulée de la création du Théâtre des Cuisines où jouent d'anciennes militantes du FLFQ et du Centre des femmes, dont Véronique O'Leary. Le théâtre des femmes s'instituera comme un courant majeur au Québec et sera éventuellement présenté aussi dans les théâtres institutionnels tels que le Théâtre du Nouveau Monde à Montréal (TNM). D'ailleurs, en 1976, le Théâtre expérimental de Montréal monte une création collective féministe, *À ma mère, à ma mère, à ma mère, à ma voisine*, ce pendant qu'est jouée au TNM *La nef des sorcières*, pièce à laquelle participe Nicole Brossard et qui met en scène sept comédiennes lisant chacune les textes de sept auteures différentes. Ainsi, les femmes de théâtre poursuivent une lente, mais constante, progression dans l'univers théâtral québécois. C'est cependant avec la création et la présentation au TNM de la pièce *Les fées ont soif* de Denise Boucher que le caractère polémique et revendicatif du théâtre des femmes atteindra un climax qui demeure, à ce jour, encore inégalé.

Les féministes à l'index

Le débat autour des *Fées ont soif* éclate en mai 1978, alors qu'un entrefilet dans *Le Devoir* du 31 mai, signé par Angèle Dagenais, annonce que le Conseil des arts de Montréal entend refuser la subvention demandée par le TNM pour la tenue de la pièce prévue dans la programmation d'automne 1978. Pour certains, en jugeant *Les fées* blasphématoire et offensante, le Conseil des arts de Montréal porte atteinte à la liberté d'expression qui préside à la pratique artistique québécoise. En 1978, la révolution sexuelle a eu lieu, la Révolution tranquille est terminée depuis dix ans et Jean-Louis Roux, directeur artistique du TNM, de même que l'équipe de création de la pièce, dont Denise Boucher en première instance, sont loin de se douter que le long poème à trois voix portées par les personnages de la vierge, de la mère et de la putain, archétypes utilisés pour faire état et dénoncer la

situation des femmes du Québec, fera ainsi scandale. Quoi qu'il en soit, Jean-Louis Roux refuse catégoriquement d'annuler la représentation et offre à la production un appui indéfectible. Le directeur du TNM est en outre soutenu par certains autres directeurs artistiques de théâtre qui, eux-mêmes, refusent les subventions du Conseil des arts de Montréal.

La première des *Fées* a lieu comme prévu, le 10 novembre 1978. La salle, comble, est charmée par la pièce qui se mérite une ovation. Mais le combat n'est pas gagné : le mouvement des Jeunes Canadiens pour une civilisation chrétienne (JCCC) riposte. Le 25 novembre 1978, après deux semaines de représentations, le mouvement des JCCC organise une manifestation devant le TNM; distribuant à la volée des médailles de la Vierge, les membres s'excusent auprès d'elle et prient pour la rédemption des pécheresses. Tentant de faire cesser les représentations de la pièce, les JCCC engagent, à cet effet, le coloré Émile Colas, un avocat ardent défenseur de l'idéologie catholique et s'étant prononcé notamment contre le droit à l'avortement. Le 4 décembre, Colas dépose une injonction à la Cour supérieure. Si l'injonction sommant le TNM d'arrêter les représentations est refusée, la censure tombe néanmoins sur le texte publié et une injonction temporaire de 10 jours visant à empêcher la circulation du livre est acceptée. Les représentations de la pièce se terminent le 10 décembre 1978, mais une manifestation visant à dénoncer l'injonction s'organise pour le 14 décembre, pendant que les JCCC font, pour leur part, circuler une pétition sur laquelle figureront bientôt 250 000 noms. La saga se termine pour de bon le 25 janvier 1979 par la victoire des *Fées* : la pièce pourra être publiée intégralement. La même année, Pol Pelletier, Louise Laprade et Nicole Lecavalier fonderont le Théâtre expérimental des femmes (l'actuel Espace Go).

Il n'y a pas qu'au théâtre que les féministes sont actives. Les féministes chantent, jouent, écrivent, dansent et tournent. Tous les médias sont mis à profit pour diffuser les revendications des féministes. Au cinéma, l'Office national du film (ONF) produit, entre 1973 et 1975, la série *En tant que femme*, dont sont issus les films *J'me marie, j'me marie pas* (Dansereau, 1974), *Les filles c'est pas pareil* (Girard, 1974) et *Les filles du Roy* (Poirier, 1974), notamment. Ce dernier se penche sur les métiers traditionnellement

féminins et est réalisé par Anne Claire Poirier, laquelle est aussi impliquée en tant que coproductrice des six films qui formeront la série. Mais c'est avec son film *Mourir à tue-tête* (Poirier, 1979), auquel elle participe en tant que réalisatrice et productrice, que Poirier fera sa marque dans le cinéma québécois. Le long métrage paraît sur les écrans en 1979 et il s'intéresse à la question du viol des femmes. La mémoire collective retient de manière particulière la première scène du film qui est percutante : on y présente une femme qui se fait violer. On se souviendra de Germain Houde dans le rôle du violeur et de Julie Vincent, qui a d'ailleurs gagné un prix d'interprétation pour ce rôle au Festival international du film de Chicago, dans le rôle de la femme violée. Le film sera présenté dans plusieurs festivals internationaux et fera la renommée d'Anne Claire Poirier à qui l'on décernera le prix Jutra-Hommage en 2002.

Les écrivaines produisent aussi bon nombre des textes féministes les plus importants à cette époque. De manière générale, la critique identifie Madeleine Gagnon, Nicole Brossard, France Théoret, Louky Bersianik et Suzanne Lamy comme les figures de proue de la littérature féministe au Québec, dont la désignation en tant que corpus demeure problématique, comme le font valoir Biron, Dumont et Nardout-Lafarge :

La désignation des poèmes, des essais, des romans ou des récits écrits dans la perspective féministe varie (dans les textes et dans la critique) et demeure polémique. « Écritures féminines, connoté par une féminité traditionnelle, est rejeté au profit d'écritures au féminin », plus dynamique, ou de « l'écriture des femmes », qui postule une unité parfois radicalisée dans la formule écriture-femme. Dans *Stratégies du vertige* (1989), Louise Dupré date de 1975 l'inflexion féministe dans la littérature québécoise. Laurent Mailhot souligne la concentration d'événements fondateurs en 1975 (déclarée Année Internationale de la femme) par l'UNESCO) : fondation des éditions de la Pleine Lune, « La Femme et l'écriture » comme thème de la Rencontre québécoise internationale des écrivains, parution du dossier « Femmes et langage » à *La Barre du jour*; cela se poursuit en 1976 : fondation du théâtre expérimental des femmes, des Éditions du Remue-ménage et de la revue *Têtes de pioche* qui paraît jusqu'en 1979, année où sort *La Gazette des femmes*. Circonscrite dans le temps, l'émergence de l'écriture des femmes l'est aussi dans les lieux institutionnels. C'est à *La Barre du jour* et aux *Herbes rouges* que paraissent les premiers textes. Les principales représentantes de l'écriture des femmes – Nicole Brossard, Louky Bersianik, Madeleine Gagnon, France Théoret, Suzanne Lamy – partagent des présupposés politiques et théoriques de la « nouvelle écriture ». (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2010 : 518)

Dans cet extrait, les auteurs montrent bien les ramifications de « l'écriture-femme » dans des sphères diversifiées de l'appareil littéraire : poèmes, romans et théâtre sont investis, certes, mais de plus les médias, comme les journaux ou les revues alternatives le sont aussi. Par exemple, Nicole Brossard et France Théoret ont participé à la fondation du collectif *Têtes de pioche*.

Féminisme et formalisme. *La Barre du jour* (1965-1977) et *La Nouvelle Barre du jour* (1977-1990), *Les Herbes rouges* (1968-1978)

Fondée en 1965 par Nicole Brossard, Marcel Saint-Pierre, Roger Soublière et Jan Stafford, *La Barre du jour* est une revue de création littéraire qui fera sa marque dans l'histoire de la littérature québécoise comme canalisatrice de l'une des avant-gardes poétiques de son époque, autour de laquelle se sont rassemblés moult poètes qui « élabore[ront] une théorie du texte comme entité autonome, en le détachant à la fois de l'auteur et du contexte social » (Biron, Dumont, Nardout-Lafarge, 2010 : 49). En 1977, Nicole Brossard, avec Michel Guay et Jean-Yves Collette, refonde la revue sous le titre *La Nouvelle Barre du jour*, poursuivant l'objectif initial de la revue. *Les Herbes rouges* est une revue qui, pour sa part, ne renie pas toute appartenance idéologique, au contraire :

C'est sur fond de contre-culture que se développent les avant-gardes poétiques durant les années 1970, même si elles chercheront à s'en distancier en légitimant leur pratique d'un point de vue théorique et idéologique. Deux revues se réclament explicitement de l'avant-garde : *La Barre du jour*, créée en 1965 et rebaptisée en 1977 *La Nouvelle Barre du jour*, puis *Les Herbes rouges* créée en 1968 et dirigée, à partir du deuxième numéro, par les frères Marcel et François Hébert. Les deux revues sont apparentées, plusieurs collaborateurs signant des textes dans l'une ou l'autre, mais elles vont se distinguer et s'opposer peu à peu, *La Barre du jour* mettant davantage l'accent sur la théorie du texte et *Les Herbes rouges* appelant une pratique résolument politique, inspirée du marxisme et bientôt du maoïsme (*Ibid.* : 490).

Du point de vue de la composition des textes, on ne note pas de parentés stylistiques ou même thématiques entre les revues formalistes des années 1970 et la revue *Les têtes de pioche*; pas de poème formaliste et aucune référence à l'appartenance des membres de l'équipe de rédaction à l'avant-garde littéraire québécoise. Les textes que l'on présente dans

Les têtes de pioche sont féministes, strictement. Et si l'on trouve dans les pages des *Têtes de pioche* quelques textes de création, il n'y a rien qui s'apparente vraiment aux œuvres publiées dans *La Barre du jour* ou dans *Les Herbes rouges*. Plutôt, le recoupement entre les deux revues se constate à l'observation d'un réseau d'actrices transfuges, c'est-à-dire qui se transportent d'un projet à l'autre. Les poètes féministes participent aussi aux revues féministes : Nicole Brossard et France Théoret font même partie de l'équipe de rédaction de *Têtes de pioche (Tdp)*, dont elles sont en outre membres fondatrices. Les deux entreprises sont absolument distinctes : aucune partage si ce n'est qu'en terme de réseau. L'appartenance de Nicole Brossard et de France Théoret au collectif *Les têtes de pioche* a certainement contribué à la reconnaissance de l'entreprise. Et même si cette reconnaissance demeure somme toute assez faible; dans les histoires de la littérature, on se contente généralement de nommer l'initiative et de la décrire très brièvement, elle jouit d'une légitimité dont d'autres journaux féministes, comme *Québécoises deboutte!*, ne bénéficieront pas. Les années de publication de *Tdp* (1976-1979) coïncident avec une période de création prolifique pour Nicole Brossard et France Théoret. Nicole Brossard dirige *La Nouvelle Barre du jour* en plus de faire paraître l'essai *L'Amer ou le Chapitre effrité : Théorie-fiction* (1977) de même que le recueil *D'arc de cycle la dérive* (1979). Elle coréalise aussi, avec Luce Guilbeault et Margaret Westcott, *Quelques féministes américaines*, un film produit par l'Office national du film en 1978 et qui fera l'objet d'un article de fond dans le journal la même année. France Théoret publie aussi beaucoup et à *La Barre du jour* et aux *Herbes rouges* durant ces années. Plus important encore, c'est en 1977 qu'elle publie *Bloody Mary*, l'un de ses recueils de poésie les plus importants. Nicole Brossard et France Théoret sont donc très actives dans le champ littéraire de l'époque et dans le champ féministe, tant et si bien que, à travers elles, les champs deviennent concomitants, ce qui permet une certaine forme de reconnaissance pour *Têtes de pioche* et constitue en outre l'un des ponts permettant l'échange entre les deux milieux (littéraire et féministe). Si les pratiques se veulent distinctes, il n'en demeure pas moins que les actrices sont les mêmes.

Le Parti québécois est élu en 1976. Il met tout en place pour régler la question linguistique. Les débats autour de la mise en place du projet de loi numéro un, qui

deviendra la loi 101 votée en 1977, s'animent. À partir de l'élection du PQ, une série de mesures sont adoptées, concrétisant les changements promis et participant à la refonte du système québécois. Dès lors, deux tangentes se dessinent de plus en plus distinctement au sein de la société québécoise : « Pour plusieurs, l'État apporte ainsi des assurances nouvelles et longtemps attendues. Pour d'autres, il devient trop omniprésent. Au début des années 1980, on assiste à l'émergence progressive de deux tendances très nettes et tout à fait opposées sur le rôle de l'État dans la société. Les partis politiques sont eux-mêmes divisés sur la question. » (Vaugeois, Lacoursière, 2011 : 513) Le 20 mai 1980, le peuple québécois est appelé à s'exprimer sur la question de la souveraineté du Québec. L'option du NON l'emporte.

Les têtes de pioche (1976-1979)

Les têtes de pioche a été fondé en 1976 par six femmes : Nicole Brossard, France Théoret, Agathe Martin, Michèle Jean, Eliette Rioux et Martine Ross. Il s'agit d'une initiative féministe explicitement radicale qui s'articulait en deux volets, c'est-à-dire d'abord en un groupe de discussion féministe non mixte se réunissant hebdomadairement, puis qui, dans un deuxième temps, produisait un journal pour rendre compte de sa démarche d'expression d'un retour à soi en tant que femme, une démarche qui permettait en outre de lire les rapports sociaux, et, plus largement, l'organisation sociale, en fonction des différences de sexe. La subjectivité-femme occupe une place très importante dans ce volet de la presse féministe québécoise, car elle semble permettre de dire le monde à partir d'un sujet spécifique, à savoir des femmes qui appartiennent à un collectif, représentant, le cas échéant, l'instance d'énonciation :

Depuis octobre [1975], nous nous réunissons une fois par semaine. Nous étions d'abord quatre, puis cinq, puis quatre à nouveau, puis cinq, enfin six. Le groupe, le collectif, s'est constitué pour les besoins de la cause, car la majorité d'entre nous ne nous connaissions pas avant. Toutes nous sommes convaincues que la situation de la femme n'est pas rose dans notre société, toutes nous avons besoin d'agir par le journal (*Tdp*, 1982 : 10).

Le journal publiera vingt-trois numéros au cours desquels le passage à l'action, dont le collectif fait état dans l'extrait précédent, s'effectuera dans et par le langage, à travers l'expression – et, corollairement, l'appropriation – d'une subjectivité femmes et féministe qu'il s'agira de retrouver afin de percevoir le monde du point de vue des rapports de force qu'il sous-tend pour les nommer et les subvertir. À travers les années de publication, on assistera en effet à un gommage de l'identité individuelle des rédactrices, dont certaines sont très actives dans le champ littéraire (Nicole Brossard et France Théoret), que l'on ne pourra dès lors percevoir autrement que comme femme et féministes. L'effacement de l'identité « littéraire » des rédactrices se fera au profit d'une identité collective qui se décline de trois façons. On trouve le grand « Nous », plus englobant, qui réfère à l'ensemble de femmes; ce dernier se réaffirme dans la revue à de nombreux endroits. Il y a aussi le « Nous » féministe et le « Nous » du collectif *Les têtes de pioche* en tant que tel. Nous le verrons en amont de la démonstration. En attendant, bornons-nous à placer quelques paramètres discursifs qui se trouvent au fondement de l'entreprise, afin de situer le collectif dans le contexte où il s'inscrit. Le discours des *Têtes de pioche* ne demeure pas complètement étanche aux idéologies qui dominent à son époque (la gauche ou la question nationale, par exemple), mais il pose tout de même le projet féministe – auquel il appartient – comme irréductible à ces dernières (selon les postulats du féminisme radical). La pensée féministe qui se trouve au fondement du projet *Têtes de pioche* est « autonome » (Dumont, Toupin, 2003 : 460), tout comme le collectif lui-même et son action d'ailleurs.

L'éditorial programmatique des *Têtes de pioche* pose d'emblée le collectif comme la suite logique de *Québécoises deboutte!* et entend pallier le vide laissé par la disparition de la revue. Il est néanmoins fort différent de « Lettre à nos camarades ». En effet, il ne présente pas un effort de solidarité envers les autres acteurs du champ culturel. Cela paraît étonnant, considérant que certaines des membres du collectif sont déjà très actives dans le champ littéraire et représentent des figures dominantes des nouvelles écritures, un courant fort et légitime à l'époque, comme on l'a vu précédemment. En fait, on assiste plutôt à une sorte de retranchement vers le public-femme strictement (féministes ou pas). Le collectif ne prétend cependant pas représenter l'ensemble des femmes, ni même l'ensemble des féministes, et pose clairement son identité. D'ailleurs, les éditoriaux seront toujours signés

collectivement, mais les autres articles de la revue, signés par une seule de ses membres. Le destinataire de l'éditorial est large : ce sont les femmes de manière générale, celles qui ont déjà pris conscience de leur oppression et les autres, c'est-à-dire celles à sensibiliser davantage ou n'ayant pas été convaincues par les initiatives précédentes :

Depuis que *Québécoises deboutte!* est disparu, nous n'avons pas de journal fait par des femmes, pour des femmes. Nous n'avons que des morceaux de journaux, des morceaux de revues. Parfois, nous avons l'impression que tout a été dit sur le problème des femmes, que l'oppression et la discrimination dont nous sommes l'objet sont des évidences pour toutes. Même si les preuves sont nombreuses, beaucoup de femmes n'en sont pas encore convaincues, n'ayant pas trouvé ce qui, dans leur vie quotidienne, leur vie privée est opprimant. Nous n'avons pas encore tout dit ou nous avons mal dit les injustices faites aux femmes. (*Tdp*, mars 1976 : 14)

Pour *Les têtes de pioche*, il ne s'agit pas uniquement d'offrir un nouveau lieu de parole non mixte aux femmes, mais de poursuivre le travail de prise de conscience amorcé avec *Québécoises deboutte!*. La lutte des femmes commence dans le privé et le quotidien; elle est posée, selon les postulats du féminisme radical, comme étant irréductible à aucune autre lutte : le féminisme est l'affaire des femmes opprimées dans tous les secteurs du politique et du privé. Le journal est montré comme le lieu de partage des expériences personnelles de femmes réunissant un ensemble de point de vue et de subjectivités qu'il assemble et oriente, selon la ligne éditoriale du journal, en vue d'une action commune :

Nous avons aussi besoin d'un journal pour parler de nos démarches. Il n'est pas facile de prendre conscience des injustices qui nous sont faites uniquement parce que nous n'avons pas de pénis. Il n'est pas facile non plus de poser des gestes pour mettre fin à notre impuissance. Cela devient plus facile si on peut se parler, se regrouper (*Id.*).

Les têtes de pioche entend définir son action à travers l'appropriation d'un langage résultant d'un retour à la subjectivité-femme, c'est-à-dire d'un regard porté sur le monde et déterminé en fonction de la condition même d'être femme et de l'oppression spécifique que cela entraîne. La revue permet d'inscrire cette subjectivité dans un cadre discursif qui, dans une certaine mesure, assure la pérennité de la réflexion menée, puis son transfert vers le lectorat. Le journal se présente donc comme un relais agissant sur deux niveaux : d'abord, pour le collectif, qui y diffuse ses réflexions. Ensuite, pour le mouvement des femmes lui-même, car, en plus de colliger les voix, *Les têtes de pioche* se veut être, tout comme

Québécoises deboutte! et *La Vie en rose*, un outil pour « parler des actions des femmes, de leurs regroupements » (*Id.*) :

Depuis octobre, nous avons parlé de nous. Nous ne voulions pas produire pour produire, mais partir de notre vécu quotidien et des questions et des sujets qui nous touchent profondément. Nous ne voulions pas ignorer notre besoin d'être bien entre femmes. Nous ne voulions pas encore une fois ignorer notre subjectivité, mais l'intégrer à notre action, à notre langage. (*Id.*)

Comme le soutient Andrée Fortin, « pour [les intellectuels] qui se définissent par la critique et la réflexion, la revue est encore un mode d'action à l'intérieur du monde intellectuel comme dans la société. » (Fortin, 2006 : 8) Ici, la revue est effectivement présentée comme une action en elle-même. La fonction principale du journal est de dissiper les contradictions possibles entre l'action et la réflexion féministe par le passage à l'écrit et la diffusion de la réflexion : c'est là le cœur de la démarche des *Têtes de pioche*. On remarque cependant qu'il ne s'opère pas de transfert de termes qui permettrait de constater le passage de l'action vers la parole : les deux éléments sont intimement liés, car l'action s'effectue *par* la prise de parole. Cet aspect – la parole est action et l'action par la parole – est exacerbé dans *Les têtes de pioche* où c'est l'idée de se raconter, ensemble, en tant que femme et féministe, qui prime. Ruth Amossy explique bien ce processus de constitution de l'éthos collectif dans les discours où les frontières référentielles du « Je » éclatent et où le « Je » « s'amplifie », selon les termes de Benveniste (1966 : 235) : « Si le pronom « Nous » introduit structurellement la possibilité de cette extension de la langue, il faut bien voir cependant qu'elle ne se produit pleinement que dans le discours en action et en interactions. » (Amossy, 2010 : 159) Le collectif constitue l'unité fondamentale qui permet à la revue d'exister. Inversement, il semble que ce soit, à l'instar des considérations de Amossy, la revue qui, par les interactions qu'elle permet, offre au « Nous » féministe une possibilité d'exister, et plus spécifiquement dans l'espace public. Et si l'idée est davantage de se raconter en tant que femmes et féministes, il n'en demeure pas moins qu'un métadiscours émerge du texte, par la seule description, dans l'éditorial programmatique, de la démarche du collectif. Ce deuxième niveau de discours raconte le féminisme lui-même. La revue est en effet fondée sur une démarche proprement féministe, une démarche qui est « racontée » au lectorat et où le retour à la condition première d'être femme est pointé comme nécessaire

à un regard lucide sur le monde et à la tenue d'un discours libéré des contraintes induites par l'oppression. Le projet *Les têtes de pioche* est donc d'abord collectif. Plus qu'un groupe, plus qu'un ensemble d'unités rassemblées, il s'agit d'un *collectif*, donc un groupe, certes, mais dont les actions sont orientées vers l'atteinte d'objectifs communs. Le collectif se constitue d'ailleurs concrètement dans les extraits comme une entité qui prend forme jusqu'à occuper tout l'espace discursif. À cela participe la surutilisation du pronom « Nous » dont on ne compte pas moins de treize occurrences. Le pronom fait indéfectiblement référence au collectif, lequel se positionne par rapport à un « Vous » hors collectif, comme dans l'extrait : « Nous avons aussi parlé de vous et des autres. Nous vous livrons le fruit de notre démarche et de celles d'autres femmes. Pour cela, nous avons dû payer de notre poche une fois de plus (*Id.*) ».

Héritières de Québécoises deboutte!. Les têtes de pioche dans le champ médiatique

S'inscrivant dans la foulée de ses prédécesseures membres du Centre des femmes et rédactrices de *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* diffusent un journal indépendant et présentent une critique acérée des médias traditionnels. *Les têtes de pioche* rapportent les stéréotypes véhiculés par les médias de masse pour mieux en dénoncer les effets. Le journal ne présente pas de chronique, comme c'est le cas de *Québécoises deboutte!*. Ainsi, la critique n'est pas organisée en une rubrique qui paraîtrait systématiquement. Elle n'en est pas moins récurrente et peut servir à actualiser une conscience de classe. Le tout premier numéro du journal présente un article intitulé « Les journaux de vedettes ou comment la bourgeoisie parle aux femmes » (*Tdp*, mars 1976 : 7). Déjà le titre donne à comprendre que c'est par « la presse à potins » que la bourgeoisie (qui contrôle cette presse) parle aux femmes et contribue à les maintenir (autant en terme de lutte de sexes que de lutte de classes) dans un état d'aliénation permettant le maintien de la hiérarchie sociale fondée sur le pouvoir patriarcal et capitaliste. Cela est posé clairement dès l'incipit de l'article :

À Montréal, dans l'est de la ville. Au dépanneur du coin, les journaux de vedette dans la vitrine. À chaque semaine, 7 journaux, des *Nouvelles illustrées* au *Journal des vedettes*, qui

s'empilent, disparaissent, sont remplacés par sept autres tous les samedis. Ma voisine Élise séparée [sic], 3 enfants, en chômage et sur le Bien-Être social depuis 6 mois en achète 4 toutes les semaines : 1.40\$. Sa mère qui vit avec elle achète les trois autres, 3 fois 0.35\$. La moitié de cet argent ira financer l'empire Quebecor et consolider le monopole des journaux à sensation qui appartient à Pierre Péladeau. Pour 35 cennes, Élise se paye un peu de fonce (*Tdp*, mars 1976 : 7).

Les rédactrices de *Tdp* ont ici recours à la fiction pour incarner le modèle stéréotypé du public cible de la presse à grand tirage, exemplifié ici par *Échos vedettes*. En effet, la protagoniste est issue de la classe ouvrière : elle habite l'est de la ville de Montréal dans un quartier populaire où les tenanciers du dépanneur font une place de choix aux journaux de vedettes dans les vitrines pour montrer à tous ceux et celles qui passent qu'ils sont bien en magasin. Ils s'en servent tels des appâts pour attirer les passants. Une importance particulière est accordée au prix que coûtent les revues pour montrer l'investissement qu'en représente l'achat et la portion qu'occupent ces journaux dans le budget de la protagoniste, une chômeuse monoparentale qui, en outre, habite avec sa mère avec qui elle partage l'achat des revues. La mise en scène d'un personnage défavorisé fait en sorte que l'on suppose, comme lectrices des *Têtes de pioche*, qu'il s'agit d'un personnage plus vulnérable, plus à même d'être influencé par les médias de masse – les journaux de vedettes vendent et proposent une existence sinon meilleure, au moins différente. L'extrait convoque du pathos, notamment en mentionnant le prix de ces revues qui occupent une large part du budget d'Élise, une femme au chômage, qui participe elle-même à son asservissement et à son aliénation en « consolidant le monopole de Quebecor »⁶¹ :

À chaque fois que tu regardes une photo de Nicole Martin, tu rougis de te voir aussi radieuse qu'elle. Bien sûr, tu es belle toi aussi, mais tu trouves qu'il te manque ce petit quelque chose qui te rendrait plus séduisante, disent les caractères gras bien en évidence en haut et au centre de la page. **C'est vrai qu'il me manque quelque chose pour ressembler à Nicole Martin,** se dit Élise. « **Je voudrais donc être aussi femme qu'elle.** Je la porterais ben, la belle robe à fleurs moé... Si seulement mon chèque du Bien-Être pouvait arriver, je m'achèterais une belle blouse indienne comme celle de Renée Martel ». « **Je sèche ensuite mes cheveux, j'épile mes jambes, je soigne mes ongles, bref, je m'occupe de tous ces petits détails qu'on oublie trop souvent dit Nicole. Lorsque cela est fait, il ne me reste qu'à jeter un petit coup d'œil dans la glace, afin d'ajouter un petit bijou s'il y a lieu et me voilà prête pour la journée et ce, en l'espace d'une toute petite heure.**

⁶¹ Il est à noter que l'extrait a été reproduit textuellement et avec les accents typographiques (le caractère gras).

Il suffit de si peu pour être belle... prends le temps de t'occuper de toi et tu verras que c'est facile », conseille Nicole. « **C'est vrai que je me néglige pas mal** », pense Élise, pantoufles usées et robe de chambre. « Chus pas mal à l'ancienne mode, je devrais me peigner mieux, m'habiller mieux, soigner mon apparence, r'garde toé donc la shape, vieille folle, de quoi c'que t'as d'l'air »... Dans la chambre à côté, le bébé crie. Élise va chercher va le changer de couche. « Bon, y a l'air de se calmer, m'as avoir le temps de faire le test. » Cette semaine : **Est-il fier de vous ou a-t-il honte?** (*Tdp*, mars 1976 : 20)

Plusieurs éléments sont significatifs dans cet extrait et méritent qu'on s'y attarde, car ils révèlent la structure rhétorique mise en place dans les médias pour continuer à maintenir les masses en phase avec l'ordre établi et donnent à comprendre de manière spécifique les objets de dénonciation des *Têtes de pioche* qui effectue plus qu'une prise de position stricte et exclusive. La revue dénonce, par cet article notamment, les effets abrutissants des médias de grande consommation de même que leur discours idéologisant qui renforce les idées reçues et, incidemment, le pouvoir de la classe dominante. D'une certaine façon, les féministes de *Têtes de pioche*, à travers les pages de leur revue, dressent le portrait type de la lectrice fidèle des journaux de vedettes, une opération que la critique américaine Janice Radway a effectuée. Même si elle s'effectue dans un tout autre cadre et en fonction d'un corpus différent (la littérature sentimentale), on peut tout de même faire le parallèle entre la réflexion de Radway et celle des *Têtes de pioche* dans la mesure où elles décrivent toutes deux un phénomène similaire. Pour Janice Radway, « si on se souvient [...] que les textes sont lus et que la lecture est une activité accomplie par des personnes réelles, dans un contexte social lui préexistant, il devient possible de poser une distinction analytique entre la signification de la pratique de lecture et la signification du texte lu » (Radway, 2011 (1984) : 177). Janice Radway s'est ainsi principalement intéressée aux pratiques de lecture de lectrices de romans sentimentaux populaires. Or, pour Élise, la lecture des journaux à potins représente un moment de détente et d'évasion où les problèmes de la vie quotidienne ne l'atteignent pas; en lisant ces journaux, Élise « se paye un peu de fonne ». Entre deux biberons et une couche à changer, Élise essaie de prendre un peu de temps pour elle, à l'image de la lectrice que décrit Radway dans son essai.

La critique des *Tdp* est tout à fait conforme aux considérations théoriques de Janice Radway en ce sens qu'elles considèrent aussi ces deux éléments (la pratique de lecture et la signification des textes lus) comme distincts, mais irréductibles. Dans le cas qui nous

116

concerne, l'article est construit sur les croisements entre des extraits de la vie de vedettes et la vie d'Élise, au fil de sa lecture. Le narrateur omniscient du récit rend aux lecteurs et lectrices des bribes de la pensée d'Élise, intercalées avec sa lecture. Cette structure narrative à deux voix permet de saisir les deux éléments dont traite Janice Radway, dans la mesure où la lectrice de l'article peut à la fois considérer la signification de la pratique de lecture et percevoir le message du texte lu. Ainsi, en supposant, comme nous le postulons, qu'il est possible de substituer le corpus de Radway (le roman sentimental populaire) par les journaux de vedettes, on peut dire que l'équipe de rédaction de *Têtes de pioche* a aussi perçu la forme de contestation sociale que pouvait représenter la lecture de journaux à potins pour les femmes et qu'il s'agissait là d'une « lutte et d'une compensation » (Radway, 2011 (1984) : 178) :

Une lutte dans le sens où elle leur permet de refuser le rôle social qui leur est prescrit par l'institution du mariage. [Les lectrices] refusent [ainsi] pour un temps la demande permanente d'attention et de soins qui leur est adressée par leur famille, et elles agissent délibérément pour elles-mêmes et pour leur propre plaisir. Une compensation dans le sens où elle leur permet de se centrer sur elles-mêmes, de se définir un territoire personnel, dans un espace où habituellement leur intérêt propre est identifié à celui des autres, où elles sont perçues comme une « ressource publique » dans laquelle toute la famille puise à volonté. Pour elles, la lecture de romance répond à des besoins personnels, besoins que les institutions patriarcales ne comblent pas. [...] Quand on analyse la lecture des romans sentimentaux comme une pratique inscrite dans un contexte social spécifique, il devient clair que cette pratique à la fois conforte et retourne [...] des valeurs. [...] La lecture et l'écriture de romances peuvent donc être vues comme un rituel féminin collectivement élaboré, à travers lequel les femmes explorent les effets de leur condition sociale ordinaire (définie comme accessoire de la condition masculine) et tentent d'imaginer une vie meilleure dans laquelle tous les besoins qu'elles ressentent si intensément et qu'elles perçoivent comme naturels seraient satisfaits. (Radway, 2011 (1984) : 178-179)

Mis en comparaison avec la réflexion de Radway, le travail des *Têtes de pioche* semble davantage être orienté de manière à percevoir l'aliénation que suscite et renforce la lecture de journaux à potins. Néanmoins, il est intéressant de constater que, tout comme la lectrice que décrit Radway dans l'extrait, Élise comble elle aussi un besoin en ce qu'elle s' imagine comme une femme qui a le temps de prendre soin d'elle-même et qui se sent belle. À travers sa lecture des journaux de vedettes, Élise s' imagine détenir un pouvoir de séduction qui ferait en sorte que sa situation personnelle, financière et sociale changerait. L'extrait présente deux éléments à analyser plus en détail. Il y a, d'une part, la rhétorique des médias,

celle-là même que *Les têtes de pioche* tentent de révéler et de mettre au jour, puis celle des rédactrices que nous tenterons de mettre en lumière. En d'autres mots, il faut donc s'attarder à deux éléments du texte, lesquels sont l'objet de la dénonciation et la dénonciation elle-même. Ces deux éléments feront, dans l'ordre, l'objet de la prochaine analyse.

L'extrait du journal *Échos vedettes* présente les astuces de beauté de la chanteuse Nicole Martin, alors chanteuse à succès en pleine ascension et admirée, notamment pour sa beauté et sa capacité de séduction. Dans l'article, l'instance narrative s'adresse à la lectrice directement, à la deuxième personne du singulier, de manière à ce qu'elle se sente interpellée personnellement. « À chaque fois que tu vois une photo de Nicole Martin, tu rougis de te voir aussi radieuse qu'elle. [...] ». L'utilisation du présent de l'indicatif réfère à une action ou un sentiment qui s'opère dans le présent du texte, une action que le « tu » effectue ou ressent, le cas échéant; dès lors un rapport causal s'installe et raccorde les concepts de beauté, de séduction, de bien-être et de réussite. L'extrait établit la beauté et la séduction en dyade qui, dans le texte, est incarnée par Nicole Martin. Or, on peut raisonnablement penser que c'est pour séduire un homme que la lectrice du *Échos vedettes*, le « tu », se veut plus radieuse, d'autant plus que Nicole Martin, qui est posée en modèle, est aussi reconnue pour ses chansons d'amour. Ce que donne à comprendre l'extrait c'est que, finalement, pour séduire (un homme), il faut être radieuse, il faut prendre soin de soi à la manière de Nicole Martin. Or, si effectivement Nicole Martin prend soin d'elle, elle ne le fait – et du coup n'incite à le faire – que d'un point de vue esthétique, superficiellement, ce que dénoncent les rédactrices de *Têtes de pioche* par le seul fait de le relever :

« Je sèche ensuite mes cheveux, j'épile mes jambes, je soigne mes ongles, bref, je m'occupe de tous ces petits détails qu'on oublie trop souvent dit Nicole. Lorsque cela est fait, il ne me reste qu'à jeter un petit coup d'œil dans la glace, afin d'ajouter un petit bijou s'il y a lieu et me voilà prête pour la journée et ce, en l'espace d'une toute petite heure. Il suffit de si peu pour être belle... prends le temps de t'occuper de toi et tu verras que c'est facile ». (Id.)

Dans tout le discours des *Têtes de pioche* concernant les médias, le caractère insidieux et idéologisant des discours véhiculés dans la presse à grand tirage est désigné comme

participant à maintenir une certaine forme d'hégémonie. De ce point de vue, il y a une parenté évidente avec *Québécoises deboutte!* et l'article cité contient plusieurs éléments qui permettent de bien la saisir, comme le fait de construire la critique à partir d'un court récit qui présente une « femme ordinaire », par l'exploitation rhétorique du thème de la culpabilisation des femmes, etc. Ainsi, les journaux grand public déploient une rhétorique quasi inébranlable et participent en ce sens à l'assignation du rôle social des femmes – ce que la presse féministe dénonce. Si la rhétorique des médias est puissante, *Les têtes de pioche* mettent elles aussi en place des stratégies discursives qui, en l'occurrence, instituent une argumentation par le pathos, où sont dénoncés les effets idéologiques pervers de la presse à grand tirage dans cet article. Élise est une femme issue de la classe ouvrière, qui, comme l'extrait précédent contribue à le montrer, s'évade vers un « monde meilleur » en lisant les journaux de vedettes. Mal arrangée, en robe de chambre et en pantoufles, Élise rêve de posséder le chemisier de Renée Martel; elle rêve d'avoir plus de temps pour prendre soin d'elle-même et s'imagine aussi élégante que Nicole Martin. Or, le narrateur extradiégétique nous la décrit comme une femme ne répondant pas aux standards de beauté et d'élégance auxquels elle aspire et que ses modèles présentent. La délégation de la narration permet de constater le pathétique de la situation d'Élise, une situation qui devient un prétexte pour dénoncer les effets pervers de la presse à grand tirage. La mise en parallèle des deux situations (celle d'Élise versus celle des vedettes) révèle le décalage entre la situation réelle de la majorité des femmes (issues de la classe ouvrière) et celle de quelques privilégiées (issues de la bourgeoisie⁶²). Selon *Tdp*, les journaux de vedettes renvoient une image non seulement stéréotypée, mais peu représentative de l'ensemble des femmes québécoises. Ils les maintiennent dans un état d'aliénation permanent, leur renvoyant l'image d'une femme mystifiée, féminine par essence. Le lectorat (des *Têtes de pioche*) comprend vite qu'il sera impossible pour Élise d'atteindre l'objet de ses aspirations, des aspirations superficielles, faussement fondamentales. On convoque du pathos contre l'effet idéologisant de la presse à grand tirage en argumentant qu'Élise se déprécie en tant que femme et en tant que personne en se comparant à Nicole Martin, qui devient le bouc émissaire qui la dépasse largement et qui concerne, en fait, toutes les femmes. La

⁶² On se souvient du titre de l'article où les journaux de vedettes et la bourgeoisie sont télescopés : « Les journaux de vedettes ou comment la bourgeoisie parle aux femmes ».

délégation de la narration permet de constater les effets pervers de la presse à grand tirage. La rhétorique des *Têtes de pioche*, dans cet article, se décline en deux éléments particulièrement significatifs. Il y a d'abord le fait de citer de véritables extraits de journaux. Cela octroie de la vraisemblance au récit : il n'y a pas d'exagération possible. Les extraits des journaux de vedettes, en apparence inoffensifs, permettent, par la mise en récit, d'illustrer une *réalité* à partir d'une matière première concrète et authentique. La mise en récit permet aussi à la lectrice des *Têtes de pioche* de prendre un certain recul et d'envisager la situation de manière retirée, surplombante, pour constater davantage la gravité de la situation et le profit que tirent les journaux de vedettes de l'exploitation des fantasmes d'un personnage type, ici incarné par Élise. La lectrice des *Têtes de pioche* n'est pas celle des journaux à potins : distribuée de manière restreinte et en lien avec le réseau formaliste, la revue ne permet ni aux membres du collectif ni à ses lectrices de se confondre avec Élise, cette dernière agissant comme « la femme ordinaire », celle qui n'est pas féministe et qui n'a pas encore pris conscience de sa condition. Il s'agit là de fouetter les troupes afin que les lectrices, indignées de constater les effets négatifs que pourraient engendrer les journaux de vedettes – le discours bourgeois – sur certaines femmes, soient persuadées de la nécessité de militer.

Cet article ne s'adresse pas à un auditoire large, universel, mais bien à un auditoire ciblé, à des féministes, qu'il s'agit de persuader de poursuivre la lutte et non de convaincre de sa nécessité. À propos de cette nuance entre *persuader* et *convaincre*, Perelman développe et nous éclaire : « Nous proposons d'appeler *persuasive* une argumentation qui ne prétend valoir que pour un auditoire et *convaincante* celle qui est censée obtenir l'adhésion de tout être de raison » (Perelman, 2008 : 36). La proposition de Perelman soutient la connaissance préalable de l'auditoire auquel le locuteur s'adresse. Le lectorat connaissant les revendications du féminisme, la dénonciation se fait sans jamais être explicite, c'est-à-dire sur le ton d'un constat qui s'ajoute aux autres revendications justifiant d'autant la mobilisation des féministes et les *persuade*, donc, de son caractère essentiel et rend légitime, aussi, son entreprise éditoriale. Cet article, qui paraît dans le premier numéro de la revue, permet au collectif de se positionner d'emblée dans le champ médiatique comme un organe de presse adoptant une perspective critique vis-à-vis les médias

traditionnels et la presse à grand tirage. Tout au long des années de publication, cette posture critique sera maintenue et renforcée. *Les têtes de pioche* investissent-elles ainsi un champ qu'il s'agirait de subvertir de l'intérieur? Pas directement. En effet, on considère, à la lumière du parcours discursif général de la presse des féministes radicales au Québec, qu'il serait erroné de considérer *Les têtes de pioche* comme une tentative de *subversion* des médias grand public, le collectif ne s'inscrivant pas dans un paradigme organisé selon la logique spécifique des médias de masse. *Les têtes de pioche* se présentent plutôt comme une alternative féministe à la presse traditionnelle dont elles montrent les partis pris idéologiques, mais sans pour autant prétendre à l'objectivité; elles construisent leur discours à partir de la subjectivité féministe. Ce dernier élément constitue d'ailleurs un point de jonction entre les trois entreprises qui figurent au corpus : aucune des revues du corpus ne se targue d'être objective. Les *Tdp* cristallisent néanmoins, par leur prise de parole, une vision du monde orientée en fonction de l'idéologie féministe.

À partir de 1971, avec la première mouture de *Québécoises deboutte!*, le féminisme radical québécois appartient désormais à la sphère publique médiatique et ses revues seront considérées, évidemment, comme une forme d'expression – une représentation culturelle – de plus de ce nouveau féminisme de la deuxième vague. Dans *As seen on TV*, le Français Éric Macé soutient que « les médias ne sont qu'une forme (une ressource) parmi d'autres de construction d'une réalité sociale, mais [que] comme toute médiation, la médiation médiatique a ses spécificités » (Macé, 2006 : 15). Dès 1971, donc, l'expérience féministe est aussi, désormais, médiatisée : elle est consignée et relayée par le journal et s'inscrit en outre dans un champ où les prises de parole non seulement actualisent les rapports de force, mais exercent l'une sur l'autre une influence réciproque. Le journal constitue plus qu'« une représentation médiatique, mais des rapports sociaux engagés dans les conflits de définitions qui président à la production et l'interprétation de ces produits culturels. » (Macé, 2006 : 20) La posture de *Tdp* est forcément différente de celle de *QcD!* et pour cause : le collectif *Les têtes de pioche* n'est pas la première revue des féministes radicales au Québec à s'inscrire dans le champ médiatique et culturel. *Tdp* suit le sillon creusé par le Centre des femmes et se réclame héritière de *Québécoises deboutte!* dont elle veut poursuivre le travail et la réflexion. Secondement, donc, *Têtes de pioche* a aussi à gérer et à

assumer un éthos préalable qu'il s'agit de retravailler à la mesure de sa récupération dans les autres médias et de l'image que le collectif veut projeter. *Têtes de pioche* doit aussi composer avec tout un discours médiatique qui entoure le fait féministe, certes, mais plus précisément la question de la presse féministe qui est « [représentée] dans les médias [de manière à la rendre] plus ou moins exotique » (Hebdige, 2011 (1979) : 120). Les féministes des collectifs de presse notent cette récupération qui engendre une distorsion de leur image. Elles la dénonceront tour à tour, jusqu'à *La Vie en rose*.

« La Riposte des femmes »

Dans leur numéro de septembre et octobre 1978, *Les têtes de pioche* répondent vertement au numéro de septembre du magazine généraliste *L'actualité* intitulé « Les femmes : dix ans de révolte », où deux journalistes, Micheline Lachance et Pierre Godin, dressent une sorte de bilan de la lutte des femmes québécoises. L'article des *Têtes de pioche* intitulé pour sa part « La riposte des femmes à *L'actualité* » entretient l'objectif de rectifier les informations fallacieuses et fautives que présente l'article de *L'actualité*; il devient aussi l'occasion d'un retravail de l'éthos et du collectif et des féministes.

Le titre de l'article des *Têtes de pioche*, déjà, induit l'idée que l'article de *L'actualité* n'a pas été écrit par les femmes, dans l'intérêt des femmes. Le syntagme « Les femmes ripostent » ne laisse aucun doute à cet effet. Une riposte est une réponse, mais pas de n'importe quel type, c'est une réponse vive, immédiate. Le mot même infère une certaine forme de violence dans le geste qui est posé. Il faut noter d'ailleurs que l'idée même de riposte implique un échange de coups entre deux ou plusieurs personnes. L'utilisation de ce terme réfère à l'image de la page frontispice du numéro spécial de *L'actualité* présentant une boxeuse qui semble terminer un combat éprouvant. *Les têtes de pioche* critiquent l'utilisation subvertie d'un stéréotype éminemment masculin (le boxeur) pour décrire la lutte des femmes. Dans le titre, le sujet de ce verbe est *les femmes*, et non pas *des femmes* (donc certaines femmes) ou *les féministes*. Ainsi, *Les têtes de pioche* se font là vecteur de la parole de toutes les femmes, en prenant sur elles de publier une réponse à *L'actualité*, laquelle stipule d'emblée que « La publication par *L'actualité*, dans sa livraison

de septembre, d'un article intitulé "Dix ans de révolte des femmes au Québec" a suscité de vives réactions non seulement chez les lecteurs-trices mais aussi bien chez toutes les femmes intéressées de près ou de loin à l'un ou à l'autre des nombreux mouvements, regroupements, organismes, ou initiatives des femmes au Québec » (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1). Le plus grand reproche qu'adressent *Les têtes de pioche* à *L'actualité* est de publier un « prétendu bilan » qui, en fait, selon les féministes de *Tdp*, dénature la lutte des femmes en la présentant comme un combat simpliste, un *match* à gagner contre une entité abstraite qui serait représentée par les hommes. « Ces prétendus dix ans de révolte sont en réalité dix années de revendications et de travail sérieux pour tenter de corriger des discriminations et des inégalités clairement chiffrées dans toutes les statistiques existantes et d'obtenir, pour les femmes, la reconnaissance des droits élémentaires à tout être humain. » (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1) On le sait, et l'extrait le mentionne aussi, les féministes radicales ont tenté d'étoffer et d'établir une réflexion qui visait à comprendre le mode de fonctionnement d'une société qui non seulement permet l'exclusion et l'oppression des femmes, mais dont les structures de pouvoir sont, du reste, fondées sur cette même exclusion. L'article de *L'actualité* est montré comme une tentative d'amoindrir l'importance de la réflexion des femmes et d'en réduire la portée. Il est décrit comme une vaste entreprise de « salissage » qui vise à corroder l'image des féministes en fonction de l'idéologie dominante et à réduire, ainsi, la portée des revendications émises par le mouvement des femmes. Les féministes qui endossent l'article de *Têtes de pioche*, et elles sont nombreuses, nous le verrons, s'efforcent de dénouer un consensus sur l'idée que le public en général se fait des féministes, un consensus que renforcent les médias traditionnels, ici représentés par *L'actualité*, en projetant une image fallacieuse du mouvement des femmes, simplifié à une expression antagoniste, binaire :

En page couverture, titre accrocheur à souhait bien que fallacieux, « Les femmes, dix ans de révolte », photo pleine page d'une femme en tenue de boxeuse; pourquoi pas, le ridicule tue, on le sait! À l'intérieur, d'autres titres à sensation : « La guerre n'est pas finie » pour coiffer un article diffamant, rempli d'inexactitudes, de faussetés, d'affirmations gratuites, de vérités tronquées, de déformations de faits et de propos au profit d'un sensationnalisme digne d'un journal jaune. On y trouve tous les éléments d'une entreprise de salissage qui cherche à détruire la solidarité des femmes. » (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1)

Comme on peut le voir dans cet extrait, les rédactrices inscrivent un champ sémantique qui réfère au sensationnalisme pour miner la crédibilité de la revue *L'actualité* en la comparant aux journaux à potins, aux journaux à sensation. À cela participe l'emploi des unités syntagmatiques « accrocheur », « sensationnalisme » et « sensation ». L'idée des titres à sensation révèle que *L'actualité*, malgré sa réputation de revue respectable, mystifie son lectorat en le captant et en l'attirant par des titres accrocheurs pour lui donner à lire ensuite des articles au contenu mensonger employé pour créer un effet strictement, et non pas pour servir ni la réflexion des féministes ni leurs revendications – bien que *L'actualité* aurait pu s'avérer un vecteur du discours féministe vers un public plus large. Pour bien faire comprendre que la réputation de *L'actualité* est infondée, on compare le magazine à un journal jaune, une référence que partagent les rédactrices avec le lectorat de l'époque, mais dont la lectrice contemporaine peut difficilement se faire une idée précise. Les journaux jaunes constituaient la presse à potins des années de l'après-guerre à Montréal. Certains titres se trouvent encore aujourd'hui sur nos tablettes. Jugés obscènes par certains et ayant fait l'objet de critiques et de censure⁶³, ils faisaient la promotion de la vie culturelle et des cabarets montréalais avec les implications qu'elles supposent : le jeu, la sexualité et l'alcool. Proscrits par les tenants de la moralité, les journaux jaunes étaient néanmoins très populaires : quelque 300 000 exemplaires de différents journaux, parmi lesquels figure le célèbre *Allô Police*, étaient mis en circulation chaque mois⁶⁴.

Selon Marc Angenot,

si l'idéologue ne s'appuie que sur un seul exemple, il importe que celui-ci soit non seulement clair, mais typique, pour emporter la conviction. Le choix de l'exemple n'est jamais innocent : il n'importe pas seulement qu'il illustre congrûment une thèse. Il faut qu'il soit acquis que l'auditoire ne risque pas d'en avoir spontanément une autre interprétation. Il est donc renforcé par certains « mythes » qui occultent la complexité des faits, mais renforcent l'adhésion. Autrement dit, l'exemple n'a de valeur que parce qu'il a déjà subi une opération de mise en forme mythologique qui lui confère une résistance à la critique. Le « réel » devient ici un répertoire à haute lisibilité idéologique. (Angenot, 1982 : 194)

⁶³ Jean Drapeau, les Chevaliers de Colomb, le cardinal Léger : tous condamnent la corruption des mœurs qu'entraînent la publication et la lecture de ces journaux.

⁶⁴ Viviane Namaste a écrit un article sur les journaux jaunes : « La réglementation des journaux jaunes à Montréal, 1955-1975 : le cadre juridique et la mise en application des lois » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 61, no. 1, 2007, p. 67-84.

Dans l'extrait, *Les têtes de pioche* comparent *L'actualité* à un objet culturel, un organe de presse pour lequel toute personne qui est un tant soit peu critique vis-à-vis de la chose médiatique sait la teneur, le sérieux et la crédibilité qu'il est possible de lui accorder. Il s'agit de miner la réputation de *L'actualité* et de montrer que, finalement, d'un point de vue de l'idéologie et du travail éditorial, les journaux jaunes et *L'actualité* entretiennent les mêmes visées, produisent les mêmes effets, reconduisent les mêmes stéréotypes. L'analogie établit cette connexion idéologique entre les deux entreprises. *L'actualité*, empruntant aux procédés de la presse à potins (titres et couvertures accrocheurs, vérités déformées), entretient avec elle un rapport analogue à l'information.

Les têtes de pioche installent une distance entre leur entreprise, *L'actualité* et les journaux jaunes, une distance que le compte rendu de lecture qu'elles effectuent dans « La Riposte des femmes » contribue à instaurer. Par exemple, le fait même de noter les accointances idéologiques entre le pendant francophone du *McClean's* et la presse à potins, en plus de rectifier un discours qu'elles considèrent comme fautif et diffamant, permet aux *Tdp* de s'en dissocier : elles disqualifient leur adversaire en le plaçant hors du champ des médias sérieux, un champ auquel elles, par contre, appartiennent – en termes de traitement de l'information. Cela permet au journal féministe de rehausser sa crédibilité en tant que média et de peaufiner son image en se donnant à voir comme un média fiable. Cette idée est d'ailleurs renforcée par le fait que ce sont plusieurs groupes de femmes et féministes établis qui dénoncent conjointement l'article de *L'actualité*. C'est en fait ce texte de « protestation conjointe » dont *Les têtes de pioche* sont signataires qu'elles choisissent de publier en leurs pages : « [La protestation conjointe que voici] est endossée par des groupes comme la F.F.Q., l'AFÉAS, le R.A.I.F., le R.F.Q. et *Les têtes de pioche*. Vous trouverez donc à la suite du texte conjoint, la mise au point de notre journal. » (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1) Avec la publication de cette « riposte » conjointe, *Les têtes de pioche* se présentent non seulement comme un organe où se forme une sociabilité féministe : le journal montre qu'il n'est pas isolé des autres groupes qui couvrent le spectre des modes militantismes du féminisme et qu'il en est partie prenante, comme d'autres groupes plus ou moins radicaux actifs dans le mouvement des femmes du Québec. La revue *Les têtes de pioches* fait sienne la parole

commune de plusieurs groupes de femmes en publiant en ses pages un texte conjointement signé par plusieurs regroupements et collectifs féministes. Il y a dès lors un travail simultané sur l'éthos du mouvement des femmes et sur l'éthos de *Tdp* lui-même. À la suite du texte de revendications conjointes, on trouve aussi un texte qui rectifie la présentation des *Têtes de pioche* que fait *L'actualité*, un bilan qui pourrait aisément servir d'exemple à ces propos de Myriame El Yamani : « Mais, [si les médias majoritaires] camouflent, ornent ou manipulent ces fragments de réel qu'ils sont censés dévoiler, ils vont encore plus loin. Ils agissent, à mon avis, comme instruments de dénigrement du féminisme, en récupérant pour l'annuler la parole autonome des femmes. » (El Yamani, 1998 : 223)

Un mouvement qui connaît son histoire et les groupes qui la constituent.

Une grande portion de l'article est consacrée à rétablir une histoire que brime et modifie le « bilan bidon » fournit par *L'actualité* dans son article, un bilan que l'on considère réducteur et pour lequel on taxe Micheline Lachance et Pierre Godin, les auteurs de « Dix ans de révolte », de ridiculiser et même de détruire la solidarité des femmes⁶⁵. Or, cette solidarité, les signataires de l'article, par son mode de rédaction et d'émission même, contribuent à la reconstruire. Endossé par plusieurs groupes de femmes qui, grosso modo, couvrent le spectre idéologique du féminisme, l'article présente un féminisme dont le champ d'action et de réflexion dépasse même largement le noyau des signataires, dressant le portrait d'un mouvement foisonnant et agissant dans plusieurs sphères. Par la démonstration du caractère concret des actions du féminisme, il répond au discours de *L'actualité* qui, lui, rend diffuse et intangible une lutte pourtant fondée sur des revendications dont les moyens d'action précis pourraient éventuellement remédier à une oppression réelle :

Historiquement, bilan-bidon en deux temps, trois mouvements : mention des suffragettes des années '40, de la Fédération des femmes du Québec, de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, du Regroupement des femmes québécoises, du journal *Les têtes de pioche* et encore pour les ridiculiser. Mais où est-il question du réseau d'information pour les femmes, des cercles, du Comité national pour l'avortement libre et

⁶⁵ Opération rhétorique que l'on peut aussi considérer à la lumière des observations théoriques de Dick Hebdige, citées plus haut.

gratuit, des comités de la condition féminine, des syndicats, des centres d'aide aux victimes de viol et aux femmes battues, des centres d'auto-santé, des maisons d'édition de femmes, des maisons de femmes, du comité de condition féminine du Parti québécois et des centaines d'autres? Où est-il question de la somme des dossiers, de mémoires et d'analyses réalisés par ces groupes et, notamment par le Conseil du statut de la femme. (*Id.*)

Dans cet extrait, l'énumération donne à décrire l'ampleur du mouvement québécois des femmes, car elle crée un effet d'accumulation. Cette stratégie discursive place en confrontation du bilan de *L'actualité*. La polyphonie des voix qui caractérise la prise de parole de ces différents groupes féministes dans l'espace social est à la fois mise en valeur par la démonstration de sa diversité et condensée, concentrée, en une seule voix. Celle-là émet haut et fort des considérations au nom du mouvement des femmes québécoises dans son entièreté. Cette double articulation consolide la solidarité entre les groupes tout en respectant la spécificité de chacun, ce qui fait la richesse et la complétude du mouvement. Il s'agit de briser le processus de récupération (qui, par la bande, participe aussi d'un processus de stéréotypage) auquel s'adonne le « triste bilan » de *L'actualité* où « aucune femme engagée n'échappe à la série des étiquettes injurieuses : réactionnaire, conservatrice, enragée, ennemie des hommes, sorcière ou bitch (traduction : chienne). » (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1) Cette réponse permet aussi aux *Têtes de pioche* de signifier qu'elles prennent part à ce foisonnement d'initiatives qu'elles décrivent, un foisonnement où, du reste, elles occupent une place précise qu'il convient de définir plus avant, ce à quoi est dédiée la deuxième partie de l'article.

Dans la deuxième partie de l'article, *Les têtes de pioche* présentent leur initiative en rectifiant les informations fautives que véhicule *L'actualité* à leur sujet. C'est par cette voie que *Tdp* construit une image visant à retravailler son éthos préalable, c'est-à-dire celui qui circule dans le discours social par le moyen d'autres organes que ceux strictement féministes. Ruth Amossy considère qu'une « prise en compte directe de la parole de l'autre dans la construction de l'éthos, si elle est généralisée, est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de construire une réputation, de conforter une identité ou d'investir une position de pouvoir [...] (Amossy, 2010 : 155) ». Dans le cas des féministes radicales québécoises, cette prise en compte de la parole de l'autre est aussi essentielle, car c'est

précisément pour court-circuiter le processus de stéréotypage (« l'entreprise de salissage ») qui transite par elle que la mise au point des *Têtes de pioche* est effectuée :

Le journal *Les têtes de pioche* est un mensuel féministe radical et non féministe radical lesbien. Si d'autres personnes ont fait une telle affirmation qu'ils ont prise à leur compte, on peut les féliciter de leur souci de vérifier ce qu'ils lisent ailleurs! Ce journal compte actuellement 500 abonnés (il y a des hommes qui y souscrivent) et publie des textes écrits par des femmes : informations, analyses, essais, etc.

En qualifiant le journal de féministe radical lesbien, les auteurs de « 10 ans de révolte » démontrent une méconnaissance flagrante de ce qu'est le féminisme radical. Le féminisme radical fait reposer l'oppression de la femme non sur le système social ou économique, sur le système patriarcal [...] Une féministe radicale peut faire une telle analyse de la condition féminine politiquement parlant et vivre sa vie privée avec un homme, comme une séparatiste peut vivre avec un Anglais et une noire avec un blanc! Il y a dans tous ces mouvements des attitudes extrêmes qui sont de rejeter « l'autre » complètement. De même, chez les lesbiennes qui rejettent totalement dans leur vie privée l'idée de vivre avec un homme leur vie sexuelle, mais ce ne sont pas toutes les féministes radicales qui le font.

Le journal ouvre ses colonnes à toutes les femmes, quelle que soit la façon dont elles décident de vivre leur vie privée. (*Tdp*, sept.-oct. 1978 : 1)

Les têtes de pioche se présentent comme un groupe plus ouvert que ce que les médias traditionnels laissent croire et tentent ainsi d'élargir le spectre des lectorats qu'il serait éventuellement possible d'atteindre, en y incluant notamment les hommes et les hétérosexuelles. Ainsi, plutôt que de se construire une réputation ou de la conforter, comme le suggère Amossy dans l'extrait plus haut, il s'agit, pour les féministes, de la corriger, de la changer en entrant dans ce jeu de répliques qui s'établit entre l'éthos préalable et l'éthos effectif. Elles offrent une réponse à cette réputation accolée aux féministes qui les taxe de haïr les hommes et de vouloir vivre dans un monde exclusivement féminin pour contrer l'organisation patriarcale de la société en pratiquant le lesbianisme politique : « Construire une image de soi, c'est toujours s'engager dans un dialogue avec ce que les autres ont dit de nous et l'idée qu'ils se font de notre personne. C'est donc aussi réagir aux aspects négatifs de l'éthos préalable : le locuteur tente de transformer des représentations qui ne conviennent pas aux buts poursuivis ou qui ne répondent pas à ses besoins identitaires. » (Amossy, 2012 : 72) On trouve plusieurs marques de cet éthos préalable dans l'extrait; le simple fait qu'il soit formulé sous la forme d'une réponse le révèle, puisqu'on répond le plus souvent à une instance qui soit s'est adressée à nous ou s'est adressée à d'autres, mais

à propos de nous, le cas échéant. Toujours est-il que, composé sous l'angle de la réponse, l'énoncé permet de déduire que les éléments corrigés sont transmis dans le texte de *L'actualité*, notamment, mais aussi dans certains autres médias. *Les têtes de pioche* laissent sous-entendre par exemple que les auteurs de « Dix ans de révolte » ont repris à leur compte certaines informations fautives transmises ailleurs sans les vérifier, d'où la nécessité de la rectification effectuée. Le sarcasme permet la critique et même le discrédite : « Si d'autres personnes ont fait une telle affirmation qu'ils ont prise à leur compte, on peut les féliciter de leur souci de vérifier ce qu'ils lisent ailleurs! », pestent *Les têtes de pioche*. Le point d'exclamation laisse sous-entendre l'étonnement, mais surtout la vigueur avec laquelle la réponse est énoncée. Les rédactrices emploient plusieurs stratégies qui orientent le discours de manière à donner l'heure juste sur son positionnement dans le champ médiatique, mais aussi au sein du mouvement féministe lui-même. *Les têtes de pioche* compte 500 abonnés, c'est un mensuel féministe radical et donc, alternatif. Il apparaît néanmoins plus crédible que *L'actualité*, dont les articles présentent des informations qui ne sont pas vérifiées et sont fautives. *Les têtes de pioche* n'investissent pas de positions extrêmes, comme certaines autres féministes qu'elles qualifient ainsi. Elles sont aussi capables de négocier avec « l'autre », terme qu'elles placent entre guillemets dans le texte, comme pour le nuancer, pour montrer que ce n'est pas le terme tout à fait juste. Enfin, ses colonnes sont ouvertes, aptes à accueillir quelque femme que ce soit, lesbienne ou hétérosexuelle, autant comme auteure que comme lectrice.

Les têtes de pioche constitue néanmoins un collectif féministe radical dans son acception courante en études féministes. Le féminisme radical considère que la lutte des femmes n'est réductible à aucune autre, ni la lutte ouvrière ni la lutte au colonialisme. Par conséquent, les féministes radicales considèrent que l'oppression des femmes existe en elle-même et donc, indifféremment de la structure économique de la société. Tout au long des années de publication, *Les têtes de pioche* ont tenté d'établir la spécificité de la lutte des femmes par un discours qui tend à devenir autonome par rapport aux référents idéologiques du marxisme, à son vocabulaire et à sa rhétorique. En fait, il est juste de dire que, par leur prise de parole dans *Les têtes de pioche*, les féministes ont ni plus ni moins performé leur autonomie. Le rapport à la gauche s'établit donc par la négative, c'est-à-dire par le

détachement du discours vis-à-vis de l'idéologie marxiste et de la communauté m.-l.; à cet effet, *Les têtes de pioche* procèdent à une forme de reconfiguration du discours des féministes et cela marque un changement important en ce qu'il devient d'autant plus autonome. Là, la parole est action et l'action est parole. Les prochaines pages seront dédiées à montrer que *Les têtes de pioche* ont établi la spécificité de l'idéologie féministe à travers leur discours culturel et leur discours sur la gauche, lequel révèle l'autonomie qu'elles tentent d'acquérir par rapport aux autres discours politiques de leur époque.

***Les têtes de pioche*, la culture féministe spécifique et la pensée autonome**

De la même façon que dans le champ médiatique les féministes ont effectué un retranchement vers la sphère restreinte à un moment précis de leur parcours éditorial, les prises de position du collectif *Les têtes de pioche* sur le plan culturel sont en phase avec l'effort d'autonomisation du discours et sont ainsi constituantes de la culture féministe elle-même. Le discours culturel des féministes de *Têtes de pioche* ne concerne pas tant le public général comme le public féministe plus strictement.

Dès les premiers numéros, voire les premières pages, des *Têtes de pioche*, un élément apparaît très clairement. En effet, étonnamment, malgré les relations qui lient le réseau formaliste au réseau du collectif, on ne trouve aucun texte de création signé par les poètes déjà bien établies dans le champ littéraire, comme on l'a vu un peu avant. On peut réitérer ainsi une hypothèse de recherche que l'on a énoncée précédemment et qui stipule que les membres du collectif *Les têtes de pioche* procèdent au gommage de leur identité d'artiste et d'actrice, dont la pratique est importante dans le champ littéraire de l'époque. En plus, aucun objet culturel qui n'est issu de la sphère strictement féministe n'est relayé. Les 25 numéros du journal présentent tous quelques objets culturels : un dossier sur la librairie des femmes, un sur Les éditions du remue-ménage, des comptes rendus de lecture de textes féministes comme ceux de Louky Bersianik ou de Jovette Marchessault, autant de publications qui traitent, sous différents angles, de l'oppression des femmes. L'objectif, toujours, demeure d'assurer la transmission des initiatives féministes pour montrer

l'organicité du mouvement de même que d'y participer. Ce relais répond à une fonction rhétorique précise. Il s'agit en effet de montrer la nécessité de ces initiatives qui deviennent, toutes, un lieu d'expression créé par les femmes pour les femmes, à l'image de la revue elle-même. En fait, autant les objets culturels qui sont présentés le sont davantage pour leurs valeurs en tant qu'initiatives féministes que pour leur qualité littéraire ou esthétique, autant même les textes de création littéraire que présente *Les têtes de pioche* ont davantage la valeur du témoignage que de la parole littéraire au sens strict. Ce qui est mis de l'avant, c'est toujours plutôt le discours que la forme, plutôt l'expression d'une voix de femme/féministe qu'une voix de poète ou de littéraire. C'est au moins ce que laisse entendre le discours critique qui accompagne, toujours, les initiatives – et même lorsqu'il s'agit de compte rendu de lecture, comme celui de *L'Euguélienne*, par exemple :

Lorsque j'ai lu dans un cadre publicitaire du journal *La Presse* que le PREMIER GRAND ROMAN FÉMINISTE venait de paraître, je me suis méfiée : le mot féminisme, si craint d'habitude, risquait de devenir de la pâte molle à publicité payante. Lorsque j'ai feuilleté le livre, au hasard, j'ai douté de mon doute. Ce livre, résultat d'un travail patient et soigné, est effectivement la marque d'une féministe. Référence

Le ton de ce compte rendu de lecture est davantage celui d'une prescription que celui d'une critique littéraire, comme si le passage par *Les têtes de pioche* assurait un certain contrôle de la qualité idéologique du produit. Martine Ross, qui signe l'article, donne son aval au produit : elle le marque du sceau féministe. S'il est relayé par *Les têtes de pioche*, *L'Euguélienne* est alors un vrai roman féministe, vérification faite après le doute qu'a semé la publicité du roman dans *La Presse*, dont l'auteure assume le biais idéologique en faveur du gain et en défaveur, donc, de la réelle pensée féministe (pas celle, édulcorée, transmise par les médias traditionnels). Certes, Martine Ross évoque quelques qualités au travail sans doute plus strictement littéraire de Bersianik, le livre étant le « résultat d'un travail patient et soigné », mais c'est davantage sa façon de porter l'idéologie féministe qui est évaluée :

À la lecture de L'EUGUELIONNE, je me suis remémoré le plaisir que m'avait causé Nietzsche dix ans plus tôt lorsqu'il faisait parler Zarathoustra. L'EUGUELIONNE ressemble dans sa forme à AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA. Si Nietzsche a pu faire mourir Dieu, espérons que Louky Bersianik pourra faire mourir l'Homme. [...] Louky remercie les personnes qui l'ont aidée, dont son compagnon. Je connais des hommes qui font taper leurs manuscrits gratuitement par leurs femmes [sic] sans jamais les nommer. Bravo ma sœur.

En comparant *L'Euguélonne* à *Ainsi parlait Zarathoustra*, la rédactrice fait la preuve qu'elle connaît la culture légitime, qu'elle a lu ses classiques et qu'elle porte en elle le bagage culturel nécessaire à la critique de cette même institution culturelle dont elle est issue. Plus important encore, et c'est là en fait l'enjeu du discours culturel du collectif *Les têtes de pioche*, Ross crée une solidarité – voire une sororité – entre les initiatives féministes, par la simple interjection « Bravo ma sœur ». L'idée est d'assurer une cohésion entre les actions et le discours, puis entre les différentes entreprises que fait naître le féminisme pour ainsi créer le regroupement, comme si la revue permettait de le cimenter, de faire tenir ensemble les briques d'un même édifice et de créer le lieu féministe, c'est-à-dire sa culture propre.

Les articles qui portent sur Les éditions du remue-ménage ou La librairie des femmes occupent aussi cette fonction. Les initiatives culturelles des féministes ne font qu'une, elles sont plus qu'une somme. Posée dans un rapport dialectique, chacune des initiatives relayées forme un tout. Ensemble, ces initiatives dépassent l'addition des parties et forment le front commun que représente le discours qui les met en relation. En plus, il est montré que les initiatives ont un effet concret sur la vie des femmes qui en profitent, certes, mais aussi et peut-être surtout sur la vie de celles qui les réalisent. Le texte de présentation de La librairie des femmes d'ici, par exemple, illustre bien cela :

Un beau matin, lasse d'être à la merci d'un crétin de patron, de toucher une allocation de famine, de vivre ce dédoublement de personnalité entre ce que je suis, ce que je pense et ce rôle de composition que je devais tenir pour éviter la mise à pied, cet heureux matin, donc, j'ai renoncé au mi-temps. Je suis devenue féministe à temps plein.

Entreprise exaltante, mais aussi combien exigeante. Car cette expérience, bien que jeune encore, met en lumière certaines contradictions, lève des points d'interrogation multiples et ma vision des choses, en se frottant constamment au vécu des autres femmes, ne cesse de changer, de se remodeler, d'évoluer. En somme, c'est l'épreuve qu'a à subir notre sororité. La réussite de la librairie lui est « vitalement » liée.

Bientôt quatre mois, et la nouvelle née commence à montrer des signes de vigueur qui ne trompent pas. Ainsi, cette femme âgée tantôt de 25 ans, tantôt de 35 ans, consciente, quelques fois militante qui vient à la librairie avec assiduité [...]. Il faut avoir longtemps cherché en vain un endroit où il eut été possible de se regrouper pour échanger

spontanément en tant que femme, pour savoir qu'une librairie-rencontre pour femmes, ce n'est pas un luxe dans nos vies.

Il faut avoir vu Danielle, Louise, Lucie, Anne, Alice, Éliette, Estelle, mettre la main à la pâte pour retaper ce vieux local qui allait devenir notre librairie, pour savoir que la solidarité entre les femmes, ça existe. Et que c'est beau. (*Tdp*, mars 1976 : 5)

C'est donc à l'action que se confronte l'idéologie, « la sororité » : la réussite du projet est d'ailleurs pointée comme un corollaire à l'établissement et à la mise en pratique d'une sororité féministe. On désigne la création de la librairie comme une épreuve qui, dans le texte, devient un prisme à travers lequel il est possible d'observer le mouvement des femmes. Ce mouvement se construit en même temps que son discours s'incarne en des actions ou des initiatives concrètes, d'où l'importance de les placer dans un milieu, dans une logique spécifique qui trouve sa cohérence dans les jeux spéculaires et les renvois réciproques entre les initiatives et les discours : « [...] Tout ce que j'ai envie d'ajouter maintenant, c'est qu'aussi importante qu'aura été dans l'histoire des Québécoises la naissance d'une librairie des femmes, aussi grande sera l'influence d'un journal de femmes sur notre avenir à toutes. C'est en continuant de reprendre la parole, notre parole, que nous bâtirons nos vies et celle de nos filles. (*Ibid.*) » On le voit, les deux initiatives sont pointées comme aussi importantes l'une que l'autre pour la libération des femmes. Il s'agit là d'une entreprise où les femmes prennent la parole et ont ainsi une prise sur leur avenir en tant que femmes et féministes.

Les têtes de pioche présente un autre exemple des solidarités qui sont créées entre les initiatives féministes dans le discours culturel du journal. En effet, tout un article porte sur Les éditions du remue-ménage, la désormais célèbre maison d'édition féministe qui, en 1976, vient tout juste d'être fondée et présente son premier livre :

C'est le premier livre d'une nouvelle maison d'édition féministe à Montréal, les Éditions du Remue-Ménage installées depuis le mois de mai au 4801 Henri-Julien (au coin Villeneuve). C'est une pièce de théâtre écrite et jouée par le théâtre des Cuisines. Les éditions du Remue-Ménage ont choisi cette pièce pour leur première publication parce que le sujet leur apparaît particulièrement important pour la lutte des femmes. La pièce décrit l'exploitation quotidienne et spécifique des femmes : le travail ménager. Elle montre les conditions de ce travail :

– horaire : 79 heures par semaine

- salaire : nul
- vacances : nulles – doit maintenir son service 7 jours sur 7
- promotion : nulle
- sécurité : relative, les licenciements vers la cinquantaine sont en augmentation
- avantages annexes : nourriture, logement, habillement
- autres avantages : amour, confort, voyages dépendront du tempérament et du revenu du chef de la famille. (*Tdp*, sept. 1976 : 5)

L'idée que sous-tend la promotion d'un objet culturel précis (une pièce de théâtre publiée dans une maison d'édition féministe tout juste fondée), concerne l'union des deux projets, établissant une sorte de rapport causal entre les deux entreprises : la diffusion du texte féministe est indéfectiblement liée à la maison d'édition dont on fait la promotion dans la revue, parce qu'elle publie un texte qui concerne de près les revendications du féminisme. C'est ainsi que la solidarité entre les différentes initiatives féministes est pointée comme irréductible et essentielle, non seulement parce qu'elle fait la preuve de la vitalité du mouvement, mais en plus parce qu'elle fait la preuve qu'une initiative en provoque une autre, que chacune naît dans le terreau de l'autre. La revue se présente comme le creuset où se rencontrent les initiatives du mouvement. Cet exemple constitue encore une preuve du caractère récursif du mouvement féministe, comme s'il pouvait créer et commenter son propre déroulement à mesure même qu'il advient.

Les féministes de *Têtes de pioche*, si elles sont solidaires, ne sont pas complaisantes en ce sens qu'elles ne critiquent pas que positivement les initiatives et les projets artistiques de leurs consœurs. Dans sa critique de *Retailles*, le livre de Denise Boucher et Madeleine Gagnon, Jovette Marchessault se montre très critique :

Deux des missionnaires les plus en vue de notre communauté viennent de publier un livre admirable, « Retraite⁶⁶ », ou le missionnariat dans toute sa gloire : papaguidant, phalloéclairant, pouvoiraillant.

Il est clair que le livre n'a pas été écrit pour déranger, ni pour détruire. Encore moins pour démolir. « Retraite » est un livre de réconciliation... La guerre des sexes n'aura pas lieu, car « Retraite » n'aura pas lieu, car « Retraite » est le plus livre de « conservation » pour protéger les espèces menacées, que nous ayons eu le plaisir de lire depuis fort longtemps. [...]

« Retraite » apprend aux femmes d'hier, d'aujourd'hui et de demain, que la

⁶⁶ Il s'agit ici du livre *Retailles* écrit par Denise Boucher et Madeleine Gagnon. Éditions de l'Étincelle, 1976.

réflexion, le travail en groupe, la création littéraire leur sied mal, sans la participénisation des hommes. [...]

P.S. – Si nos sœurs missionnaires m’avaient consultée avant la publication, j’aurais pu leur suggérer un titre plus adéquat : « Recul » – en un seul mot. (*Tdp*, sept. 1976 : 6)

Le travail sur le style qu’effectue Marchessault dans sa critique, avec l’emploi de mots-valises notamment, (« papaguidant », « phalloéclairant », « pouvoiraissant », « participénisation ») permet d’insérer dans le discours des référents au patriarcat, comme pour montrer à quel point la structure est intégrée, à quel point l’ouvrage de Boucher et de Gagnon va dans le sens des idées dominantes. La critique de Jovette Marchessault compare Denise Boucher et Madeleine Gagnon à des missionnaires, celles, donc, qui, chargées d’une mission, font la propagande de l’objet de leur croyance. Il va de soi que, pour une féministe radicale, se faire comparer à une missionnaire (le terme induit la référence à l’idéologie chrétienne) constitue déjà une insulte. Ce qui est significatif dans cet extrait concerne la rigueur critique des *Têtes de pioche*, pour qui il n’est pas question d’encenser naïvement tous les produits de la culture féministe; les collaboratrices du journal sont pourvues d’esprit critique et travaillent ainsi dans l’intérêt réel du mouvement en fonction de leur franchise, d’une part, mais aussi et surtout en fonction de l’idéologie à laquelle elles adhèrent parmi la variété féministe. Le fait de critiquer aussi sévèrement une œuvre féministe, par exemple, témoigne aussi de cette variété. Cela constitue aussi une façon pour le collectif de se montrer pluriel et ouvert aux différents points de vue sur le féminisme.

« Some American Feminists » : solidaires par-delà les différences

La critique que fait Madeleine Howard-Egré à propos du film de Luce Guilbeault, de Nicole Brossard et de Margaret Wescott, *Some American Feminist*, témoigne aussi de cette diversité que l’on tente de représenter dans *Les têtes pioche*; le collectif se montre ainsi conscient de la variété des subjectivités et des appartenances idéologiques, même parmi les féministes radicales :

Ces femmes qu'on a lu [sic] ou dont on a entendu parler, il était bon de les voir et de les entendre, de revivre avec elles quelques moments du passé, connaître un peu leur présent et partager le temps d'un instant, le temps d'une image, leurs craintes et leurs espoirs pour demain. De là découle le grand intérêt du film, de cette communion qui s'établit dès la toute première image entre ces femmes américaines et nous. Chaque femme nous transmet, à sa façon, un message d'amour et de solidarité.

Howard-Egré le mentionne, les féministes qui paraissent dans le documentaire sont connues des Québécoises qui évoluent dans les cercles féministes. L'idée mise de l'avant dans la critique concerne une solidarité qui prime sur les divergences. Cette solidarité, ou cette union des voix, est créée par le film qui les réunit en un seul et même lieu de discours – le documentaire. Le texte permet de bien comprendre aussi que *Some American Feminist* crée une sorte de proximité entre les féministes américaines et les spectatrices, dont les féministes québécoises. Ce rapprochement de l'intimité des théoriciennes féministes telles que Ti-Grace Atkinson, Kate Millett et Betty Friedan, entre autres, relève plus de l'anthropologie féministe, du témoignage, que de la représentation en tant que telle. Or, cela s'inscrit de manière tout à fait cohérente et illustre, même, un aspect important du discours culturel des féministes des *Têtes de pioche*.

+ + +

La politique du mâle

En 1971, l'Américaine Kate Millett publie la version traduite de sa thèse de doctorat *La politique du mâle* (Millett, 1971), où elle analyse l'expression du patriarcat dans certaines œuvres de la littérature occidentale. Son essai constituera l'un des textes phares du féminisme de la deuxième vague, entre autres, en raison des éléments théoriques qu'elle pose dans le chapitre deux de sa thèse intitulée « Théorie de la politique sexuelle ». Consacré à « montrer que le sexe est une catégorie sociale ayant des implications politiques » (Millett, 1971 : 37), ce chapitre fera l'effet d'une bombe dans les cercles féministes et orientera de manière éminente la réflexion des féministes de plusieurs générations et de partout à travers le monde. Sous la plume de Millett, la prégnance du pouvoir patriarcal se décuple et apparaît comme une oppression évidente, mais sournoise,

parce qu'intériorisée; elle est présente dans toutes les sphères de la vie politique, sociale, biologique et culturelle des femmes :

L'un des éléments de notre ordre social qui échappe à l'étude et passe même souvent inaperçu (ce qui ne l'empêche pas d'être institutionnalisé), c'est le droit de naissance prioritaire grâce auquel le mâle domine la femelle. Une forme extrêmement ingénieuse de "colonisation intérieure" s'est développée grâce à ce système. Elle tend en outre à être plus solide que n'importe quelle autre forme de ségrégation, plus rigoureuse que la stratification des classes, plus uniforme et certainement plus durable. Aussi discrète que puisse être actuellement son apparence, la domination sexuelle est sans doute l'idéologie la plus répandue de notre culture et lui fournit son concept de puissance le plus fondamental.

S'il en est ainsi, c'est parce que notre société, comme toutes les autres civilisations historiques, est patriarcale. (Millet, 1971 : 38-39)

Fondamentalement radicale, la pensée de Millett trouvera des échos dans le discours des *Têtes de pioche* qui, sans nécessairement la citer directement, présenteront un discours qui abonde manifestement dans le même sens qu'elle⁶⁷. Aussi, *Les têtes de pioche* tenteront-elles d'introduire des éléments théoriques qui visent à mettre en lumière les ramifications de l'asservissement des femmes aux hommes, et ce, dans toutes les sphères de leur vie. Grâce à des textes comme ceux de Millett notamment, la prise de conscience de féministes comme celles qui sont membres de *Têtes de pioche* est effectuée; elles poursuivent désormais le chemin de la compréhension et de l'expression de leur désir de libération. Colette Guillaumin prétend que « l'entrée des minoritaires dans le domaine théorique ne conduit pas à proprement parler à un "affinement" ou à une "diversification" des connaissances. [Que] [c]ela certes peut se produire, mais [que] l'essentiel n'est pas là [:] il est dans le bouleversement des perspectives, dans la subversion qu'ils introduisent. » (Guillaumin, 1981 : 21) Ainsi, poursuit-elle, « la fortune de *Sexual Politics* [(La politique du mâle)] de Kate Millet [sic] est plus emblématique que théorique » (Guillaumin, 1981 : 22). C'est exactement de cette façon que l'influence de Millett se fait sentir dans les textes de la revue : discrètement, en filigrane, dans l'implicite de son allégeance radicale, *Les têtes de pioche* s'inscrit dans le sillon théorique qu'a initié *La politique du mâle*.

⁶⁷ *La Vie en rose* fera aussi une entrevue (menée par Lise Moisan et Sylvie Dupont) avec Kate Millett dans le numéro d'octobre 1984.

Les postulats de la pensée des radicales américaines, y compris en ce qui concerne leur réflexion par rapport à la pensée marxiste, sont au cœur de la réflexion que mènent les rédactrices de *Têtes de pioche*. En effet, l'influence de la théorie féministe est patente en ce qu'elles ont tenté de construire, par la prise de parole dans une revue créée pour les femmes par des femmes, la spécificité de la lutte féministe, associée pour elles trop directement, on l'a vu avec l'analyse de *Québécoises deboutte!*, à la libération nationale et à la libération des classes ouvrières. Pour les rédactrices de *Têtes de pioche*, la caractéristique première de la lutte des femmes concerne son caractère distinct. Tout au long des années de publication, elles s'emploieront à démontrer cette spécificité.

« Ne pas prendre en charge toutes les misères phallogocratiques »

Les années que couvre la publication du journal *Les têtes de pioche* comptent parmi les plus actives de l'effervescence m.-l.. Jean-Philippe Warren le note : « Les années 1975-1978 correspondent sans doute à la période la plus agitée et la plus agissante du ML-isme. Le 1^{er} mai, à Montréal, ils étaient 3000 sympathisants à descendre dans les rues en chantant l'internationale ou en scandant des slogans anti-impérialistes » (Warren, 2007 : 20). Les femmes ont ainsi eu l'occasion, à l'époque, de militer concrètement au sein de groupes de la gauche⁶⁸ et de constater que la lutte des femmes au sein de l'extrême gauche québécoise est réprimée. Dumont et Toupin l'ont noté :

Le changement de situation des femmes passe par le travail salarié et la lutte avec leurs camarades sur les lieux de travail, afin de faire éclater les contradictions du système économique et contribuer à renverser le capitalisme. Il s'agit d'une lutte de classe et, dans cette optique, les femmes font partie de la même classe que leur mari. Pour les socialistes en général, les rapports inégalitaires hommes-femmes ne constituent pas un problème central.

Il n'y a pas de place pour une lutte autonome des femmes dans le dispositif de pensée socialiste. Leur oppression n'est qu'un effet du capitalisme. C'est cette place secondaire des femmes, autant dans l'analyse que dans l'organisation même des groupes qui se réclament du socialisme, que refuseront des militantes du nouveau féminisme qui formeront des « groupes autonomes de femmes » au tournant des années 1970 un peu partout en Occident. (Dumont et Toupin, 2003 : 455-456)

⁶⁸ Voir à cet effet la thèse de Diane Lessard, *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*.

Ainsi, les femmes se sont impliquées avec leurs camarades dans la lutte syndicaliste – à une époque où le syndicalisme est étroitement associé aux groupes de gauche et à l'idéologie socialiste (Warren, 2007). Dès lors que les femmes militent dans les syndicats, elles s'associent à une certaine idéologie de la gauche. De cela, *Québécoises deboutte!* en fait état, présentant par exemple le portrait de Madeleine Parent (*QcD!*, septembre 1973 : 18), des articles sur la lutte des travailleuses (*QcD!*, juin 1973 : 42) et un petit lexique syndical (*QcD!*, mars 1973 : 23), notamment. Nous avons vu, donc, que, pour le collectif du Centre des femmes, marxisme et féminisme vont de pair et que ce marxisme qu'exprime *QcD!* transite lui-même par une implication des femmes dans les syndicats et la lutte des travailleuses. Or, en militant, les femmes ont eu l'occasion de constater que leur lutte et leur discours sont submergés, engloutis par celui des militants marxistes :

1976 marque également un reflux en ce qui concerne la reconnaissance du mouvement [des femmes]. Alors qu'en 1975, le 8 mars avait été préparé conjointement par les centrales syndicales, les groupes de femmes et certaines composantes de l'extrême gauche, l'année suivante, les féministes se voient spoliées de leur seule apparition au calendrier révolutionnaire. Finie l'unité! Les centrales syndicales et les principales organisations d'extrême-gauche se sentent suffisamment fortes pour organiser le 8 mars à leur manière; économiste pour les premières, car seuls comptent les problèmes des femmes sur le marché du travail; idéologistes pour les secondes, qui en font l'occasion d'une ode à Staline. (Lamoureux, 1986 : 134)

En ce qui concerne *Les têtes de pioche*, et revenons du coup à la citation de Dumont et de Toupin, on constate une sorte de détachement des luttes syndicales ainsi que des mouvements et groupes du « Québec rouge », comme le nomme Warren, pour centrer l'attention sur la lutte des femmes. Cela entraînera une sorte de rupture entre les deux idéologies. La plateforme éditoriale a aussi constitué une façon de plus, pour le collectif, de créer son indépendance et son autonomie comme groupe féministe dans le champ social et intellectuel.

Les têtes de pioche se constituent comme collectif féministe dans et par la parole. À travers elle, elles instituent aussi un nouveau rapport des femmes au politique en nommant l'oppression des femmes comme fondamentale, en affirmant sa primauté sur les autres oppressions et en n'ayant pour référent que leur expérience de cette oppression dont elles témoignent. *Les têtes de pioche* ont mis de l'avant un discours qui vise à établir la

spécificité de la lutte des femmes; elles procèdent à une forme de reconfiguration du discours des féministes et cela marque un changement important en ce qu'il tend, lui aussi, à devenir autonome sur le plan des référents idéologiques et du discours, mais aussi sur le plan du vocabulaire et de la rhétorique. En effet, d'un point de vue rhétorique, le discours féministe tire profit de cet éloignement sémantique : dans le langage, les deux luttes (de classes et de sexes) ne se confondent plus, elles trouvent leur expression spécifique. Voici un exemple :

Il n'est pas simple de parler du travail fait par les femmes dans une société patriarcale. Les tâches sont multiples : du travail ménager non rémunéré au travail mal payé que les femmes accomplissent dans les emplois de subalternes que leur réserve la société des hommes. Une réserve inépuisable de bras et de ventres que l'on manipule à volonté selon les époques et les priorités économiques ou militaires des gouvernements. Il n'est pas facile de parler du travail des femmes parce qu'il est étroitement lié à la vie sentimentale, affective et sexuelle. Le travail des femmes est autant lié aux institutions du mariage et de l'hétérosexualité qu'il peut l'être au cheap labor de l'entreprise privée et aux intérêts de l'État. Aussi est-il difficile de départager qui de l'État, du capitalisme ou du mâle profite de l'énergie des femmes. Mais une chose est certaine : la force de travail des femmes bénéficie à tous les mâles. Telle est *l'organisation du travail* pour les femmes. Étrange à dire, mais il nous semble que le seul travail qui bénéficie présentement aux femmes est le travail accompli par des femmes pour des femmes en vue d'une modification des rapports de force masculin/féminin.

Lorsque nous parlons du travail des femmes, ce n'est pas uniquement pour établir une juste corrélation monétaire avec la dépense d'énergie que chaque femme vend à son employeur ou qu'elle donne à son mari. Exemple : tel travail – tel salaire. [...]

Parler du travail des femmes c'est [...] parler de l'absolue nécessité d'une lutte quotidienne et politique pour arracher à l'entreprise privée, à l'État et aux maris la juste part qui nous revient du travail que nous accomplissons. Il faut donc trouver à travers la solidarité des femmes nos propres moyens d'intimidation et de luttes. (*Tdp*, mai 1977 : 2)

Comme le montre l'extrait, le collectif ajuste sa rhétorique et son discours de manière à démontrer, encore une fois, la primauté de cette structure de pouvoir que constitue le patriarcat. Même si le thème de l'article, c'est-à-dire le travail des femmes, pourrait naturellement induire l'emploi d'un vocabulaire inspiré de l'idéologie marxiste qui sert à nommer les éléments constitutifs de la lutte des classes et l'oppression de la classe ouvrière. Ici, l'argument est développé selon la logique féministe : on ne parle pas de la bourgeoisie pour parler de la classe dominante, on traite plutôt de la société des hommes. De même, en montrant que la question du travail des femmes est directement liée à la sphère privée de

leur vie (« vie sentimentale, affective et sexuelle »), les rédactrices soutiennent qu'elles ne sont pas asservies par le capital économique et les patrons seulement, mais plutôt davantage à leur mari. Cela indique que pour elles l'indépendance affective, psychologique puis financière des femmes doit se faire pour trouver une autonomie par rapport aux hommes. Dans le discours, les rédactrices inscrivent cette dynamique comme un rapport causal. Les rédactrices de l'article ne nient pas l'oppression et l'exploitation qu'ont pu subir les classes ouvrières, mais elles soutiennent que, même au sein de cette classe, les femmes sont exploitées, le profit des femmes qui travaillent se distribuant entre les compagnies qui les emploient et les hommes avec qui elles vivent.

S'il est difficile en effet de parler du travail – et de la lutte – des femmes, c'est qu'il est désormais possible de l'exprimer dans un autre langage et selon un autre mode de compréhension que celui du marxisme. Or, ce langage, il faut le créer et se l'approprier. Il s'agit maintenant pour les féministes de nommer leur oppression avec *leur* langage spécifique et selon *leur* mode de compréhension du monde, lequel pose le rapport de force entre les hommes et les femmes comme fondamentalement plus déterminant que celui entre les classes. Dans son essai *Fragments et collages*, Diane Lamoureux décrit la dynamique du collectif à cette époque, de son existence, et souligne le rôle important qu'a joué le journal *Les têtes de pioche* dans la réorientation de la pensée féministe à partir du milieu des années 1970 :

C'est [...] à travers une configuration différente du féminisme, sous l'influence des thématiques du courant radical, que le mouvement québécois va réussir à quitter l'ombre de la gauche et à abandonner le marxisme comme référent principal. Le journal *Les têtes de pioche* jouera un rôle non négligeable dans cette réorientation du féminisme et dans sa capacité d'appréhender différemment le politique (Lamoureux, 1986 : 135).

À cette réorientation que perçoit Diane Lamoureux sur le plan de la pratique (autonomie des groupes et des événements féministes par rapport à la gauche; conception d'un féminisme libéré du schème de pensée, de conception et de compréhension du politique inspiré du marxisme), à cette réorientation, donc, s'arrime aussi une reconfiguration du discours éditorial des féministes.

La lutte des femmes avant toute autre? Entre les marxistes et les radicales

Le premier objectif des *Têtes de pioche* était d'offrir aux femmes un lieu d'expression à la subjectivité des femmes, une occasion où, libérées des toutes contraintes, elles pourraient se dire en tant que femmes et féministes ainsi que nommer les sources de leur oppression pour en prendre conscience, en faire prendre conscience et les combattre. Pour elles, la lutte des femmes transcende la lutte des classes. Dans la foulée des théoriciennes radicales, elles inscrivent, dès le premier numéro du journal, cette particularité de l'oppression des femmes, c'est-à-dire celle d'être fondamentalement liée à la seule condition d'être femme :

Un peu partout dans le monde, des femmes ont pris l'initiative de se prendre en main et de repenser les rapports de domination et d'oppression qui les lient aux hommes. Des femmes se sont mises à lutter pour elles-mêmes, dans une solidarité de lutte et de prise de conscience. Des femmes se regroupent pour que la qualité de leur vie mentale et physique ne soit plus à la merci du libéralisme hypocrite et sexiste des sociétés capitalistes (conserver la même expression pour les pays socialistes en enlevant le mot libéralisme. La Chine?) Des femmes de tous les milieux, de tendances économiques diverses se sont aperçues que rien des rapports quotidiens aliénants qu'elles ont avec les hommes qui les entourent (mari, patron, amant, compagnon de lutte, père) ne pourrait changer tant qu'elles se subordonneraient aux valeurs, aux mœurs et aux stéréotypes en cours. Des femmes ont pris conscience qu'elles avaient une lutte et une recherche **spécifiques** à mener et c'est de cette lutte et prise de conscience qu'est né le féminisme des 10 dernières années. (*Tdp*, mars 1976 : 4)

Il est intéressant de noter d'abord que l'auteure de l'article, Nicole Brossard, inscrit les féministes québécoises dans un contexte d'émancipation international, plutôt que national. Cela a pour effet de déplacer le débat en dehors des frontières québécoises où la question nationale, avec l'élection prochaine du Parti québécois, prend une grande place dans le discours social et littéraire québécois (Boisclair, 2004). Alors que, dans les imaginaires, les actions et la pensée de la gauche et du socialisme sont encore inextricablement liées et infléchies à la question nationale, le fait de placer le féminisme en dehors du seul contexte québécois suscite déjà des solidarités qui font éclater les frontières et qui persuadent qu'au-delà du colonialisme et du capitalisme se trouve, partout, le sexisme envers les femmes. Le

discours est orienté de manière à présenter l'universalité du sentiment d'oppression ressenti par les femmes de tous les pays et de toutes les classes sociales. À cet effet, Brossard critique les pays socialistes qu'elle qualifie « d'hypocrite[s] et de sexiste[s] » tout autant que les sociétés capitalistes; en ce qui concerne leurs rapports aux hommes, les femmes vivent dans l'aliénation partout⁶⁹. Parmi les exemples que donne l'auteure figurent les « compagnons de lutte », dont on peut présumer l'appartenance à un groupe qui fait la promotion de la pensée socialiste⁷⁰.

Ce premier article de fond met aussi l'accent sur l'importance, pour les femmes, de comprendre les sources de leur oppression dans le privé par un retour à soi, à son histoire particulière et unique d'opprimée. Le retour à soi s'avère le point de départ d'une réflexion collective sur l'oppression des femmes :

Une femme qui devient féministe sait très bien que pour que ça change autour d'elle, doit d'abord [sic] changer en elle (avoir changé) tout un réseau de valeurs, d'attitudes et de comportements qui font que les relations interpersonnelles qu'elle entretient avec son entourage sont complètement modifiées. À la fois dans le désarroi et la satisfaction. Plus rien ne tient. Le rapport à l'autre (femme, homme ou enfant) est à réinventer. [...] Il n'y a rien présentement qui permette [sic] à la femme de savoir qui elle est (mis à part le rôle de domestication qui lui est réservé) et de s'actualiser connaissance de cause, de se situer en tant qu'individu (et non pas de se situer en tant que personne de sexe féminin) dans l'environnement historique. [...] Le féminisme est à la fois une prise de conscience de son histoire personnelle vécue dans une société sexiste et un regroupement nécessaire pour accélérer le changement de notre condition. Que personne n'essaie de nous « raisonner », nous avons suffisamment de « raisons » pour savoir ce que nous voulons, c'est-à-dire récupérer nos corps et nos pensées. Refaire nos forces. Prendre en mains nos intérêts (*Ibid.*).

Ainsi, comme le soutient Brossard, le changement de valeurs, d'attitudes et de comportements est, sinon préalable, au moins simultané au « devenir féministe », comme la mise entre parenthèses du participe passé « avoir changé » le souligne. La transformation est d'abord intérieure puis se transpose sur les éléments extérieurs à la femme qui effectue la prise de conscience non sans angoisse, comme le souligne Brossard. La lutte spécifique des femmes sera éventuellement le lieu d'une révolution totale qui ne concernera pas les

⁶⁹ Cela n'est pas sans rappeler le discours de Millett.

⁷⁰ On trouve d'ailleurs dans l'extrait plusieurs autres déictiques du marxisme : les termes « prise de conscience », « aliénées » et « lutte », par exemple, laissent à supposer que l'éveil des femmes à leur oppression spécifique s'effectue par le même processus que la révélation d'une conscience de classe, elle-même préalable au changement, à la révolution.

femmes uniquement, mais qui vise à transformer l'ensemble de la structure du social, cette structure qui reconduit les stéréotypes de genres et, irréductiblement, l'oppression des femmes : « le nouveau féministe explore tous les champs d'activité où les femmes sont tenues en otage. [...] Nous, féministes, ne disons pas que quelques femmes sont opprimées un peu. Nous disons que toutes les femmes sont opprimées dans leur corps, dans leur psychisme et leur travail et que cela fait de la condition féminine la condition la plus majoritairement aliénante. » (*Ibid.*) L'oppression des femmes croise donc toutes les autres oppressions; elle les englobe.

L'article de Brossard, bien qu'il emploie certains termes de l'idéologie marxiste, permet de constater le détachement qui, lentement, s'opère entre la lutte des classes et la lutte des femmes dans *Les têtes de pioche* par rapport à *Québécoises deboutte!*. C'est ce retranchement qui, de fait, qualifie le rapport des radicales à la frange de gauche qui s'installera dans *Les têtes de pioche*. Non pas que pour elles la lutte des classes n'existe pas ou n'est pas importante, mais celle des femmes est montrée comme prioritaire. Ce n'est donc pas de la gauche comme telle que se détachent les féministes : elles tentent de se défaire d'une conception du politique axée plus spécifiquement sur le rapport de domination qui s'exerce entre les classes, plutôt que sur celui qui s'exerce entre les sexes, dans toutes les classes sociales. C'est d'ailleurs ce que montrent les extraits précédemment cités : tous s'emploient à traiter et à renforcer les éléments fondateurs de la lutte des femmes d'abord. Pour convaincre le lectorat et même certaines membres du collectif d'être plutôt radicales que marxistes, *Tdp* notera le sexisme pratiqué au sein des groupes m.-l. à travers des critiques souvent acerbes.

Entre marxistes et radicales. La rupture

Jusqu'à la fin de la première année de publication des *Têtes de pioche*, la réflexion autour du féminisme marxiste est assez présente. À la fin de l'an un, le collectif a d'ailleurs accueilli en ses pages et au sein du collectif quelques féministes marxistes. En 1976, le collectif compte en effet treize membres, des marxistes et des radicales. Au numéro sept (novembre 1976), le journal présente deux articles de fond, côte à côte, l'un titré « Le

féminisme radical », l'autre, « Un groupe autonome de femmes ou, [sic] comment je suis devenue féministe marxiste ». Ainsi, les débats et les discussions qui ont cours au sein même du collectif sont exprimés publiquement comme le dicte l'un des objectifs de la revue, c'est-à-dire de partager les fruits de discussions et de réflexions menées lors des rencontres du groupe.

Les points de vue que défendent les deux auteures des textes, Raymonde Lorrain (la radicale) et Marie Beaulne (la marxiste), sont évidemment orientés de manière à convaincre les lectrices d'adhérer à l'un ou à l'autre. Plus théorique et moins axé sur l'expérience vécue, le texte de Lorrain somme les féministes d'acquiescer et de conquérir leur autonomie totale en empruntant « le difficile chemin de la praxis » (*Tdp*, novembre 1976 : 2). « Depuis quand le prolétaire se libère-t-il avec l'aide de son maître? », questionne-t-elle. Lorrain n'hésite pas à comparer la libération des femmes à la libération ouvrière, mais en considérant toujours la logique marxienne et marxiste comme intégrée dans une logique révolutionnaire masculine qui, en outre, ne suffit pas à résoudre les questions qui entourent l'oppression des femmes :

À mon avis, l'analyse marxienne et marxiste est à elle seule impuissante à expliquer l'exploitation des femmes parce qu'elle ne fait qu'une analyse économiste d'une réalité plus globale et complexe dont il est impossible de rejeter les aspects psychologiques, culturels du conditionnement dont le monde masculin a de tout temps imprégné les femmes. D'ailleurs, le marxisme n'a accordé aux femmes qu'une bien mince place à condition qu'elles fassent partie de ce qu'il a déterminé comme étant la production (sans même nous expliquer pourquoi les femmes reçoivent quand elles font partie de cette même production, un salaire, un traitement inférieur.) Alors hommes ou femmes sont fondus contre toute réalité objective dans un tout. Ignorer les salaires inférieurs des femmes, ignorer que leur sexe et encore davantage leur possible maternité, sert et a toujours servi à traiter les femmes différemment, c'est ignorer que le sexe, comme la couleur de la peau détermine une exploitation spécifique. (*Ibid.*)

En misant sur le fait que même au sein des groupes de la gauche l'oppression des femmes est marginalisée et reléguée au second plan, Lorrain montre que l'analyse marxiste est non seulement incomplète, mais présente des contradictions, et particulièrement en ce qui concerne la question des femmes. L'auteure postule en effet que les femmes sont opprimées parmi les opprimés (la classe ouvrière) et que cela est dû à une différence

objective et spécifique : la différence entre les sexes. Pour cette raison, toujours selon Lorrain, les femmes, exclusivement, doivent prendre le contrôle sur leur moyen d'intervention dans le social, une structure qu'il faut en outre cesser de saisir à partir du cadre conceptuel masculin que constitue la méthodologie marxiste :

Il faut prendre notre indépendance, notre autonomie, et cesser de croire à la compétence unique des hommes qui ont depuis toujours bénéficié de la crédibilité conférée à ceux qui ont le pouvoir, l'autorité.

La confiance en la capacité d'analyse des femmes est précédée évidemment de la confiance en soi, du rejet de l'analyse masculine comme étant la meilleure et la plus complète. Nous devons tout repenser à la lumière de ce que nous devenons, en nous libérant du conditionnement de soumission à l'autorité, à la direction, au mari, au père, en un mot, à l'homme et à sa manière de voir et de faire le monde invivable où nous sommes. (*Ibid.*)

Pour Raymonde Lorrain, il faut donc que les féministes arrivent à se détacher complètement du mode d'analyse masculin, et donc incomplet, que constitue l'analyse marxiste. La valeur qui est mise de l'avant et qu'elle pose comme fondamentale, en filigrane du texte, est l'autonomie, une valeur des féministes de la deuxième vague qui a orienté leur rhétorique jusqu'à *La Vie en rose* (Bergeron, 2012). Selon Lorrain, pour atteindre cette autonomie sur le plan théorique de l'analyse féministe, il faut faire un travail personnel de reconstruction de la confiance en soi et se défaire du « conditionnement à la soumission ». Or, ce processus que décrit l'auteure constitue une autre façon de montrer que, pour les femmes, le privé est politique : il faut faire un pas sur le plan personnel, privé et intime pour comprendre et atteindre politiquement l'oppression des femmes. Cet adage, le privé est politique, concerne à la base des revendications précises et pratiques (par exemple le droit à l'avortement et le salaire au travail ménager). Ici, le discours investit une sphère que l'on peut d'ailleurs associer au texte de Brossard précédemment cité, soit celle de la psychologie et du sentimental. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de la répétition d'un aspect de la lutte spécifique des femmes. Lorrain met ainsi en lumière les ramifications de la structure d'oppression qui asservit les femmes, une oppression qui trouve sa source sur une différence fondamentale, innée et objectivement identifiable, une oppression qui, pour les femmes, est vécue dans toutes les couches de la société et dans

tous les groupes mixtes⁷¹. Le texte de Lorrain est représentatif de la pensée des radicales. Pour elles, le fait de considérer le féminisme à l'aune du cadre d'analyse marxiste représente une autre forme d'assujettissement : les femmes « doivent maîtriser leur condition de vie, de travail, d'équipements sociaux et définir leurs priorités avec les instruments [qu'elles auront elles-mêmes] fabriqués. » (*Ibid.*) À cela, c'est-à-dire à la réalisation des objectifs que définit Lorrain, le journal participe concrètement. Le travail à faire en ce sens est considérable et le journal *Les têtes de pioche* doit être exclusivement dédié à l'expression et à la compréhension de l'oppression des femmes. Ces dernières n'ont pas à prendre en charge la résolution des problèmes des autres, des « misères phallogocratiques » (*Ibid.*).

À cette conception de la spécificité de la lutte des féministes, Marie Beaulne, l'auteure de « Un groupe autonome de femmes ou, [sic] comment je suis devenue féministe marxiste », oppose le besoin d'unir les forces contre toutes les formes d'oppression. Plus didactique et moins théorique que « Le féminisme radical », cet article fonde l'argumentation sur l'expérience d'oppression vécue par l'auteure, qui signale la nécessité d'être à la fois marxiste et féministe pour se libérer de manière totale et permanente :

Alors là on commence à chercher d'autre monde à qui jaser de tout ça. Ensemble, on lit du marxisme et du féminisme et on discute pas mal longtemps parce que ce n'est pas facile de se défaire de tous les mensonges qu'ils nous ont enseignés depuis si longtemps. Ce qui est fascinant, c'est de se rendre compte qu'on n'est pas les seules à avoir des problèmes et que la solution non plus n'est pas individuelle. C'est pourquoi on comprend que les capitalistes ont peur quand les ouvriers s'organisent. On comprend aussi pourquoi les hommes ont peur quand les femmes s'organisent. Tant qu'on essayait de se battre toute seule, ça ne faisait pas mal à personne, mais quand on se rend compte de notre pouvoir collectif alors là il y a plein de monde qui commence à réagir. (*Tdp*, novembre 1976 : 7)

L'article s'articule en simulant la forme du témoignage. À cet effet, on note l'emploi du pronom « on » qui rappelle d'emblée une forme d'oralité et instaure une proximité avec la lectrice. Tel qu'utilisé dans le texte (c'est-à-dire de manière inclusive : Je + Tu/vous), le « on » annonce déjà une forme moins théorique et plus didactique qui met de l'avant un discours axé sur le quotidien des femmes plus que sur la pensée et la théorie féministe en tant que telle. En précisant que la solution n'est pas individuelle, Beaulne met en

⁷¹ Encore ici, il faut voir la parenté avec la pensée de Millett.

perspective l'effet d'entraînement que créent la discussion et la prise de conscience collective des différents groupes d'opprimés. Elle précise en outre que, si les féministes travaillent avec eux, les hommes n'auront plus peur de l'organisation des femmes. Si, comme pour les féministes radicales, le pouvoir des actions et de la réflexion se trouvent dans la lutte collective, dans le cas de l'article de Beaulne, la conception et la formation effective du collectif doit inclure les forces marxistes, de même que son analyse du politique et du social.

L'auteure de l'article pointe les inégalités qui peuvent surgir au sein même des groupes de femmes, à cause des différentes classes sociales auxquelles appartiennent nécessairement les membres dudit groupe, comme un piège qu'il faut éviter. Elle ne fait cependant pas la promotion de l'intégration des deux luttes et ne tente pas non plus de convaincre de la primauté la lutte ouvrière sur la lutte des femmes. Plutôt, elle mise sur l'importance de mener les deux luttes de front pour que toutes et tous soient égaux et ainsi de pallier les inégalités qui persistent même dans les groupes de femmes. Elle insiste sur les liens, sur les ponts qu'il faut créer entre les deux idéologies et, surtout, entre les agents de la population militante qui les partagent :

Alors là on commence à se demander avec qui on va travailler collectivement pour se battre contre notre oppression. Il y a des hommes bourgeois qui essaient de nous convaincre qu'il faut qu'on travaille avec eux parce qu'eux aussi ils sont intéressés à la libération des femmes. Mais ça, c'est un piège pour nous attirer dans une solution individuelle où quelques femmes vont pouvoir avoir plus de pouvoir que la majorité de nous autres.

Il y a aussi des groupes de femmes où on met l'accent seulement sur la lutte contre les hommes. Ça aussi, ça peut devenir un piège parce qu'à un moment donné on se rend compte que la femme dont le mari gagne 50 000 \$ par année n'a pas les mêmes problèmes que nous autres. Elle est opprimée comme femme, mais dans la majorité des cas elle n'a pas envie de se défaire des privilèges que lui donne son appartenance à une classe sociale de riches.

[...] Bon finalement on se retrouve féministe-marxiste et on commence à penser que les femmes ont besoin de s'organiser de façon autonome pour se battre contre le capitalisme comme le patriarcat. Ça veut dire organiser les femmes qui travaillent autant à l'extérieur de la maison comme les femmes qui travaillent à la maison. Ça veut dire se battre contre l'état bourgeois qui nous empêche d'avoir l'avortement libre et gratuit, d'avoir des garderies, d'avoir des congés de maternité, d'avoir des salaires égaux et qui nous oblige d'avoir des jobs de femmes où on est payé [sic] moins cher parce qu'on est des femmes. En fait ça veut dire bien d'autres choses encore, mais ça veut dire qu'il faut qu'on se parle; pas pour que

les capitalistes nous vendent de la bière, mais pour qu'on apprenne à travailler ensemble à comprendre qu'est-ce que ça veut dire d'être des femmes opprimées. (*Ibid.*)

L'énonciatrice se montre consciente des couches d'oppression qui s'accumulent sur elle en tant que femme issue de la classe ouvrière, à laquelle elle affirme explicitement son appartenance lorsqu'elle traite de « la majorité de nous autres » ou encore lorsqu'elle s'exclut des femmes « dont le mari gagne 50 000 \$ [qui n'ont] pas les mêmes problèmes que nous autres ». Pour elle, l'union des forces marxistes et féministes pourrait permettre de résoudre deux oppressions dont sont victimes les femmes ouvrières et donc, implicitement, la majorité des femmes. L'adjonction des deux luttes s'effectue par une rhétorique de l'union et du front commun : c'est l'« état bourgeois » qui empêche la réalisation de certaines des revendications prioritaires des féministes, et non pas l'état des hommes. De même, elle nomme la lutte au capitalisme avant la lutte au patriarcat dans l'une des phrases clés de son argumentaire : « les femmes ont besoin de s'organiser de façon autonome pour se battre contre le capitalisme comme le patriarcat ».

C'est justement à partir de la question de l'autonomie que les deux conceptions du féminisme s'affrontent. Pour les radicales, représentées dans le numéro par Raymonde Lorrain, il n'est possible de trouver l'autonomie qu'en s'affranchissant de l'analyse et du référent marxiste pensé et promu par des hommes. Pour les féministes marxistes, l'autonomie complète ne peut être atteinte et vécue dans la pratique du quotidien qu'en considérant de manière aussi importante la lutte des classes que la lutte des femmes et en combattant à la fois les deux oppressions que vivent les femmes ouvrières dans leurs milieux de travail, à l'extérieur ou à la maison. Certaines membres du collectif ne sont pas à même d'investir une position aussi tranchée. Ainsi, la position mitoyenne est défendue par deux participantes. Ce dernier article, publié dans le même numéro que les deux autres, est écrit sous la forme d'une lettre ouverte réitérant les objectifs du journal, des objectifs qui, selon les auteures, devraient primer sur les autres :

Nous deux en tant que féministes, on est tannées de se faire dire par d'autres féministes que l'on ne l'est pas assez [sic], ou que l'on est des féministes récupérées parce qu'on se refuse la lutte des sexes. On est aussi tannées de se faire dire par d'autres féministes, que la révolution marxiste est la seule clé pour l'autonomie de la femme. (Même

si nous sommes favorables à certains éléments de l'idéologie marxiste). En tant que féministes, on est tannées des discussions idéologiques âpres et ardues, car pendant ce temps, on ne parle qu'aux femmes déjà sensibilisées et déjà en mesure de se donner des moyens d'action; dans ces groupes de féministes, il n'y a de place que pour les initiées.

L'important pour nous deux, c'est de sensibiliser toutes les femmes possibles, soit au travail, aux études, à la maison sur notre condition réelle. Pour parvenir à ces fins, nous optons pour la dénonciation systématique de l'oppression de la femme par le système, par des hommes et par d'autres femmes. Nous optons également pour l'information systématique aux femmes pour nous donner les instruments nécessaires à notre autonomie, sans ingérence [...]. (*Tdp*, novembre 1976 : 6)

Pour les signataires de l'article, le débat entre féministes marxistes et féministes radicales est stérile, d'autant plus qu'il éloigne le collectif de certains des objectifs qu'il s'était donnés d'atteindre, comme celui de constituer un organe d'expression pour toutes celles qui étaient intéressées par la libération des femmes. Les deux militantes qui publient le texte font aussi valoir un point de vue qui n'avait été abordé ni dans le texte de Beaulne, ni dans celui de Lorrain, en notant que les discussions entre marxistes et radicales s'adressent à des initiées qui maîtrisent les concepts des idéologies marxistes et féministes radicales. Elles confinent ainsi le collectif à évoluer dans une sphère restreinte. Avant leur argumentaire en fonction d'une pratique plus simple dont elles font la promotion, les deux auteures pourfendent les discussions trop théoriques, « âpres et ardues ».

La publication de ces trois articles au sein d'un même numéro permet aux *Têtes de pioche* de jouer cartes sur table avec leurs lectrices en montrant la complexité de la démarche que mène le collectif et les avancées de sa réflexion. Aussi, les lectrices peuvent choisir leur camp en fonction de leurs priorités idéologiques. Ces aspects de l'éthos des *Têtes de pioche*, ceux de la transparence, de l'honnêteté, resteront très présents tout au long des années de publication⁷². Au terme de ce numéro, les rédactrices trancheront sur l'orientation idéologique du journal de même que sur la direction éditoriale qu'il prendra. Ainsi, au numéro 8 (décembre 1976), le « nouveau » collectif explique sa décision de rejeter le féminisme marxisme pour endosser le féminisme radical; les membres marxistes quittent le groupe. Nous reproduisons ici l'éditorial entier :

⁷² Et notamment en ce qui concerne la question du féminisme lesbien.

Un nouveau collectif? Que s'est-il passé? En septembre dernier, le premier collectif des *Têtes de pioches* [sic] a décidé d'agrandir le nombre de ses participantes. De six, nous sommes devenues treize à essayer de fonctionner comme nous le faisons auparavant.

Il est clair que plusieurs des discussions que nous avons eues lors des premiers mois d'existence du journal n'ont jamais été menées à termes [sic]. La venue de nouvelles collaboratrices n'a fait que polariser des prises de positions [sic] qui, au cours des quelques semaines qui suivirent, devinrent inconciliables, à savoir : la lutte des femmes est-elle un appendice de la lutte des classes (une parmi tant d'autres), ou est-elle la lutte politique fondamentale que les femmes doivent mener pour que cessent leur *oppression* et leur *exploitation*?

Suite à l'impossibilité de faire une unanimité qui nous aurait permis de continuer un travail d'analyse et de recherche, où il est pris pour acquis que c'est par la lutte des femmes que nous sommes prioritairement concernées, nous avons pris l'initiative de la rupture.

Car il n'existe qu'un seul journal féministe au Québec et nous croyons que celui-ci n'a pas à prendre en charge toutes les misères phallogocratiques. Les nôtres et l'histoire de notre libération suffisent à remplir les 8 pages de ce journal. (*Tdp*, décembre 1976 : 2)

Cet éditorial fait un travail de mise au point en ce qui concerne l'idéologie féministe qu'endosse le collectif. Encore une fois, on met de l'avant dans le texte la valeur d'honnêteté et de franchise envers le lectorat; le collectif fait preuve de transparence en ce qui a trait à sa prise de position au sein même du mouvement féministe québécois, en dévoilant le mécanisme idéologique et le mode de fonctionnement du journal. Il est le résultat d'un processus de discussion et d'analyse où il importe de faire « l'unanimité ». Cela peut paraître étonnant lorsque l'on sait que *Les têtes de pioche* exigeaient que chacune des auteures signe individuellement chacun des textes. Seuls les éditoriaux sont le plus souvent signés collectivement. Cette affirmation d'unanimité permet une fois de plus de renforcer l'image collective du mouvement. C'est là l'enjeu de l'article où la rupture avec les marxistes est posée comme nécessaire pour éviter, d'une part, les dissensions idéologiques entre les membres du groupe et, d'autre part, l'éparpillement de la lutte des femmes. D'ailleurs, la polarisation des idéologies dont il est question dans l'éditorial exprime efficacement la distance qui, pour un collectif maintenant uniquement et purement radical, sépare les deux modes de réflexion. Le texte présente des jugements sévères, sinon des jugements de valeurs envers le féminisme marxisme par rapport au féminisme en général. Par exemple, l'utilisation du terme « appendice » tend à connoter négativement le discours porté sur le féminisme marxisme : un appendice étant un ajout, parfois accessoire,

à une structure complète en soi. Le terme « appendice » est d'autant plus évocateur qu'il se pose par rapport au terme « fondamentale » qui, lui, on le sait, réitère la spécificité et la prééminence de la lutte des femmes sur toute autre. Il s'agit en outre de prendre en charge la lutte des femmes et sa mise en discours puisqu'elle « [suffit] à remplir les huit pages du journal ». Cette dernière formule renforce une idée que Raymonde Lorrain proposait déjà dans son texte, à savoir que, complexe, la lutte des femmes mobilise, déjà, toutes les ressources disponibles dans le collectif. Ces ressources, Michèle Jean les compte en nombre de pages.

La rupture entre marxistes et radicales permet l'émission d'une critique en ce qui concerne la place des femmes dans les groupes de la gauche constitués au Québec. Dans la rubrique éditoriale du numéro d'avril 1978, Michèle Jean signe un article où elle dénonce vertement le sexisme des groupes de gauche au Québec. C'est autour de deux événements précis que l'auteure situe son argumentaire contre une gauche qu'elle juge antiféministe :

1^{er} mars 1978 : Dans une salle bondée de l'Université de Montréal, on aborde le sujet des mouvements féministes au Québec. Exposés des panélistes. Période de questions. Les mouvements de gauche s'emparent du micro, prêchent, attaquent, dogmatisent et monopolisent la soirée. La gauche fait du marketing : « Venez avec nous, on s'occupera de vous ». Les différentes factions de la gauche s'approprient « notre soirée » pour s'engueuler entre elles ou pour nous dire quoi penser et quoi faire.

8 mars 1978 : Journée des femmes. Le défilé regroupe des mouvements de gauche, les centrales syndicales et les mouvements autonomes de femmes. À regarder passer le défilé, on dirait qu'il y a là-dedans plus d'hommes que de femmes. En tout cas, les femmes sont bien encadrées! Derrière la bannière, elles défilent en chantant parfois ce qui ressemble à des cantiques de mon enfance. Je songe à la Fête-Dieu, aux croisés, aux enfants de Marie. La gauche a pris notre journée pour nous dire comment célébrer. (*Tdp*, avril 1978 : 162)

Dès les premières phrases de son article, à la manière d'un compte rendu, Jean place le contexte de sa critique dans un cadre strict : elle concerne, concrètement, et pas seulement sur le plan de l'idéologie ou de la théorie, le rapport entre la gauche et les féministes comme groupes constitués. Lors de la soirée du premier mars, donc, les mouvements de gauche se sont « emparés » du microphone. Ils se sont saisis du droit de parole, se sont rendus maîtres de l'espace d'expression et ont ainsi porté atteinte aux « mouvements

féministes ». Ils ont pris le pouvoir pour ériger en dogme ce qu'ils considèrent être, en fonction de *leur* idéologie, les points fondamentaux permettant de comprendre la structure du réel, en écartant le point de vue féministe. Michèle Jean le dénonce violemment, une violence créée par l'effet d'accumulation qu'entraîne l'énumération des verbes « prêcher », « attaquer », « dogmatiser » et « monopoliser ». Dans le cadre du texte, ces quatre verbes ont une connotation négative, mais le premier, « prêcher », instaure d'emblée la métaphore filée qui, au long du texte, compare implicitement le mouvement de gauche et la religion catholique qui, selon l'avis des féministes, n'a cessé d'ostraciser et d'opprimer les femmes. Selon le texte, l'exclusion entre les groupes de gauche et le féminisme est réciproque et, si les gauchistes se sont imposés, ce n'était pas nécessairement parce qu'ils y étaient invités : « Les différentes factions de la gauche s'approprient “notre soirée” », soutient Jean, en appuyant, par l'accent typographique que constituent les guillemets, sur le déterminant « notre ».

La soirée du premier mars n'était qu'un avant-goût de ce qui allait suivre pour la journée du 8 mars, la Journée de la femme 1978. En comparant les slogans marxistes aux cantiques de son enfance, évoquant la Fête-Dieu et les filles de Marie, Jean renforce la métaphore religieuse et reconduit elle-même l'idée du dogme, d'une institution au sein de laquelle les féministes et les femmes n'ont pas de place, n'ont pas de voix. Si elle prend soin de spécifier la présence de « groupes *autonomes* de femmes » (nous soulignons), la référence à l'enfance porte à comprendre que, dans la situation de ce 8 mars précisément et en ce qui concerne la relation entre la gauche et les féministes de manière plus générale, les groupes de femmes ne sont plus complètement autonomes. L'enfance est une période où une personne n'est pas en plein contrôle de ses moyens; c'est une période où l'être humain doit être encadré, supervisé, une période où l'autonomie n'est pas pleine et complète. La fonction du souvenir est donc d'actualiser le sentiment de dépendance en l'associant à la situation décrite. Ainsi, dans le contexte de l'éditorial, la réminiscence ramène la féministe Michèle Jean à une période où, comme enfant, elle n'était pas autonome, tout comme les féministes ne le sont pas encore, semble-t-il, vis-à-vis des groupes de gauche et des syndicats.

Pour Michèle Jean, ces deux événements concrétisent les positions irréconciliables non seulement des deux idéologies, mais des organisations qu'elles suscitent :

Est-ce donc le sort de l'Histoire de refaire sans cesse le même chemin et de rhabiller les vieilles affaires avec de nouveaux slogans qui démarquent les mêmes attitudes, les mêmes mentalités, et pour nous les femmes, le même vieux système : SE LAISSER DÉFINIR PAR LES AUTRES.

Ces deux soirs-là j'ai eu peur. J'ai eu peur de voir les Québécoises entrer de nouveau "en religion", elles qui l'ont fait tant de fois pour servir les hommes à bon compte.

Ces deux événements sont révélateurs de la peur de la gauche mâle de voir les femmes s'organiser entre elles. Révélateurs aussi du type d'analyse que fait la gauche du féminisme.

La gauche répète sans arrêt que le féminisme est un cul-de-sac. La gauche connaît mal l'Histoire. En effet, les gains que les femmes ont faits au cours des siècles ne sont dus qu'à leur lutte spécifique et non aux revendications de la gauche. [...] (*Id.*)

La critique qu'émet Michèle Jean à propos des mouvements de la « gauche mâle » qu'elle accuse de formater et de circonscrire la réflexion féministe en fonction de ses objectifs (des objectifs déterminés par des hommes, pour des hommes), tend à associer la gauche à deux éléments : les hommes, le dogme. Dans le texte, on traite de « la gauche mâle », des « autres », des « hommes » qui se font servir « à bon compte » par les femmes. D'un point de vue rhétorique, l'association de la gauche au masculin, à l'autre, à l'opresseur, permet d'assurer l'adhésion des lectrices à l'idée que les groupes de gauche reconduisent les mêmes rapports de pouvoir entre les sexes et le même sexisme, donc, que les vieilles institutions telles que la religion catholique, par exemple. L'analogie que l'on perçoit dans le texte entre les trois éléments (gauche-hommes-religion) donne à comprendre que la gauche est aux féministes ce que la religion a été pour les femmes. En supposant que les lectrices des *Têtes de pioche* ont déjà au minimum pris conscience de leur oppression et de ses sources, tel que nous le postulons ici, alors on peut raisonnablement penser qu'elles ont déjà ciblé la religion catholique comme une de ces sources et qu'elles l'ont prise en aversion. Le texte de Jean cherche à caractériser la gauche en l'identifiant comme une source potentielle d'oppression dont les groupuscules de gauche seraient des véhicules.

Michèle Jean en profite aussi pour faire une mise au point quant aux allégeances à la gauche des féministes :

Maintenant, posons la grande question : Les féministes nient-elles la lutte des classes? On pourrait dire, pour reprendre le type de réponse que la gauche donne à ses questions : non les féministes ne nient pas la lutte des classes parce que c'est Dieu qui l'a révélée.

En effet, il nous apparaît d'une évidence crasse que toutes les féministes n'appartiennent pas à la même classe sociale. Mais il est différentes façons d'aborder la question.

Il y a celle de la gauche qui veut reprendre son schéma global de la lutte des classes et le plaquer sur les femmes. À ce moment-là, il devient impossible à une bourgeoise et à une prolétaire qu'elles subissent une oppression commune : celle du pouvoir mâle.

Il y a celle des féministes qui partent de l'oppression commune et qui peuvent s'asseoir ensemble et analyser ce que produit dans un mouvement féministe le fait qu'elles ne soient pas dans la même classe sociale. Analyse qui peut se faire non à partir de discours tout fait, mais à partir du vécu. Et c'est cette analyse que nous privilégions. (*Id.*)

C'est avec un brin d'ironie que l'auteure de l'article aborde donc « la grande question » du rapport qu'entretiennent les féministes avec la gauche, dont l'instance d'énonciation se fait représentante dans le texte – Jean ne traite pas des *Têtes de pioche* ou des radicales : elle parle « des féministes ». Stipulant que la prise de conscience de la lutte des classes vient d'en haut, du ciel, comme une « révélation », Jean en profite pour soutenir, au contraire, que, pour les féministes, la prise de conscience se fait plutôt à partir d'une expérience de terrain – de la pratique, de l'action et du vécu des femmes. Ainsi, plutôt que d'appliquer une grille ou un « schéma global » sur la situation des femmes et de tenter d'y introduire leur oppression pour l'analyser et la comprendre, les féministes amorcent leur réflexion à partir de la discussion, de leur vécu. Or, c'est exactement l'opération qu'effectue Michèle Jean dans son article. En effet, avant toute démonstration, elle raconte deux événements tirés de son vécu de militante. C'est à partir de ces expériences que l'auteure peut procéder à l'analyse subséquente. L'article exemplifie la démarche des *Têtes de pioche* en montrant que la pierre angulaire de l'analyse est l'expérience même de l'oppression. Ce genre d'article contribue aussi à construire tout un pan de l'éthos du collectif, dont les membres ne sont pas que des théoriciennes et valorisent un féminisme qui émerge des expériences concrètes; les membres du collectif sont des femmes de terrain, elles ont vécu l'oppression

autant dans les sphères les plus intimes de leur vie privée que dans le cadre de leurs activités militantes. Elles se sont aussi questionnées par rapport à elle : cela leur permet une prise de parole plus assurée et une prise de position plus catégorique. Indirectement, l'article réitère l'un des objectifs du journal *Les têtes de pioche* : offrir un lieu d'expression et de discussions pour les femmes et les féministes. Ainsi, pour *Les têtes de pioche* le discours et la théorie se dégagent à partir d'une méthode empirique de reconnaissance de l'oppression : « Car il y a ceci de particulier dans le féminisme : c'est que sa théorie se construit parallèle à l'action. Le féminisme n'a pas d'abord commencé par un mouvement d'idées comme le socialisme québécois. Il n'a pas une grille toute faite "derrière" laquelle il faut entrer de force, mais il s'articule, théoriquement parlant, à partir de l'action, avec bien sûr les difficultés que cela pose. » (*Ibid.*)

Jean insiste sur les ponts qu'il est possible de dresser entre les femmes, plutôt que sur les écarts et les ruptures. Ainsi, sans nier l'appartenance des femmes à des classes sociales différentes, elle réaffirme l'importance d'une prise de conscience féministe collective plutôt qu'individuelle. Or, c'est par le partage et la rencontre des expériences de chacune que le collectif (conceptuellement et concrètement) se forme. La mise en commun permet une compréhension de l'expression spécifique que vivent toutes les femmes, et le regroupement permet aussi l'action concrète, dont le journal est aussi un exemple, ce qui le rend d'autant plus légitime pour le lectorat. Or, pour Michèle Jean, la gauche va complètement à l'encontre de ces objectifs fondamentaux. À la fin de l'éditorial, Michèle Jean qualifie la gauche d'antiféministe, carrément :

Tout ce que vise la gauche, au fond, c'est la division des femmes, et les femmes divisées ne gagneront rien, car alors elles devront, là où elles seront, privilégier le discours mâle du pouvoir avant de penser à leurs affaires à elles. Et une fois au pouvoir, que les hommes soient à gauche ou droite, rien ne garantit qu'ils partageront quoi que ce soit avec les femmes.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'antiféminisme de la gauche augure mal de ses préoccupations face aux problèmes de femmes et ce n'est pas en sabotant ce que nous essayons de mettre sur pieds pour analyser nos oppressions qu'elle nous convaincra du contraire. (*Id.*)

Il est intéressant de noter dans cet extrait que, à la dernière phrase, Michèle Jean met au pluriel « les oppressions ». C'est sans doute une façon pour elle de montrer que, même si les féministes n'adhèrent pas aux méthodes de la gauche, elles ont quand même une conscience de classe et de leur appartenance, inévitable, à l'une d'elle. D'ailleurs, même si le radicalisme des *Têtes de pioche* s'exprime de manière évidente dans les textes de la revue et est documenté (Dumont et Toupin, 2003; Fortin, 2006; Pagé, 2012), le discours de la revue exprime cette conscience de classe de la part des rédactrices. En effet, à travers plusieurs articles, *Les têtes de pioche* se montrent conscientes des couches d'oppression qui s'accumulent sur les femmes⁷³.

Conscience de classe, rhétorique de la proximité et positionnement

Pour Biron, Dumont et Nardout-Lafarge, l'utilisation du jocal est toujours un indicateur de classe (Biron *et al.*, 2010 : 458). Ainsi, le fait d'utiliser la langue normative (français standard) ou non révèle, dans une certaine mesure, l'appartenance à une classe dont l'habitus se dévoile à travers le langage (Bourdieu, 1992). Dans le cas qui nous concerne, l'emploi du jocal dans certains articles du journal *Les têtes de pioche* a permis aux rédactrices d'exprimer une conscience de classe (l'appartenance à la classe ouvrière) qui réfute les propos de certains groupes de gauche stipulant que le féminisme est bourgeois (comme l'énonce l'article de Jean), d'établir une rhétorique de la proximité et d'investir une position de pouvoir (ou disons plus dominante) dans le champ culturel québécois.

On l'a vu, même si le collectif *Les têtes de pioche* fait la promotion d'un féminisme qu'il veut radical, il ne nie pas l'existence d'une société structurée selon des classes sociales, qui fait en sorte que certains agents y sont dominants et d'autres dominés. Et même si, pour *Les têtes de pioche*, il ne s'agit pas d'une lutte prioritaire, elles admettent

⁷³ Ce que Crenshaw a nommé *intersectionnalité*. Geneviève Pagé (2012) traite aussi de l'application et de l'utilisation de ce concept chez les féministes québécoises.

tout de même qu'il s'agit là d'une lutte à mener, comme le stipule l'éditorial de Jean précédemment analysé. Or, aux considérations plus « sociothéoriques » de l'historienne s'ajoute une expression langagière en joul qui désigne l'appartenance de l'instance d'énonciation à la classe ouvrière et participe à créer une proximité avec le lectorat. De cette manière, aussi, les féministes contestent l'autorité et la norme sur le plan culturel et s'associent à une mouvance qui s'est formée bien avant la publication du premier numéro de la revue.

Parler comme tout le monde. « Tu vas d'y goûter mon câlisse » : les sacres, les patois et les expressions populaires

Les rédactrices utilisent sacres, patois ou expressions populaires pour exprimer un état d'âme, une difficulté, une frustration. Si les textes écrits en joul ne sont pas majoritaires, il faut tout de même considérer la présence de cette variété de français qui se dissémine dans les textes. Voici quelques exemples :

« Les femmes en général sont une classe exploitée, non la seule. [...] Les femmes ont de sacrées bonnes raisons pour se plaindre de leur fatigue. » (*Tdp*, avril 1976 : 3)

« Tu supportais tout avec calme, sauf de rares fois, où je t'ai vue en colère comme le "père", le "mari", qui oubliait notre existence et la tienne, et qui partait sur une "brosse" de deux ou trois jours! » (*Tdp*, avril 1976 : 4)

« Fais-toi pas écœurer comme j'l'ai été. » (*Tdp*, mai 1976 : 2)

« La publication du crisse de texte sur la colère des femmes nous a demandé un travail de 4 mois. » (*Tdp*, juin 1976 : 1)

« Toi, t'es rien qu'une pute, un putain, un trou, un con, t'es rien qu'une plotte, toute la ville t'est passée dessus. T'es rien qu'un cul, une auge, un ange, un démon, une guidoune, une salope, une maudite chienne, une vache, une triple buse, une conne, un cul. Une chatte en chaleur, un vagin échauffé, va te mettre le cul à l'eau froide maudite plotte. [...] Je suis ta femme mon crisse, mon hostie de grand sacraman de pénis mou. Qu'il me tombe jamais entre les dents parce que la chienne a vient de te l'arracher. Tu vas voir que la triple buse a va te couper ta quéquette bénie, tu vas d'y goûter mon câlisse. [...] Mon écoeurant, mon maudit tabarnak de sans-cœur, m'en va te l'arracher ta grosse graine sale. » (*Tdp*, juin 1976 : 2)

« Je marche dans les nuages. L'enfant-fille spottée. » (*Tdp*, juin 1976 : 3)

« J'ai déjà eu mon voyage
Pas comme à soir
Pourtant y disent que j'suis ben fine
[...]
Y parlent, y causent
Cé des intellectuels, des vrais
La preuve, y causent...
Moé, j'comprends pas toutes leurs grands mots
[...]
Faites dodo mes touts petits
Maman a le cafard
Moman a son voyage » (*Tdp*, juin 1976 : 7)

« Une politique nataliste au boutte » (*Tdp*, décembre 1976 : 5)

« Maudit que je suis agressive! [...] Si une femme s'avise d'être en maudit, en crise, et de gueuler trop fort contre son sort, là ce n'est pas pareil. "Elle doit être frustrée, vieille fille, chipie, mégère, virago, enragée, etc." » (*Tdp*, mars 1977 : 2)

« Ça fait que, y a ben quequ'un qui TRAVAILLE en quecque part, pour qu'ON travaille comme ça? Faudrait s'en occuper de c'te question-là. POURQUOI y a-t-il du monde qui TRAVAILLE 8 heures par jour? Et d'autres qui travaillent 10, 15, 18 heures par jour? POURQUOI on dit que les premiers TRAVAILLENT et les deuxièmes pas? [...] » (*Tdp*, mai 1977 : 2)

« En attendant de trouver la réponse, je me contente d'écrire comme eux. Bon yeu, de bon yeu que ça me laisse insatisfaite une pareille défaite. » (*Tdp*, novembre 1977 : 4)

« LE CONFORT C'EST L'ESPACE, plus nous sommes petites, rétrécies, "squizées", plus ils ont l'air grands et forts. » (*Tdp*, décembre 1977 : 3)

« Mais moi m'man, c'est plus fort que moi, j'veux vivre et pas n'importe comment. Ma place, j'vais tout faire pour la reprendre pis j'te promets qu'ils m'auront pas comme ils t'ont eue. » (*Tdp*, mai 1978 : 7)

L'emploi d'un langage vernaculaire intervient de différentes façons dans le discours et crée plusieurs effets au niveau de l'éthos des rédactrices et de la rhétorique plus globale des *Têtes de pioche*. D'ailleurs, avant de traiter des extraits cités plus haut, on ne peut passer sous silence le titre de la revue qui, lui-même, constitue une expression familière dont le sens sied bien à la ligne éditoriale du journal auquel il fait référence. Le syntagme *têtes de pioche* est l'expression familière pour qualifier ou nommer quelqu'un de têtue, de buté ou de convaincu d'un point de vue précis ou d'une direction à emprunter. Les membres du collectif justifient elles-mêmes leur titre dans le premier numéro du journal : « LES pour

solidarité; TÊTES parce, dans cette affaire, le cœur ne suffit pas; PIOCHE pour notre entêtement. » (*Tdp*, mars 1976 : 2) On peut compléter cette justification en faisant valoir que le terme « têtes » réfère donc à la logique – une nouvelle logique qui se situe loin des diktats du patriarcat –, à la théorie, à la pensée. Le terme « pioche », pour sa part, infère au travail, au labeur, à l'effort : une pioche est un outil de travail qui permet de creuser et de défoncer des surfaces pour voir en dessous d'elles. Au-delà du titre, on a vu avec les extraits qu'un peu partout, au fil des années de publication, les rédactrices ont parsemé leurs textes de bribes d'oralité, d'un « parler français » qui nous renseigne sur leur appartenance à la classe ouvrière, en considérant comme Bourdieu que la langue est un signe de l'habitus d'une classe (Bourdieu, 1982). Ce n'est pas seulement d'affirmer son appartenance à l'une ou à l'autre de ces classes, mais de se montrer conscientes qu'elles existent. Ainsi, l'usage du langage populaire, ordurier ou vulgaire permet non seulement de se représenter comme locutrice du discours, qui parle par expérience, mais d'assurer aussi une certaine forme de représentation du lectorat. Cela permet au collectif de couvrir le spectre des lectorats qu'il est possible d'atteindre en tendant des perches non seulement, par exemple, à des universitaires ou à des membres de la classe dite dominante (avec des textes plus théoriques écrits en français dit standard ou au moyen d'un langage soutenu), mais aussi pour atteindre un public issu de la classe ouvrière. L'effet d'oralité que crée l'usage d'un lexique « familier » ou issu du jocal, la syntaxe qui emprunte au parler québécois de même que l'usage d'expressions vulgaires, de patois et de sacres tend à créer une proximité avec un lectorat qui est susceptible de parler et de comprendre cette langue. Cette stratégie de positionnement, dans le champ strictement féministe, rallie les féministes en ce que les rédactrices sont sinon issues de la classe ouvrière, au moins sensibles à cette condition, en plus d'inclure dans la lutte toutes les femmes, comme le stipulent les objectifs du journal. On voit bien ici de quelle façon, par le langage, *Les têtes de pioche* passent à l'action concrètement pour assurer, malgré l'expulsion des marxistes, la plus grande représentativité possible pour les femmes. Cet effort de représentation (se représenter et représenter les lectrices de toute classe) s'articule en deux temps, c'est-à-dire dans le temps de l'énonciation, où la locutrice se représente elle-même dans le discours, et dans le temps du récit, c'est-à-dire lorsque la narration est déléguée à une autre instance, comme par exemple à un personnage fictif. Il ne s'agit pas seulement de dire : « Je suis opprimée et

inconfortable », mais de le montrer *par* le langage; c'est là où le dire détermine le dit, selon la conception de Maingueneau, c'est là où la parole est action. L'usage de sacres, de patois et d'expressions vulgaires s'inscrit en phase avec un autre objectif du collectif, à savoir celui de témoigner du vécu des femmes et d'être un lieu d'expression de leur oppression. Or, à cette oppression se trouve inextricablement liée une colère rendue palpable dans les textes par l'emploi d'un vocabulaire ordurier. Il s'agit de ne laisser aucun doute sur la tension continue ressentie par toutes les femmes, une tension que le journal permet de verbaliser et d'objectiver, notamment par l'emploi d'une langue spécifique, fixe, dans un lieu d'expression exclusivement créé à cette fin.

L'utilisation du joul permet aussi aux *Têtes de pioche* de se positionner dans le champ littéraire. Ce positionnement fait suite au débat qui a cristallisé, longtemps, le débat sur l'identité nationale et l'engagement des écrivaines et des écrivains. Les romanciers de la Révolution tranquille et les fondateurs de la revue *Parti pris* s'engagent et utilisent le joul dans leurs œuvres. De même, les féministes de *Têtes de pioche* sont parvenues à faire s'exprimer des femmes qui, jusque-là, n'avaient pas eu accès à la parole. Cette réflexion sur l'expression des femmes demeure un leitmotiv permettant au collectif de réitérer sa légitimité auprès de son lectorat, mais aussi d'investir une position qui, sans être dominante, est tout de même favorisée dans le champ littéraire. Calquant, sans doute inconsciemment, leur démarche sur celle des romanciers de la Révolution tranquille, les féministes des *Têtes de pioche* ont utilisé le joul de manière à ce que chaque « récepteur contribue à *produire* le message qu'il perçoit et apprécie en y important tout ce qui fait son expérience singulière et collective ». (Bourdieu, 1982 : 16)

+ + +

Au fil des années de publication de la revue *Les têtes de pioche*, le discours culturel et politique du collectif se définit. Certes, les signes d'ouverture dont ont fait preuve les membres du collectif initial en intégrant des membres et des discours féministes-marxistes auront éventuellement servi à se définir comme féministes par rapport à une pensée de gauche phallogratique, qui relègue la lutte des femmes au second plan. L'affirmation d'une autonomie totale s'est aussi effectuée par le détachement du modèle de compréhension du

monde initié et promu par les marxistes. En s'éloignant, même, du lexique marxiste, *Les têtes de pioche* ont attesté de la spécificité de la lutte des femmes par le langage, cessant de faire des m.-l. et autres membres des groupes de gauche leurs principaux interlocuteurs. Le journal *Les têtes de pioche* se fait le vecteur d'une culture spécifique et fait montre ainsi, une fois de plus, d'une tentative de rendre autonome la pensée qu'il exprime et le mouvement plus global dont il fait partie. Cette autonomie est à la fois revendiquée, stimulée et représentée dans le journal par l'appropriation du langage et des autres modes d'expression qu'implique la création d'un objet culturel comme la revue elle-même. La publication de poèmes ou de textes de création, la mise en récit, la caricature et tout ce qui concerne le paratexte, ces éléments sont ainsi rassemblés au sein du journal pour servir à la promotion d'une culture féministe stricte. En effet, pour *Les têtes de pioche*, l'appropriation de ce langage, par les moyens que supposent l'expression et la représentation culturelle, est posée comme essentielle, car elle permet au collectif de se positionner clairement dans le champ culturel foisonnant de son époque comme *collectif féministe* en dépit des trajectoires individuelles de ses membres, dont quelques-unes sont déjà très actives et reconnues dans le champ littéraire de l'époque.

Chapitre 3 : *La Vie en rose*

1980-1987 : nouveau (x) militantisme(s) et nouveau(x) féminisme(s)?

La Vie en rose apparaît en 1980 dans un contexte sociopolitique particulier au Québec. En mars 1980, le premier référendum sur la souveraineté du Québec est annoncé et prévu pour le 20 mai. Pour les militants et les militantes, la plupart acteurs et actrices actifs de la Révolution tranquille, il s'agit d'une arrivée à destination, à l'issue d'une longue marche vers la liberté. À la question que posera René Lévesque au peuple québécois, ce dernier, pour une proportion de 60 %, répondra NON. C'est une porte qui s'ouvre pour Pierre Elliot Trudeau, voyant là l'occasion de renouveler le fédéralisme canadien. Aux élections du 13 avril 1981, les électeurs refont confiance au Parti québécois (PQ) et le réélisent. Ce sera un mandat difficile, ponctué par le rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne et par une crise économique sévère. Ce dernier mandat du Parti québécois, avec Lévesque à sa tête, mènera au « beau risque » à prendre avec le gouvernement fédéral alors dirigé par les conservateurs de Brian Mulroney, provoquant une déferlante de démissionnaires, puis, à l'issue de la crise, à la démission de Lévesque lui-même le 20 juin 1985. C'est Pierre Marc Johnson qui sera élu chef du PQ. Aux élections du 12 décembre 1985, les Québécois et les Québécoises accordent cependant leur confiance aux libéraux de Robert Bourassa, de retour en politique. Le PQ ne conserve alors que 25 députés.

Les années 1980 sont marquées par une sorte de repli sur soi de certains artistes phares de la décennie précédente, qui privilégient désormais un ton plus intimiste, moins proprement militant. Néanmoins, les féministes maintiennent leur discours à travers deux initiatives que l'on considère comme une « affirmation de la vitalité du féminisme, du fait qu'il ne soit ni triste ni stérile, par opposition à une certaine représentation sociale du mouvement » (Fortin, 2006 : 302). Une troupe de théâtre évolue parallèlement à *La Vie en rose*, à laquelle d'ailleurs elle s'apparente, ne serait-ce que par le ton qu'elle donne et la critique sociale qu'elle émet : *Les folles alliées* est fondée à Québec en 1980 et sera dissoute en 1990. Composées d'abord d'Hélène Bernier, de Jocelyne Corbeil, de Lucie

Godbout et d'Agnès Maltais, *Les folles alliées* constitueront une troupe de théâtre musical et humoristique très présente dans le champ culturel québécois des années 1980, multipliant les apparitions lors d'événements organisés pour souligner le 8 mars ou participant à diverses actions collectives, mais aussi au sein de leurs spectacles qu'elles ont elles-mêmes créés, notamment « Enfin duchesses! » (1984), « Mademoiselle Autobody » (1987) et « C'est parti mon sushi, un show cru » (1988). Elles remporteront un vif succès auprès du public, se servant, tout comme *La Vie en rose*, de l'humour comme d'un « instrument de démystification » (Fortin, 2006) :

Toujours au fait des plus saisissantes réalités de l'actualité, cette troupe féministe a su troubler autant qu'elle a fait rire. Que ce soit dans une parodie des modèles de femmes au service des fantasmes masculins, comme les concours de miss dans *Enfin Duchesses!* ou dans une dénonciation de la pornographie comme dans *Mademoiselle Autobody* ou encore, en s'appropriant, pour les ridiculiser, les pires clichés mâles – dans le genre les sports et la bière –, dans *C'est parti mon sushi...!*, elles ont accompli une œuvre unique. Si d'autres troupes de théâtre féministes ont aussi vu le jour, aucune n'a survécu – avec la même mission de revendication – aussi longtemps que les Folles Alliées. (Burgoyne, 1993 : 61)

La folie des *Alliées* tranche avec une situation politique où les agents dominants, au Québec comme ailleurs au Canada et dans le monde, semblent se situer plus à droite. Sur le plan international, la dame de fer Margaret Thatcher avait été élue en 1979, le président Ronald Reagan, qui deviendra son grand ami, le sera en 1981, remplaçant ainsi le démocrate Jimmy Carter que la crise économique aura affaibli. Il est vrai, comme le soulignent Linteau et ses collaborateurs, qu'un vent de la droite se met alors à souffler de plus en plus fort sur l'occident. Il n'y a pas que les chercheurs qui l'ont constaté. La morosité ressentie est décrite par plusieurs acteurs diversifiés qui, par leur témoignage, viennent corroborer les observations des historiens :

Exit, donc, désormais, l'ailleurs meilleur. Bienvenue dans l'éternel ici et maintenant : l'État québécois atteint sa vitesse de croisière et, du coup, ne s'intéresse plus tant à la justice sociale qu'au prompt rendement de ses objectifs. [...] Pendant ce temps-là, de l'autre côté de la frontière, le *Civil right Movment* états-unien se métamorphose en *political correctness*; chez nos cousins français, mai 68 n'est plus que la nostalgie ringarde et finalement, à Londres, les conservateurs de Margaret Thatcher sont désormais en selle. Ça balbutiait, bien sûr, ça venait tout juste d'éclorre, mais, enfin, le germe était là, fin prêt à pousser et à prendre de l'ampleur. (Keimed, Lefebvre *et al.*, 2009 : p. 204-205)

Ce dont fait état l'essayiste Pierre Lefebvre dans sa présentation, c'est bien sûr d'une rumeur sociale persistante, sorte d'impression qu'engendre le regard porté sur les années 1980. On voit aussi apparaître de nouveaux enjeux et de nouvelles causes autour desquelles des milliers de personnes se mobilisent, poussées, peut-être, par de nouvelles inquiétudes que la prolifération des moyens de communication et des médias contribue à créer et à transmettre. Par exemple, au début des années 1980, on assiste à la propagation rapide du sida, tant et si bien que l'on parle vite de pandémie mondiale : tous les continents sont touchés. La conscience du national mute bientôt en conscience de l'international : les militantes et les militants sont désormais des citoyens du monde, un monde qui leur est accessible plus que jamais. Cela les pousse à se positionner différemment par rapport aux médias de même que par rapport à leur pratique journalistique :

« [...] les féministes ne sont pas impénétrables aux autres débats, elles se préoccupent de ce qui se passe « à Kaboul et à Téhéran », même si elles n'ont pas les moyens d'y aller, même, surtout, si telle n'est pas leur priorité. L'époque romantique de la prise de conscience est terminée, les femmes sont moins centrées sur elles-mêmes et plus ouvertes au reste de la planète, et en particulier aux hommes » (Fortin, 2006 : 301).

Les féministes se mobiliseront autour des enjeux sociaux qu'elles considèrent comme importants et qui évoluent corollairement à leur lutte. Ces enjeux sont relayés et transitent par *La Vie en rose*, ce qui participe à promouvoir et à créer autour d'eux une mobilisation plus importante. Par son observation singulière des faits d'actualités et la critique à laquelle la revue soumet le mouvement auquel elle appartient, *La Vie en rose* rend compte, voire incarne, le pluralisme des luttes et, sur le plan idéologique, elle rend compte de l'hétérogénéité de la population à laquelle elle s'adresse; elle témoigne de diverses façons (que ce soit par les sujets dont elle traite ou par sa façon de les traiter) des transformations sociales ressenties à la même époque. Biron, Dumont et Nardout-Lafarge soutiennent d'ailleurs que les écrits des féministes incarnent particulièrement bien le passage vers un « Nous » fragmenté, hétérogène, que connaît la décennie 1980 :

Comme les autres mouvements théoriques et politiques, le féminisme perd de sa radicalité au cours des années 1980. Si de nouvelles revues voient le jour, comme le magazine *La Vie en rose* et la revue de poésie *Arcade. L'écriture au féminin* fondée en 1981 par Claudine Bertrand, l'écriture féministe cesse de correspondre à un groupe et de définir un corpus précis. Mais surtout, l'écriture des femmes s'éloigne de l'esprit subversif qui l'animait au

départ et contribue au passage du formalisme, typique des années 1970, à une littérature dont la tonalité est plus personnelle, centrée sur l'expérience concrète du monde et sur la mémoire affective. En cela, le féminisme marque de façon particulièrement évidente la transition entre les années 1970, portées par les combats idéologiques et la déconstruction du texte littéraire, et les années 1980, caractérisées par le retour du sujet sexué, souvent intime, dont l'histoire singulière, plus que le destin collectif, détermine le rapport au monde (Biron, Dumont et Nardout-Lafarge, 2010 : 527).

D'une certaine façon, *La Vie en rose* témoigne de ce passage d'un « Nous » plus englobant vers un ensemble de « Je », phénomène que note aussi Andrée Fortin : « *La Vie en rose* fait écho au discours de la presse libre très répandu dans les années 1970 et 1980. Mais ici, la liberté de presse ne signifie pas une information différente d'une "presse subjective". Si l'objectivité renvoie à une unanimité potentielle, à un Nous, la subjectivité renvoie au Je, au pluriel... [...] (Fortin, 2006 : 300). Il faut dire que depuis *Québécoises deboutte!* et surtout dans *Les têtes de pioche* le « Nous » femme, puis féministe, s'était fermement constitué à travers les revues : c'était là, d'ailleurs, l'une des fonctions que l'on attribuait à la revue féministe.

« On ne meurt pas de mourir⁷⁴ »

On a souvent l'impression que, dès le 21 mai, la déprime postréférendaire est apparue, telle une sentence qui tombe. Il est vrai que la victoire du NON a représenté un tournant dans l'histoire du Québec. Mais ce moment concorde aussi avec une reconfiguration sociopolitique et une conjoncture économique particulière sur le plan international, ce qui participe à l'accroissement du sentiment de lassitude constaté par plusieurs critiques :

Le début des années 1980 semble marquer, au point de vue des idéologies, une certaine rupture. Les grands thèmes qui ont passionné tant de groupes et de militants au cours des deux décennies précédentes, et suscité des débats si animés, paraissent s'épuiser. Le nationalisme québécois a du mal à se remettre de la morosité où l'a plongé la victoire du non au référendum. La confiance que le réformisme néo-libéral ou social-démocrate a mise dans l'état se refroidit. La gauche se tait. Le féminisme est en crise et arrive difficilement à mobiliser les jeunes. Le climat, parmi les militants de naguère, est à la désillusion, et

⁷⁴ Cette formule est empruntée à André Belleau qui, au lendemain du référendum, publiera sous ce titre un article dans *Liberté*, no.131, 1980. Dans cet essai, Belleau invite à une relecture complète du corpus québécois des poètes du pays et des romanciers de la Révolution tranquille.

d'aucuns parlent même de « la fin des idéologies ». Cette évolution se produit dans la plupart des sociétés occidentales. Elle tient à divers facteurs, parmi lesquels la récession économique de 1981-1982 et le vieillissement de la population du *baby boom* jouent sans doute un rôle important, quoi qu'il en soit, cette désaffection à l'endroit des idéologies qui valorisaient à la fois les mouvements collectifs et la contestation de l'ordre établi permet l'émergence ou la réaffirmation, de deux courants qui semblent devoir marquer les années 1980. Le premier est celui des « idéologies du moi », qui accordent la primauté à la vie privée et au bien-être corporel ou psychologique de l'individu, sans remettre en question l'organisation de la société. [...] L'autre courant significatif est celui qui se donne l'étiquette de néolibéralisme [...] il s'agit d'un retour aux valeurs du libéralisme classique : allègement de l'État déréglementation, privatisation de l'économie, décroissance des programmes sociaux et foi en la liberté d'entreprise. Dans le sillage du mouvement provoqué aux États-Unis par l'élection du président Reagan, ce nouveau conservatisme se fait sentir dans l'ensemble de la vie sociale et politique, où il prône l'individualisme, la discipline, la stricte rationalité économique et façon générale, la stabilité plutôt que le changement. (Linteau, Durocher *et al.*, 1989 : 687-688)

C'est donc à un changement de paradigme qu'on assistera dans la décennie 1980. et ce, en ce qui a trait à l'expression même des idéologies, autant du point de vue des militants que de celui de la classe intellectuelle. Il s'agira non seulement de militer différemment, mais de concevoir aussi la lutte – féministe, le cas échéant – en fonction de la pluralité qu'elle renferme. L'histoire veut que la décennie 1980, menée par le pessimisme politique et le marasme économique ambiant, en soit une de crise pour une génération écartelée entre le militantisme farouche, contestataire et exacerbé des années 1970 et les tentations de retranchement vers le personnel. Si la rumeur stipule, donc, que cette décennie soit marquée en ce sens sur les plans politique, social et culturel, une lecture de *La Vie en rose* le confirme. Pour les féministes, *La Vie en rose* constituera le dispositif discursif parfait, étant adapté – et adaptable – pour l'expression de ce nouveau militantisme. Il apparaît donc étonnant de lire que le féminisme est en difficulté, « en crise », alors que le mouvement est à l'aube de connaître son plus grand succès médiatique.

C'est en 1980 que paraît le premier numéro de *La Vie en rose*, tiré à 6000 exemplaires insérés dans *Le Temps fou*. Les quatre premiers numéros du magazine seront dès lors publiés sur une base trimestrielle, comptant au tableau des collaboratrices, pas moins de 24 noms⁷⁵ classés par secteur d'activité plutôt que hiérarchiquement. Lors des

⁷⁵ Équipe de production : Andrée Brochu, Marie Décary, Sylvie Dupont, Ariane Émond, Lise Moisan, Francine Pelletier, Claudine Vivier. Maquette : Andrée Brochu, Marie Décary. Collaboratrices aux textes :

premières années de *La Vie en rose*, le mode de fonctionnement administratif trouve un écho dans les textes où l'on revendique l'aplanissement des structures de pouvoir (et de domination). Bien que, par la suite, l'administration de *La Vie en rose* se transformera, on réitérera à plusieurs reprises l'un des partis pris fondateurs du projet explicité dans l'éditorial programmatique : « À *La Vie en rose*, il n'y aura pas de patrons, pas d'employées. Pas de grand mandat politique. Pas d'autres hiérarchies que celle de l'énergie investie. Pas d'autres raisons d'y travailler que le plaisir de dire personnellement et collectivement notre façon de voir la vie ». (*LVR*, mars 1980, p. 4) Dans le premier éditorial, « Un projet dérisoire », signé par Sylvie Dupont pour le collectif, les fonctions que le collectif entend donner à la revue sont claires : il s'agit de contrer une rumeur sociale qui veut que le féministe soit éteint, voire mort. Sont dès lors posées les bases du projet : l'idée est d'observer l'actualité sous la loupe féministe et donc de tenir un discours féministe qui, en lui-même, témoignerait de la vitalité du mouvement. C'est véritablement le projet des filles de *La Vie en rose*, comme elles seront souvent nommées par la suite, c'est-à-dire de prouver « une fois de plus que le féminisme est loin d'être triste et stérile, que les féministes sont bien vivantes et entendent le rester » (*LVR*, mars 1980, p. 4). *La Vie en rose*⁷⁶, le magazine féministe d'actualité, a été créé par sept anciennes militantes du Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit. Ariane Émond, Lise Moisan, Françoise Guénette, Claudine Vivier, Sylvie Dupont et Claire Brassard pensent déjà, en 1979, à cet inséré dans le magazine de gauche *Le Temps fou* (1978-1983), qui deviendra un lieu d'expression des luttes, un lieu d'observation du social sous la loupe féministe. Pour elles, ce lieu de parole n'est pas une option, mais une nécessité; il s'agit de contrer le marasme médiatique ambiant en exprimant une subjectivité féministe à la fois commune, non pas composée d'un « Nous » fort, imposant, irréductible, mais d'un ensemble de « Je » (Fortin, 2006) qui, chacun, a la possibilité d'émettre une voix singulière en un même lieu où elles sont rassemblées. *La Vie en rose* permettra donc à la fois d'intervenir de manière

Monique Dumont, Françoise Guénette, Camille Raymond, Chantal Sauriot, Francine Tremblay, Yolande Villemaire. Aux illustrations : Madeleine Leduc, Ginette Loranger, Nicole Morrisset, Lise Nantel, Micheline Pelletier. Photos : Suzanne Girard. Correction d'épreuves : Suzanne Bergeron, Louise Bonnier. Liaison : Ariane Émond. Administration : Louise Desmarais, Suzanne Ducas. Publicité : Claude Krynski, Louise Legault.

⁷⁶ Désormais *LVR*.

personnelle autant que de faire front commun; aussi permet-elle à la fois de polémiquer et de faire émerger le dialogue. L'on répondra à cet appel à la discordance et à la discussion par l'expression d'une diversité de points de vue, sept années durant : « pas d'autres raisons d'y travailler que notre raison d'y voir la vie. Tant mieux si des femmes et des hommes s'y reconnaissent, nous y comptons évidemment. Mais tant mieux aussi si d'autres tiennent à s'en distinguer. Pour nous, cette discordance est nécessaire et même indispensable » (*LVR*, mars 1980 : 4).

Le premier numéro en est un de rodage; il fonde néanmoins les bases de deux chroniques qui resteront présentes jusqu'au tout dernier numéro : l'éditorial, d'abord, une chronique qui explicitera, au long des années de publication, les prises de position idéologiques auxquelles s'infléchira la ligne éditoriale du magazine; deuxièmement, la chronique intitulée « Journal intime et politique », alimentée tour à tour par l'une ou l'autre des membres de l'équipe de rédaction et dont la seule présence témoigne d'emblée d'un désir de filiation avec les féministes militantes de la décennie précédente. Créée dans la foulée de ses prédécesseuses, dont on retrouve des traces en ses pages, *La Vie en rose* s'inscrit dans le continuum de la presse féministe québécoise en succédant à d'autres revues telles *Québécoises deboutte!* ou *Les têtes de pioche*, par exemple, *La Vie en rose* fait tout de même figure de chef de file. Alors que nous sommes à une époque où l'on prétend de part et d'autre que le féminisme est mort, on oppose à cette rumeur une action féministe concrète (Bergeron, 2012).

Les rédactrices se sont aussi appliquées à justifier l'importance et l'existence du magazine tout au long des années de parution. Les notions de justification et d'autonomie ne s'opposent pas, mais se complètent, car innover et offrir un regard neuf sur les luttes féministes n'empêche pas le besoin de motiver l'entreprise, si autonome soit-elle. Le statut de chef de file du magazine constituait en soi une instance de légitimation dans le mouvement. C'est aussi sous prétexte qu'une plus grande autonomie était encore à acquérir pour toutes les femmes qu'elles élaboraient leur discours et leur réflexion et qu'elles justifiaient ainsi la création d'une nouvelle revue féministe. Ainsi, jetant un regard féministe sur l'actualité politique, sociale et culturelle, *La Vie en rose* avait pour projet de faire une presse d'opinion autonome par rapport aux grandes institutions. Au sein de la

rubrique éditoriale, ce souci d'autonomie se déploie comme un thème et devient l'une des pierres de touche permettant la mise en place de stratégies discursives et de techniques de rhétorique qui dévoilent l'éthos du chef de file que se construit – et que devient – *La Vie en rose*. Le premier éditorial fonde cette démarche et pose d'emblée la presse comme nécessaire dans un champ médiatique de plus en plus centralisé, où *La Vie en rose* entend occuper une place singulière.

La revue *La Vie en rose* a été publiée de 1980 à 1987; trimestrielle en 1980, en 1981 et en 1982 (quatre numéros par année), elle devient bimestrielle en 1983 (six numéros) et jusqu'à juillet 1984, puis mensuelle depuis septembre 1984 jusqu'à mai 1987. Le tirage augmente aussi. Des 6 000 exemplaires insérés dans *Le Temps fou*, *La Vie en rose*, maintenant autonome, tire à 10 000 exemplaires en 1981 et passe bientôt à 20 000 exemplaires. Marie-José Des Rivières a publié en 1995 un article qui détaille précisément les modalités de publication du magazine, traitant de la réception, du public, du contenu et de la présence de la littérature dans *LVR* :

Le fonctionnement de *La Vie en rose* est conforme aux pratiques féministes caractéristiques de l'époque. Il s'agit d'un collectif de six femmes qui assument ensemble toutes les décisions à prendre : politique éditoriale, publicité, promotion, graphisme ou administration. Les données suivantes sont fournies par Francine Pelletier (1986) : trimestriel à ses débuts, en 1981, le magazine vit essentiellement de ses ventes dans 400 points de vente au Québec et de ses 800 abonnements. Au total, 15 p. 100 de ses revenus proviennent de la publicité, une publicité non sexiste qui rejette toute vision réductrice et stéréotypée des femmes, le magazine accueille alors 37 journalistes collaboratrices qu'il commence à pouvoir payer symboliquement. [...] À partir de 1984, il paraît 8 fois l'an. Deux ans plus tard, en 1986, il est mensuel (10 numéros) regroupe une équipe permanente de huit personnes rémunérées (modestement) et compte quelque 9 000 abonnements (à 19 \$ par année); les ventes forment alors 53 p. 100 des revenus, les subventions 17 p. 100 et la publicité 17 p. 100. (Des Rivières, 1995 : 129)

Aux avancées de *La Vie en rose* sur le plan du tirage et de la périodisation s'arrime un rapport aux médias qui mute en même temps que la revue elle-même se transforme. Riche et complexe, la relation qu'a entretenue *La Vie en rose* avec les autres médias durant ses sept années de publication est tumultueuse et principalement fondée sur deux éléments : *La Vie en rose* critique les médias de masse tout à la fois qu'elle tente de leur opposer, par sa présence, une alternative réelle en observant et en traitant l'actualité sociopolitique et

culturelle subjectivement et sous la lorgnette du féministe. En cela, on peut d'ailleurs percevoir une filiation qui s'établit entre *La Vie en rose* et ses prédécesseuses.

Au cours de ses années de publication, *La Vie en rose* a connu trois périodes distinctes. En les identifiant, ces périodes nous permettent de comprendre davantage l'évolution du magazine dans le champ culturel québécois, car elles offrent une prise plus concrète dans l'analyse des transformations de la rhétorique et du discours. Non pas que le fond discursif change : les revendications premières demeurent, la liberté de parole est toujours revendiquée, mais le ton change. Moins incisifs, plus nuancés que dans les articles des premiers numéros, les articles de *La Vie en rose*, nous le verrons, conserveront néanmoins toujours la distance nécessaire pour être critiques vis-à-vis des autres agents du champ médiatique. *La Vie en rose* s'y positionne d'ailleurs différemment que les revues féministes antécédentes. En fait, au départ, tout rapproche *LVR* de *Québécoises deboutte!* et des *Têtes de pioche* : le discours, le ton, les revendications et même l'esthétique de la revue trouvent des échos chez les revues des années 1970. Il est clair, de prime abord, que *LVR* s'inscrit aussi, comme elles, dans le champ intellectuel de son époque et qu'elle cherche à s'y inscrire par l'investissement d'un espace éditorial alternatif et en se positionnant en marge du champ médiatique. Cependant, au fur et mesure que les années de publication passent, le magazine féministe d'actualité en viendra à se tenir en porte-à-faux entre les champs médiatique et intellectuel. En effet, même en tant que revue d'idées, *La Vie en rose* évoluera bientôt dans la logique spécifique du champ médiatique de l'époque, où la concurrence se fait d'ailleurs de plus en plus forte, avec l'invasion du marché des magazines par les grandes entreprises comme Québecor et Power Corporation qui s'effectue dans les années 1980. Nous le verrons, de petit encarté de 28 pages dans *Le Temps fou*, *La Vie en rose* deviendra éventuellement l'un des magazines alternatifs les plus lus et ses collaboratrices seront bientôt considérées comme des journalistes qui ont la légitimité d'investir les tribunes qui leur sont offertes dans l'espace médiatique, des tribunes autres que celles qu'elles ont elles-mêmes créées et qui auront fait leur fortune, une fortune symbolique, bien entendu.

La Vie en rose : un média comme les autres?

Issue de la sphère médiatique de grande consommation où l'initiative de certaines intellectuelles féministes a permis de cristalliser un réseau de sociabilité, l'entreprise éditoriale des féministes a, bien sûr, muté considérablement depuis les éditoriaux de Fernande Saint-Martin dans *Châtelaine* jusqu'à *Québécoises deboutte!*. En 1972, la pensée s'est radicalisée et le discours s'y est adapté, s'arrimant à des revendications qui proposent une refonte de la structure sociale, considérée en elle-même comme la source de l'oppression des femmes québécoises. Ce n'est pas ce genre de discours que tient, par exemple, Fernande Saint-Martin dans *Châtelaine*. Du point de vue du traitement médiatique du féministe et de son intégration dans le champ médiatique québécois, *Châtelaine* représente une revue qui, sans s'intégrer complètement au consensus, demeurerait un magazine de grande consommation qui visait à atteindre le plus grand nombre (Des Rivières, 1998). Il n'en demeure pas moins que, pour le réseau féministe, répétons-le, on peut considérer que les initiatives issues de la sphère de grande consommation agissent comme le lieu de consignation de la pensée et de l'idéologie féministe : les féministes fomentent là une réflexion qui se trouvera à la base de celle des radicales.

En ce qui concerne la presse écrite, la rupture entre la sphère de grande consommation et le champ féministe restreint s'effectue à partir de *Québécoises deboutte!*, en même temps donc que la pensée se radicalise et qu'une nouvelle cohorte de jeunes féministes s'écarte de la génération et de la pensée des réformistes. À l'investissement d'un lieu parole contraint de répondre aux lois du marché et aux lignes éditoriales préétablies, les féministes préfèrent la création de revues qui appartiennent à leur mouvement strictement et qui ne s'inscrivent d'aucune façon dans la logique médiatique qui les précède. Les féministes refondent leur entreprise médiatique en fonction de leur réflexion et s'engagent dans une sphère où elles visent à atteindre un autre lectorat composé de leurs consœurs féministes principalement, mais aussi de la classe intellectuelle de leur époque. En investissant des organes de presse autonome à petit tirage et, du point de vue discursif, sans contraintes éditoriales en ce qui a trait au traitement de l'information et de l'émission d'une subjectivité féministe, les instigatrices de *Québécoises deboutte!* et des *Têtes de pioche* ont

en fait opéré un repli de la presse féministe vers la sphère restreinte. Les féministes, ainsi, ont gagné en capital symbolique. Elles sont parvenues, du reste, à constituer une sous-culture médiatique féministe qui se démarque de la masse médiatique et qui, au sein de ses initiatives alternatives, voire par leur création même, rend compte d'une lecture oppositionnelle des textes médiatiques traditionnels⁷⁷, selon les termes de Stuart Hall. À cet effet, l'exemple de la chronique « Humour noir » (dans *QcD!*) ou celui de la réponse des féministes à l'article « Les femmes, dix ans de révolte » (dans *Tdp*) montrent bien que les féministes n'intègrent pas le texte tel qu'il est encodé. Démasquant le processus de codage des manifestations médiatiques traditionnelles, les féministes court-circuitent l'entreprise de stéréotypage qui s'y exerce et qui participe à maintenir les femmes dans un état d'asservissement permanent. En investissant de manière autonome le champ médiatique et intellectuel – et l'espace des idées – et en présentant dans les pages de leurs revues une autre lecture non seulement de l'actualité, mais de la société québécoise, les féministes proposent aussi une autre façon d'y considérer les femmes et leurs rôles. Ainsi, les revues *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* et bientôt *La Vie en rose*, comme presse alternative, peuvent être considérées, à la lumière de la pensée de Dick Hebdige, comme un signe supplémentaire de la sous-culture féministe, une sous-culture dont les entreprises médiatiques évoluent en marge de la presse à grand tirage et des magazines grand public. Les revues féministes représentent une alternative réelle aux médias traditionnels dont elles dénoncent les discours idéologisant, des discours qu'elles tentent en outre de subvertir par la parodie (« Humour noir ») ou auxquels elles répondent directement (« La riposte des femmes »).

« Quand Janette et les autres ne veulent plus rien savoir »

Dans la foulée de ses prédécesseurs, *La Vie en rose* dénoncera le discours abrutissant des médias de masse; elle dénoncera le traitement de l'information puis la désinformation que certains engendrent. Les pages du magazine présentent d'ailleurs à cet effet le même genre de critique que dans les revues *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche*. On en trouve un exemple dans le numéro de septembre-octobre-novembre 1981, où

⁷⁷ Alors que, selon toute vraisemblance, leurs prédécesseuses en faisaient une lecture négociée.

le magazine présente un dossier portant sur les femmes et l'information. Ce dossier permet de saisir avec une acuité particulière la position – et le positionnement – de *La Vie en rose* dans le champ médiatique en 1981. Dans ce numéro, les prises de position sont claires. Le premier article du dossier constitue une sorte de présentation de celui-ci : « Quand Janette et les autres ne veulent plus rien savoir : les femmes et l'information. Dossier ». L'article justifie la publication en montrant d'emblée sa pertinence pour le magazine et pour ses lectrices. En fait, les rédactrices rendent compte d'un besoin de se situer, comme entreprise éditoriale, dans le monde complexe et foisonnant des communications, un monde où l'on note en outre la prolifération des organes de presse spécialisée : entre les magazines féminins, ceux d'affaires publiques et les autres qui traitent de chasse, de pêche, de moto, de porno, *La Vie en rose* se trouve bien étrangement situé du point de vue discursif et éditorial. Alternative, autonome, la revue est néanmoins bien distribuée : on trouve *La Vie en rose* sur les tablettes des kiosques à journaux et dans les dépanneurs partageant ainsi le même espace médiatique que les autres revues, magazines et journaux. Rappelons-nous que la décennie 1980 est celle où l'on note la prolifération de magazines, alors que, en 1980, Quebecor de même que Gesca, une filiale de Power Corporation, investissent une part de marché que les filles de *La Vie en rose*, par la réalisation et la publication de ce dossier, tentent de saisir :

Pourquoi nous pencher sur les médias? D'abord parce que *La Vie en rose* est une revue d'information, c'est-à-dire un des éléments de la faune de plus en plus complexe des médias. Parce que de l'espace que nous occupons à la devanture des kiosques, coincées entre *Madame* et *Chasse et pêche*, deux rangs au-dessus du *Journal de Montréal*, nous regardons proliférer autour de nous la presse dite d'information, la presse féminine, la presse porno, la presse d'argent... sans y déceler beaucoup d'affinités. Parce que déambulant devant ces vitrines, nous ne nous reconnaissons pas dans les images qu'on donne de nous. (*LVR*, sept.-oct.-nov. 1981 : 17)

En prenant soin de préciser la nature de leur projet (*LVR* est une revue d'information), les rédactrices réaffirment la fonction qu'elle s'octroie dans le contexte médiatique. L'extrait indique clairement que, ne se « [reconnaissant] pas dans les images qu'on donne [d'elles] », les instigatrices du projet visent non seulement à combler un manque, mais à corriger l'image d'elles-mêmes que leur renvoient les médias. Cette image, elles la considèrent comme fautive, erronée, non représentative. Ainsi, le commentaire sur la « faune

174

médiatique » devient un prétexte pour situer et légitimer l'entreprise : *La Vie en rose* rendra compte et construira l'image d'un « Nous » (les féministes) qui veut être adéquatement représenté et qui veut ainsi prendre en charge la construction de son image publique.

La Vie en rose est au fait de la place qu'elle occupe dans le champ tout à la fois qu'elle reconnaît le rôle qu'elle peut y jouer. Ce qui n'était d'ailleurs pas nécessairement le cas des revues *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche* que l'on trouvait davantage dans les librairies spécialisées, les centres de documentation féministe ou que l'on recevait sur abonnement, etc. De ce point de vue, c'est-à-dire celui de la distribution, de la diffusion, *La Vie en rose*, une fois autonome par rapport au *Temps fou*, a fait un pas de géant effectuant ainsi une percée du champ médiatique. La conscience d'appartenir à un champ spécifiquement médiatique est un paramètre nouveau de la presse féministe par rapport à *Québécoises deboutte!* ou aux *Têtes de pioche* qui ne prétendent pas évoluer dans la même logique que les autres médias, ni n'en expriment le désir, bien au contraire. Pour *La Vie en rose*, le fait de côtoyer ces organes et même, éventuellement, d'y ressembler (du point de vue esthétique) n'empêche nullement la critique, même acerbe, de la presse écrite ou des médias généralistes et populaires. Elle s'imposera en outre comme une alternative qui atteindra de plus en plus de lectrices, jusqu'à un tirage de 35 000 exemplaires, dépassant ainsi le statut de presse marginale.

Avec *La Vie en rose*, la presse féministe effectuera un effort de marketing important. C'est notamment sur tout un pan de l'image des féministes que l'on tentera d'agir en la modifiant. De ce point de vue, on note encore une sorte de déplacement entre les deux premières revues, soit *QcD!* et *Tdp*, et *LVR*, une revue qui se positionnera dans le champ médiatique de manière à instaurer un rapport de force entre les médias traditionnels, un rapport réciproque où s'exercera une interaction véritable entre les discours. En effet, *La Vie en rose* sera récupérée positivement par les médias de l'époque et obtiendra un succès d'estime important, alimenté par la critique de son époque. Si Myriame El Yamani note avec justesse que l'absence de relais est notamment responsable de la disparition des initiatives de presse féministes (El Yamani, 1998), l'incorporation relative de *La Vie en rose* par ses pairs et sa reconnaissance, en plus de permettre l'acquisition de capital

symbolique, représente une bonne « publicité » pour le féminisme. *La Vie en rose*, « le magazine féministe d'actualité », demeure un magazine féministe lu sans doute par les groupes de femmes et les militantes du milieu féministe. Mais il est plus que cela, car la place qu'il occupera dans le milieu culturel et intellectuel québécois fera de *La Vie en rose* un magazine qu'il est de bon ton de lire autant dans les milieux plus strictement militants que dans les milieux intellectuels. En 1981, *LVR*, donc, ne se trouve pas d'affinités avec les organes de presse qui l'entourent, d'autant plus que ceux-ci renvoient des femmes et des féministes une image faussée, normative et en phase avec un discours dominant que le magazine d'actualité féministe décrie, décortique, analyse et subvertit, ce dont plusieurs articles du dossier « Les femmes et l'information » constituent d'excellents exemples. « La Vie en névrose » est l'un d'eux : cet article est consacré à révéler ce qui se cache sous le « véritable tchador à l'occidental » (*LVR*, sept.-oct.-nov. 1981 : 26) que constitue la presse féminine. L'article lève le voile sur l'effet idéologisant de cette presse destinée aux femmes, une presse perçue comme un organe qui, sous le couvert d'une proximité installée entre les femmes et lui, les muselle et les confine plutôt dans un rôle prédéterminé sur les bases de stéréotypes et de préjugés :

Véritables tchadors à l'occidental, ces périodiques qui nous sont prédestinés nous bâillonnent et nous emmaillotent tout en ayant l'air de parler de nous à pleines pages. Les revues féminines sont des revues spécialisées au même titre que les revues de chasse et pêche, d'affaires et de cul. La Femme éternelle qu'on nous y présente est effectivement un être spécialisé dans l'art d'embellir, de séduire et d'apprêter les restes. Aux aspirantes candidates, il convient de souligner très tôt que les exigences sont grandes et que beaucoup de temps, d'énergie, d'argent sont nécessaires à la réussite du projet. (*Id.*)

Marie Décary, qui signe l'article, révèle les ambitions cachées de la presse féminine et soutient du même souffle qu'elle réduit son champ d'action, d'interventions et, métaphoriquement, son champ de vision. En comparant la presse féminine au tchador, l'auteure de l'article ne laisse aucune possibilité d'interprétation autre que l'idée selon laquelle les magazines féminins exercent pernicieusement un contrôle sur les femmes en leur assignant une manière d'être et, par le fait même, une fonction sociale. En fait, ce qui est significatif dans cet extrait concerne la formation des lectrices qui deviendraient, grâce à la lecture des magazines féminins et au terme d'efforts considérables, des spécialistes de « l'être femme ». Or, il s'agit là d'une assignation établie en fonction des critères définis

176

dans un discours essentialiste et qui exclut les femmes des sphères du pouvoir politique. Marie Décary le relève :

Les revues féminines sont des revues d'intérieur et d'intériorité. Elles ne sont pas toujours inintéressantes et on peut, à l'occasion, y lire de très bons articles, mais elles n'ont qu'une définition de la féminité. On y cultive l'art du « happy ending » à tout prix et le prince charmant qui veille au grain n'est jamais bien loin. « La nature des choses est fréquemment invoquée. Et cette NATURE présente curieusement des liens fort nombreux avec l'idéologie dominante, avec la politique du mâle au pouvoir. » Les femmes des revues vivent dans des gynécées modernes sans aucun pouvoir réel sur le monde extérieur (on ne parle jamais de politique dans la plupart de ces magazines)... [...]. (*Id.*)

Le détournement de sens des termes « intérieur » et « intériorité » permet à Décary de l'appliquer à la situation sociale de femmes qui demeurent confinées à intervenir dans la sphère plutôt privée que politique. Ainsi, elle réitère, d'une part, que, pour les femmes, le privé est politique et, d'autre part, elle décrit la façon dont les revues féminines interviennent dans la construction et le maintien du rôle social des femmes. Ce dernier serait attribuable à une soi-disant nature que, bien paradoxalement, le discours idéologisant des revues féminines participe à construire et à maintenir en phase avec l'idéologie dominante. Les femmes vivent dans le monde qui leur est réservé et qui leur est exclusif, tel un « gynécée » dont les revues féminines participeraient à ériger les murs.

« La Vie en névrose » permet aussi d'établir un lien avec la critique des médias qu'effectue *Les têtes de pioche* et qui concerne l'idée que les revues féminines et les journaux de vedettes ne rendent pas une image juste et réaliste des femmes et qu'ils la modifient pour renforcer les stéréotypes et le consensus social. Les femmes qui sont citées en exemples ne représentent la réalité que d'un mince échantillon du lectorat et font en outre rêver les autres, issues de la classe moyenne, à un idéal qui leur est hors d'atteinte :

Le *Chez-soi* du mois de juin dernier était ainsi présenté : « Pour Sonia, à la vie professionnelle trépidante, l'important était de s'inventer un chez-soi plein de quiétude et reposant ». À voir l'intérieur luxueux de cette maison de la cohue et de l'agitation du centre-ville" on comprend que Sonia ne mène pas la vie de Carmen, caissière chez Provigo, qui, j'en suis sûre, aurait besoin de se reposer de sa journée pas tellement trippante "sur le niveau supérieur de la terrasse (...) et de prendre des petits déjeuners ensoleillés et de se détendre agréablement dans un mobilier de rotin blanc qui ajoute une note de fraîcheur et de

vacances”. Ce que nous propose le plus souvent la presse féminine est le plus souvent faux et inaccessible si ce n’est la réussite d’un “croque-monsieur pour deux personnes” sur la fiche-cuisine [sic]. (*Ibid* : 27)

L’article présente un exemple de femme « ordinaire » représentée par le personnage de Carmen. Bien qu’exploitée différemment que dans *Les têtes de pioche*, la présence d’un personnage comme celui de Carmen permet au lectorat de constater le décalage entre la situation des femmes présentées dans les magazines féminins et celle de la majorité des femmes. Les magazines féminins sont pointés comme une presse qui vend du rêve et qui offre ainsi une image déformée du réel. Plus important encore, « La Vie en névrose » montre bien comment la presse féminine représente un outil idéologique exploité au service des idéologies de la classe dominante. L’élément discursif qui prime dans le texte concerne l’effet anesthésique de la presse féminine, c’est-à-dire l’idée que son discours contribue à maintenir les femmes dans un état d’aliénation. L’extrait porte sur la difficulté, pour certaines femmes, de percevoir la réalité telle qu’elle est vraiment et sur la quasi-impossibilité de voir en dehors du périmètre qui encadre ce qu’on veut bien leur montrer. L’article est tout entier orienté de manière à donner à comprendre l’impossibilité de voir, de percevoir ou de parler. Il contient des références à la cécité, à l’inclusion, à l’enfermement. Les revues féminines sont montrées comme des instruments dont se sert la classe dominante pour maintenir les femmes hors des sphères du politique et du pouvoir. On reconnaît là des positions qu’ont aussi tenues des revues comme *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche* et, en ce sens, la filiation entre les trois entreprises est très claire. Comme les autres revues du corpus, *La Vie en rose* fait état de la participation de la presse féminine à ce discours ambiant auquel on ne porte pas assez attention : « “Complice de vos 20 ans” et CHEZ-SOI, “Le magazine du rêve réalisable”, deux nouvelles venues sur le marché québécois publiées à 100 000 exemplaires chacune par les éditions Le Nordais regorgent de textes et de bas de vignettes qui ont le même effet engourdissant que la muzak du métro » (*Id.*). Aussi, le titre, « La Vie en névrose » avec le jeu d’esprit sur le titre du magazine dresse un parallèle amusant entre *La Vie en rose* et les magazines féminins dont on parle dans l’article : on peut donc voir la vie en rose ou la voir en névrose. Ce terme, s’il a une connotation négative, permet à Marie Décary d’inscrire d’emblée le champ lexical de l’inconscient dans son texte : une névrose étant un trouble affectif ou émotionnel dont le

178

sujet a peu ou pas conscience. Adoptant une posture critique vis-à-vis de la presse féminine institutionnelle par rapport à laquelle elle se pose comme antagoniste, puisqu'elle perçoit et dénonce l'idéologie que les magazines féminins sous-tendent, une idéologie à laquelle le magazine d'actualité féministe s'oppose. *La Vie en rose* soumet à la discussion la nature et la fonction des magazines féminins, comme ses prédécesseuses l'avaient fait avant elle.

Le numéro sur les femmes et l'information présente aussi un autre article qui tisse un lien encore plus étroit entre *La Vie en rose* et les autres revues du corpus. Comme les autres revues, l'article introduit, dans son argument, une forme de fictionnalisation, par la description de la situation d'une femme qui consomme des produits culturels de grande consommation. « Pour vous mesdames » est un article signé par Sylvie Dupont qui présente la lettre fictive d'une ménagère adressée à Pierrette, l'animatrice de l'émission de télévision *Pour vous mesdames*. Le ton général de la lettre, faussement bon enfant, offre d'emblée une sorte de portrait de la ménagère qui l'écrit. Un peu naïve, sans malice et résiliente, elle est une représentation de la femme au foyer type. Elle s'en fait pour le bonheur de son mari et de ses enfants. Malgré des embûches parfois même fondamentales, elle persévère dans sa quête du bonheur, un bonheur qu'elle ne peut trouver qu'à travers l'harmonie familiale et conjugale. Pour ce faire, elle s'efforce de devenir une meilleure épouse et d'accomplir son rôle de femme au foyer avec le plus de justesse et de rigueur possible :

Je vous écris pour vous féliciter de votre émission. Quand les enfants sont à l'école, et que moi je reste seule avec Toto, je vous écoute toujours et j'apprends beaucoup de choses. [...] Mon mari a beaucoup aimé votre recette de poulet aux pommes et, comme le disait votre invité du ministère de l'Agriculture, il faut encourager nos producteurs locaux. De plus, j'ai appris avec votre expert en budget familial que la bonne ménagère est aussi une consommatrice avisée. (*LVR*, sept.-oct.-nov. 1981 : 29)

Dans l'émission féminine qu'anime Pierrette, tous les intervenants sont masculins : le fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, l'expert en budget familial. Or, les hommes n'ont généralement pas à faire avec l'objet de leur discours, à savoir le travail ménager, la gestion du quotidien, des repas, etc. Le ton ironique de l'article est créé par la naïveté du personnage qui tient compte de ces conseils d'hommes et émis pour plaire à d'autres hommes. C'est ce que dénonce *LVR* et, plus largement, les féministes. La composition de

l'article, sous la forme d'une lettre, offre la possibilité d'exploiter des avenues discursives qui explorent non seulement le quotidien, mais l'intimité du personnage qui révèle à Pierrette, des détails d'une vie conjugale pour laquelle elle fait preuve d'abnégation. La narratrice prend sur elle les maux de Victor, son mari, et se rend coupable de ses tourments :

Notre émission de la semaine dernière sur l'alcoolisme m'a beaucoup bouleversée. Comme j'ai été aveugle. Je n'avais jamais pensé que mon mari allait à la taverne tous les soirs à cause de moi. C'est vrai que je n'essayais pas de le comprendre et de l'aimer comme il est. Je m'occupais trop des enfants et pas assez de lui. Je négligeais mon aspect physique et je l'emmerdais avec des problèmes insignifiants comme la machine à laver qui déborde ou la rougeole de Pierrot. Je l'exploitais en lui demandant trop d'argent et ça lui donnait un sentiment d'échec. Après vous avoir entendue, j'ai décidé que tout cela allait changer. [...] Je ne me décourage pas. Comme vous le dites, il faut beaucoup de patience et de persévérance pour réussir sa vie de ménage. (*Id.*)

La narratrice réalise son « implication » dans les malheurs de son mari grâce à une écoute de l'émission *Pour vous mesdames*. Aussi, cette dernière, qui feint d'être créée et animée pour les femmes, oriente visiblement tout son contenu en fonction du bien-être des maris et des familles de ces dernières. Ces émissions apprennent aux femmes sinon la soumission, au moins d'être prioritairement attentives aux besoins de leur entourage. À cette fin, le magazine télévisé donne aussi des réponses et des solutions pour pallier les lacunes d'une ménagère qui, comme l'auteure de la lettre, ne serait pas assez attentive aux besoins de son mari :

J'ai le temps de vous écrire ce soir parce que Victor est parti pour deux semaines aux États-Unis suivre un cours de formation professionnelle. Je profite de son absence pour lire le livre que votre sexologue invité, M. Desjardins, nous a conseillé l'autre semaine. Maintenant, chaque fois je vais faire pipi, je contracte plusieurs fois de suite mes muscles pelviens. Je ne ferais plus l'erreur d'oublier que je suis d'abord et avant tout la maîtresse de Victor et qu'il a droit à une relation érotique riche et passionnante. (*Id.*)

Pour les rédactrices de *La Vie en rose*, les magazines télévisés destinés aux femmes convainquent ces dernières de se conformer, de se soumettre aux règles qui déterminent la fonction d'une femme à la maison et qui en définissent le rôle. Le personnage de l'article est dévoué à son mari sur tous les plans et dans toutes les sphères, même sexuellement. En abordant la question de la sexualité, « les ironistes [...] ne parlent pas simplement d'un

sujet donné mais parlent, à travers lui, d'elles-mêmes et du monde » (Joubert, 1998 : 42). Le cas fictif de cette ménagère est particulier, mais permet d'émettre une critique plus générale. Ce que dénonce l'article, c'est que les femmes sont confinées à jouer un rôle précis dans la maison et la société, un rôle que contribuent à définir et à renforcer les médias traditionnels. Le dernier paragraphe de l'article est sans équivoque et réitère une revendication importante du féminisme de cette époque, c'est-à-dire le salaire au travail ménager ou, à tout le moins, sa reconnaissance :

Chère Pierrette, je sais que vous en faites déjà beaucoup pour nous et j'aurais encore un petit service à vous demander. Je voudrais que vous alliez parler au ministre de l'Éducation et au ministre du Travail. Expliquez-leur que grâce à vous, toutes vos auditrices apprennent leur beau métier de femme : tous les jours nous nous recyclons et nous nous perfectionnons ensemble, chacune dans notre maison. Ça vaut bien un cours de deux semaines aux États-Unis! S'ils ne comprennent pas où vous voulez en venir, donnez-leur l'exemple de mon mari. Quand il va aux États pour apprendre à mieux faire sa job, il gagne 300 \$ par semaine et on lui rembourse ses dépenses. Alors si c'est vrai que nous sommes égales aux hommes, pourquoi ne serions-nous pas payées pour regarder votre émission? » (*Id.*)

L'article se termine donc sur une pointe d'humour noir, un humour qui permet non seulement de réitérer une des revendications du féminisme, le travail au salaire ménager, sur un ton faussement naïf, en plus de faire apparaître les incohérences du discours dominant en matière d'égalité et de condition des femmes. En effet, si les femmes et les hommes vivaient dans un système égalitaire, alors les femmes seraient aussi payées pour accomplir leur métier, quel qu'il soit. Aussi auraient-elles le choix de devenir ou non ménagères, de rester ou non au foyer, ce qui, selon Sylvie Dupont, n'est pas le cas en 1982. Finalement, si ce que soutient le discours dominant en matière d'égalité était vraiment fondé, aucun produit culturel ou éditorial ne serait consacré à mater les autres aspirations des femmes, ni même à les convaincre de ne pas en avoir, surtout si ces aspirations ne s'inscrivent pas à l'intérieur de la sphère domestique. Les émissions dites féminines sont ainsi directement pointées comme des vecteurs de l'idéologie dominante.

L'exemple des articles « La Vie en névrose » et « Pour vous mesdames » permet de reconnaître la filiation qui s'établit entre *La Vie en rose* et les revues qui la précèdent⁷⁸. Les trois revues dénoncent le discours idéologisant que portent les médias sur la question des

⁷⁸ Mais en plus drôles!

femmes. On constate en plus une similarité dans les stratégies discursives déployées dans les textes de même que des accointances sur le plan du ton des articles. En effet, que ce soit dans les articles de la rubrique « Humour noir », dans l'article « Les journaux de vedettes » ou dans l'article « Pour vous mesdames », les collectifs sollicitent le personnage de « la femme ordinaire » pour plusieurs raisons, dont deux sont particulièrement significatives. Il y a d'abord l'idée de ralliement derrière une revendication qui concerne toutes les femmes – et pas seulement les féministes qui sont déjà convaincues et critiques. La mise en scène de « la femme ordinaire » ou de la ménagère met en place une sorte de distance entre le personnage et le collectif. Ces articles renseignent sur l'éthos que les féministes responsables des publications mettent de l'avant et présentent dans les textes. Les féministes ne consomment pas les produits culturels qu'elles critiquent : elles ne sont pas des « femmes ordinaires » et ont fait le pas de la prise de conscience. Étant plus formées et informées comme féministes, les rédactrices en deviennent encore plus dignes de la confiance de leurs lectrices qui sont d'ailleurs, elles aussi, déjà convaincues et dont on perçoit aussi une lecture critique des autres médias. Il s'agit donc de fouetter les troupes en montrant l'encodage idéologique des médias de masse et d'en illustrer le propos – les médias reconduisent des stéréotypes et des préjugés négatifs pour les femmes – à l'aide d'un exemple. Cet exemple, en plus d'augmenter le degré d'assertion, permet une lecture et une compréhension sans équivoque du discours que portent les revues sur les médias traditionnels⁷⁹. Les exemples que donnent les féministes à leurs lectrices sont hyperboliques, mais s'appliquent tout de même à démontrer le lien qui unit le discours et les messages que proposent les médias traditionnels avec la situation des femmes et leur consentement tacite à demeurer dans cette situation. Ainsi, les féministes démontrent l'instrumentalisation des médias au profit des idées de la classe dominante de même que

⁷⁹ Souvenons-nous d'Angenot que l'on a cité précédemment, mais dont il convient de rappeler le propos : « si l'idéologue ne s'appuie que sur un seul exemple, il importe que celui-ci soit non seulement clair mais typique, pour emporter la conviction. Le choix de l'exemple n'est jamais innocent : il n'importe pas seulement qu'il illustre congrûment une thèse. Il faut qu'il soit acquis que l'auditoire ne risque pas d'en avoir spontanément une autre interprétation. Il est donc renforcé par certains « mythes » qui occultent la complexité des faits, mais renforcent l'adhésion. Autrement dit, l'exemple n'a de valeur que parce qu'il a déjà subi une opération de mise en forme mythologique qui lui confère une résistance à la critique. Le « réel » devient ici un répertoire à haute lisibilité idéologique. » (Angenot, 1982 : 194)

leur fonction dans le maintien de l'hégémonie : les médias sont un vecteur d'idées reçues qui cimentent le consensus social. Stuart Hall le montre :

L'hégémonie s'accomplit à travers les superstructures – la famille, le système éducatif, l'Église, les médias, les institutions culturelles – et le versant coercitif de l'état [...]. Il est important de comprendre que le concept d'hégémonie n'est pas un état des affaires « donné » et permanent, mais il doit être gagné et *assuré* activement : il peut aussi être perdu. (Hall, 1977 (2010) : 43-44)

À l'instar de Hall, les féministes de *LVR*, notamment, conçoivent la fonction des médias dans la reconduction des idéologies dominantes et de l'hégémonie. Elles montrent aussi que cette dernière s'affirme et intervient sur plusieurs plans, concernant autant la conscience de sexe et de genre que la conscience de classe⁸⁰.

Par sa position critique vis-à-vis des médias traditionnels, *La Vie en rose* s'inscrit en filiation avec les revues féministes qui la précèdent. Comme les autres revues, elle a aussi critiqué vertement l'objectivité prétendue des médias québécois. On l'a vu, *Québécoises deboutte!* détourne en sa faveur la rhétorique de Lionel Gendron en ridiculisant son discours pour miner sa crédibilité et son autorité. De la même manière, *Les têtes de pioche* réfutent violemment le bilan des dix années de féminisme que dresse le magazine *L'actualité*. Les deux revues qui précèdent *La Vie en rose* déboulonnent à leur façon le mythe de l'objectivité qui entoure les médias traditionnels, mais certes pas de manière aussi soutenue que *La Vie en rose*. En effet, cette dernière ne fait pas seulement prendre position, mais revendique, par sa pratique, un journalisme incarné, ouvertement engagé et subjectif : elle pratique une presse d'opinion. *La Vie en rose* dénonce l'hypocrisie des médias généralistes qui prétendent ne pas effectuer une lecture idéologiquement orientée du social et de l'actualité et dénonce l'intervention idéologique des médias mâles, blancs et riches, sous le couvert de l'objectivité :

[...] La réalité est décrite par et pour les hommes – via le ou la journaliste – sous le couvert de *l'objectivité*, cette chasse gardée de ceux qui définissent les normes » (Andrée Côte), ce leurre, ce piège pour les femmes qui fait dire à Lise Payette « Le choix des femmes journalistes est d'abandonner le mythe de l'objectivité, qui définit la coloration de *leur* vision »... « qui n'est que leur subjectivité, en fait ». (Ariane Émond) (*LVR*, déc. 1981 : 49)

⁸⁰ À cet effet, c'est l'article des *Têtes de pioche* qui est le plus évocateur.

La question de l'objectivité des médias sera l'un des angles d'attaque les plus exploités de *La Vie en rose*, laquelle y opposera une subjectivité revendiquée et assumée en ses pages. Les rédactrices du magazine ne dénoncent pas seulement le message que les médias généralistes renvoient aux femmes; elles s'en prennent au point de vue qu'adoptent les journalistes sur l'actualité et à une pratique du journalisme qui sous-tend des présupposés idéologiques orientés en fonction des idées dominantes. *La Vie en rose* s'efforce de mettre au jour un système qui permet les accointances entre des organes du discours social qui sont vecteurs de l'idéologie dominante. En 1987, la journaliste de Radio-Canada Colette Beauchamp disait que « l'information, d'où qu'elle vienne, transmet des réalités, mais aussi des visions, des idées, des sentiments, des valeurs, des objectifs [...] [et que] la presse détient un pouvoir qui va au-delà de l'influence qu'elle exerce sur chacun-e de nous. Les médias construisent l'actualité et façonnent les événements. » (Beauchamp, 1987 : 168) Beauchamp ne précise pas si son affirmation concerne les médias généralistes seulement. Certains médias iraient donc dans le sens de l'ordre, dans le sens de l'idéologie dominante. Tout au long de ses années de publication, c'est précisément à cette prétendue objectivité, donc, que *La Vie en rose* s'attaquera en revendiquant d'entrée de jeu une pratique journalistique subjective.

Il n'y a pas que dans la chronique éditoriale comme telle que s'exprime ce désir d'incarner une véritable alternative aux médias de masse qui, pour *La Vie en rose* comme pour la chercheuse Myriame El Yamani, représentent davantage un espace de visibilité des institutions qu'un lieu pour exprimer une parole libre (El Yamani, 1998). Le fait de se positionner d'emblée par rapport aux autres médias, et aussi explicitement dès le premier numéro, donne le ton à un projet qui, du reste, devra éventuellement s'adapter lui aussi aux lois du marché des périodiques qui, au cours de la décennie deviendra de plus en plus féroce : « nous serons aussi mal informées que tout le monde : nous dépendrons nous aussi des grands médias », mentionne Sylvie Dupont dans l'éditorial de mars 1980 (*LVR*, mars 1980, p. 4). Mal informé et dépendant des grands médias, le collectif n'en sera pas moins critique et autonome dans sa façon de relayer l'information à ses lectrices; *La Vie en rose* sera une presse subjective :

Parce qu'avec *La Vie en rose*, nous tâcherons justement de faire, à contrecourant dans un monde où les communications sont de plus en plus centralisées et uniformisées, une presse subjective, une presse d'opinion. Nous ne prétendons pas cerner la réalité ou lui faire suivre une ligne; nous nous contenterons de regarder et de commenter le monde qui nous entoure sans chercher refuge derrière les paravents sacrés de l'objectivité et de la représentativité. Nous ne chercherons pas à véhiculer des certitudes; simplement nous indiquerons les pistes qui se présentent à nous. (*Id.*)

Ce parti pris de la subjectivité sera maintenu jusqu'à la toute fin de la publication et affirmé ponctuellement, ici et là. En 1981 :

Les faits parlent d'eux-mêmes, disent les médias. À l'ère de l'objectivité électronique, des satellites, des banques de données et des sciences de la « communication », on se garde bien de parler de politique d'information. C'est le parti de ceux qui prétendent ne pas en avoir, qui nous renvoient un reflet fragmenté, amorti, étranger de la réalité pour « un public » qu'ils veulent passif, indifférent et amnésique. À *La Vie en rose*, nous n'avons pas le culte de l'objectivité. Parti pris de déroger à la norme journalistique, au bon ton neutre et distancié des diseurs de nouvelles. Nous voulons plutôt décoder l'information officielle – qu'il s'agisse de décisions politiques, économiques ou autres, bref de ce que le pouvoir veut bien nous dire, ou encore du spectacle décousu et lointain qui tient lieu d'actualité internationale – nous voulons la resituer sous notre angle de vision en fonction de *nos* intérêts, de *notre* réalité. (*LVR*, sept. 1981 : 5)

Cet extrait présente plusieurs éléments révélateurs de la fonction que s'octroie *La Vie en rose* comme média. Autant elle se met à distance par rapport aux autres entreprises éditoriales, autant *La Vie en rose* témoigne de son appartenance à cette jungle médiatique qu'elle décrit dans l'extrait. Aussi, si l'extrait est daté, c'est-à-dire qu'il traite de cette époque où l'on notait le passage au 2.0, où les avancées technologiques sur le plan de l'informatique et du numérique étaient tout à fait neuves et notables (l'ère des satellites, de l'objectivité électronique, etc.), on sent néanmoins que le magazine puise aux fondements de la presse alternative féministe pour définir sa pratique. Ne s'agit-il pas en effet de considérer le monde et l'actualité en fonction d'un « Nous » – l'instance d'énonciation – qui, contrairement au « public » que visent les médias de masse, exerce un esprit critique. En effet, ce « Nous » n'est ni « passif » (il réagit donc activement), ni « indifférent » (il se sent donc concerné), ni « amnésique » (il se souvient). C'est aussi l'emploi du pronom « nous » qui marque le texte de la subjectivité journalistique qu'on y revendique. À la lumière de l'extrait, on peut difficilement définir clairement les traits de ce « Nous » énonciateur. On peut cependant penser qu'il est « femme » et « féministe », mais surtout,

on peut affirmer avec certitude qu'il se considère comme une entité extérieure, décalée, vis-à-vis « les diseurs de nouvelles » qui prétendent rendre une réalité objective. Les rédactrices de l'article laissent entendre que cette réalité constitue en fait la construction subjective d'un phénomène; elle s'avère être le résultat d'un choix calculé qui construit l'actualité en fonction de paramètres idéologiques. C'est justement cette construction subjective qu'elles entendent « décoder ».

La Vie en rose entend resituer en fonction de ses intérêts (celui des femmes et des féministes, celui d'un public averti) et faire sienne une réalité qu'on lui rend étrangère et morcelée. Sans prétendre pouvoir la saisir à bras-le-corps, elle propose plutôt de s'y plonger à sa mesure et, surtout, de manière ouvertement subjective, faut-il le répéter. Il est intéressant de constater que *La Vie en rose* se joue d'une norme journalistique qu'elle répudie, subvertissant les codes d'éthique et la déontologie qui régissent sa pratique. Car bien sûr, *La Vie en rose* fera aussi le choix de présenter tel événement plutôt que tel autre; la différence réside dans l'idée que, pour sa part, elle ne s'en cache pas ni ne se targue d'être impartiale. Plusieurs éléments concourent à permettre aux journalistes de *LVR* l'expression d'une parole libérée de toute contrainte. Le fait qu'elle soit autonome et autogérée n'est certes pas à négliger, mais cela relève du lieu commun. Ce qui intéresse peut-être davantage concerne l'allégeance indéfectible de *La Vie en rose* à la liberté de presse et la revendication de son appartenance à la presse alternative.

La Vie en rose témoigne d'un glissement de la presse féministe et de manière plus éloquente encore si l'on observe le magazine à la lumière de la place qu'il s'est taillé comme média dans le champ québécois par rapport à celle que s'étaient taillée les revues féministes qui le précèdent. Ainsi, autant *La Vie en rose* porte en ses pages un discours sur les médias traditionnels – par rapport à sa façon de pratiquer le journalisme qu'elle commente aussi – autant elle se montre consciente d'appartenir à cette communauté médiatique qu'elle décrit en tenant un discours autour de sa propre pratique journalistique. Les filles de *La Vie en rose* se posent comme des journalistes. « Devenez journaliste », titrent-elles un article de 1984 :

Vous voulez nous envoyer des articles? Certainement! Nous l'avons déjà dit et nous aurions dû le répéter plus souvent : vos textes sont les bienvenus. Plus, nous en avons besoin! Non pas pour remplir des pages que certaines d'entre vous (et d'entre nous) trouvent déjà trop chargées de mots, mais bien pour diversifier le contenu, l'approche, les préoccupations exprimées et les styles d'écriture... même les signatures! Et pour élargir la base d'une rédaction qui connaît – sans les vivre encore, rassurez-vous – les risques de l'essoufflement [sic] « mensuel ». [...]

Mais n'oubliez pas que *La Vie en rose* se veut un magazine d'actualité : en plus des communiqués, nous recherchons particulièrement de bons reportages (sur vos conditions de travail, votre vie quotidienne, des événements culturels, une initiative des femmes de votre région, etc.), des entrevues avec des femmes remarquables, des analyses ou commentaires politiques, des comptes rendus critiques de livres ou de recherches, etc. (format idéal : de 6 à 9 feuillets). Bref, écrivez sur ce qui vous intéresse : des enfants au sport, des élections municipales à vos relations amoureuses ou amicales... (*LVR*, novembre 1986 : 5)

Cette pratique décomplexée d'un journalisme non assujetti aux normes de la profession permettra à *La Vie en rose* de s'intégrer au réseau de journalistes québécois, car elle témoigne d'une recherche et d'une démarche éditoriale qui, pour plusieurs, est saine pour la profession. À preuve, dès qu'elle quitte *Le Temps fou*⁸¹, Jean-François Lépine, alors président de la Fédération professionnelle des journalistes québécois, accueille *La Vie en rose* :

À toute l'équipe

Il me fait plaisir, au nom du bureau de direction de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, de vous transmettre nos encouragements et notre appui, pour que le nouveau départ en solo de *La Vie en rose* soit le début d'une longue et magnifique expérience. Je suis convaincu quant à moi que les journalistes québécois doivent réinventer leur presse, et l'ensemble de nos membres ne pourra que profiter de la recherche que vous faites.

Je vous signale, enfin, que la FPJQ prépare un important colloque sur le rôle des femmes dans le métier et j'espère que vous pourrez y collaborer.

Longue vie à *La Vie en rose*. Jean-François Lépine, [...] président FPJQ.

Cet accueil de la part du président de la Fédération professionnelle des journalistes – et sa publication – intervient sur le statut même de *La Vie en rose* et des membres de son collectif. En effet, les filles de *La Vie en rose* sont des journalistes dont la pratique se voit légitimée par le regard de l'autre. Or, l'interaction entre les médias traditionnels et *La Vie en rose* permet de bien cerner la position qu'elle occupe dans le champ. Bourdieu l'a décrit dans *L'emprise du journalisme* :

⁸¹ Selon Andrée Fortin (2012), « *Le Temps fous* [est] porte-parole de "l'alternative" ».

[Le champ journalistique] est le lieu d'une opposition entre deux logiques et deux principes de légitimation : la reconnaissance par les pairs, accordée à ceux qui reconnaissent le plus complètement les « valeurs » ou les principes internes, et la reconnaissance par le plus grand nombre, matérialisée par le nombre d'entrées, de lecteurs, d'auditeurs ou de spectateurs, donc le chiffre de vente (*best-seller*) et le profit en argent, la fonction du plébiscite étant inséparablement en ce cas un principe du marché [...] Comme le champ littéraire ou le champ artistique, le champ journalistique est donc le lieu d'une logique spécifique, proprement culturelle, qui s'impose aux journalistes à travers les contraintes et les contrôles croisés qu'ils font peser les uns sur les autres et dont le respect (parfois désigné comme déontologie) fonde les réputations d'honorabilité professionnelle. (Bourdieu, 1996 : 83)

La Vie en rose questionne la déontologie du journalisme québécois. Bien sûr, elle s'en prendra aussi de nombreuses fois à cette obsession du « fait », considérant que le « fait » d'actualité est créé par le relais dans les médias, par la mise en discours qui le fait exister, « car la presse a aussi ses fantasmes, dont celui d'accoucher d'une nouvelle pour qu'elle se réalise » (*LVR*, décembre 1986 : 8). Tout à la fois qu'elles critiquent ouvertement les médias traditionnels québécois, les rédactrices de *La Vie en rose* argumentent pour s'inscrire durablement dans cet ensemble dont elles sont membres; elles se trouvent des adjouvants (dont le président de la FPJQ) qui leur permettent néanmoins de s'y inscrire singulièrement, et non pas à la manière de médias de masse.

L'époque du *Temps fou*

« Le Rosé est dans le Temps
Le Temps est en vie
La Vie est en rose »

La Vie en rose a d'abord été publiée sous la forme d'un inséré d'une trentaine de pages (entre 28 et 36 précisément) au sein d'un magazine alternatif de gauche, *Le Temps fou* (*Tf*). Ainsi, le temps de quatre numéros (ceux de mars, de juin, de septembre et de décembre 1980), *LVR* s'est donc présentée comme faisant partie d'un ensemble discursif que complète le *Tf*, « dernier représentant de la presse subversive », selon Nathalie Nadeau (Nadeau, 1999-2000, p. 45). Il semble que ce soit donc principalement en raison des accointances idéologiques entre les deux magazines que *LVR* s'est affiliée au *Tf*. Le collectif de *LVR* n'a pas choisi la *Gazette des femmes* fondée un an plus tôt (1979), ni le *Châtelaine* (alors dirigé par Francine Montpetit), il a plutôt décidé de faire son entrée dans le champ médiatique québécois par un organe de presse qui, contrairement aux médias de masse ou aux organismes gouvernementaux, ne ferait nullement entrave à sa parole féministe libre, n'ayant aucune ligne éditoriale préétablie à suivre. Néanmoins, s'inscrire au sein du *Tf*, c'était déjà émettre un argument pour soutenir la presse alternative, car c'était y participer. Effectivement, produire un magazine et l'insérer dans un autre, c'est s'introduire parmi une communauté de pensée et lui adjoindre sa parole. Dès lors, le simple fait d'apparaître au milieu du *Tf* renseigne sur l'identité de *LVR*, sur ses valeurs et sa façon de concevoir et de pratiquer le journalisme. Le *Tf* a aussi eu une importance capitale pour *LVR*, car il a présenté le magazine à son public susceptible d'être sensible aux revendications et au discours des féministes. Ainsi, les enjeux qui concernent l'insertion de *La Vie en rose* dans *Le Temps fou* sont grands, car ils influent sur la ligne éditoriale du magazine féministe; même si le mouvement vers la gauche semble naturel pour les auteures des articles, il aurait été difficile de soutenir un argument de droite au sein du *Tf*.

La Vie en rose est donc un lieu pour « collecter les voix » de divers groupes féministes qui ne trouvent pas d'espace propice à leur expression dans les médias traditionnels; du même, le collectif assure un espace de visibilité aux revendications et à la

lutte des femmes. Et, dans les textes, on met l'accent sur cette nécessité de créer ses organes de presse pour ce faire :

C'est le secret de Polichinelle : aucun mouvement de libération et encore moins le mouvement des femmes ne peut compter sur les *mass médias* pour affirmer son existence et son identité, exprimer sa révolte, dénoncer ses ennemis, rejoindre ses allié-e-s et organiser ses luttes. Pour tout mouvement qui affronte les pouvoirs établis, la création des médias autonomes est une nécessité vitale. Vitale, mais problématique.

Les médias parallèles, alternatifs ou communautaires. Une voie de garage. Une cour de triage. Un tremplin. Un refuge ou un ghetto. Le maquis ou le métro (underground)... Comment, pourquoi nous sommes-nous retrouvées dans la marge d'un texte (écrit par les grands médias, les médias de masse)? (*LVR*, juin 1980 : p. 10)

La fonction éditoriale de cet article est de donner un espace de visibilité aux autres luttes des femmes. En effet, l'article présente le travail des vidéastes féministes Louise Gendron et Diane Poitras. Il s'agit de montrer que le relais des discours alternatifs peut s'effectuer par d'autres formes médiatiques comme la revue, mais que, par ailleurs, toutes participent d'une entreprise de conscientisation et de dénonciation commune à laquelle les rédactrices de *La Vie en rose* ont conscience de prendre part : « [...] au-delà de la spécificité de leur médium, les questions qu'elles soulèvent ne seront certainement pas étrangères aux femmes qui ont créé ou participé à des troupes de théâtre, des maisons d'édition, des expositions, des groupes de musique, des journaux, des revues. Ni à celles qui ont quelque chose à dire et ont envie de le dire avec d'autres femmes. » (*Ibid.*) Or, *La Vie en rose* a justement été créée pour cette raison précise, soit le fait qu'il fallait dire et nommer, encore – et dans un organe de presse spécifique –, le combat mené par les féministes. Cela ne se produit pas que dans les numéros insérés dans le *Tf* et la mission que se donne l'équipe de rédaction est de représenter une alternative réelle à la presse traditionnelle.

La décennie 1970 a été particulièrement foisonnante sur les plans culturel et intellectuel pour les féministes. On l'a vu, ce fut en fait l'époque de leur grande percée médiatique et artistique, où les objets culturels qu'elles produisent s'articulaient autour de leur réflexion. Il est intéressant de noter que, dans l'extrait, cette époque semble révolue, ce dont témoigne l'utilisation du passé composé. Il apparaît dès lors que les féministes ne sont plus en période de création stricte et foisonnante d'initiatives de diffusion, mais plutôt en période de conservation ou de maintien des acquis qui incombent aux manifestations

culturelles féministes. *La Vie en rose* participe à la préservation de ces acquis dans le champ culturel et elle y assure la présence du mouvement. Par rapport au mouvement des femmes, on constate une sorte de double mouvement dans le discours de *La Vie en rose*. D'une part, le collectif établit le lien direct qu'il entretient avec le féminisme radical et, plus généralement, avec l'action militante telle que pratiquée dans les années 1970. Dans l'extrait que l'on vient citer, c'est net : le collectif s'inscrit en filiation avec les actions de ses prédécesseuses, avec ces « femmes qui ont créé [...] des troupes de théâtre, des maisons d'édition, des expositions, des groupes de musique, des journaux, des revues, [ou qui y ont participé] ». Cette marque de la filiation entre *LVR* et les féministes radicales insiste sur la nécessité de suivre le courant et de s'adapter aux métamorphoses que connaît son époque. Les références au passé féministe fusent dans les textes; les rédactrices font souvent référence à leur passé de militantes et aux luttes qu'elles ont menées. La mise en récit de ce passé donne à comprendre qu'il s'agit là d'une époque révolue. Ainsi, d'un autre côté, *LVR* montre en encre dans ses textes l'action d'un féminisme actualisé au contexte sociopolitique des années 1980. Et, même si à l'époque du *Temps fou*, la revue, du point de vue esthétique-discursif, semble se rapprocher davantage des revues contre-culturelles, il n'en demeure pas moins que les quatre numéros présentent aussi des articles qui tentent d'amener les féministes à prendre conscience de l'importance d'adapter le mouvement aux nouvelles réalités politiques et sociales, mais surtout militantes, de la toute jeune décennie 1980. *La Vie en rose* va plus loin que la critique simple des médias traditionnels. Elle met en pratique le journalisme qu'elle préconise dans ses articles, c'est-à-dire un journalisme critique et subjectif, qui relève les éléments participant au maintien des structures de pouvoir et qui reconduisent la « censure institutionnalisée » en modifiant le discours des femmes, en le récupérant ou en ne le relayant carrément pas. Ce discours officiel fait entrave à celui des féministes : il l'empêche, le fait disparaître.

Les années du *Tf* établissent solidement les bases de l'entreprise qui fera mine de se déradicaliser avec le temps, ce dont témoignera particulièrement la relance de 1986. En fait, *La Vie en rose* devra éventuellement se repositionner dans le champ médiatique pour être compétitive et prendre réellement part au marché. Nous y reviendrons, mais retenons pour le moment que la première période de *LVR*, dans le *Tf*, aura permis au magazine de

consolider les fondements d'une entreprise qui souhaite incarner une alternative réelle par rapport aux médias de masse et porter la voix de comités populaires tels que celui pour l'avortement libre et gratuit notamment.

Un repositionnement stratégique

Peut-être pour s'affranchir d'emblée des revues féminines issues de la sphère de grande consommation et s'affilier aux féministes des premières heures d'un seul coup d'œil, le *look* des premiers numéros s'apparente fortement à *Québécoises deboutte!* et aux *Têtes de pioche* : d'un point de vue esthétique, les numéros de l'année 1980 de *LVR* présentent les traits des revues contre-culturelles. Le montage et la mise en page ont l'apparence d'être fait à la main : la typographie de type courrier et les passages manuscrits, le montage serré qui prend l'allure d'un collage et les collages au sens strict, le noir et blanc : esthétiquement, tous les éléments sont réunis pour donner à comprendre au premier coup d'œil que *LVR* n'est pas une initiative de presse qui relève de la sphère de grande consommation. Dès que *La Vie en rose* devient automne, en mars 1981, on remarque cependant des changements importants et particulièrement du point de vue de la facture esthétique du magazine. La couverture est désormais en couleur, le logo et le graphisme changent. Moins bancal, plus accrocheur, le nouveau *look* de *La Vie en rose* ne s'accompagne pas d'un changement de ton brusque. Au contraire, les filles de *La Vie en rose* profitent de ce nouveau départ pour réaffirmer et revendiquer son autonomie et celle des femmes. L'éditorial « Pour l'autonomie » présente d'ailleurs une définition de l'autonomie pour l'équipe de rédaction. Il décrit ce que représente un tel concept, une telle valeur, dans le cadre de la réalisation d'une entreprise éditoriale féministe :

La Vie en rose est une revue autonome non pas parce qu'elle n'est pas financée par l'État, par Power Corporation, ou par Péladeau, mais parce que partout où il y a des décisions à prendre, qu'il s'agisse d'argent, de publicité, de promotion, de graphisme ou de politique éditoriale, les décisions sont prises par des femmes.

L'autonomie n'est pas un principe nouveau en politique. Dans l'Antiquité, les esclaves ont déclenché de nombreuses révoltes autonomes. Marx prônait l'autonomie de la classe ouvrière, même si certains préfèrent l'oublier par les temps qui courent. Les noir-e-s

américain-e-s ont choisi l'autonomie comme stratégie politique. Et plus près de nous, l'idée d'indépendance avait des airs de ressemblance avec l'autonomie.

L'autonomie, cela signifie que nous travaillons d'abord pour nous-mêmes, à partir de notre réalité, sans avoir à justifier nos intérêts, nos priorités, nos choix. Liberté d'esprit. Nous ignorons le spectre des intérêts supérieurs, nous n'avons pas à nous taire pour rester dans le parti ou pour garder notre emploi. Liberté de parole. Nous n'avons pas à attendre après le référendum, après les élections, après les négociations ou après la révolution pour faire ce que nous voulons. Liberté d'action. Et finalement, pour *La Vie en rose*, cela veut aussi dire la liberté de presse. (*LVR*, mars 1981 : 3)

L'équipe de rédaction de *La Vie en rose* aborde trois éléments fondamentaux qui permettent au lectorat de reconnaître le collectif malgré sa rupture avec *Le Temps fou* et de s'assurer qu'il a effectivement conservé ses revendications fondamentales, son discours critique et sa liberté de parole. En effet, *La Vie en rose* est demeurée la même et n'a pas quitté *Tf* pour des raisons idéologiques, mais ayant plutôt simplement envie d'une revue « plus consistante » (*Id.*), passant ainsi de 36 pages en décembre 1980 à 66 pages en mars 1981. Le discours de l'extrait se développe en fonction de quatre axes : la liberté d'esprit, la liberté de parole, la liberté d'action et la liberté de presse. En réitérant son autonomie, *La Vie en rose* réactive une valeur qui s'avère le moteur, le cœur de l'entreprise.

L'autonomie de *La Vie en rose* s'exercera par rapport à plusieurs instances. Bien entendu, par rapport aux grandes entreprises de presse, par rapport au pouvoir et par rapport aux hommes, mais, aussi, *La Vie en rose* s'autonomisera par rapport au mouvement féministe lui-même. C'est-à-dire que, si l'idéologie féministe demeure la lorgnette privilégiée pour observer le social et l'actualité, *La Vie en rose* tentera de ne jamais se laisser soumettre à des préceptes, même féministes, que les membres de l'équipe ne partagent pas. Le magazine posera d'ailleurs un regard souvent très critique sur le mouvement dont il est issu. Sans le renier ni en changer les revendications essentielles, *La Vie en rose* tentera néanmoins de consolider les acquis du féminisme sur les bases d'une nouvelle façon de militer et de s'inscrire dans le champ médiatique et culturel. Cela se perçoit très bien en observant les revues féministes, car effectivement, on comprend vite que, si *La Vie en rose* revendique ses racines idéologiques et éditoriales (le féminisme et la presse alternative) par la réaffirmation d'une autonomie complète, il n'en demeure pas

moins que cette même autonomie la distanciera aussi, au fil des années de rédaction, de cette base militante composée de féministes des premières heures. Ce virage commencera à se faire sentir dès la rupture avec *Le Temps fou* et se poursuivra jusqu'à la fin, mais plus particulièrement à partir de la relance de 1986 où, là, même le mode de fonctionnement administratif (avec un conseil d'administration et une rédactrice en chef) s'éloignera de la tradition collective et alternative. De la même manière, le ton deviendra moins grinçant, les critiques moins acerbes – et sans doute moins sévères. Françoise Guénette en parle :

Ce qui frappe [...], c'est la différence de ton, entre 1980 et 1987. Quand Sylvie Dupont évoque en mars 1980, dans le premier édito un « projet dérisoire », sans grand mandat politique ni grands moyens, elle exprime l'immense liberté que nous sentons de dire ce que nous voulons. Rien n'entrave ce projet fou né d'une pulsion profonde, par nécessité et surtout pas par calcul. [...] Baveuses, nous n'avions rien à perdre, tout à gagner. Cette liberté des débuts s'effiloche, alors que grossit avec les années notre sentiment de responsabilité : on nous attend, on nous critique, on nous en demande beaucoup. (Bergeron, 2012 : 170)

Cette rupture de ton dont traite Guénette se traduit aussi par un vrai souci d'information, par la présentation d'articles plus fouillés, mais, plus encore, par des formules plus dynamiques et plus efficaces du point de vue médiatique.

Je me dis que les changements au contenu seront bénéfiques. Évidemment, il n'est pas question de toucher à la chronique délinquante de Pedneault (le *hit* n° 1 de *LVR*), au reportage international (apprécié à l'unanimité, révélait le sondage du printemps), au journal intime et politique (introuvable ailleurs)... Mais qu'il y ait à l'avenir de moins longs dossiers (éprouvant pour la rédaction et de qualité inégale), et plus d'enquêtes, de reportages et de sondages maison (Les MTS ont-elles changé votre vie? Vous mêlerez-vous des élections scolaires? Pourquoi ne pas faire d'enfant?), voilà qui devrait nous permettre de mieux traiter des préoccupations quotidiennes des Québécoises, que nous aurions tendance à oublier plutôt célibataires et montréalaises que nous sommes...

Et puis, pour coller à l'actualité, il y a ces nouvelles chroniques : *L'actualité vue par...* une féministe, cette fois Marie Cardinal, et du côté culturel, *Best-seller*, la critique féministe d'un événement très populaire, comme les débuts de Télé Quatre Saisons ou les mémoires de René Lévesque.

Parce que le mot féministe va de soi, le contenu d'actualité féministe se renomme : *Actuel, Controversé, Brèves, Prévu* mais continue de regrouper analyses, débats, nouvelles et communiqués de mouvement des femmes au sens large.

Parce que plusieurs commencent à lire par la fin. *Coup de foudre* et *Coup de poing*, deux critiques culturelles impressionnistes, tout blanc, ou tout noir, colère sans politesse ou séduction totale parce que le sens critique et la mesure ne sont pas obligatoires à toutes les pages. Et puis, des petites fleurs : des mots croisés féministes, pondus par l'une des Folles Alliées entre deux shows, et la recension d'une dizaine de livres reçus. Et puis, au total, 68 pages plutôt que 64, dont certaines en couleurs, avez-vous remarqué? [...]

Mais le facteur le plus incontrôlable, c'est vous, les lectrices et lecteurs actuel-le-s du magazine. Nous garderez-vous votre confiance ou vous sentirez-vous dépaycé-e-s, voire

trahi-e-s, par la nouvelle *Vie en rose* [Nous devons maintenant] produire désormais un magazine qui corresponde autant à vos attentes qu'à nos objectifs. Et ne vous y trompez pas, ces objectifs sont inchangés : vous offrir une vision féministe de toute l'actualité, vous faire part des positions pluralistes et des débats animant le mouvement des femmes, vous associer à l'expérience.

Changée, *La Vie en rose*? Oui et non. Lisez, vous verrez bien.

La Vie en rose n'est pas un lieu de revendication stricte ou un lieu d'expression seulement; elle a un souci réel d'informer sur des sujets qui concernent certes les femmes et les féministes, mais pas strictement. Le discours de *La Vie en rose*, s'il s'articule sur les bases d'un constat d'oppression réel⁸², pose ce dernier comme antérieur à lui. À lire les textes de *La Vie en rose*, et surtout ceux de *La Vie en rose* autonome par rapport au *Temps fou*, le lectorat constate le déplacement de la lutte et du discours féministe vers une logique moins collective et plus individuelle, moins radicale, plus nuancée. Et s'il est possible d'établir une filiation réelle entre les revues *QcD!*, *Tdp* et elle, on constate que, avec *La Vie en rose*, la presse féministe évolue non seulement dans un autre paradigme éditorial, mais dans une autre conception du féminisme. En 1985, Hélène Pedneault en parle dans une de ses « chroniques délinquantes » :

Chère Marianne, chère lâcheuse,

Je profite de la Décennie des femmes pour revoir avec toi le *fun* vert que nous avons passé à militer ensemble. Toi, tu as eu ton voyage plus vite que moi [...] As-tu déjà calculé les heures qu'on a passées en réunion pendant 12 ans? [...] Le militantisme ne fait partie d'aucun plan de carrière [...] de toute façon ça paraît mal de dire qu'on a été militante féministe pendant 12 ans, surtout pour solliciter un poste au Conseil du statut de la femme ou au ministère de la Condition féminine, d'après ce qu'on m'a dit. Il paraît que d'être militante féministe nous met en conflit d'intérêts dans ces endroits-là, et qu'elles préfèrent engager des filles qui n'ont pas trop servi parce qu'elles ont encore leurs illusions, leur complète naïveté et leur capacité d'étonnement. Ah! ah! ah! Faut dire que nous, on a la couenne dure [...] On générerait tellement d'ampoules d'une manif à l'autre qu'on aurait pu alimenter Hydro-Québec pendant quelques décennies. [...] Nous leur avons fourni la lumière sur un autre plan. Ils sont en maudit parce qu'on a allumé la lumière et qu'on ne veut plus la refermer. [...] Ils ne peuvent plus dormir parce que la lumière est toujours allumée. Ah! ah! ah! [...] T'en rappelles-tu au début, à l'époque de « Vous LA femme »? C'était-tu fatigant d'entendre toujours parler de nous au singulier [...] comme s'il n'y avait

⁸² En mars 1977, *Les têtes de pioche* mentionnaient : « Ce que nous voulons c'est le droit d'existence. Nous voulons de l'espace, de la place pour vivre, pour rire et aimer. De l'espace pour bouger, danser, découvrir, créer, inventer un nouveau mode de vie qui ne soit plus, qui ne se conjugue plus seulement au masculin. Toutes paroles d'opprimé(es) est d'abord une parole de dénonciation, un constat d'oppression. Ce n'est qu'après qu'un constat se dessine, se précise. Nous, Femmes du Québec nous n'avons pas fini de dire que déjà l'action est commencée. »

qu'une seule femme concernée. [...] T'en rappelles-tu comment on s'est « enfargées dans le poil au début? [...] T'en rappelles-tu à cette époque on était capable de lire *L'Euguélienne* en trois jours alors que raisonnablement ça aurait dû nous reprendre deux semaines. Que d'enthousiasme, que de nuits blanches, que de souvenirs... T'en rappelles-tu, dans les réunions, on n'osait pas parler quand on n'était pas d'accord [...] il fallait que rien dépasse, que tout le monde pense pareil. C'était-tu fatikant! C'est-tu ennuyant de toutes penser pareil! [...] Que de belles « ostinations », que de beaux collectifs...

Parce qu'on pensait que personne ne menait, que tout le monde avait une influence égale dans les décisions... Ça permettait à certaine de se déresponsabiliser dans le collectif et à d'autres de se faire accroire qu'elles n'étaient pas en train d'exercer un pouvoir. Comme si les *leaders* naturelles n'existaient pas. Que d'illusions, que d'énergie perdue, que de souvenirs... N'empêche que ça a eu du bon, faut pas cracher sur les collectifs. Après, ça a fait du monde solide, capable de faire face à n'importe quoi! T'en rappelles-tu quand la politesse a foutu le camp et qu'on est devenues grossières? Quand on s'est mise à traiter Guy des Cars et Jean-Paul II de séniles, Jean-Yves Desjardins d'impuissant et Georges Hébert Germain de taon? [...] Que ça faisait du bien! Aujourd'hui on doit se retenir un peu plus à cause de l'image et du *marketing*, mais on n'en pense pas moins!... Que d'impolitesse, que de grossièretés, que de souvenirs [...] Bon avec tout ça, je vais être en retard à ma thérapie. Parce que tu sais que maintenant on a lâché les groupes pour l'individuel. En fait, on essaie de trouver notre individualité. Appelons ça le *backlash* du collectif Ah! ah! ah!

Pas besoin de te dire que ma lettre est confidentielle. [...] On aurait l'air de quoi de se critiquer comme ça, entre nous? Et ne t'inquiète pas pour moi. Je continue d'infiltrer *La Vie en rose* depuis trois ans et elles ne s'en sont pas encore rendu compte. Tout va bien.

Je t'embrasse sororellement [sic], comme on disait dans le temps.

La lettre fictive qu'adresse Pedneault à une amie ex-militante dénommée Marianne⁸³ résume efficacement la position de *La Vie en rose* en 1985. Sur un ton rieur, Pedneault aborde de front la question des générations de féministes depuis le début de ce que l'on a appelé la deuxième vague en la confrontant à la question des nouvelles formes de militantisme et d'expression du féminisme. Dans le texte, Pedneault se pose d'emblée comme une vieille féministe, une militante de la première heure en mentionnant d'entrée de jeu militer activement depuis 12 ans. Sous le couvert d'une rétrospective et d'un bilan personnel effectué entre deux amies, l'auteure en profite pour critiquer vertement l'asepsie des organismes issus de l'institutionnalisation d'un certain féminisme, des organismes où les militantes de la base n'ont pas leur place. Ainsi, elle passe au crible le Conseil du statut de la femme et le ministère de la Condition féminine en les présentant comme des institutions qui pratiquent un féminisme mou et qui mettent en place des mesures qui, pour

⁸³ Figure allégorique de la République française qui représente et incarne les trois valeurs de la devise de la France : « Liberté, égalité, fraternité ».

les militantes, apparaissent insuffisantes. Les féministes de la première heure connaissent l'ampleur de la lutte, la robustesse des préjugés et des stéréotypes « crasses »; elles connaissent la teneur des discours dominants. C'est pour cette raison que, selon Pedneault, les institutions n'intègrent pas les vieilles militantes dans les rangs de leurs collaboratrices.

Hélène Pedneault se montre donc très critique vis-à-vis du féminisme institutionnel. Elle ne manque pas non plus d'écorcher au passage les militantes de sa trempe, en se jouant des clichés et de la vigueur avec laquelle certaines se sont, en vain peut-être, investies dans la lutte. Loin d'être amère, la narratrice est plutôt consciente des erreurs et des maladresses, tout en restant fière des avancées : « la lumière est allumée », mentionne-t-elle. La prise de conscience collective demeure et la lutte des femmes, omniprésente, malgré les mutations du mouvement. Selon cette « chronique délinquante », l'époque du militantisme tel que vécu dans les années 1970 est révolue, comme en témoigne d'ailleurs le récit de la narratrice, fondé sur des souvenirs, avec la récurrence du syntagme « t'en souviens-tu » et « que de souvenirs ». À mesure que le texte avance, Pedneault commente le passage du collectif vers l'individuel et le tournant marketing qu'a pris le nouveau féminisme, dont *La Vie en rose* fait partie intégrante. Or, c'est sur ce point précis que le changement paradigmatique du féminisme se cristallise en *La Vie en rose* comme entreprise médiatique : le discours demeure, mais son aspect et sa configuration changent. Plus les années de publication avancent, plus on sent la volonté nette de se distinguer comme presse alternative en cherchant à atteindre un spectre de lectrices assez vaste et, dans un effort marketing important, *La Vie en rose* « soigne » de plus en plus son apparence. Bientôt, la couleur et le papier glacé constitueront autant de transformations commandées par une étude de marché qui n'épargnera pas le discours :

Non, *La Vie en rose* n'est pas devenue une revue littéraire « flyée » ou un magazine spécialisé dans le maquillage de scène. C'est toujours la même bonne vieille revue féministe, mais déguisée, avec une vraie femme en couverture pour accrocher votre œil blasé, du papier glacé pour vous épargner le savon, et des pages couleur pour qu'il n'y ait plus de confusion avec l'annuaire téléphonique de Mont-Joli. Pourquoi ce face-lift? Parce c'est ce qu'il faut faire pour réussir dans « le domaine du magazine », disent les experts en marketing (des hommes) que nous avons consultés, un peu découragés par le plafonnement de nos ventes en kiosque [...] Donc, suggèrent-ils une figure souriante (et retouchée) à la une, de la couleur peu ou pas de texte, etc. Ils ont peut-être raison; après tout y a-t-il autre chose à la devanture des kiosques que des revues de papier glacé, pleines de

photos couleur (et de publicité), affichant de lumineux sourires féminins? Nous aurions dû le savoir! [...] Êtes-vous d'accord avec les experts en marketing? Nous, pas complètement. Ils nous conseillent de réduire le texte, d'en dire moins... alors que nous voudrions vous en donner plus [...] Ils voudraient que nous évitions – au moins en couverture – des sujets aussi déprimant et invendable que les femmes vieilles, les femmes en prison, la nourriture-névrose. Nous, nous pensons toujours que *La Vie en rose* existe précisément pour, entre autres, dénoncer ce qui reste d'intolérable dans la vie des femmes. (*LVR*, juillet 1983 : 5)

La Vie en rose pose son évolution marketing et sa progression dans l'espace médiatique comme intimement liées à l'évolution et aux transformations du mouvement des femmes. L'équipe de rédaction du magazine se montre consciente des variations du mouvement des femmes du point de vue de l'idéologie et du militantisme : les temps changent, les façons de militer aussi. *La Vie en rose* s'y adapte; il s'agit pour elle de relever le défi intergénérationnel par la mise en place de stratégies discursives qui agiraient autant sur les « nouvelles militantes » que sur les féministes de la première heure⁸⁴, ce dont témoignent le numéro spécial « Féminisme actuel » de mars 1984, ou l'article « Jeunes femmes engagées autrement » de septembre 1985, par exemple. Aussi, l'évolution du magazine sur le plan esthétique permet-elle de saisir la portée des transmutations que connaît la presse féministe québécoise avec *La Vie en rose* dont le discours – texte et paratexte – se voit infléchi au changement de paradigme qui survient au début des années 1980 et que la critique a par ailleurs constaté (Fortin, 2006 et 2012; Dumont *et al.*, 2010; Pelletier 1995). C'est en ce sens que, avec *La Vie en rose*, la presse féministe effectue une sorte de retour vers un objet culturel plus abordable, plus nuancé, moins radical et pouvant incidemment atteindre un public non seulement plus important, mais plus large. Ayant l'air moins radicale, moins « alternative » ou *underground*, *La Vie en rose* devient, de prime abord, plus accessible. Si l'on admet d'emblée que *La Vie en rose* constitue LA représentation par excellence du féminisme québécois, dont elle serait le porte-étendard et le moteur, le *leader* (Bergeron, 2012), alors on peut aussi raisonnablement penser que cette stratégie de mise en marché que met en place l'équipe de rédaction vise autant à faire la promotion et la publicité du magazine *La Vie en rose* que le féminisme lui-même :

Nous, féministes, ne devrions pas [...] conclure trop vite à une démobilisation plus apparente que réelle. Qu'est-ce qui importe au fond? Que très peu de femmes expriment des

⁸⁴ On avait déjà mis en place ce type d'entreprise dans *Les têtes de pioche* qui présentaient une grande femme/féministe de l'histoire du Québec au sein de la chronique « Nous ne sommes pas les premières ».

idées visiblement comme il y a dix ans? Ou que beaucoup de femmes agissent dans le même sens de ces mêmes idées « invisiblement »? Que la lutte obéisse aux règles traditionnelles du combat politique, nommée, exclusive, centralisée? Ou qu'elle se poursuive sous des formes jusqu'ici insoupçonnées, s'adaptant à des conditions nouvelles, polymorphes et parfois anarchiques? Voulons-nous un féminisme d'idées ou un féminisme d'action(s)? Ou plutôt en l'absence relative du premier, allons-nous dédaigner l'autre?

À *La Vie en rose*, [...] nous voulons considérer comme positive la dissémination des idées féministes. Et c'est en pensant à toutes les femmes combattives et vigilantes, qui ne se disent pas forcément féministes que nous voulons imaginer *La Vie en rose* comme un outil souple, capable de refléter le pluralisme, la diversité et la richesse du mouvement des femmes d'ici. (*Ibid.*)

Même si la revue, le journal ou le magazine représentent des dispositifs adaptables, on n'octroie à *La Vie en rose* ni la même fonction ni le même caractère qu'à *Québécoises deboutte!* ou qu'aux *Têtes de pioche*. Cet effort *marketing* que certaines ont qualifié de compromis, les premières revues féministes ne l'ont pas fourni, ayant pour parti pris éditorial initial de ne jamais soumettre leur discours à un autre impératif que celui de répondre aux besoins du mouvement québécois. Mais *La Vie en rose* répond en contextualisant son entreprise par rapport au contexte féministe de son époque :

Nous refusons l'image triste, défensive, défaitiste qu'on veut donner de nous, les féministes. Nous lui opposons cette image d'un *continuum*, d'un courant continu à travers les siècles de courage féminin et d'interventions féministes, en laquelle toutes et chacune peuvent se reconnaître, radicales ou modérées, lesbiennes ou hétérosexuelles, quel que soit leur passé, leurs conditions de vie, leur peur instinctive de la rupture féministe, leur crainte inculquée des « étiquettes » si dégradantes. Toutes, à partir du moment où leur démarche personnelle fait progresser la lutte des autres.

Nous voulons aussi par cette image de *continuum* dissiper la confusion qui perdure à l'égard de *La Vie en rose*. Probablement parce que nous sommes le seul magazine d'information féministe et autonome produit au Québec, nous nous sentons coincées depuis le début entre, d'une part, les attentes démesurées de féministes radicales insatisfaites du peu de théorie féministe publié en nos pages (Où est le radicalisme du mouvement lui-même? Où sont les radicales qui pensent, écrivent et développent ici des théories originales? Leurs textes sont les bienvenus) et, d'autre part, l'indulgence souvent trop grande de la majorité de nos lectrices, peut-être trop heureuses de ce « ballon d'oxygène » pour critiquer à fond nos lacunes de journalistes et nos erreurs de jugement.

Nous aimerons de celles-ci plus d'exigences de celles-là plus de collaboration. Puisque nous croyons, nous, à la nécessité, d'une revue féministe pluraliste, ouverte, aussi souple que le mouvement souterrain dessiné par toutes les femmes en lutte quelque part. (*LVR*, novembre 1983 : 4 et 70)

Les membres des collectifs *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche* sont des féministes qui recueillent et expriment dans les revues qu'elles ont créées un point de vue

sur le monde, lequel se précise en fonction d'une prise de conscience, celle de l'oppression. Elles prennent ainsi la parole dans l'espace public telles que des êtres politiques pour, d'une part, cristalliser en un discours cohérent, conséquent et structuré, cette prise de conscience. D'autre part, elles visent aussi à se regrouper et exprimer, entre femmes féministes, une subjectivité qu'elles comprennent toutes et chacune, réciproquement. Elles constituent un groupe, un mouvement. Si elles critiquent les médias de masse, c'est pour mieux en montrer le rôle prédominant dans le maintien de la condition des femmes. Mais elles évoluent, néanmoins, en parallèle de ces médias : les premières revues féministes ne s'y inscrivent ni même ne les subvertissent; elles se conçoivent comme appartenant à une autre logique. *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche* sont comme des électrons libres, c'est-à-dire qu'elles ne s'associent certes pas aux médias de masse tels que les décrit P. Bourdieu dans « L'emprise du journalisme » et ne sont pas reconnues non plus par les pairs journalistes, étant plutôt perçues comme des collectifs féministes faisant partie d'un vaste mouvement de contestation que l'on a appelé la montée du féminisme. Avec *La Vie en rose*, la presse féministe sera dorénavant considérée fort différemment.

La Vie en rose évolue dans un contexte social et intellectuel différent par rapport à celui au sein duquel les deux revues qui l'ont précédée ont émergé. Elle se positionne donc tout autrement que *Québécoises deboutte!* et que *Les têtes de pioche* vis-à-vis des forces de gauche en présence dans le champ. Comme plusieurs recherches l'ont démontré (Michaud, 2007; Fortin, 2012; Lamoureux, 1986), le début des années 1980 signifie l'avènement de changements sociaux et politiques importants au Québec. Cela influe nécessairement sur l'expression des idéologies :

On a déjà beaucoup glosé sur les années 80 comme nouvelle phase du conservatisme; il faut plutôt aborder comme étapes du « no future ». Sur fond de crise économique – tout en n'oubliant pas qu'au Québec elle est endémique depuis la fin des années 60 – la « crise » en est d'abord une de projet de société. En fait, on assiste à une fragmentation de l'univers social dans les sociétés occidentales et à un éclatement des visions cohérentes et intégrées de la totalité sociale. Le XIX^e siècle nous avait laissé deux conceptions du monde fortement orientées vers l'avenir : le libéralisme, comme pensée de l'intérêt général qui se forme à partir de multiples intérêts particuliers en les transcendant, tout en concevant un développement économique illimité, d'une part, et d'autre part le marxisme préparant l'avenir radieux de l'humanité sous la tutelle protectrice d'un prolétariat conçu comme émancipateur universel. (Lamoureux, 1987 : 146)

L'apparition de *La Vie en rose* appartient à ce contexte où, d'une part, on tente de consolider les acquis sociaux et les avancées politiques et sociales des femmes et où, d'autre part, l'effritement des grandes idéologies de gauche, combinée à une percée importante du conservatisme, oblige à considérer de nouvelles formes de militantisme et une réappropriation du terrain militant et discursif. *La Vie en rose* adapte son discours et sa prise de parole à cette nouvelle réalité sociale. Conscientes du changement de paradigme auquel, d'ailleurs, les féministes de *La Vie en rose* participent par le mode de publication éditorial, et conscientes, ainsi, de l'importance de poursuivre le combat féministe malgré le désenchantement ambiant, *La Vie en rose* portera ses attaques vers une droite morale recrudescante. Le magazine d'actualité féministe ne tentera pas, ainsi, de s'inscrire explicitement d'un côté ou de l'autre de l'idéologie, mais fera tout de même la promotion d'une certaine gauche par la tenue d'un discours antidroite.

Plus ça change...

« Le féminisme est mort » (*LVR*, mars 1980 : 4), mentionnent les filles de *La Vie en rose* dès leur premier éditorial en mars 1980. C'est ainsi qu'elles se montreront conscientes des nouveaux enjeux auxquels elles ont à faire face, non seulement quant au féminisme, mais aussi relativement au projet social. Malgré une crise du militantisme et le marasme ambiant qui se fait sentir après l'échec du premier référendum, les années 1980 ne sont pas un long fleuve tranquille : de l'affaire des Yvettes à la réélection de Robert Bourassa, le Québec est plongé dans une longue remise en question ponctuée d'enjeux fondamentaux qui font éclater les frontières nationales – et idéologiques. Mais tout n'est pas tranché au couteau et, dès les premières publications du magazine, *La Vie en rose* se montre consciente de son héritage, un héritage qu'elle entend exploiter et étayer dans un discours complexe, aux antipodes de la complaisance, par une publication colorée, dynamique, et dont les allégeances, sans jamais se démentir, ne freinent pas les attaques multidirectionnelles. La gauche comme la droite sont passées au crible, au rythme de l'humeur et des idées des rédactrices, au rythme d'une société qui, si elle est en perte de repères, voit quand même de nombreux événements venir déterminer son cours.

Aux premiers jours de la publication, l'équipe de *La Vie en rose* fixe les objectifs de son entreprise éditoriale. Pugnace, arrogant et déterminé, le collectif connaît les chemins raboteux du militantisme au féminin. Aussi, dans le premier numéro de la publication, le collectif affirme-t-il son identité militante, qui a acquis et intégré les éléments fondamentaux de la lutte des femmes. De même, dans la foulée des *Têtes de pioche*, il affirme son appartenance à une gauche non marxiste-léniniste :

La récupération est l'épée de Damoclès pour tout mouvement se disant révolutionnaire, parce qu'une fois celui-ci déclaré « récupéré », c'est la paralysie. Ce jugement « ex otticio » est paralysant pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'il signifie la défaite, et même plus, la non-possibilité d'emprise sur cette défaite. Être récupéré signifie n'avoir plus rien à dire, s'être battu pour rien, s'être trahi nous-mêmes. C'est la manifestation d'une réaction de crainte indiquant la peur d'être épuisable. Aussi, parce que le mot « récupération » est un mot piégé, c'est une notion accablante face à laquelle on n'a aucun recours. Elle fait appel à un système de référence impliquant une sorte de doctrine de la révolution ne permettant aucune « hérésie »; un système de référence toujours plus fort que nous comme quand on dit « ah! c'est la nature humaine », à propos d'un comportement qui nous échappe. Pour ces raisons, et surtout parce qu'elle nous coupe l'herbe sous le pied avant même que nous ayons eu le temps de voir sur quoi nous le posions exactement, on peut dire que cette notion relève d'une démarche idéaliste. Cependant pour nous, toutes ces années de lutte nous ont appris l'importance de bien saisir chacun des moments. Par exemple, en ce moment, parler en termes de gains et de reculs, parler de période d'incertitude, de crise économique, de montée de la droite, correspond davantage à notre réalité que de parler de cette notion abstraite qu'est la récupération (du mouvement des femmes). (*LVR*, mars 1980 : 10)

La récupération du mouvement des femmes peut être faite par la gauche et par la droite. En fait, ce qui est énoncé concerne le danger de s'inscrire dans un système de pensée qui dépasse la lutte ou les revendications d'un groupe précis (féministe, écologiste, etc.). En plaçant les revues dans un parcours discursif commun, comme nous le faisons dans le cadre de cette thèse, on peut alors mieux saisir la référence à la gauche qui est inscrite dans le texte et par rapport à laquelle aucune « hérésie » n'est tolérée. Car l'expérience dont font état les rédactrices dans le texte, ce n'est pas (encore) l'expérience de la droite par rapport à laquelle elles veulent se positionner pour s'accoler à un contexte précis, mais d'abord celle de la gauche, une gauche avec laquelle les féministes négocient depuis quelques années déjà :

La reconnaissance du féminisme, lorsqu'elle survient, ne modifie pas substantiellement les fondements théoriques des discours politiques de la gauche. Des modifications se font au

niveau d'une insertion des revendications des femmes, mais de manière à ce que ces revendications deviennent un simple élargissement de la plate-forme politique existante. Telle a été l'expérience que le mouvement autonome des femmes a vécue au sein de grandes coalitions de solidarité où les plateformes de revendication des plus inclusives et des plus larges possible. Ajoutons qu'avec les groupes marxistes-léninistes, l'expérience a été plus amère encore : non seulement toutes les formes d'autonomie organisationnelle étaient rejetées et la place des femmes marginalisée au sein des principales formations d'extrême gauche, mais la question des femmes elle-même a été subordonnée à la lutte des classes [...]. (Michaud, 2007 : 36)

Ainsi, s'il faut, bien entendu, se méfier d'une droite en puissance, les dangers d'être récupéré par une gauche déjà bien inscrite dans les champs social et discursif québécois sont plus patents encore. Si l'on compare ce texte à celui de Michèle Jean que l'on a précédemment analysé, on sent déjà une sorte de distance qui s'installe dans le texte : il n'est pas écrit à chaud, dans l'émotion. En effet, les rédactrices n'y engrangent pas les mêmes sentiments de peur ou de colère évoqués à la suite d'un événement précis. Plutôt, le texte emprunte le ton du constat, lequel permet l'émission d'une mise en garde. Toujours, le discours prend appui sur la réalité du collectif, celle d'un contexte social particulier :

La droite en tant qu'adversaire s'approprie certaines de nos revendications, idées, etc. pour les mettre en boîte en quelque sorte, et pour parfois réellement désamorcer certaines de nos actions. Qu'elle avance avec ses gros sabots, ou plus subtilement, nous la voyons venir, nous nous y attendons. Mais la gauche, parlons de la « non-marxiste-léniniste », celle qui est la plus proche de nous, la plus susceptible d'être notre « alliée », celle avec qui nous sortons, dans la rue pour les manifestations ou le samedi soir pour aller aux vues, donc la plus difficile à « dénoncer », comment réagit-elle? Comment nous « récupère-t-elle? » Ou plutôt comment nous récupèrent-ils? Leur première tentation sera de mettre les luttes féministes et d'autres luttes comme les luttes écologiques, dans le même sac. Ils les considèrent comme scientifiquement périphériques au lieu de justement secondaires, pour se dissocier des m.-l., analyse qui ne change rien à la façon de voir la question, c'est-à-dire avec autant de mépris. Si leur remise en question du marxisme-léninisme est plus fondamentale, ils présenteront nos luttes comme de nouveaux terrains de lutte, essentiels à une critique du capitalisme et de ses dégâts ainsi qu'à une redéfinition du socialisme. Et le mouvement des femmes, considéré comme le plus important, sera vu sinon comme le sauveur de l'humanité, artisan du paradis sur terre, du moins comme le principal instrument de la transformation des rapports humains, en nous laissant tout le travail comme d'habitude. Mais, le mouvement des femmes n'est ni un nouveau terrain de lutte, ni un instrument au service de l'humanité. Ce qui est en jeu, c'est le rapport fondamental des femmes au patriarcat. Deuxième tentation : une fois reconnue la nécessité de la lutte des femmes ils voudront s'accrocher ou s'appuyer sur celle-ci, ayant perdu leur base à eux, depuis la polarisation suscitée par les groupes m.-l. Alors, en se cherchant de nouvelles alliances, ils nous ont trouvées – heureusement pour eux – et tant mieux s'ils y trouvent quelques inspirations. Cependant, avant qu'ils ne revendiquent la cogestion de nos luttes, avant qu'ils ne nous accusent de les infantiliser en voulant s'occuper [sic] seules de nos

affaires, nous posons les questions suivantes : quand les hommes s'occuperont-ils eux-mêmes de leur contraception et cesseront-ils de s'inquiéter seulement de celle de leurs blondes? (avec l'accouchement c'est plus facile, ça a l'avantage de valoriser leur virilité cf. le film Une naissance apprivoisée). Quand deviendront-ils « objecteurs de conscience » à la guerre perpétuelle qui nous est faite par le viol? (*LVR*, mars 1980 : 11)

Il apparaît difficile, cependant, de dénoncer des amis, ces groupes qui, normalement, devraient constituer des alliés naturels pour les féministes. Dans le contexte de remise en question des groupes marxistes, les dangers de la récupération de la lutte des femmes sont grands. Mais l'expérience féministe permet d'éviter ce piège de la récupération par la gauche en réitérant que la lutte des femmes est avant tout celle qui, fondamentale, concerne le rapport des femmes aux hommes et au patriarcat. Pour les féministes de *La Vie en rose*, c'est là le vrai défi : inscrire dans le contexte des 1980 des revendications du féminisme qui ont déjà été formulées par les féministes dès la décennie 1970, et les adapter, par la mise en discours, à une nouvelle conjoncture sociale, mais en conservant les acquis du passé. De ce point de vue, l'extrait révèle une forme de tradition ou, à tout le moins, de constante : la gauche, qui pourrait récupérer le féminisme, représente une forme de menace, insidieuse, car plus subtile que la droite qui avance avec ses « gros sabots », mais bien présente. Elle est *encore* constituée majoritairement d'hommes et risque toujours de reléguer les revendications des femmes au second plan; les féministes savent et peuvent témoigner, peut-être plus que jamais, de la « place congrue » que cette gauche leur a, de tout temps, concédée. (Warren, 2007 : 167)

Pour *La Vie en rose*, il importe aussi de poursuivre une forme d'observation du social qui, par le prisme éditorial, réfracte les possibilités de discours et multiplie la possibilité des points de vue. S'inscrivant ainsi dans la foulée de ses prédécesseures, elle tente d'éviter les pièges que tend le discours de certains autres groupes, qui sont eux aussi en redéfinition, mais échappent, non sans peine, à la dérive du Québec rouge⁸⁵. *La Vie en rose* s'incarne ainsi en porte-parole des femmes de la gauche (plus ou moins proche des groupuscules m.-l.) qui prennent de plus en plus conscience de l'exiguïté de leur place au

⁸⁵ EN LUTTE! compte encore 382 membres en 1981 mais l'Organisation sera dissoute en 1982 alors que le Mouvement socialiste du Québec sera fondé en 1982. Le Parti communiste ouvrier (PCO), quant à lui, sera bientôt accusé de mépriser les travailleurs et sera démantelé en 1983. « Une page de la gauche québécoise sera [alors] bel et bien tournée. » (Warren, 2007 : 161, 168 et 169).

sein des groupes et des revendications m.-l. :

Vers 1980, les partis m.-l. font une place croissante aux demandes des femmes, ne pouvant éviter de se remettre en question devant la marée montante des plaintes et des critiques qui éclate finalement en révolte ouverte. Pourtant, il ne suffit plus d'ouvrir des postes de cadres à des femmes ou de réhabiliter le rôle du féminisme comme idéologie progressiste quand l'habitus du militant communiste est muté de l'intérieur. Les valeurs, le rythme de travail, la posture militante, tout est dénoncé comme découlant d'un idéal de virilité qui laisse les femmes toujours du côté de l'émotion et du subjectivisme. L'engagement est à réinventer sur une autre base en incorporant les avancées de celles qui ne veulent renoncer à leur corps ni à leurs sentiments en s'initiant à la pensée maotsétoung. Comme la plupart de leurs confrères, elles en ont soupé du modèle du parfait militant mis à l'honneur par EN LUTTE! ou la Ligue et veulent sortir d'un stéréotype qui nie la subjectivité des personnes. (Warren, 2007 : 174)

Nous avons montré pour notre part que les revendications des femmes dont fait état Jean-Philippe Warren sont intégrées au discours féministe depuis au moins 1972 avec *Québécoises deboutte!*. Il n'en reste pas moins que les considérations de Warren permettent un constat important : malgré les efforts et les prises de parole des femmes, soit à l'intérieur, soit en dehors des groupes de gauche, leur place n'est pas encore acquise et leurs revendications ne sont pas encore considérées comme viables en elles-mêmes. Pour elles, il faut donc rester vigilantes quant aux intentions de la gauche qui font émerger de nouveau les dangers d'une récupération cheminant dans l'angle mort des féministes⁸⁶.

Les féministes de *La Vie en rose* ont les dogmes en aversion. C'est d'ailleurs ce leitmotiv qui leur permet de formuler leurs « mots de désordre » (*LVR*, septembre-octobre 1981 : p. 5). Le dogme qu'induit trop souvent la gauche au sein des groupes de militants ne fait pas exception à cette perception qu'elles expriment selon laquelle les dogmes n'ont jamais vraiment contribué à faire avancer, dans l'échelle des valeurs admises, la question des femmes. Ainsi, même les groupes en faveur de telle ou telle revendication féministe sont considérés comme suspects jusqu'à preuve du contraire. D'ailleurs, la génération montante de jeunes militants n'est pas à l'abri du sexisme. C'est ce que fait valoir Carole Beaulieu dans un éditorial de 1985, « De chrysanthème en chrysanthème ... » :

⁸⁶ À cet effet, il faut lire l'article de Jacinthe Michaud (2010), « La reconnaissance des apports du féminisme dans la presse alternative de gauche : le cas du *Temps fou* » dont on trouvera la référence en bibliographie.

Les Français ont leur SOS Racisme. Nous avons notre RAJ. Il ne réunissait pas des milliers de personnes, ne vendait pas 30 000 badges anti-racistes, mais il occupait un lac gelé au cœur de l’Abitibi, envahissait le plancher de la Bourse, offrait des auges de gruau aux fonctionnaires de l’aide sociale, se préoccupait aussi bien de désarmement que de plein emploi. Il avait même, et c’est tout dire, un caucus autonome de femmes! [...]

Loin des organisations politiques traditionnelles, les luttes ou les projets qui ont récemment mobilisé les jeunes ont souvent eu un caractère pluraliste, presque humanitaire, souvent culturel, toujours concret. Outre les droits socio-économiques, on revendiquait de plus en plus le droit au développement personnel, le droit au partage international des richesses, le droit à un monde dénucléarisé. (*LVR*, octobre 1985 : 5)

Beaulieu pose d’emblée les bases du nouveau militantisme de gauche dont le Regroupement Autonome des Jeunes (RAJ) est une manifestation québécoise. Évoluant dans le contexte de la mondialisation des luttes et du décloisonnement des discours militants, le RAJ représente bien le mode d’action que les jeunes militants entendent investir. Pourtant, et Beaulieu le signale avec regret, la question de l’implication des femmes pose encore – et toujours – un problème :

SOS Racisme, le Live Aid, le Projet international des Ombres⁸⁷, n’en sont que quelques exemples. Le RAJ était traversé par toutes ces recherches et cette révolte. Il ne voulait pas « trop » se structurer pour ne pas faire peur aux « nouveaux », aux jeunes isolés qu’il tentait de regrouper. Voulait, dis-je bien. Car ce RAJ-là n’existe plus. Les dinosaures du militantisme traditionnel et de la procédurité l’ont bouffé tout rond le 1^{er} septembre dernier. Il n’en reste plus aujourd’hui que les « dissidents » et les « officiels ». Les premiers n’ont plus que la rue. Les seconds, une structure vidée de la majorité de ses membres actifs et « rassembleurs ».

Mis en minorité lors de leur 5^e Congrès par des « militants professionnels », une cinquantaine de membres du RAJ, parmi les plus représentatifs des luttes de la dernière année, ont claqué la porte, refusant, disaient-ils, de cautionner un RAJ dont les nouveaux dirigeants ont « une attitude autoritaire, directive, voire militaire ». Trois principes sont au cœur de la scission : l’autonomie des régions, l’action électorale et l’autonomie du caucus des femmes. (*LVR*, octobre 1985 : 6)

L’éditorialiste prend soin de mentionner que ce sont « les dinosaures du militantisme traditionnel » qui ont causé la disparition du rafraîchissant RAJ. La métaphore montre l’ampleur du dépassement des vieilles idées que se font certains du militantisme – celui des femmes compris –, une vision que Beaulieu, comme plusieurs membres du RAJ qui ont

⁸⁷ Le 26 août [1985], 40 ans après le bombardement d’Hiroshima, le Projet international des Ombres invitait à commémorer l’événement en peignant des ombres sur les trottoirs. Le RAJ a participé à cette action.

claqué la porte, ne partage évidemment pas. D'autant plus que l'une des questions qui a divisé le groupe concerne les femmes. Oui, en 1985, la sempiternelle question de la participation des femmes dans les groupes militants refait surface. Et Carole Beaulieu ne manque pas de le noter :

Les femmes. Une fois de plus. L'éternelle « question femmes » dont l'éditorialiste Jean-Claude Leclerc avait, presque prophétiquement, invité les rajistes (rajeurs? rajeuses?) à se préoccuper plus sérieusement lors de son intervention à l'ouverture de leur congrès. Cette fameuse « question femmes » que si peu de groupes mixtes sont parvenus à régler au Québec. Déjà, dans son bilan soumis au congrès de septembre, le Caucus-femmes du RAJ s'inquiétait. L'égalité des hommes et des femmes, troisième axe de la plate-forme du RAJ, « se portait mal », disaient-elles. Le Caucus invitait les gars « à se mouiller », à « porter eux aussi les revendications féministes », à s'intéresser plus aux actions menées par les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes n'existait pas, écrivaient-elles, « ni en nombre, ni en pratique », à l'intérieur du RAJ.

[...]

À plusieurs reprises déjà, et pas seulement au Québec, les femmes des organismes politiques ou militants ont reproché aux hommes leur militantisme désincarné, leur rythme affolant de travail, leur négation de la vie privée, leur morale de l'effort qui interdit les élans émotifs. (Pour les « purs et durs », pas question d'ajourner le Congrès du RAJ pour prendre le temps de manger. La cause avant tout!). Quand les femmes de *En Lutte* ou du *Parti communiste ouvrier* (PCO) questionnaient les méthodes, elles se faisaient dire qu'elles trahissaient la « cause » pour endosser un « féminisme bourgeois ». L'histoire cessera-t-elle un jour de se répéter? (*Id.*)

Les revendications effectuées par les femmes au sein du RAJ sont assimilables à la critique que *Les têtes de pioche* émettait dans ses pages, une critique qui, d'ailleurs, justifiait leur distance par rapport aux groupes militants de la gauche. Comme elles, Beaulieu dénonce le sexisme qui a, de tout temps, régné en maître dans les groupes militants alors que, soit dans les groupes d'extrême- gauche, on subordonne les revendications des femmes, soit dans les groupes de la gauche plus modérée, on les pose comme périphériques aux questions centrales (Michaud, 2010). En plus de ne laisser que très peu de place aux femmes dans les instances, les groupes de la gauche n'accordent que peu d'importance aux revendications féministes. Ici, Beaulieu montre que l'histoire s'est répétée avec le RAJ en ce qui concerne la question des femmes, notamment. Elle soutient cependant que le type d'organisation, en 1985, ne fonctionne plus. Pluriel, le militantisme des jeunes ne cadre plus avec les vieux modèles sexistes et dogmatiques. Pour elle, le sexisme est dépassé. Et c'est là la principale différence entre le texte de Beaulieu et les critiques des *Têtes de pioche*. En 1985, un

groupe qui ne considère pas assez la participation et les revendications des féministes ne peut être viable : « Au-delà de la vision trop simpliste d'une prise de contrôle d'un mouvement populaire par un « petit groupe d'intellectuels dogmatiques », il y a sans doute le fait que les « officiels » du RAJ tiennent un discours dépassé, un discours qui ne mobilise plus. » Par-delà les éléments plus pratiques (leadership exacerbé de certains membres, manque de considérations pour les femmes) qui ont créé la rupture au sein du RAJ, Beaulieu montre bien que, si le discours ne mobilise plus, c'est qu'il ne s'attache pas (ou plus assez) à des événements contemporains qui touchent les jeunes militants, des événements auxquels le discours de la gauche n'arrive pas à s'arrimer. Ce dernier doit être renouvelé et faire éclater le paradigme ouvrier/bourgeois, car la lutte s'inscrit désormais dans un contexte international où la droite exerce un pouvoir qui intervient sur des questions économiques, sans aucun doute, mais dont l'effet pernicieux se fait peut-être davantage sentir sur des questions morales (que l'on pense à la question du sida ou de l'avortement). Cette droite, redoutable, fait porter son discours par des personnalités charismatiques, des figures dont *La Vie en rose* montrera la face cachée et qu'elle ne manquera pas d'écorcher au passage.

Droit (e) devant elles

La Vie en rose envisagera de front les figures de la droite contemporaine pour les destituer et discréditer un discours passéiste qui, selon elle, ne contribue en rien à l'avancée des femmes vers l'égalité et qui, surtout, mine leurs chances de voir se réaliser des revendications on ne peut plus concrètes, telles que l'accès à l'avortement libre et gratuit. Nous l'avons mentionné avant, mais répétons-le, les membres du collectif *La Vie en rose* sont pour la plupart issues du Comité pour l'avortement libre et gratuit. Pour elles, l'accès à l'avortement constitue une revendication prioritaire à travers laquelle se réfracte leur critique sociale. Or, le discours antichoix est porté par des figures, des hommes pour la plupart, que *La Vie en rose* attaquera de toute part pour miner leur crédibilité et discréditer aussi leur discours. Le plus célèbre d'entre eux est certainement Jean-Paul II. Les lectrices de *La Vie en rose* se souviennent du travestissement de l'image du pape pour le présenter

en Boy George, par exemple. Elles se souviennent aussi des critiques acérées que les filles de *La Vie en rose* lui ont adressées. Nous reviendrons plus tard à cette figure. Avant, voyons comment *La Vie en rose* a aussi fustigé des hommes issus de la politique partisane québécoise.

« Le très catholique Ryan », Boubou et le Parti libéral du Québec

Après l'échec du premier référendum de 1980, le gouvernement de René Lévesque déclenche des élections. Face au Parti québécois, le Parti libéral est mené par Claude Ryan, ardent défenseur du fédéralisme canadien qui a soutenu et animé le camp du NON durant la campagne référendaire. L'éditorial de septembre 1980 dresse un portrait peu élogieux du « très catholique Ryan », que la caricature de Leduc contribue à rendre risible, ridicule :



Figure 12
LVR, septembre 1981 : 5

La caricature de Claude Ryan fait partie intégrante de l'éditorial de septembre 1981. L'illustration présente un Claude Ryan sévère et austère, mais porte, paradoxalement, un macaron où il est inscrit : « Je suis gai, c'est là ma gloire ». Les trois autres épinglettes que porte Ryan ne sont pas moins ridicules. La première, « J'aime ma femme », fait

indubitablement référence à l'affaire des « Yvettes⁸⁸ », qui, à la suite des propos malheureux de Lise Payette, a suscité un tollé et une mobilisation sans précédent des femmes fédéralistes : 14 000 Yvettes se sont alors rassemblées au Forum de Montréal. L'inscription « J'aime ma femme » est donc lourde, dans le contexte, considérant que l'affaire des Yvettes est peut-être en partie responsable de la victoire du NON au référendum de 1980. Du côté droit de l'encolure, se trouve un macaron où il est inscrit « NON, à *La Vie en rose* » et donc, implicitement, NON au féminisme (autant dire aux féministes et à leurs revendications). Ce macaron marque Ryan de l'étiquette antiféministe. Finalement, sur le dernier écusson est inscrit « NON aux vacances » avec, en illustration, une bêche et une croix, croisées à la manière de la faux et du marteau, pour signifier la rigidité de l'idéologie que défend Ryan. Ce qui est significatif dans l'illustration concerne les efforts qui sont déployés pour associer davantage encore le chef du Parti libéral au NON, un non qui dépasse la question nationale et dont la négativité concerne un champ d'activités politiques et d'idées beaucoup plus large : Claude Ryan, un être *néгатif* pour les femmes, pour les travailleurs, pour le Québec.

Dans le texte de l'éditorial, intitulé « Contre la politique du pire », l'image de Claude Ryan n'est évidemment guère plus reluisante :

Sous la houlette de l'ancien directeur du Devoir, le Parti libéral s'est renippé pour se débarrasser du tenace parfum de corruption qui suivait le vieil establishment libéral. Revu et corrigé, on sait mieux où il se dirige d'un pas ferme : à droite, toujours à droite.

Il n'ambitionne plus seulement la gérance de l'État provincial. Comme le P.Q. a su faire dès sa création, il veut rassembler une base qui puisse s'identifier à un vrai programme et à une vraie idéologie : défense des libertés individuelles contre l'ingérence de l'État et honneur à l'entreprise privée. Ryan, Reagan, les rimes dépendent-elles de la conjoncture? (*LVR*, septembre 1980 : 5)

Pour *La Vie en rose*, le Parti libéral incarne la droite québécoise et d'autant plus lorsqu'il est dirigé « sous la houlette » de Ryan. La houlette est un instrument qui sert au berger pour ramener dans le troupeau les moutons égarés. Ainsi, en plus d'écorcher le chef du parti, les rédactrices écorchent aussi ses partisans, considérés comme des moutons, des

⁸⁸ Lise Payette avait soutenu que la femme de Claude Ryan, Madeleine Gay, était une « Yvette », c'est-à-dire le personnage d'un manuel scolaire jugé discriminatoire qui circulait dans les écoles.

« suiveux » qui se laissent guider à droite, des êtres dénués d'esprit critique. Or, la droite est de plus en plus dangereuse, car elle est rassembleuse et associe son idéologie à des mesures politiques précises. Le fait de coller et de noter la rime entre les noms de Ryan et de Reagan renforce l'idée selon laquelle Claude Ryan, même s'il tend à modifier l'image du Parti libéral qui l'associe à celle d'un vieux parti miné par la corruption, incarne bel et bien la droite pure, comme son acolyte américain, le républicain Ronald Reagan, qui battra aux présidentielles de 1981 le démocrate Jimmy Carter. D'un point de vue rhétorique, la question posée en fin d'extrait est en fait une question rhétorique émise pour attirer l'attention des lectrices sur les parentés idéologiques entre les deux hommes d'État. Elle témoigne aussi du fait que l'équipe de rédaction de *La Vie en rose* est consciente de l'éminence des gouvernements de droite qui seront bientôt de plus en plus nombreux à se dresser sur l'échiquier politique mondial; elle connaît le contexte politique au sein duquel elle s'inscrit et perçoit, surtout, la droite s'approcher d'elle.

Aux élections de 1981, le Parti libéral du Québec (PLQ) ne sera pas élu. Les Québécois accorderont plutôt leur confiance au gouvernement de Lévesque pour un deuxième mandat. Ce ne sera qu'aux élections de décembre 1985 que les libéraux reprendront le pouvoir. C'est Hélène Pedneault qui, avec l'humour qu'on lui connaît, commentera la première cette élection :

La machine à remonter dans le temps vient d'être inventée au Québec, en 1985. Qu'est-ce qu'on est géniaux quand même les Québécois!... On la cherchait depuis des siècles dans les imaginaires de tous les pays du monde, et c'est nous qui l'inaugurerons demain soir, à travers la virilité sublime de la voix de Bernard Derome. Et la Belle Époque recommencera. On va ressortir nos pancartes du placard (j'espère que tu ne les avais pas jetées, la température au Québec est si changeante...), on va redescendre dans la rue se geler les fesses et on va passer une partie de l'année en extinction de voix. Ce qui me choque le plus, c'est qu'on va revivre tout ça exactement pour les mêmes raisons qu'entre 70 et 76. *Rewind* sur l'avortement, *rewind* sur la langue. On ne peut même pas exiger davantage comme on aurait pu le faire avec le PQ, ce nouveau parti fédéraliste qu'on a déjà connu et aimé du temps de sa jeunesse folle. Connerie pour connerie, on n'aurait quand même pas été obligées de repartir à zéro avec lui. (*LVR*, février 1986 : 10)

Cet extrait issu de la chronique délinquante fait mine d'être une lettre à une amie écrite à la veille des élections de 1985. Pour Hélène Pedneault, l'élection du Parti libéral équivaut à un recul non seulement pour les femmes, mais pour toute la société québécoise. Elle

compare en outre le Parti libéral au Parti québécois qu'elle qualifie de « nouveau parti fédéraliste », faisant référence au « beau risque » proposé par Lévesque pour une entente avec le Canada. Si le PQ ne convient plus aux aspirations de ce « on » dans lequel Pedneault s'inclut (sans doute une certaine gauche souverainiste et militante), il correspond néanmoins davantage aux valeurs et aux revendications de *La Vie en rose*; pour elle, le Parti libéral représente un adversaire idéologique et, si le PQ n'est pas un adjuvant, il est quand même moins menaçant que le PLQ dont *LVR* ne manquera pas de relever les frasques. Car si la droite n'est avantageuse pour personne (sauf pour quelques privilégié.e.s), elle l'est encore moins pour les femmes. Ce qui frappe d'emblée, c'est l'ironie avec laquelle Pedneault relève le recul des revendications sociales, des femmes notamment, qui serait imputable à l'élection du Parti libéral au gouvernement. En exploitant l'imaginaire de la machine à remonter dans le temps, elle subvertit ce qui normalement devrait être considéré comme une avancée technologique au profit de l'idéologie, pour plutôt émettre l'idée d'une régression. La référence à la Belle Époque renforce aussi le ton ironique de l'article, quand on sait que ladite Belle Époque est celle d'un militantisme acharné, où les luttes étaient menées difficilement, à force d'user les pavés. Les « rewind » sur les questions de langue et d'avortement forceront les militantes et militants à se remobiliser autour des mêmes questions que dans la décennie 1970 et à sortir, de nouveau, dans les rues pour les défendre. Il est intéressant de noter l'effet rhétorique que crée la composition de l'article où la lectrice est associée à la destinataire de la lettre que rédige Pedneault. Cette dernière fait de la lectrice une compagne de lutte, une alliée qui devrait partager l'état d'esprit de l'auteure.

En 1986, le premier ministre Robert Bourassa met en place une unité spéciale d'inspecteurs qui vise à dépister les fraudeurs de l'aide sociale. Cette mesure fait bondir *La Vie en rose* qui publie un éditorial vitriolique sur la question, en septembre 1986 :

Quel courage, force physique ou sagesse y a-t-il dans la délation? Aucune. Il suffit de passer un coup de téléphone même pas besoin de se nommer, ni de se montrer. Allez par contre vous plaindre d'être lésé-e dans un de vos droits, par exemple à la Commission des droits de la personne : on vous demandera de venir sur place remplir un questionnaire. Combien de dénonciations y aurait-il eu s'il avait fallu se déplacer et se nommer?

[...]

Comme le fait remarquer Madeleine Bouvier, directrice générale de l'Association des familles monoparentales (dont 80 % des membres sont des femmes) : « Un peu de couture par-ci, un peu de gardiennage par-là, c'est ce qui fait toute la différence. Or, 50 \$ gagnés au noir suffisent à vous faire perdre la totalité des prestations. L'expérience nous a démontré que les seules personnes ayant réussi à se sortir du BS sont celles qui se sont aidées par un peu de travail non déclaré. »

Qu'elles soient en contradiction ou non avec la Charte des droits et libertés, les visites des « boubous-macoutes », ces violations du domicile, sont odieuses. Surtout pour les femmes : à guetter le moindre rasoir ou vêtement masculin dans la maison, pour mettre la main sur un « pourvoyeur » quelconque, on les traite toutes comme des putains. N'ont-elles pas le droit d'avoir un ami sans que celui-ci soit automatiquement un bailleur de fonds ou un conjoint de fait? Toute vie amoureuse est-elle automatiquement vénale?

L'éditorial de Gloria Escomel traite deux éléments fondamentaux. En effet, Escomel s'avance sur le terrain de la morale en posant la question de la *valeur* et de l'intention derrière la délation : Est-ce vraiment une « vertu »? Est-ce une tare sociale? Aussi traite-t-elle du statut des femmes dans ce contexte : la mesure de Bourassa induit une forme de déconsidération des femmes, vues ni plus ni moins que comme des « putains ». Ce qui est plus important encore concerne l'association que fait Gloria Escomel entre la politique du gouvernement québécois et certains des grands régimes totalitaires ou de la droite occidentale. En ce sens, le titre est sans équivoque : « Le syndrome du KGB » ne laisse aucun doute sur la référence à la police soviétique pour la sécurité de l'État, qui traquait les citoyens russes et qui a contribué à instaurer un régime de peur en URSS. Plus près de nous, elle cite l'État américain de la Georgie :

Jusqu'à quel point un gouvernement a-t-il le droit d'aller pour régulariser la conduite des individu-e-s? Est-il sain, par exemple, qu'un État américain comme la Georgie, dans la foulée de la croisade morale post-reaganienne, interdise la sodomie et la fellation entre adultes consentants, s'infiltrant ainsi dans le domaine pour un temps sacré de la vie privée? [...] Le syndrome du KGB commence par là : un gibier facile. Demain, ce sera comme dans certains États américains : les voyeurs se mettront à dénoncer les lectures porno et les pratiques sexuelles de leurs voisin-e-s homosexuel-l-e-s ou non ». (*LVR*, septembre 1986 : 5)

En mettant le pied sur le terrain de la délation, l'État québécois ouvre une porte qui pourrait éventuellement être difficile à refermer et qui pourrait mener vers des abus tels que commis aux États-Unis ou pire, en URSS. Dans son article, Gloria Escomel donne justement des

exemples extrêmes – comme le cas de la Georgie – où l’on mène des batailles morales qui sont comparées, dans le texte, à des croisades. De même, l’accumulation d’interrogations oratoires accule la lectrice au pied du mur, l’opresse, la pousse à répondre, comme dans un interrogatoire, une séance de questions où l’on tente de révéler la vérité. La stratégie discursive qui est déployée vise à susciter la peur et à faire admettre au lectorat que ce jeu d’espionnage mime certains aspects d’une idéologie politique à laquelle il ne faut pas adhérer.

Les États-Unis et le spectre de Reagan

Le républicain Ronald Reagan est élu président des États-Unis le 4 novembre 1980. Pour l’équipe de rédaction de *La Vie en rose*, il représente une menace importante, car non seulement Reagan et son parti font la promotion d’une droite morale et économique qui menace les acquis des femmes et leurs revendications, mais cette droite qui se remet tranquillement en place aux États-Unis risque d’influencer significativement la politique canadienne et québécoise. Ronald Reagan dirige non seulement le pays le plus puissant du monde, mais ce pays est en outre voisin du Canada, où les effets de la politique américaine se font ressentir indéniablement. Or, tout de l’idéologie politique dont Ronald Reagan se fait porte-parole va à l’encontre des valeurs fondamentales de *La Vie en rose*, car rien de ce qu’il propose ne servira l’intérêt réel des femmes et des féministes :

Mais, quels que soient les acquis, l’avortement redeviendra bientôt, comme en 1975, le grand sujet de confrontation public (il n’a jamais cessé de l’être officieusement) entre la droite et nous. Il est clair qu’ici comme aux États-Unis, la droite montante, charismatique et libérale en fera un symbole, l’avortement demeurant son cheval de bataille favori – même recyclé – pour mieux galoper à travers les sondages pré-électoraux jusqu’au poteau final de la victoire ryanniste. (*LVR*, décembre 1980 : 5)

Cet article de décembre 1980, publié après l’élection de Reagan, mais avant son entrée en poste, situe le Québec dans le contexte nord-américain en établissant une comparaison de la « droite montante » au Québec et aux États-Unis. Les féministes doivent dorénavant mener leur bataille pour l’avortement sur plusieurs fronts, c’est-à-dire au-delà des frontières québécoises. Ici, la victoire prédite de Claude Ryan montre que le Québec, tranquillement,

suit les traces de ses voisins du Sud. L'image de Reagan fait peur, et, en quelque sorte, y comparer le chef de l'opposition officielle qui siège à l'Assemblée nationale, c'est le comparer au pire. Car Reagan et les États-Unis agissent à titre de contre-exemple dans le discours : il s'agit d'un modèle qu'il ne faut pas suivre, c'est un antimodèle, selon les termes de Perelman. Sa figure, son spectre que les rédactrices posent en filigrane de l'extrait, leur sert de repoussoir : « la référence à un modèle permet de promouvoir certaines conduites, la référence à un repoussoir, à un *anti-modèle*, permet d'en détourner. » (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008 : 492) Même si l'article est écrit sur le ton du constat plat, avec une sanction qui tombe à la fin du texte et qui agit comme la chute de l'éditorial, on perçoit tout de même, à l'analyse, que les rédactrices tentent d'agir sur leur lectorat par la référence à l'anti-modèle; elles fouettent leurs lectrices, les poussent à réagir : « la répulsion ira parfois jusqu'à provoquer le changement d'une attitude antérieurement adoptée [(comme le mutisme, le cas échéant)] parce qu'il est opposé à l'anti-modèle » (*Ibid.* : 493).

Les États-Unis et l'administration Reagan sont éloignés en tout des valeurs progressistes que promeuvent les féministes de *La Vie en rose* :

Heureusement, tandis que passent les Reagan et autres nuisibles cow-boys de la droite à la mâchoire plus ou moins mulroneienne, les écrits, les idées, l'amour demeurent. Une autre grande Américaine, Kate Millett, discute ici, longuement, de ses livres, des hommes, du mouvement, de l'Amérique – cette nation livrée au lavage de cerveau – et d'amour. (*LVR*, octobre 1984 : 18)

Ici, la figure de Kate Millett, associée aux « écrits, [aux] idées [et à] l'amour » s'oppose à une image du politicien rétrograde qui manie le discours comme un lasso pour capturer sa proie et la rendre prisonnière de son joug, l'avilir, la contrôler. C'est ni plus ni moins ce que font les Reagan de ce monde à travers lequel on perçoit le calque du conservateur Brian Mulroney. Cette déclaration courte, dynamique et efficace transmet des impressions, des émotions (notamment le soulagement de constater qu'il existe d'autres modèles que Reagan et comparses). Néanmoins, les filles de *La Vie en rose* ne fondent pas leur argumentation que sur des perceptions modulées en fonction de leur échelle de valeurs. Elles sont bien documentées et argumentent avec des chiffres à l'appui :

Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan, chef du Parti républicain, est élu président

des États-Unis. Représentant un nouvel espoir face à la crise économique croissante, il entreprend avec acharnement la réalisation de son programme électoral : la restructuration économique. Deux principes fondent sa politique économique : permettre aux grandes entreprises d'accroître leur marge de profit et rétablir l'image politique et économique d'un pays dominant sur le plan international. Concrètement, le président Reagan opte, entre autres, pour des coupes massives dans les services sociaux et les budgets gouvernementaux, pour une diminution de l'impôt sur le revenu des contribuables et pour une augmentation du budget voué à la défense du pays.

Aujourd'hui, à la veille des élections présidentielles, les États-Unis connaissent une effervescence économique, une diminution globale du taux de chômage et une image imposante sur le plan mondial. D'autre part, ce même peuple américain a vu les fonds de Medicare coupés de 3,6 millions \$. Ceux de Medicaid de 700 millions \$, ceux du programme d'aide aux assistés (FoodStamps) de 900 millions \$, ceux de l'aide aux familles monoparentales de 500 millions \$. L'Amérique voit donc ses pauvres devenir de plus en plus pauvres et nombreux-euses. (*LVR*, octobre 1984 : 23-24)

Ce passage est tiré d'un article intitulé « Noires et pauvres. Autant en emporte Reagan » publié en 1984, dans un « Spécial USA », édité à l'occasion des présidentielles américaines de la même année. En couverture, une photo prise en gros plan de l'avocate américaine Geraldine Ferraro, une femme (la première de l'histoire des États-Unis) que le candidat démocrate à la présidence Walter F. Mondale désigne comme colistière. L'article témoigne de ce que signifient *concrètement* les mesures néolibérales adoptées par le gouvernement Reagan depuis sa première élection. Ce dernier a aidé les riches, appauvri les pauvres et a ainsi augmenté l'écart entre les deux classes. Là, le grand logos intervient pour montrer combien le modèle Reagan peut être néfaste pour les plus démunis et les minorités, dont les femmes, malgré des promesses qui ont ravivé l'espoir de sortir de la crise économique mondiale et d'améliorer, donc, les conditions de vie de la majorité. Encore une fois, la densité du texte crée un effet d'accumulation, d'autant plus que le martèlement de chiffres donne à comprendre le bilan négatif des administrations de droite du point de vue de l'avancement vers une plus grande justice sociale.

« Le droit à la vie », la droite et la vie

La droite n'est pas que dangereuse ou néfaste d'un point de vue économique. D'un point de vue éthique, les avancées politiques et l'investissement des sphères de pouvoir de la droite ne permettront pas aux femmes de voir se réaliser certaines de leurs revendications fondamentales. La plus importante? Le droit à l'avortement. Ce sujet est l'un des plus

exploités dans *La Vie en rose* et on constate encore une fois que, en cette matière, les États-Unis sont désignés comme un contre-exemple, un modèle à ne pas suivre et qui, en outre, fait peur. Le numéro de mars, avril et mai 1982 présente un dossier sur l'avortement, qui dresse un portrait de la situation et des avancées de cette revendication à travers le monde. L'article qui porte sur les États-Unis présente une situation alarmante : « Tactiques et pressions locales, harcèlement juridique auprès des plus hautes sphères de pouvoir, propagande intensive, le mouvement contre le libre choix à l'avortement, enhardi par le soutien qu'il peut attendre de l'actuelle administration républicaine, a lancé aux États-Unis une offensive généralisée. » (*LVR*, mars-avril-mai 1982 : 29). Le texte donne à comprendre le pouvoir coercitif qui permet aux groupes antichoix d'exercer un pouvoir non négligeable sur les femmes. L'effet est créé par l'accumulation des termes « pression », « harcèlement », « propagande intensive », des stratégies qui sont montrées comme autant de façons de porter atteinte à la liberté des femmes qui n'ont pas le « libre choix » de donner ou non naissance à un (futur) enfant. Les stratégies du mouvement antichoix sont soutenues par la structure la plus englobante et puissante qui soit, c'est-à-dire le gouvernement, ou plus précisément l'administration Reagan. Ainsi, puissant, le mouvement antichoix est partout; il représente une menace réelle. Il est présenté comme un adversaire, un rival qui engage l'autre dans une lutte à mener sur tous les fronts, certes, mais qu'il est possible de gagner :

Ça a beaucoup bougé. Pour que cette vague aille encore en s'amplifiant, il va falloir que les militante-s pour le libre choix interviennent avec force dans les élections de cette année. La lutte ne fait que commencer. D'ailleurs, même chez les gens du mouvement anti-choix, on parle de 20 ou 30 ans avant de pouvoir faire bannir l'avortement. L'année passée nous a rendues plus aguerries, mieux préparées à protéger le droit des femmes à décider, même si cela signifie 20 ans de travail d'arrache-pied. Nous serons dorénavant moins prises de court par les tactiques surprises et les ruses de nos adversaires, et même, nous pourrions leur réserver nos propres surprises. (*Ibid.* : 29)

Une intervention politique des militantes et des militants pro-choix sera nécessaire pour faire avancer davantage la revendication du droit à l'avortement. L'auteure martèle, du même coup, l'influence qu'exerce l'état sur cette question. Ainsi, faire sortir Reagan de la Maison-Blanche représenterait déjà un gain substantiel pour le clan pro-choix. Aussi est-il important de s'inscrire, comme militant.e, dans cette lutte qui demande un travail et une réflexion constante, car il demeure possible, malgré tout, de gagner cette bataille. La

rédactrice a bien compris qu'il est important de susciter au moins un minimum d'espoir pour que l'allocataire croie à la possibilité de gagner la lutte dans laquelle il s'engage; il s'agit de lui montrer que, justement, cet engagement ne sera pas vain et obtiendra les résultats escomptés.

L'argument qui s'étaye autour de la lutte pour l'avortement est l'un des résultats de l'observation de l'actualité sociopolitique à travers le prisme de la droite montante. Le traitement de l'avortement comme sujet prioritaire, s'il vise, bien entendu, à faire la promotion de l'avortement libre et gratuit, joue aussi un rôle bien précis dans la rhétorique des féministes de *La Vie en rose* (Bergeron, 2009) : il permet d'exciter les passions, il permet une argumentation par le pathos. Pour susciter la peur, le dégoût, la colère; pour émouvoir, passionner et convaincre, on considère l'avortement comme une voie qui permettra aux femmes d'atteindre la liberté la plus complète : « depuis 15 ans, l'avortement est une revendication centrale des mouvements féministes occidentaux. La liberté d'avorter, c'est la liberté de disposer de soi-même. Mais c'est aussi la remise en question de l'éternel féminin et de la vocation de mère-ménagère. La lutte pour l'avortement nous amène inévitablement au cœur de notre exploitation; nous y affrontons à la fois l'État, l'Église et l'ensemble du pouvoir patriarcal. » (*LVR*, mars-avril-mai 1982 : 17). Pour *La Vie en rose*, toujours, la droite s'oppose à cette liberté jugée fondamentale : la droite de Ryan, la droite de Reagan et puis celle de Wojtyla et comparses. Autant d'hommes qui se permettent de commenter et de juger les décisions des femmes en ce qui a trait à leur propre corps, mais qui portent, par ailleurs, un discours contradictoire :

Pourtant les adversaires de l'avortement parlent toujours de « **respect de la vie.** » Quelles vies respectent-ils? En 1979, au congrès national des Mouvements pour le respect de la vie, aux États-Unis, une proposition contre le nucléaire et contre la peine de mort a été battue à plate couture par 1 200 délégué-e-s. L'argument le plus souvent invoqué: l'avortement, ce n'est pas la même chose, parce que sur le plan moral, la vie pré-natale est intacte, parfaite. Il faut la préserver à tout prix. La vie après la naissance, elle, est « tarée », souillée... par la vie! La vie des femmes ne vaut pas cher aux yeux des tenants du pouvoir patriarcal. Quand les évêques haussent le ton et semencent le gouvernement pour ses cliniques Lazare, ils ne se gênent pas pour affirmer « **qu'un avortement est un avortement, fait à l'hôpital ou dans la clandestinité...** » Que nous risquons un peu plus ou un peu moins notre santé ou notre vie, cette vie-là ne les intéresse pas. (*LVR*, mars-avril-mai, 1982 : 5)

En montrant que le « respect de la vie » s'inscrit dans un cadre argumentatif où la définition

de cette « vie » est bien relative, les rédactrices relèvent les contradictions de leurs adversaires et les ramènent à la surface. Or, les contradictions que présente le discours des « tenants du pouvoir patriarcal » en ce qui a trait au droit à la vie rendent caducs les arguments de la droite antichoix :

L'assertion, au sein d'un même système, d'une proposition et de sa négation, en rendant manifeste une contradiction qu'il contient, rend le système incohérent, et par là, inutilisable. Mettre à jour l'incohérence d'un ensemble de propositions, c'est l'exposer à une condamnation sans appel, obliger celui qui ne veut pas être qualifié d'absurde à renoncer au moins à certains éléments du système. (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008 : 262)

Ainsi, comme le souligne Perelman, d'un point de vue rhétorique, le fait de relever les contradictions est en soi une stratégie efficace, car celle-ci permet aux rédactrices de discréditer un discours jugé incohérent ou, même, de le ridiculiser. On a beaucoup glosé sur l'humour de *LVR* : c'était là l'un des traits caractéristiques de la revue, l'un des éléments qui ont contribué à faire de la publication un objet médiatique singulier. L'humour a en effet permis aux rédactrices de dénoncer ce qu'elles considéraient être innommable, comme pour rire plutôt que pleurer. Mais comme l'a bien montré Lucie Joubert (1998), il s'agit aussi d'une arme rhétorique permettant à la fois de discréditer un discours, celui de la droite, et de ridiculiser, dans cette même mesure, ceux qui le portent. À cet effet, c'est sans doute l'image du pape Jean-Paul II qui a été la plus écorchée.

« Culte club ». La religion et la visite « Djipitou » au Québec.

La figure du pape Jean-Paul II et l'institution de l'Église catholique sont parmi celles dont s'est le plus moquée l'équipe de rédaction de *La Vie en rose*. Que ce soit à travers des textes cinglants ou à travers des caricatures peu avantageuses, ces deux adversaires – que l'on peut considérer comme un seul à certains égards – ont fait l'objet d'un traitement particulier tout au long des années de la publication. Ainsi, l'Église est montrée comme une entité qui a permis, à travers le temps, de consolider les bases structurelles du pouvoir patriarcal. À cette institution qui a contribué à maintenir les femmes dans l'aliénation et l'asservissement, on ne peut, donc, faire confiance. Par ailleurs,

le chef de cette institution, le pape, représente quant à lui une menace très claire : charismatique, il sait rallier les foules derrière ses positions conservatrices. Il est aussi à même d'intervenir politiquement. Ainsi, derrière des allures d'homme bon et juste se cache un personnage rigide qui fait de l'orthodoxie religieuse son cheval de bataille. Les valeurs conservatrices, dont le père de l'Église fait la promotion, s'inscrivent en plus dans un contexte qui en permet l'accueil et l'adhésion. Cela fait de Karol Wojtyła un être très influent sur la scène politique de son époque.

La venue du pape Jean-Paul II au Québec, en septembre 1984, a occupé une part importante du discours de *La Vie en rose* de cette même année. Le numéro de septembre 1984 présente un dossier spécial sur le pape et l'« Église des hommes ». Les filles de *La Vie en rose* s'étaient préparées à la venue du Saint-Père, lui ayant consacré une large part de l'éditorial de juillet 1984 :

Jean-Paul II poursuit sa sixième année de règne. *La Vie en rose* entame sa cinquième. Et « un pape attend [sic] pas l'autre » : à l'hiver 80, nous avons annoncé le projet dans *Le Temps fou* avec une photo du pape légèrement maquillé; c'est sous le signe papal que nous amorcerons en septembre l'audacieuse mensualité du magazine. Plus précisément avec un dossier sur les femmes et l'Église catholique, conçu d'abord par des femmes chrétiennes et féministes. Nous n'aurons pas d'entrevue exclusive avec Jean-Paul, « l'homme qui aimait (?) les femmes », mais les propos critiques de ces Québécoises engagées, de la théologienne américaine Mary Daly et de la « fée » en cheffe Denise Boucher, leurs révélations souvent étonnantes, vous donneront matière à penser pendant les longues retransmissions en direct de la visite de Jean-Paul II au Québec, mi-septembre. Et puis nos images, pas très catholiques, elles, vous montreront la face cachée de l'institution occidentale la plus répressive à l'égard des femmes. Nous qui avons déjà avorté, qui utilisons des moyens contraceptifs – quand nous ne sommes pas lesbiennes – serons-nous excommuniées pour autant? (*LVR*, juillet 1984 : 5)

Sous la lorgnette féministe, l'observation de l'Église révèle la face cachée de la répression du droit des femmes. Les rédactrices pointent l'institution comme étant *répressive*; dans l'extrait, elles la mettent en accusation et la jugent sévèrement comme l'une des principales responsables de l'oppression des femmes. En ce sens, même s'il fait mine d'« aimer les femmes » et de les respecter, Jean-Paul II maintient des positions idéologiques qui les briment. Contre l'avortement, contre la contraception, contre le sacerdoce des femmes, Jean-Paul II ne contribue en rien à l'avancement de ces dernières vers l'égalité. C'est ce que fait valoir Françoise Guénette dans cet éditorial. L'ironie avec laquelle elle traite du

pape et de son institution montre bien que, en ce qui concerne les féministes de *La Vie en rose*, les considérations du Saint-Père n'ont que très peu d'effet. Elles, qui ne se soumettent pas aux règles dictées par l'Église, ont ainsi la liberté de parler de son représentant sans complaisance et peuvent même faire de son discours un objet risible. Néanmoins, plusieurs femmes s'inscrivent encore dans l'institution catholique. Celles-là subissent les foudres du pape et des autres dirigeants au moindre faux pas. Qu'en est-il, ainsi, des femmes qui sont croyantes, mais décident tout de même d'utiliser un moyen de contraception fiable? C'est ce que le numéro annoncé (septembre 1984) entend observer même si les rédactrices du magazine féministe d'actualité ne correspondent en rien à l'image de « la femme » dont l'Église fait la promotion (elles ont avorté, font l'amour sans crainte d'une grossesse imprévue, utilisant les moyens de contraception disponibles ou, pire encore, en étant lesbiennes). Si elles mettent leur lieu de discours à la disposition de toutes les femmes et au service de tous les questionnements, elles exercent néanmoins, à l'endroit de l'Église et de la religion, un esprit critique qui ne s'est pas démenti au fil des années de publication et répondent à leur objectif d'indépendance éditoriale. Ainsi, les filles de *La Vie en rose* souhaitent offrir un contrepoids au traitement médiatique dont la visite papale fera l'objet, avec un numéro spécial qui donnera à penser pendant les « longues retransmissions en direct ». Dans *La Vie en rose*, l'image du pape est transformée, voire malmenée, en fonction des besoins du magazine. Le paratexte fait partie intégrante de l'appareil discursif que constitue le magazine; on y présente caricatures et illustrations pour soutenir un propos subversif et critique sur la religion catholique, dont la figure de proue, Jean-Paul II, est une figure hyper médiatisée et charismatique. Les illustrations du magazine montreront souvent, de 1980 à 1987, une image du pape travesti⁸⁹.

L'équipe de rédaction fait tout en son pouvoir pour déconstruire et déboulonner le mythe qui entoure Jean-Paul II, un mythe qui le veut ouvert et dont l'élection, en 1979, a fait l'effet d'une bouffée d'air frais sur l'institution catholique. Pour *La Vie en rose*, si Karol Wojtyła est près des gens, c'est qu'il s'agit sans nul doute de mieux les contrôler, mais de manière pernicieuse. Les exemples que l'on pourrait citer pour donner à

⁸⁹ Voir les quelques exemples en annexe.

comprendre la teneur et les formes de la croisade qu'ont entreprise les féministes de *La Vie en rose* contre le pape Jean-Paul II et son institution sont nombreux. Il nous apparaît cependant que celui-ci est particulièrement efficace, car il synthétise en un texte toutes les charges qui pèsent contre le Saint-Père et que les filles de *La Vie en rose* tentent de faire valoir auprès de son lectorat. Nous prendrons les éléments un à un dans une analyse systématique de l'extrait :

Que peut-on attendre du pape, sachant qu'il représente (bien) une sacrée institution qui a toujours envoyé paître les femmes? En lançant en juillet deux pétitions appelant à la dénonciation des positions de l'Église, et même à l'apostasie, le Centre de santé des femmes de Montréal posait un geste qui s'imposait. Car, face aux positions rétrogrades de l'Église par rapport aux femmes, ni l'indignation individuelle des féministes athées ni la critique organisée des féministes chrétiennes, bien qu'elles n'aient fait que s'amplifier depuis quelques mois, ne pouvaient avoir autant d'impact que des réactions aussi « spectaculaires » que la visite du pape elle-même : pétitions de rupture, reprise des *Fées ont soif*, parade anti-papale, etc. D'autant plus que le pape est un grand leader politique – et spirituel – et qu'il a pour soutenir sa mission divine de redressement de l'Église et de la moralité civile, du charisme à revendre. Le mélange est explosif : faut-il rappeler son désastreux voyage au Nicaragua en mars 1983? Tout en réaffirmant le caractère pastoral de sa visite, le pape n'a pas raté une occasion d'insulter ses hôtes. En refusant sa main au Père Ernesto Cardenal, membre du gouvernement sandiniste, le sommant « d'arranger sa situation avec l'Église »; en attaquant de front le système d'éducation nicaraguayen, pas assez catholique à son goût, négligeant ainsi le succès auprès des paysan-ne-s de la campagne d'alphabétisation; et, comble de tout, en pleine messe, devant 700 000 personnes, en parlant « sur un ton de plus en plus dur et parfois même violent, de la différence entre la véritable Église, autour de l'évêque, institutionnelle, traditionnelle... et l'autre qu'il réfutait comme une source de division, qui serait charismatique, nouvelle... »

Quand les gens se mirent à crier « Quieremos la paz! » (nous voulons la paix), il les interrompit : « L'Église est la première à vouloir la paix! » Les cris reprenant de plus belle, le pape se fâcha : « Silencio! » Déterminé à rappeler son autorité au peuple nicaraguayen, il refusa même de prier avec les mères qui lui demandaient de bénir leurs fils au front. Bref, ce voyage du bon pasteur venu rassembler ses brebis, fut une confrontation douloureuse. Le pape aura-t-il l'occasion de perdre ainsi son calme devant la dissidence des Québécoises, si elle lui vient aux oreilles et aux yeux. Les évêques essaieront bien d'ici là de réconcilier les femmes et l'Église, avec des manières de politiciens canadiens, mais qui sait? (*LVR*, septembre 1984 : 5)

D'entrée de jeu, Francine Pelletier et Françoise Guénette sont claires : les femmes ne peuvent rien attendre du pape et le font comprendre aux lectrices au moyen d'une technique de rhétorique simple : l'interrogation oratoire (Bergeron, 2009). Non seulement les femmes ne peuvent rien attendre de cet homme qui représente une institution qui porte

atteinte depuis toujours, semble-t-il, à la liberté des femmes, mais, de plus, les femmes doivent se méfier, peut-être encore plus qu'avant, de ce leader charismatique qui intervient *aussi* politiquement. D'où l'importance d'un mouvement de contestation organisé qui intervient différemment en fonction des sphères qu'il investit. Ainsi, que ce soit au moyen de pétitions, de vagues d'apostasie, de manifestations artistiques ou de parades « antipapales », les féministes doivent faire front commun pour affronter et attaquer la crédibilité d'une institution aussi puissante et organisée que l'Église catholique. *La Vie en rose* se fait vecteur et diffuseur de ce vaste mouvement de contestation qui s'organise au Québec en prévision de la venue du pape, comme en témoigne non seulement l'éditorial cité, mais la publication même du « spécial papal ». C'est ainsi que, par la voie éditoriale, *LVR* prend parti au front commun et s'y inscrit; elle fait la promotion de la multiplication des actions et, par son implication même, elle participe à ces dernières.

Le compte rendu de la visite de Jean-Paul II au Nicaragua, en plus de révéler le caractère autoritaire du pape, a une autre fonction discursive en témoignant du fait que le pape se situe contre le gouvernement social-démocrate sandiniste. Cette opposition situe concrètement le pape sur l'échiquier politique : il est à droite, malgré une rumeur qui le veut progressiste⁹⁰. Le pape réfute catégoriquement le gouvernement sandiniste qui, selon lui, tend à éloigner le pays du code de conduite catholique, une situation que non seulement Jean-Paul II décrie, mais dont il somme un Père, membre du gouvernement, de rétablir. Cela indique le pouvoir et l'influence politique du pape; il manipule les foules en fonction de l'idéologie qu'il défend et devient ainsi vecteur de culpabilité pour un peuple dont les actions politiques ont destitué l'influente dynastie des Somoza en 1979. Selon le texte, qui met de l'avant une logique binaire, antagoniste et donc simplifiée, le pape est réfractaire aux avancées sociales du Nicaragua : il est contre le peuple, pour l'idéologie catholique. À la fin de l'extrait, la question rhétorique que posent les deux éditorialistes transpose sur la situation québécoise le discours réactionnaire que le pape pourrait tenir devant « la dissidence » des Québécoises. Ce faisant, elles nomment des adversaires à surveiller en attendant : les évêques, ces politiciens qui feront tout en leur pouvoir pour

⁹⁰ Ayant condamné à de nombreuses reprises les excès du capitalisme, il a fait la promotion du droit de l'homme et a contribué à la chute du bloc de l'Est.

amadouer les femmes.

Si *LVR* porte le discours des contestataires, elle participe aussi à former et à créer ce discours. Le numéro spécial de septembre 1984 en est une preuve tangible. Il présente 11 articles sur « Jean-Paul et l'Église des hommes ». Pour *La Vie en rose*, la production de ce discours critique constitue une pierre à l'édifice de l'insoumission. Bien que les filles de *La Vie en rose* ne soient pas déjà insoumises à l'idéologie catholique et au dogme de la religion, elles explicitent la fonction du numéro spécial papal, dans l'article de présentation du dossier, en établissant d'emblée les bases politiques et les tendances idéologiques qu'endosse le Saint-Père :

Sommes-nous si en colère contre Jean-Paul II, que nous répondions à sa visite par un dossier sur la place des femmes dans l'Église catholique romaine. Pourquoi cette colère? Même interventionnistes, ses propos ne modifient pas concrètement nos vies quotidiennes. Catholiques, nous en ignorons les interdits contraceptifs. Non-croyantes, ce n'est même pas nous qu'il admoneste. Et pourtant, nous nous sentons concernées. Au premier degré parce que son autorité « morale » s'infiltré dans les décisions politiques de nos États – concordant ou non –, qu'il s'agisse de l'interdiction de l'avortement, de l'éducation sexuelle, de la répression de l'homosexualité, etc. Ici comme aux États-Unis, elle soutient le combat d'une droite qui s'en prend aux femmes. (*LVR*, septembre 1984 : 21)

En plus de représenter une institution sexiste,⁹¹ il s'insinue dans les hautes sphères du pouvoir et au sein de lobbys puissants. Ce qu'il faut retenir concerne l'association du pape à des valeurs contraires à celles dont *La Vie en rose* fait la promotion et que la colère des femmes est justifiée par toutes sortes de mesures qui freinent leurs avancées politiques et sociales : le pape intervient donc concrètement dans leur vie. *La Vie en rose* montre que le pape est, en tout, éloigné de la gauche, même de celle dont on pourrait dire qu'elle est le plus près du centre⁹².

⁹¹ « Faudra-t-il repêcher encore longtemps les perles nauséabondes de Thomas d'Aquin, telle : « La femme est par nature soumise à l'homme, car l'homme jouit avec plus d'abondance du discernement de la raison » (Contra Gentiles, II, 123), pour démontrer le sexisme fondamental de l'Église catholique romaine? » (*LVR*, septembre 1984 : 26)

⁹² « Ainsi, le Vatican s'est littéralement polonisé, militarisé, depuis son arrivée, admet l'Observatore romano, l'organe officiel de Saint-Pierre. D'abord, Jean-Paul II a incité les prêtres à regagner le port de la soutane. Puis celui à qui Paul VI avait déjà confié la réforme de l'administration vaticane a continué son grand ménage du temple : il a écarté les Jésuites un peu trop contestataires et réprimandé les curés ouvriers, les théologiens de la libération et autres rigolos laxistes. Par contre, il s'est rapproché de l'Opus Dei, cette internationale

La force du dossier que présente *La Vie en rose* en septembre 1984 réside dans l'effort de représentation. En effet, les textes présentés sont signés par des femmes issues de différents secteurs qui couvrent, ni plus ni moins, le spectre idéologique qui se situe entre la féministe chrétienne et la féministe athée, radicale. L'union, le collectif, est ainsi créée par et dans la revue. La critique se construit par l'addition de ces points de vue, par la discussion et la compréhension; ainsi, l'impression du front commun est plus importante et plus effective :

Même les féministes endurcies qui s'opposent à tout ce que le pape peut dire, ou presque, ressentent ces jours-ci de la culpabilité, de l'angoisse, de la déprime... Parce que le patriarcat nous a consignées dans la Caste des Touchables, les femmes sont touchées physiquement, psychologiquement et émotivement par ce genre de non-événements orchestrés par le patriarcat.

Pour faire éclater cette Caste des Touchables, il faut retrouver et exercer nos Pouvoirs de contact absolu. Et ça, ce n'est pas en niant que ça se passe ou en ne faisant qu'y réagir, mais en Agissant par et pour Nous-mêmes. Je propose de profiter de la visite du pape comme d'une occasion de nous réunir, de célébrer notre Réalité, d'atteindre nos propres Pouvoirs spirituels. Par exemple, mettre en scène des parodies, des caricatures du pape, organiser nos propres parades, faire du théâtre de rue, etc. en mettant l'accent sur notre Rage, en exerçant notre pouvoir de dérision et surtout en affirmant le sens autonome que nous donnons à nos vies. (*LVR*, septembre 1984 : 35)

Pour la féministe radicale Mary Daly, la contestation et son expression permet d'affirmer l'autonomie des femmes par rapport au dogme catholique et de se positionner activement en refusant le statut de victimes et la vulnérabilité des « touchables ». La visite du pape permet de fouetter les troupes et de les réunir autour d'une contestation commune, mais aussi autour de l'affirmation positive de la réalité propre des femmes. C'est ce que font, selon Lise Moisan, les féministes québécoises qui ont tôt fait de réagir à l'annonce de la visite pontificale; le mouvement québécois s'active et se prépare à la visite du souverain pontife :

chauve et laïque d'extrême droite, qui dispose d'une puissance financière énorme mais occulte. Disons, pour résumer, que ce traditionaliste est en train de « révolutionner » l'Église catholique, de remettre en ordre une « institution déboussolée », doutant d'elle-même, tiraillée entre les intégristes style Mgr Lefebvre et les curés guérilleros (...) Il faut resserrer les rangs : fini les chrétiens à mi-temps, les églises populaires ou alternatives, le marxo-christianisme ». (*LVR*, septembre 1984 : 23)

Alors que nous baignons depuis un an dans les eaux montantes d'articles, reportages et émissions sur la venue de la Divine Diva, rappelons que ce sont des féministes, autant modérées que féroces (dirait Armande Saint-Jean), qui ont réagi fort et vite. Le Réseau d'action et d'information pour les femmes (RAIF) a d'abord dénoncé, par voie de télégramme à Jean-Paul II, « l'insulte » de la béatification de Mère Marie-Léonie. En mai dernier, 1 730 féministes chrétiennes achetaient une page dans *Le Devoir* pour « protester contre le sexisme de l'Église ». En juin, le Collectif pour le retrait des femmes de l'Église lançait une action d'abjuration de la foi, au moyen d'une pétition qui fit vite boule de neige. Pour étendre le mouvement elles créaient un regroupement plus large, le Collectif pour la liberté des femmes, et lançaient une deuxième pétition qui, reprenant la même dénonciation des « positions rétrogrades du pape et de l'Église catholique », n'incite pas cependant les signataires à se retirer de l'Église. Au moment d'aller sous presse, l'accumulation des signatures allait bon train (jusqu'au 25 août). (*Ibid.*)

Jean-Paul II soulève les foules et les passions, il ne laisse indifférents que celles et ceux qui, comme le souligne Moisan un peu plus loin dans l'article, « [envient] un certain volatile au cou démesuré » et se mettent la tête dans le sable pour ne pas se commettre sur une pente qui peut potentiellement être dangereuse, sachant à quel point « djipitou », comme le nomme affectueusement la fée en cheffe Denise Boucher (*LVR*, septembre 1984 : 36), a un pouvoir d'influence indéniable. C'est précisément ce que vise à démontrer *LVR* : le pape représente la droite. Or, la droite est néfaste, dangereuse pour la liberté des femmes. Wojtyla a un pouvoir d'attraction médiatique puissant; il est charismatique et représente aussi l'une des institutions les plus riches du monde. Pour ces raisons, il faut rester vigilantes, s'organiser et contester pour le contrer; pour éviter ne pas que son idéologie ne franchisse de manière trop importante les frontières d'un Québec conservateur. Pour ce faire, les filles de *La Vie en rose* déploient des stratégies discursives précises qui montrent le pouvoir d'agir réel du pape sur le politique en l'associant de près aux valeurs de droite, des valeurs que leur lectorat et elles répudient. Finalement, *La Vie en rose* crée et participe au mouvement collectif de contestation en rassemblant une grande diversité de voix féministes qui donne à comprendre un mouvement pluriel, uni, ouvert – et à gauche.

La Vie en rose se positionne à gauche de l'échiquier politique en établissant un rapport de force avec une droite montante qu'elle constate et dénonce. Dans la rhétorique de *La Vie en rose*, les valeurs, les concepts et les idées plus diffuses de la droite sont incarnés par des personnes pour rendre concrets des concepts portés par des voix

226

dominantes et des figures politiques importantes. Claude Ryan, Ronald Reagan et Jean-Paul II sont les exemples les plus significatifs de cette rhétorique de la personnification où « l'adversaire, [...] n'est pas seulement un ensemble de propositions erronées [et où le] mensonge s'incarne : c'est des individus, dotés du pouvoir institutionnel, groupés en cliques, en « maffias ». (Angenot, 1982 : 88) Ainsi, la droite n'est pas abstraite ou diffuse, elle a un corps, une voix. Elle est incarnée par des tenants qui sont identifiables. En outre, ses effets sont réels, en plus d'être contraires au projet de société que promeut *La Vie en rose*. Par son entreprise, *La Vie en rose* pointe et identifie les adversaires pour mieux les affronter et en discréditer le discours des ténors de la droite contemporaine; c'est là le rôle de sa rhétorique de la personnification. Une autre fonction rhétorique qu'il est possible d'attribuer à la personnification de la droite concerne l'idée que, dans un certain milieu assez bien circonscrit que l'on pourrait appeler, sans bien sûr reconduire les clichés, la gauche culturelle, les politiques de Ryan, de Bourassa, de Reagan et du pape sont critiquées – et parfois avec véhémence – sur une base assez consensuelle : tout le monde s'entend sur leur désaccord avec la vision du monde que promulguent ces hommes politiques des années 1980. En sa qualité de liant du ciment social-démocrate de l'époque, l'exploitation rhétorique de ces grandes figures contemporaines de la droite permet donc aussi de tisser des alliances implicites entre des groupes qui partagent des opinions similaires. Ainsi, en identifiant ses adversaires, *La Vie en rose* identifie aussi ses alliés.e.s.

La pluralité des voix : entre Andrienne Rich et Janette Bertrand

Le parti pris féministe de *La Vie en rose* impose en lui-même la transmission et le relais d'objets culturels ou la présentation d'actrices du milieu qui, au minimum, expriment une conscience féministe. C'était là un des paris de *La Vie en rose* qui, on s'en souvient, souhaitait montrer que le féminisme – et les féministes – était, en 1980, encore actif et que l'idéologie se cristallisait encore par des objets divers, dont des objets culturels. L'idée est de montrer qu'il engendre, bien sûr, des actions, des événements et un discours. Du point de vue de la culture féministe, le magazine incarne particulièrement bien le mouvement qu'elle représente, un mouvement en transformation et qui se reconfigure dans les années

1980. En effet, elle se situe, comme on l'a dit, en porte-à-faux entre deux générations et entre deux pratiques du féminisme : l'une est plus radicale, l'autre chemine tranquillement vers ce que l'on appellera bientôt la troisième vague du féminisme québécois. De la même manière, elle investit l'interstice entre les ferventes d'un féminisme proactif et dont l'action est encore commandée par l'idée de révolution et les plus modérées. C'est ainsi que, par exemple, les entrevues de Kate Millett, de Nicole Brossard et d'Adrienne Rich côtoient, dans les pages du magazine, des entrevues avec Janette Bertrand, Nathalie Petrowski, Lise Payette ou Pauline Marois.

Foisonnante de culture, *La Vie en rose* a présenté, tout au long des années de sa publication, des objets qui concernent autant la culture populaire que la culture plus savante, autant la culture strictement féministe que la culture entendue plus généralement. Du « Spécial hommes » à l'entrevue avec Kate Millett, on constate que le magazine a largement ratissé le terrain culturel pour s'approprier ce lieu, pour reprendre les termes de F. .é.///Dumont, dans lequel elle évolue, qu'elle contribue à construire et qu'elle nourrit de la réflexion féministe. À travers le discours culturel de la revue se réalise l'un de ses objectifs qui, implicitement, suit la ligne éditoriale de la revue, c'est-à-dire la tentative de dresser des ponts entre les femmes de toutes les allégeances et de tous les milieux en établissant une filiation entre les féministes d'hier et les nouvelles militantes. Sans chercher le consensus à tout prix, *LVR* se veut souple, différemment interprétable et plurielle. Les pages qui suivent seront consacrées à soutenir cette hypothèse selon laquelle la diversité du discours culturel de *La Vie en rose* participe à créer l'effet rhétorique de l'adaptation.

En octobre 1984, dans le « Spécial USA », Lise Moisan et Sylvie Dupont présentent le fruit d'une entrevue réalisée avec Kate Millett, qui répond à une rhétorique de la proximité. Cette proximité, cette connivence, qui est créée et montrée entre les meneuses de l'entrevue (Lise Moisan et Sylvie Dupont) et la théoricienne, permet aux deux premières et à l'équipe de rédaction de montrer – voire de prouver – qu'elles portent l'héritage d'un féminisme radical dont elles se font les porte-parole. Les auteures de l'article assument d'emblée qu'il est possible que certaines des lectrices de la revue ne connaissent pas Kate Millett autrement que de réputation, pour le personnage politique qu'elle incarne. Kate

Millett sert de liant entre les générations de féministes; les références au Women's Lib, à son implication pour l'Equal Rights Amendment permettent aux premières féministes québécoises de la génération 1970 de reconnaître en elle une consœur militante et, aussi, une inspiration (sachant que les Québécoises se sont inspirées des Américaines). Mais Millett n'est pas que féministe : contre la guerre du Viêtnam, pour les « droits civils » et « contre les dictatures », elle milite sur tous les fronts et fut de « toutes les luttes ». Elle est ainsi présentée comme une sorte de « multi-militante », engagée dans toutes les causes jugées justes par les rédactrices de *La Vie en rose* et leur lectorat. Kate Millett est présentée comme quelqu'un qui, totalement libre, témoigne aussi d'une grande acuité intellectuelle. Et elle est présentée comme une héroïne du féminisme qui ne se soumet à aucune règle. Martyre, « sa soif de liberté et de vérité » a fait en sorte qu'elle soit « clouée au pilori »; elle poursuit néanmoins son travail de défrichage et trace le chemin pour celles qui suivent. Au sein d'un texte où s'inscrit le champ lexical de la meneuse, la lectrice sent bien que les rédactrices ont été influencées par la pensée de Millett. En effet, les termes comme « premier best-seller », « championne », « *leader* », « principale porte-parole » participent à construire l'argument par l'éthos que filent les rédactrices dans leur texte : elles ont, elles aussi, lu et compris la pensée de Millett, une femme qui, si elle fait autorité dans le monde féministe, semble toutefois être demeurée simple, accessible. En fait, c'est cette mise en scène qui est la plus significative dans l'extrait en ce qu'elle introduit le paradigme maîtresse à penser/disciple, une relation caractérisée par le partage de connaissances et des expériences – un élément clé dans la démarche féministe. Ce qui frappe, c'est que, même si la grande admiration sentie par les rédactrices à l'endroit de Millett est palpable, ces dernières s'efforcent quand même d'établir d'emblée une complicité, voire une familiarité, avec elle au sein de ce qui, bientôt, prendra davantage l'allure d'une discussion que d'une entrevue :

La théoricienne féministe, celle dont la thèse de doctorat, *La Politique du mâle*, est devenue dès sa publication, en 1970, l'un des premiers, sinon le premier, best-sellers féministes aux États-Unis, puis en Occident. La leader féministe, celle qui fut dans les années 1970 l'une des principales, sinon la principale, porte-parole du Women's Liberation Movement américain. La championne du lesbianisme, celle qui fut clouée au pilori à la une du *Time* pour avoir répondu « oui » à la question piégée « Êtes-vous lesbienne? », alors qu'elle vivait encore avec son mari. L'activiste politique qui fut de toutes les luttes, contre la guerre

du Viêt-nam [sic], pour l'ERA, pour les droits civils, contre les dictatures, etc. [...]

Nous avons voulu parler de ses livres (et donc d'amour) parce que Millett est d'abord et avant tout une écrivaine, et selon nous une des plus grandes parmi les féministes de notre époque. Aussi parce que ses livres n'ont certainement pas le succès qu'ils méritent. Les bourgeois ne les aiment pas pour des raisons évidentes, la gauche parce qu'ils sont trop féministes et le mouvement féministe dans son ensemble parce que Kate a un gros défaut : elle ne suit aucune autre « direction » ou « ligne » que celle que lui dicte sa soif de liberté et de vérité. Elle soulève le tapis pour analyser la poussière et sort les squelettes des placards, mais surtout, dans chacun de ses livres, elle enfreint la sacro-sainte consigne du silence. Quant à nous, c'est exactement pour cela que nous les avons tant aimés, et que nous avons eu envie de vous faire connaître, au-delà du personnage politique, Kate Millett l'écrivaine (*LVR*, sept.-oct. 1984 : 27).

On remarque spontanément que les rédactrices parlent de Millett en l'appelant par son prénom. De même, tout au long de l'entrevue, elles la tutoient, comme pour installer une certaine familiarité. D'ailleurs, l'entrevue est menée de manière à bien faire sentir aux lectrices la sympathie entre Millett et les Québécoises. Ces dernières admettent d'emblée l'admiration qu'elles ressentent pour l'écrivaine :

Pour cela, nous avons choisi de vous présenter le plus simplement possible les principales questions dont nous avons discuté avec elle. Drôle d'entrevue, où notre admiration pour son œuvre est évidente, où plusieurs de nos interventions ne sont même pas des questions, et où vous ne trouverez aucune description de lieu ou d'atmosphère, parce que chacun de ses propos nous semblait d'une telle richesse que vous en priver aurait été, selon nous, un véritable gaspillage. Sachez cependant que Kate Millett est une femme de cinquante ans, infiniment chaleureuse, drôle, bonne vivante, sensible, touchante, séduisante, captivante, sensuelle, bref, que nous l'aimons... (*Id.*)

Le choix de ne pas présenter les éléments de contexte qui entourent la rencontre participe d'une mise en scène de la simplicité – qui semble donner accès au discours strict, sans artifice – au sein d'un texte où les connivences sont créées de manière à rendre compte de la démarche de Millett comme militante et du fait qu'elle est une « féministe comme les autres », c'est-à-dire qu'elle est, elle aussi, impressionnée par les grandes penseuses du féminisme occidental :

Un jour, dans un hôtel parisien, le type de la réception est venu me chercher : « Madame de Beauvoir vous demande au téléphone. » Je me suis ruée sur l'appareil, dans tous mes états; Simone de Beauvoir venait juste de finir *En vol* et m'appelait pour en faire l'éloge. Mais elle parlait en français, à toute vitesse, et je ne comprenais rien, et j'aurais tellement voulu

comprendre et savourer parce que je savais que, à mes yeux, ses mots justifieraient mon livre jusqu'à la fin de mes jours. Mais elle allait trop vite! Et j'ai dû l'interrompre pour lui demander de parler en anglais ou d'aller plus lentement. Elle déteste parler anglais et elle ne voulait pas parler plus lentement... Et bien sûr, en l'interrompant, je lui avais fait perdre le fil; je m'en voulais à mort, mais que voulez-vous! Je ne comprenais rien! (Nous sympathisons, en riant avec Kate de ce « drame littéraire. ») (*Ibid.* : 29)

Il est intéressant de considérer cet extrait selon trois points de vue. D'abord, il montre que l'œuvre de Millet est à ce point importante, dans le champ féministe, qu'elle-même reçoit les éloges de Simone de Beauvoir. Par la voix de Simone de Beauvoir qui fait l'éloge du roman de Millett, on procède à sa légitimation.

Aussi, l'admiration partagée pour Beauvoir constitue un point de contact entre *LVR* et Millett. Non seulement est-il inscrit – et entre parenthèses pour isoler ce commentaire et le mettre ainsi évidence – que *LVR* et Millett « sympathisent », mais, ce dont le sous-texte nous informe, par les guillemets signalant la valeur réelle d'un « drame » pas *si* important, concerne la compréhension mutuelle et la connivence entre les deux parties de la conversation qui comprennent que le « drame » est en fait créé par l'admiration pour Simone de Beauvoir. En plus, le segment entre parenthèses à la fin de l'anecdote révèle un point commun entre les filles de *La Vie en rose* et Kate Millett : non seulement elles ont toutes trois, d'une façon ou d'une autre, été influencées par Beauvoir, mais, en plus, elles entretiennent toujours envers elle l'idée d'une relation maîtresse/élève. Sur ce point, Kate Millett et les filles de *La Vie en rose* sont égales. Finalement, et c'est peut-être l'aspect le plus important, cet échange qui nous est rapporté par *La Vie en rose* pointe aussi le magazine comme un lieu d'échange entre les générations et les courants de pensée féministes, par exemple entre Millett et Beauvoir, entre les Françaises, les Américaines et les Québécoises : *La Vie en rose* se fait ainsi lieu de représentation de la pluralité féministe. À la manière d'une lettre qu'elles auraient écrite après un souper entre amies, Dupont et Moisan s'adressent directement à Millett en fin d'article pour la remercier sur un ton personnel, intime :

«... Nous, les Américains, nous avons le cerveau lavé. » Comme ça te ressemble, chère Kate, d'avoir la générosité de t'inclure dans ce nous. Tu n'as pas le cerveau lavé, loin de là. Tu as toute ta lucidité. Et c'est justement pour ça qu'après ton premier, aucun de tes livres n'a été un best-seller. L'immense majorité de tes compatriotes ne se reconnaît pas dans ta résistance. Tu le sais. Mais tu dis nous quand même. Tu n'es pas amère. Tu ne te

désolidarises pas de la masse hypnotisée, bernée. Lucide, tu restes pourtant généreuse. La lucidité, la générosité de la femme, de l'artiste. Tu dis nous. [...] Et toi, Kate Millett. Tu oses affirmer que « le règne patriarcal achève ». Ils peuvent bien dire que tu es folle... Nous te disons merci pour ta générosité et ton espoir. Nous allons faire une entrevue, nous avons fait une rencontre. (*Ibid.* : 33)

L'entrevue se termine donc avec une sorte d'hommage à Kate Millett qui renforce d'autant l'idée de proximité, comme une rhétorique de la filiation entre *La Vie en rose* et les militantes plus radicales des années 1970 qui, on l'a vu, sont très inspirées par la pensée de Millett; en se rapprochant de Kate Millett, *La Vie en rose* se rapproche forcément de ses émules.

L'équipe de rédaction de *La Vie en rose* connaît ses classiques féministes. À plusieurs reprises, on trouve dans le magazine des références, des entrevues ou des articles consacrés entièrement aux actrices majeures du féminisme contemporain. Le relais des idées ou de l'héritage de ces penseuses est efficace du point de vue stratégique en ce qu'il permet de réaliser, dans une certaine mesure, l'objectif de *LVR* qui voulait prouver que le féminisme n'est pas mort, mais d'adapter, aussi, la pensée des prédécesseuses au contexte social et intellectuel qui voit la publication du magazine. Il s'agit en quelque sorte de changer les allures d'un féminisme que l'on souhaite pluriel et ouvert, mais d'en garder la teneur initiale en montrant qu'il est toujours d'actualité. Or, en tentant d'établir des ponts entre les radicales et les plus modérées, *La Vie en rose* a aussi eu à se construire une légitimité par rapport aux unes et aux autres. Les rédactrices prouvent leur appartenance au courant radical en montrant qu'elles en maîtrisent le langage théorique et conceptuel et qu'elles ont ainsi intégré le bagage idéologique. À ce propos, l'exemple de l'article qui rapporte un entretien entre Nicole Brossard et Adrienne Rich est particulièrement évocateur. Articulant une pensée complexe portant sur la conscience lesbienne et la création littéraire, sur le féminisme et l'exploration du langage, Nicole Brossard et Adrienne Rich, lors d'une rencontre entre auteures qui a lieu annuellement à la Librairie des Femmes, s'adresse à des initiées (dont les rédactrices de *LVR* elles-mêmes) :

[...] je pense qu'effectivement, la conscience lesbienne peut jouer un rôle dans la création littéraire actuelle. Parce qu'elle m'est nécessaire dans mes propres lectures, pour mes réflexions, pour mon écriture. Parce qu'elle est nécessaire aux lesbiennes, visibles ou non, et à quiconque remet en question les apparences de la réalité. Cette conscience lesbienne actuelle, que l'on trouve dans l'œuvre de certaines écrivaines lesbiennes, transforme la réalité. Ces écrivaines ramènent la réalité patriarcale au laboratoire de la critique pour redonner vie à la réalité.

Une conscience lesbienne, ça signifie pour moi explorer, voyager dans les cités et les mythes, dans la mémoire, dans le futur et ce, bien sûr, au travers du langage. Le point de départ de ce parcours, c'est la peau : ma peau, ma propre peau. Par cette conscience lesbienne, l'écrivaine se trouve projetée dans une dimension, dans un espace où elle ne peut créer qu'avec sa peau, qu'avec son imaginaire, et qu'avec les mots qui correspondent à un nouveau territoire mental. Cette conscience lesbienne est très importante parce qu'elle nous permet de remettre en question avec les mots la réalité et la fiction, parce qu'elle nous pousse à mettre le pied dans un territoire que nous pensions inimaginable jusqu'alors. Pour moi, une sensibilité, une conscience lesbienne, c'est surtout avec la peau que ça fonctionne. (LVR, sept. 1981 : 51)

Cette réponse, que Nicole Brossard donne à la question « Comment une conscience lesbienne peut-elle contribuer au développement de la littérature contemporaine? », pose d'emblée les termes théoriques d'une conscience féministe lesbienne qui s'étaye dans son œuvre, mais à partir de concepts qui, s'ils peuvent sembler on ne peut plus concrets de prime à bord, deviennent abstraits une fois associés à une définition de la littérature contemporaine :

La peau génère la pensée, et les pensées affectent la surface entière du corps. C'est par notre peau que nous captions l'énergie et que nous la transmettons. La peau est notre mémoire tactile. Elle protège notre intériorité, notre intégrité. Elle agit comme un synthétiseur qui convertit les mots, les émotions, les idées. Notre imaginaire, c'est celui de notre corps, de notre sexe et surtout de notre peau, capable de faire les synthèses dans le temps et dans l'espace. L'imaginaire voyage à travers notre peau, sur toute sa surface. Pour moi, le glissement d'une peau de femme sur une peau de femme amène toujours un glissement de sens et rend possible au niveau des mots une nouvelle vision de la réalité et de la fiction. (Id.)

Les propos que tiennent Rich et Brossard donnent une fois de plus à comprendre qu'action (littéraire ou autre) et pensée féministe se trouvent liées, consubstantielles, comme le montre ce long extrait des propos de Rich :

Je ne peux pas penser à la conscience lesbienne sans faire un retour en arrière. Parce que parmi les œuvres que Nicole vient de mentionner, plusieurs sont récentes. Par exemple, il n'y a pas très longtemps que nous pouvons avoir accès à bon nombre d'ouvrages de Stein.

Ce qui m'amène à penser aux liens existant entre un mouvement politique de lesbiennes et le fait qu'il existe des publications, des revues, des lieux où l'on peut voir cette conscience lesbienne traduite et exprimée. Et il y a une dynamique qui circule constamment entre les deux. Cela me saute aux yeux chaque fois que je mets les pieds dans une librairie féministe. Je me souviens du temps où une librairie entièrement consacrée à des ouvrages écrits par et pour des femmes, ça n'existait pas. Je me souviens du moment où, pour la première fois, j'ai rassemblé sur la même étagère de ma bibliothèque les femmes poètes. Parce que j'avais besoin de les voir ensemble, j'en avais besoin pour me donner plus de force. Et à ce moment-là, il n'était pas encore question pour moi d'une recherche de la conscience lesbienne, bien que parmi toutes ces femmes poètes, plusieurs étaient lesbiennes. En tant que femme poète, écrivant en anglais, à la recherche d'autres écrivaines, je sais que c'est ça que je cherchais, je sais que c'est ça que je commençais à découvrir même si je ne pouvais pas encore le nommer pour moi-même. Lorsque nous disons conscience lesbienne, je pense que nous voulons parler de cette rupture que nous avons entamée par rapport à l'ensemble des structures qui nous semblaient « naturelles » auparavant, et qui cessent de paraître naturelles aussitôt que nous avons engagé ce processus de rupture. (*Id.*)

D'un point de vue rhétorique, ce qui est le plus significatif concerne la publication même de la rencontre entre Nicole Brossard et Adrienne Rich. En effet, c'est le fait même de diffuser ce discours qui est révélateur de l'attachement qu'accorde *La Vie en rose* à l'héritage de la pensée radicale, et plus particulièrement de la pensée radicale-lesbienne. Adrienne Rich soutient dans l'extrait qu'il est impossible pour elle de même penser à la conscience lesbienne sans effectuer un « retour en arrière ». Or, il apparaît que c'est justement pour cette raison que *LVR* diffuse l'entretien : pour effectuer un retour dans le passé, pour revenir à ce que certaines pourraient considérer être les fondements de la pensée radicale. Pour Adrienne Rich, la prise de conscience lesbienne va de pair avec le rassemblement puis une action directe nécessairement collective que sous-tendent la prise de conscience plurielle et la création d'un réseau d'auteures féministes qui, toutes, « engagent le processus de rupture ». Pour elle, donc, il est impossible de concevoir la conscience lesbienne en dehors des lieux qui en permettent l'expression; la « dynamique » qui lie les deux idées oriente nécessairement les forces présentes en fonction de l'évolution du statut des femmes et de leurs conditions.

Par exemple, la démarche radicale de réappropriation et de re-connaissance du corps est aussi partie prenante de la démarche dont traitent Rich et Brossard :

On trouve deux concepts rattachés aux lesbiennes en tant qu'êtres sexuels. L'un fait de nous des êtres asexués, et l'autre fait de nous des êtres pornographiques. Dans la structure

mentale patriarcale et hétérosexiste, il n'existe rien entre les deux. Nous ne pouvons être qu'asexuées ou pornographiques. En tant qu'éditrice de revue, je lis beaucoup de poésie « érotique ». Ce que j'ai découvert en rédigeant des lettres de réponse aux auteures de ces poèmes, c'est nous, comme éditrices d'une revue de l'imaginaire lesbien, nous étions à la recherche de poèmes qui fassent le lien entre le monde intime du contact, de la relation physique et l'univers plus large dans lequel deux femmes doivent s'assumer et survivre. Une poésie qui nous fait toutes faire le lien entre ce qui a été réduit au domaine de l'érotique et notre travail, notre pensée, nos politiques, nos actions, au-delà du lit en question. J'insiste pour affirmer que nous sommes des êtres sexuelles. D'un autre côté, l'une des choses qu'apporte la conscience lesbienne, c'est la redéfinition de tout ce territoire qu'on a nommé sexuel; la découverte d'un paysage jamais vu. C'est exactement la même chose qui s'est produite lorsque les femmes ont commencé à regarder mutuellement leurs vagins avec les spéculums et à examiner leurs propres vagins. Explorer un territoire jamais vu. Je pense qu'il existe un domaine entier de l'espace des femmes qui n'a jamais été exploré : c'est le domaine de l'érotique. (*Id.*)

Encore une fois, on constate que la réappropriation de termes est intimement liée à la réappropriation du corps, d'où l'importance accordée à la poésie et à la littérature. Les explorations langagières contribuent certes à la constitution d'un imaginaire lesbien, un imaginaire qui trouve son fondement dans la réalité des femmes (lesbiennes notamment) par la concrétude d'un corps reconquis et, ainsi, redéfini en fonction de l'intérêt des femmes seulement. La démarche très radicale d'observation du vagin qu'évoque Rich témoigne d'ailleurs de cette redécouverte dont elle fait état.

Comme s'il s'agissait à la fois de poser les bases idéologiques du collectif, cet article est publié au sein d'un numéro dont nous avons déjà traité et qui s'intitule « Quand Janette et les autres ne veulent plus rien savoir » où l'on présente *aussi* une entrevue avec Janette Bertrand. Ainsi, *La Vie en rose* ne veut pas être porte-parole de toutes les femmes, mais être un lieu où le dialogue est possible, probable et même suscité; un dialogue entre les générations, entre les courants, entre les classes et les cultures, bref, entre toutes les femmes. Les propos d'Adrienne Rich et de Nicole Brossard sont éminemment théoriques. Mais ce ne sont pas toutes les entrevues avec des féministes importantes dans l'histoire du mouvement qui ne s'adressent qu'à des initiées. Certaines sont plus accessibles, soit parce qu'elles présentent des figures féministes plus connues du grand public ou que les femmes qui sont interrogées tiennent des propos en eux-mêmes plus accessibles, moins théoriques, plus appliqués ou mieux diffusés, pour que la culture féministe soit représentée dans son

entièreté. L'entrevue avec Janette Bertrand permet de comprendre la démarche de *La Vie en rose* dans sa tentative de rejoindre un public plus vaste que les militantes qui portent l'héritage des radicales. En ne présentant pas que des théoriciennes ou des écrivaines qui s'adressent à des initiées, *LVR* se montre ouverte à tous les types de féminisme. En témoigne cette entrevue avec Janette Bertrand, alors que *LVR* la questionne sur son rapport à l'information et au féminisme :

Je fais beaucoup d'émissions qui sont menaçantes pour les hommes. Le viol, l'inceste, les femmes battues... Les hommes se sentent constamment menacés quand on leur parle de choses qu'on cachait autrefois. Évidemment mon nom, la cote d'écoute qui est excellente, me prètent une crédibilité, m'aident à prendre ces risques. Mais tout ça s'est bâti lentement. Ça s'est fait en ne trichant jamais et en ne prenant jamais le public pour des caves. S'adresser au monde ordinaire comme à du monde intelligent qui ont [sic] des choses à dire, c'est ma formule depuis toujours. (*LVR*, septembre 1981 : 24)

Pour Bertrand, le secret de son succès réside dans le fait de « ne jamais prendre [le monde ordinaire] pour des caves », mais comme des gens qui comprennent certains enjeux et problématiques liés au féminisme et qui interviennent parfois concrètement dans leur vie : les questions de violence, de viol ou d'inceste, par exemple. À aucun moment, au cours de l'entrevue, Bertrand n'émet de considérations abstraites, théoriques ou conceptuelles. En restant « au ras des pâquerettes » et en demeurant une femme « respectable », elle s'assure de garder la confiance de son public, une confiance gagnée en étant féministe, certes, mais pas trop :

Ce désir d'être du côté du pouvoir, cette mentalité de colonisées que nous traînons, sont dangereux... Par contre, si je tiens à être « dérangeante », je ne veux pas choquer. Parce que si je choque, je vais tout perdre. Je vais perdre le monde, la confiance... L'influence que j'ai tient en partie, au fait que j'ai une vie de famille qui marche bien, que j'arrive toujours coiffée et bien habillée. Ces critères esthétiques me pèsent croyez-moi, et j'envie les femmes qui ne se les imposent plus. Je trouve qu'elles ont fait un pas. Mais j'avoue humblement que je ne suis pas rendue là. (*Id.*)

En voulant être « dérangeante sans choquer », Janette Bertrand témoigne d'un féminisme modéré qu'elle souhaite avant tout efficace, comme étant capable d'atteindre le plus grand nombre de femmes (et d'hommes) possible. Or, pour *La Vie en rose*, il semble que, à cette époque (1981), tous les féminismes sont importants, car non seulement ils témoignent du dynamisme et de la vitalité d'un mouvement encore capable d'engendrer des actions et des

réflexions, mais qui peut intervenir dans toutes les sphères et dans tous les milieux. C'est ce qui compte, au final, c'est-à-dire que toutes les femmes actives et qui adoptent un point de vue féministe soient représentées – et potentiellement atteignables : *La Vie en rose* accumule cette culture féministe en ses pages. Elle en est la somme, le résultat, le vecteur, mais si elle se veut ouverte, elle n'adhère cependant pas spontanément à toutes les formes de féminisme ni n'admire également toutes ses défenderesses. Par exemple, la connivence ou l'admiration ne sont pas exacerbées dans le texte de l'entrevue avec Bertrand, comme dans l'entrevue avec Millett. D'abord, elle ne nous est pas rapportée comme une rencontre, mais bien comme une entrevue stricte, avec la formule questions/réponses; il ne s'agit pas d'une discussion faisant l'objet par la suite d'une mise en récit, laquelle permet un engagement plus important de la subjectivité des membres du collectif. Il n'y a pas de mise en scène, rien n'indique l'endroit et l'ambiance de la rencontre, ni l'état d'esprit de Francine Pelletier, la meneuse de l'entrevue. Aucun indice non plus sur la nervosité ou la préparation en vue de cette entrevue. On s'intéresse à Janette Bertrand comme un cas de figure, comme un modèle de féministe qui paraît presque atypique tant il est modéré. Cela porte à croire que, malgré tous les signes d'ouverture et d'accueil dont témoigne *La Vie en rose*, il n'en demeure pas moins que, en tout cas en 1981, les rédactrices sont plus à l'aise avec les termes et les formes de militantisme qui se rapprochent de l'héritage radical – elles en sont plus émues en tout cas. Elles ne savent pas comment nommer la pratique de J. Bertrand : « Du COURRIER DU COEUR à MON MARI ET NOUS, d'OPINION DE FEMME à JANETTE VEUT SAVOIR, Janette Bertrand sillonne depuis 30 ans le paysage québécois des communications. Elle y fait une sorte d'information parallèle, hors des normes, mais efficace. Certains préfèrent ignorer cette démarche trop émotive et « féminine », nous l'appellerons pratique journalistique originale. LA VIE EN ROSE en a parlé avec madame Bertrand. » (*Ibid.* : 23) La pratique de Bertrand est difficile à nommer et à caractériser; elle est autant hors des normes qui régissent le travail d'information traditionnel que du travail de propagande effectué par les féministes. Cependant, si les féministes ont de tout temps critiqué vertement les médias populaires qu'ils considéraient comme le vecteur de l'hégémonie des femmes, cet article ne témoigne pas d'un revirement complet, mais d'une reconsidération des pratiques culturelles populaires et, aussi, de l'importance de la diversification des pratiques. En ce sens, sa publication a deux

fonctions : attirer, peut-être, un plus large public en montrant que *La Vie en rose* est une revue pour toutes les féministes, et pas juste les radicales, et pour montrer aussi qu'il n'y a pas qu'une seule façon d'être féministe. L'entrevue avec Janette Bertrand la pose comme une figure féministe importante en ce qui concerne le rapport des femmes à l'information, même si *LVR* se risque parfois à quelques critiques : « N'est-ce pas perpétuer les stéréotypes de dire que la politique c'est pour les hommes? » (*Id.*) Il s'agit pour *La Vie en rose* d'adapter le propos à son lectorat premier pour montrer une certaine prudence vis-à-vis du propos de Bertrand dont on connaît les allégeances plus modérées que radicales; Janette Bertrand n'est pas posée comme un modèle, mais comme une féministe efficace qui assure un relais des revendications fondamentales vers un plus grand public.

En mars 1984, Simone de Beauvoir accepte de donner une entrevue à *La Vie en rose*. Cet événement sera l'un des plus importants de l'histoire de la revue et peut-être plus particulièrement pour Hélène Pedneault et Marie Sabourin qui mènent l'entrevue. Plus qu'un simple dialogue, la rencontre prend l'allure d'un véritable dossier spécial. L'équipe de rédaction de *La Vie en rose* traite de son enthousiasme pour cette entrevue qui vise à faire le pont entre les générations (Bergeron, 2012 : 72) :

C'était en novembre, un matin particulièrement gris. La petite enveloppe bordée de rouge et de bleu atterrit en douceur sur la grande table de *La Vie en rose*. Dedans, une mince feuille quadrillée et quelques mots manuscrits, brefs : « Oui, je serai à Paris en décembre et janvier, appelez-moi, nous prendrons rendez-vous ». Hélène Pedneault se mit à léviter, avant de replonger, fébrile, avec Marie Sabourin, dans l'œuvre de Simone de Beauvoir. Et nous nous sommes remises au travail, à la fois étonnées et flattées que la grande dame du féminisme occidental (du néo-féminisme, comme disent les Françaises) accorde à *La Vie en rose* l'entrevue qu'elle refuse régulièrement à des médias plus « prestigieux ». (*LVR*, mars 1984 : 3)

Ce qui fait que cet article est important pour *La Vie en rose* ne concerne pas tant le propos que tient Simone de Beauvoir dans l'article – bien que du point de vue féministe son intérêt apparaisse indéniable pour les rédactrices. En effet, encore une fois, c'est plutôt le fait même de présenter une entrevue avec Beauvoir qui permet au magazine d'investir une certaine posture dans le champ culturel. Dans l'extrait, Françoise Guénette, qui signe l'éditorial, reconnaît que l'équipe s'est sentie flattée que la « grande dame du féminisme

occidental » ait accepté d'accorder une entrevue à *La Vie en rose*, elle qui en refuse « régulièrement à des médias plus prestigieux ». Ce propos opère le renforcement de la légitimité de *La Vie en rose* par la publication de l'entrevue avec Beauvoir, précisément parce qu'il y est mentionné que cette dernière refuse les entrevues avec les journaux plus prestigieux. Or, *La Vie en rose*, comme organe de presse alternative, et plus précisément comme revue d'idées, s'efforce de se définir comme contraire au « prestige », en déployant par exemple une rhétorique de l'humilité et de la petite parole (Bergeron, 2009). Dans le champ féministe, c'est précisément ce caractère alternatif à la culture dominante – l'appartenance à la sous-culture – qui est valorisé. D'un autre côté, pour le champ culturel général, la présence de Beauvoir contribue à rendre à *La Vie en rose* une plus grande légitimité et lui octroie un statut de revue sérieuse, qui attire des personnalités établies. Ce jeu entre les modes de représentation est l'un des traits significatifs de *La Vie en rose*, un de ceux qui, en fait, sont le plus intervenus dans la définition de son éthos. Le discours culturel de *La Vie en rose* est en quelque sorte déterminé par une agentivité au féminin qui, bien que le genre de texte ne se prête pas nécessairement à l'exercice d'une analyse stricte en ce sens, met en lumière tout un réseau d'actrices pensant un féminisme pluriel. *LVR* considère qu'il faut le montrer pour traverser le temps et, surtout, relever le défi de la transmission et de l'action intergénérationnelles. Entre les jeunes et les vieilles, entre les Françaises (Beauvoir, Groult), les Américaines (Millet, Rich) et les Québécoises (Brossard, Boucher), entre les publics (Laberge, Cardinal, Bertrand), toujours, il faut tisser des liens, établir un réseau, un contact, pour que le mouvement en soit plus fort, plus dynamique, organique : vivant.

Ainsi, là, Kate Millett reçoit Beauvoir pour quelques jours, ici, Adrienne Rich appelle Nicole Brossard par son prénom alors que quelques années avant, l'équipe de rédaction de *La Vie en rose* chargée de l'entrevue avec Kate Millett, émue de la rencontrer, la tutoyait au sein d'un hommage senti et rédigé sous le signe de l'intime, comme une lettre qu'on écrit à une amie. Ces exemples sont autant de déictiques qui permettent d'établir avec certitude que non seulement *La Vie en rose* représente à la fois un lieu discursif où le réseau féministe peut s'établir et à la fois un lieu de transition des discours. Le discours culturel du magazine est descriptif, externe, porté sur un objet; il est aussi constituant,

modulé de manière à participer à cette culture même qui est décrite et observée. Par le truchement de l'analyse des réseaux qui s'établit dans les pages de *La Vie en rose*, on peut bien constater que le magazine à la fois crée une culture et la relaie. Plus précisément, il la crée *parce qu'*il la relaie et rassemble en ses pages les actrices phares du mouvement qu'il participe à construire.

+ + +

Dans le numéro spécial de *La Vie en rose* paru en 2005 pour souligner le 25^e anniversaire de la création du magazine féministe d'actualité, Françoise Guénette mentionne que *LVR* a toujours été avide, bouillante de culture. Une lecture même superficielle de la revue permet en effet de constater la place prédominante qu'occupent la promotion, la critique ou même la création d'objets culturels en ses pages. Une fois de plus, *La Vie en rose* se positionne différemment des deux autres revues par rapport à la culture; elle se pose en porte-à-faux entre culture savante et culture populaire, deux pôles entre lesquels *La Vie en rose* chemine, passant de l'un à l'autre sans malaise et sans doute sans grand effort, comme en témoigne le numéro où Adrienne Rich côtoie Janette Bertrand. Pour le collectif, il apparaît clair que la force du mouvement réside dans la capacité de ses initiatives à atteindre les femmes et les féministes de tous milieux et de toutes allégeances, des plus radicales au plus modérées, et même, pour se servir du cliché comme d'un exemple, des intellectuelles organiques aux ménagères. Toujours est-il que, entre Ti-Grace Atkinson, Kate Millett, Simone de Beauvoir et Pauline Marois, entre Anne Hébert et Lise Payette, Gérald Godin et Gaston L'Heureux, le magazine féministe d'actualité s'efforce de couvrir le spectre des cultures partagées, entre le *mainstream* et le légitime. Cette intention, à peine dissimulée sous quelques stratégies de rhétorique, fait montre de la tentative d'unifier le mouvement pour qu'il soit plus vivant et plus fort, moins tenaillé par les guerres intestines entre les différents courants de pensée et modes de militantisme, pour que les différentes pratiques, aussi, de ce féminisme soient toutes représentées. Les objets culturels que *La Vie en rose* choisit de relayer sont à l'image de cette position qu'elle tente d'investir dans le champ culturel. Ainsi, entre la revue d'idées et le magazine, entre les radicales et les modérées, *La Vie en rose* ratisse largement le terrain militant autant que

celui du divertissement pour donner une portée à la pluralité des voix qu'elle revendique. Mais la réflexion est toujours axée de manière à servir les femmes et les féministes; elle est toujours ancrée dans leur réalité, orientée en fonction de leurs luttes, de leurs défaites et de leurs victoires. Ce qui est mis de l'avant dans le discours culturel de *La Vie en rose* participe d'une rhétorique de l'adaptation perçue par certaines comme un compromis qui prime sur celle du combat. Ce qui fait fonctionner la rhétorique de *LVR*, son leitmotiv et même, dans une certaine mesure, sa raison d'être, c'est l'ambition de témoigner de la vitalité d'un féminisme que l'on donne pour mort, triste et stérile. (*LVR*, mars 1980 : 4).

Conclusion

Le discours culturel des féministes

Cette thèse porte sur le discours des féministes québécoises tenu à travers trois revues publiées entre 1972 et 1987, à savoir *Québécoises deboutte!* (1972-1974), *Les têtes de pioche* (1976-1979) et *La Vie en rose* (1980-1987). Elle cherche à montrer la façon dont se construit et évolue le discours des féministes québécoises à travers l'analyse de quinze années de militantisme textuel, et cela d'un point de vue rhétorique et historique. Ce travail permet de comprendre la démarche discursive des féministes québécoises et répond aux questions concernant la formation d'une parole commune subjective, laquelle fait de l'espace éditorial un lieu propice à son expression. À la manifestation de cette parole commune se trouve liée la construction d'un éthos commun, c'est-à-dire d'une image de soi construite à travers le discours, qui a contribué à définir les traits du mouvement québécois. La thèse répond ainsi aux questions suivantes : Comment se construit l'éthos des féministes radicales québécoises? Comment se transforme-t-il au cours des années? L'approche rhétorique privilégiée dans cette thèse a permis d'explorer plus avant deux aspects du discours éditorial des féministes. D'abord, l'étude rhétorique permet de prendre en charge le plan argumentatif du discours éditorial des féministes dans un contexte de lutte pour l'acquisition de capital symbolique dans le champ littéraire. On a ainsi constaté le caractère fondamental de l'argumentation par l'éthos. Les féministes se sont saisies de cette preuve aristotélicienne pour investir le champ et capter l'attention des interlocuteurs (et des alliés) potentiels. On a aussi pu voir comment le mouvement s'est présenté à travers une entreprise éditoriale qui résulte d'un travail et d'une réflexion collective. Car les revues féministes représentent une prise de parole collective qui se fixe sur la page à mesure même qu'elle progresse. Fluctuante selon les époques, la rhétorique des féministes s'adapte en fonction des nouveaux engagements et des prises de position que suscite leur lutte dans le contexte sociopolitique québécois des années 1970. Pour Fernand Dumont, « [la culture] est à la fois l'origine et l'objet de la parole » (Dumont, 2005 : 30). À la fois sujet et objet de leur discours éditorial, les féministes se sont efforcées de représenter et de témoigner d'une culture féministe dont, en outre, elles deviennent de plus en plus conscientes au fil des

années de publication. La presse féministe constitue un vecteur de produits culturels issus de la culture féministe (et éventuellement de la culture plus générale, en particulier avec *La Vie en rose*). En ce sens, notre analyse permet de saisir spécifiquement la participation ou le retranchement des féministes du champ culturel global et de mesurer, ainsi, le rapport qui s'installe entre les féministes et les *autres*, et conséquemment, entre la culture féministe et la culture de l'Autre. L'une des opérations qu'a permis la thèse proposée ici, c'est bien de mettre les féministes en relation avec autrui en plus de saisir, à la manière d'une métonymie, la relation de la presse féministe avec la culture dont elle est elle-même issue.

De *Québécoises deboutte!* à *La Vie en rose*, on peut noter trois tendances que prennent les féministes, lesquelles déterminent, dans une certaine mesure, leur parcours éditorial. Les analyses montrent en effet que *Québécoises deboutte!* a adapté sa rhétorique à un auditoire militant plus large pour tenter de couvrir le spectre entre les pôles marxiste-léniniste et contre-culturels de l'époque (Pelletier, 1995). En revanche, le collectif *Les têtes de pioche* a pour sa part misé sur une stratégie rhétorique dont l'objectif était de mettre de l'avant la spécificité de sa prise de parole, de l'idéologie qu'il promeut et de la lutte qu'il mène. Le principal enjeu que sous-tendent ces orientations discursives est de se distinguer des autres luttes (marxiste et nationale) présentes dans les champs intellectuel et politique de l'époque ainsi que des autres pratiques littéraires des collaboratrices pour mettre au premier plan la lutte des féministes. *La Vie en rose* constitue aussi l'organe d'une prise de parole féministe singulière; elle revisite et soumet constamment à la discussion les faits de l'actualité, les observant sous la loupe d'un féminisme que l'on conçoit comme pouvant être renouvelé en permanence et pour lequel une posture critique est nécessaire. Ce féminisme devient ainsi un prisme à travers lequel se réfractent et se multiplient les points de vue comme autant de facettes d'une même lutte, d'une idéologie en train de se faire, se définissant et se redéfinissant sans cesse. Comme lieu de sociabilité, la revue permet non seulement la transmission d'idées, mais aussi le regroupement et l'échange, dans la mesure où la politique éditoriale est favorable au dialogue. Dans le cas des féministes radicales québécoises, c'est notamment la revue qui permet de former ce mouvement.

Les féministes de la deuxième vague ne rejettent pas catégoriquement les initiatives médiatiques de la génération qui les précède : les textes des revues *Québécoises deboutte!* et *Les têtes de pioche* ne font pas de critique stricte et acerbe de *Châtelaine* ou de *Femmes d'aujourd'hui*, par exemple. En fait, elles ne les critiquent pas ni n'en font l'éloge. Elles les ignorent, simplement. En fait, c'est par rapport à une certaine conception de la presse féminine qu'elles se positionnent. Ce qui apparaît le plus clairement à la suite de ce travail de défrichage concerne l'émergence d'un nouveau paradigme éditorial à partir de *La Vie en rose*. Ce changement n'est pas brusque : il se met en place au fil des années de publication, comme nous avons contribué à le montrer. Les premières initiatives éditoriales féministes ont évolué en marge de la logique médiatique. Comme organes de presse alternative, elles se sont néanmoins définies par leur altérité fondamentale (Butler, 2004), c'est-à-dire en fonction d'une interaction constante avec les médias de masse (l'Autre). En effet, loin d'évoluer en vase clos, la presse féministe a plutôt accueilli en ses pages les médias de masse en fragments pour mieux les critiquer, mais, surtout, pour mieux se définir par rapport à eux. Le fait de se présenter dans le champ médiatique et de se « donner à lire » (Hebdige, 2011 (1979) : 112) comme une revue plus ou moins alternative doit ainsi être considéré comme « une façon d'arborer son Altérité » (Hebdige, 2011 (1979) : 119).

Plus qu'un rapport entre groupe dominant et groupe dominé, c'est davantage une relation conflictuelle entre médias féministes et médias traditionnels qui s'installent lors de ce qu'il convient d'appeler le premier cycle éditorial du féminisme. Les années 1960 seront en quelque sorte déterminées par un investissement d'organes médiatiques déjà en place et grand public pour faire transiter les idées féministes vers un public plus large, pensons au magazine *Châtelaine*, par exemple. La création d'une presse spécifiquement féministe a cependant mis en opposition les médias grand public traditionnels et les médias féministes alternatifs, d'où l'idée de « conflictualisation » pour employer le néologisme de Macé :

[...] les rapports sociaux sont toujours asymétriques, de sorte que toute relation sociale est aussi une relation de pouvoir et de subordination entre groupes ou individus. [Ils ne sont] cependant pas surdéterminés par des forces qui échapperaient à l'action intentionnelle des individus [...] [et] relèvent de l'action individuelle et collective des individus à travers la capacité qu'ils ont de conflictualiser les situations et les rapports sociaux [...]. (Macé, 2006 : 21)

Les collectifs et les équipes de rédaction responsables des revues ont justement investi la sphère médiatique de manière à opposer, à faire entrer en conflit, deux structures sociales : l'une vécue à travers la société patriarcale et capitaliste, et l'autre souhaitée, dont fait la promotion le féminisme, à savoir une société fondée sur l'égalité entre les sexes et entre les classes. Tout le discours des revues est orienté de manière à décrire, à définir et à en faire la promotion d'un modèle au centre duquel se trouve la pensée féministe. La filiation entre les trois revues s'établit en ce que l'on constate le même positionnement par rapport aux médias populaires et principalement ceux destinés aux femmes. Cependant, *Québécoises deboutte!*, *Les têtes de pioche* et *La Vie en rose* n'investissent pas la même position dans le champ médiatique en tant qu'organe médiatique. Les dernières stratégies éditoriales déployées par *La Vie en rose* marquent un tournant dans le parcours discursif des féministes radicales québécoises : elles incarnent une sorte de retour vers la sphère de grande consommation (ou de plus grande consommation en tout cas). En gardant les acquis des revues des radicales en matière de discours et de revendications, *La Vie en rose* a adapté leur dispositif discursif de manière à le montrer toujours aussi critique, mais plus abordable. *La Vie en rose* incarne en quelque sorte une synthèse de l'entreprise éditoriale des féministes autant qu'une sorte d'aboutissement de sa percée médiatique.

Les revues féministes ne sont évidemment que des bribes de ce que l'on pourrait appeler le grand récit féministe québécois. Pour les chercheuses et les chercheurs, elles constituent néanmoins des outils à privilégier pour percevoir le cœur du mouvement, c'est-à-dire pour comprendre et identifier les points de jonction où les filiations se créent ou, encore, se défont. Aussi, s'il est vrai, comme nous l'avons noté, qu'il faut prendre acte des importants changements sociaux, politiques et même littéraires qui s'effectuent au tournant des années 1980 et auxquels les féministes adaptent leur rhétorique, il faut constater, au terme de la démonstration, que le discours demeure cohérent en matière de revendications; il reste en phase avec l'évolution et la progression du mouvement qui l'incarne. Du reste, le positionnement des féministes dans le champ médiatique leur aura aussi permis de se distinguer et de s'extraire d'une masse médiatique et éditoriale qui accomplit « en permanence le travail idéologique essentiel consistant à « classer le monde » dans les discours des idéologies dominantes. » (Hall, 2010 [1977] : 59)

« Le récit de soi »

Les féministes ont tenté de se démarquer des médias plus traditionnels pour remplir leur contrat de subjectivité et d'autonomie par rapport aux grandes institutions et aux médias grand public. Il n'en demeure pas moins, cependant, que l'espace éditorial semble encore difficile à investir pour une femme, même en 1980 – en ce qui concerne spécifiquement *La Vie en rose*. Néanmoins, les féministes « osent » tout de même se commettre à l'éditorial. Elles expriment par là une part importante de leur identité littéraire :

La valorisation de l'identité passe par l'expression de cette identité, par la prise de parole. Cette prise de parole expressive est souvent liée à la création littéraire ou artistique dans le but de se débarrasser de l'image imposée par le regard de l'autre, en proposant sa propre définition de soi. L'identité, en effet, advient toujours dans le regard de l'autre, dans la reconnaissance accordée [...]. Ainsi, les identités se construisent de plus en plus explicitement et consciemment, tant chez les individus que dans les collectivités, dans un processus qui passe d'abord par l'affirmation et la prise de parole, pour rencontrer une altérité et obtenir d'elle la reconnaissance. (Fortin, 1999 : XIII)

Avec Andrée Fortin, nous croyons que, effectivement, c'est en regard des autres agents qui gravitent dans le champ que la parole et l'identité des féministes se définissent. Investir l'espace éditorial constitue certes une stratégie permettant d'exprimer une parole, mais qui plus est, en tant que « dominées », c'est une façon pour elles de poser leur discours en relation avec les autres discours en présence. Ces derniers, « dominants », voient donc les féministes venir combattre sur leur propre terrain, celui du savoir et des idées, et subvertir l'espace à leur profit. Il s'agit d'acquérir une autonomie en créant leur propre discours et en l'opposant aux discours dominants – autant dans les champs social et intellectuel que littéraire. De même elles se trouvent ainsi à endosser l'éthos de l'intellectuel engagé tel que le conçoit Bourdieu : « l'intellectuel se constitue comme tel en intervenant dans le champ politique *au nom de l'autonomie* et des valeurs spécifiques du champ de production culturelle parvenu à haut degré d'indépendance à l'égard des pouvoirs [...]. » (Bourdieu, 1998 : 216-217) Ce qu'il est intéressant de constater, c'est que les féministes investissent l'espace politique par la matrice littéraire. Qui plus est, il ne s'agit pas de se servir de la légitimité acquise dans le champ littéraire pour intervenir dans le champ politique, mais bien de la qualité politique de leurs revendications pour investir le champ littéraire.

Selon Judith Butler, la construction de l'identité et du genre demeure indissociable des relations entretenues avec les autres individus formant la société. Se poser par rapport à un autre, c'est à la fois le considérer comme entité existante et le construire discursivement. C'est le reconnaître et, dans un mouvement récursif et d'interdépendance, c'est aussi se faire reconnaître par lui; c'est l'imaginer et l'interpeller par rapport à soi et de même, c'est se raconter, nous, par rapport à lui. À l'instar de ce que défend Butler dans *Le récit de soi* (Butler, 2007 [2005]), il faut considérer cette relation ni plus ni moins que comme « une dépendance fondamentale à l'égard de l'autre, [c'est-à-dire] que nous ne pouvons exister sans interpeller l'autre et sans que l'autre ne nous interpelle [en raison de] l'impossibilité de nous départir de notre socialité fondamentale. » (Butler, 2007 (2005) : 33) De fait, la théorie *queer* articule des hypothèses selon lesquelles l'humain performerait son identité – et son genre – au quotidien, selon ses échanges interpersonnels avec les autres. Pour notre part, nous croyons que la revue, comme genre hybride, s'est avérée une façon de performer la parole féministe, à travers un objet dont la forme littéraire se transforme selon les relations entretenues avec les autres agents du champ. Nous croyons qu'une analogie entre ce postulat et l'objet « texte littéraire » est non seulement possible, mais essentielle pour comprendre vraiment l'entreprise éditoriale que constitue la création de revues féministes, car cette approche permet de jeter un regard nouveau sur les textes. Ces derniers se performe et se transforment au gré de la parole émise.

« La politique du texte »

Les groupes créateurs de revues féministes réagissent à un cadre conjoncturel et y interviennent en s'y inscrivant. À cette étape de l'histoire du féminisme québécois, on cherche à consolider les bases, les prémisses d'une pensée composée et plurivoque issue d'un mouvement féministe hétérogène, qui se présente tel un archipel, c'est-à-dire formé de plusieurs groupes singuliers. Ainsi, entre l'universel et le particulier, se dessine l'affirmation du mouvement des femmes dans le champ social. Par l'investissement de la matrice médiatique, il s'agit d'abord d'annoncer sa présence, son existence : « le discours, près de celui de l'extrême gauche au début, s'en démarque rapidement; il n'est pas figé, il

se cherche. Le mouvement est en pleine formation. Cette période pourrait être qualifiée de phase d'affirmation, comme en font foi les titres des revues de l'époque : *Québécoises deboutte!* (1972) ou *Têtes de pioche* (1976), par exemple. » (Fortin, 2006 : 291) Les féministes poursuivent donc un but précis mais diffus, qui se traduit par différentes actions (manifestations, pétitions, création de groupes de femmes ou de centres d'entraide, création artistique de tout acabit, par exemple) et par des discours adaptés aux publics ciblés par ces actions. Il s'agit de ratisser largement un terrain fertile et propice à une réception positive, potentiellement sympathique, à une prise de conscience de masse préalable à un retournement de situation, voire une révolution, qui, évidemment, bouleverserait le champ sociopolitique québécois. De 1972 à 1987, le discours des féministes par rapport à la gauche a évolué de manière constante et s'est considérablement transformé au cours des années. Du « parler marxiste » de *Québécoises deboutte!* au discours antidroite de *La Vie en rose*, les féministes ont exprimé une conscience du discours de l'Autre qui a de fait déterminé leur rhétorique. Même si l'on voit que les féministes se sont en quelque sorte détachées du discours de ceux qu'elles avaient de prime abord ciblés comme interlocuteurs prioritaires, elles se sont quand même attachées à se définir, comme mouvement et comme vecteur discursif, en fonction de l'idéologie féministe seulement, pour éventuellement sortir de « l'ombre de la gauche » qu'évoque Diane Lamoureux et évoluer de manière autonome dans le champ discursif. La progression du discours des féministes par rapport à la gauche montre aussi que les féministes se sont adaptées au contexte social, politique et féministe dans lequel elles évoluent. Sensibles aux changements sociaux parce que conscientes de leurs impacts sur le mouvement des femmes, les féministes y arriment leur discours. Parce que la gauche représente une force en présence dans le champ qui fluctue, le rapport à la gauche que présentent les revues féministes à l'étude s'établit différemment dans chacune d'elles : les féministes ont su prendre le pouls du monde militant ambiant et cibler leurs allié.e.s en les pointant dans leurs discours comme adjuvants. À mesure même que cette idéologie s'étirole dans le champ discursif, les féministes investissent une position qui leur permette à la fois de s'y accoler et de s'en affranchir. En faisant la promotion de valeurs qu'on associe à la gauche (le bien commun, le collectif, le progrès social, l'équité et la justice), mais en refusant néanmoins de s'inscrire dans une idéologie trop rigide et dogmatique, les féministes, à travers leur parcours éditorial, se montrent sensibles à une

gauche dont la mise en action n'est pas inféodée à une structure de groupe hiérarchisée et organisée en fonction d'intérêts particuliers, dont ceux qui dictent le patriarcat.

Il va sans dire que la création des revues féministes est un geste éminemment politique, puisqu'elle convoque des enjeux discursifs qui agissent sur trois plans. D'abord, celui de *la* politique – en diffusant des revendications précises qui ne peuvent se réaliser qu'en fonction d'une intervention gouvernementale, comme le droit à l'avortement libre et gratuit. Ensuite, celui *du* politique, en présentant des requêtes qui concernent une révision des rôles attribués d'emblée aux femmes, ce qui modifierait d'autant l'organisation et la structure sociale. Finalement, le fait d'investir un lieu de parole tel que la revue constitue une prise de position politique au sein même du champ littéraire. Cela constitue une façon de l'investir « par la force », d'entrer en lutte et, dans une certaine mesure, de modifier l'organisation des forces en présence dans le champ. Les créatrices de revues entrent en action et interviennent désormais dans le champ de façon subversive, car elles s'octroient elles-mêmes la légitimité requise à une prise de parole qu'elles valorisent, en l'occurrence, par l'investissement de l'espace éditorial.

Cette thèse témoigne d'une facette de l'engagement politique des féministes qui, bien qu'elle soit méconnue, demeure essentielle et fondatrice de leur démarche. En l'occurrence, l'engagement politique dans le champ littéraire aura permis aux féministes de se définir une parole propre, par l'investissement d'un lieu flexible et à même à la fois d'accueillir et d'incarner, dans le vaste champ de la prose d'idées, leurs revendications. Nous avons démontré l'importance qu'a pris ce lieu dans le déploiement textuel du discours féministe, car il a constitué non seulement une tribune et un tremplin pour leurs revendications, mais, en outre, il aura permis, par son caractère poreux, de mettre en perspective un autre aspect de l'oppression dénoncée qui s'exerce par l'intermédiaire du littéraire. Frances Fortier, dans son article « *Pour les femmes et tous les autres* (1974) de Madeleine Gagnon », (Fortier, 1999) arrive à cerner fort bien l'enjeu générique de l'écriture des féministes en prenant pour exemple celle de Madeleine Gagnon : « tributaire d'une pensée qui revient sur elle-même, s'abjure volontiers, repart vers d'autres lieux, retourne sur ses pas, relit les repères, fixe les balises à nouveau, l'écriture [de Madeleine Gagnon] emprunte un parcours non rectiligne,

attentive aux inflexions du social et tenté par l'expérimentation formelle. » (Fortier, 1999 : 247) Nous sommes tentée de prolonger cette réflexion en l'appliquant aux revues à l'étude, car, tout comme dans le cas de Madeleine Gagnon, semble-t-il, le texte est au service du propos et le « genre », s'il en est un, y est adapté. Avec Fortier, nous croyons aussi qu'il « convient de situer cette mixité dans la perspective de l'émergence d'une écriture québécoise au féminin, écriture engagée dans la contestation des normes sociales et littéraires » (Fortier, 1999 : 255), puisque le lieu exerce une influence sur le déploiement rhétorique de la parole éditoriale des féministes.

Comme objet littéraire alternatif aux quatre grands genres reconnus par l'institution, la revue apparaît comme une stratégie d'investissement du champ, mais elle agit à titre de moyen, de moteur et de motif pour la mise en discours de la parole féministe; il y a une corrélation entre le choix effectué par les féministes d'investir un lieu littéraire tel que la revue, la façon de l'investir et la place occupée par l'objet dans les champs littéraire, intellectuel et culturel québécois. Fondant une entreprise éditoriale déterminante, la création de revues a permis aux féministes d'investir de façon autonome l'espace éditorial *consacré* et, par le fait même, le champ littéraire en convoquant des enjeux hautement politiques. En effet, cet espace, jusqu'alors davantage occupé par des hommes, jouit d'une reconnaissance institutionnelle; il semble être *le* lieu où se crée et circule le savoir des intellectuels, de même que leurs idées. Ainsi, de la prise de parole concrète des féministes dans le champ médiatique, à travers la rédaction d'éditoriaux, entre autres, émane une force symbolique certaine qui permet au mouvement de s'y inscrire avec détermination, vigueur et même avec audace : « [...] l'expérience des *Têtes de pioche* démontre de façon éclatante qu'il est possible à un groupe de femmes de réaliser un projet aussi audacieux que de publier un journal mensuel autonome – féministe de surcroît! – et que la presse féministe à "l'état pur" [...] a sa place ici, une place viable. » (St-Jean, 1980 : 10)

Les implications politiques liées au mouvement féministe sont nombreuses et ont d'ores et déjà été relevées par plusieurs chercheuses (Lamoureux, 1986; Dumont et Toupin 2003; Navarro 2010; Baillargeon 2012). Il ne fait nul doute maintenant que les revendications du féminisme avaient pour visée, sinon essentielle, au moins principale, de

faire avancer les revendications et les idéologies féministes sur le plan politique. Les féministes de la deuxième vague se sont rattachées à certaines idéologies politiques, comme l'idée d'indépendance, notamment (Lanthier, 1998; Lamoureux, 2001; Mills 2004 et 2010). « Pas de libération des femmes sans libération nationale! », scanderont-elles dans les années 1970. Elles ont aussi été, pour certaines, nous l'avons vu, associées au marxisme-léninisme – et ce, malgré les réticences des communistes convaincus et éventuellement des féministes radicales – en défendant les droits de la classe ouvrière et en postulant que ce sont « les riches » qui contribuent à reconduire non seulement les inégalités liées aux différences de classes, mais aussi au système patriarcal. En ce sens, les ambitions politiques des féministes sont grandes et d'une envergure qui semble dépasser largement la stricte promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. En fin de compte, cependant, on s'aperçoit que, dans la logique féministe, cette lutte pour l'égalité est le corollaire des autres et que la libération des femmes en est en fait tributaire. La création de revues n'est certes pas étrangère à cette trajectoire discursive qui a rompu les frontières, souvent poreuses, délimitant les différentes sphères du social : pour investir ces territoires dominés par le patriarcat, les femmes ont dû se donner un outil rhétorique capable d'accueillir en son sein une grande diversité de discours, de sensibilités au monde et de subjectivités, un lieu ouvert mais circonscrit, qui, n'étant pas figé dans le temps, est transformable et capable de répondre à la flexuosité du social : la revue. Cette dernière a permis aux féministes d'investir politiquement le social, mais aussi, et surtout, l'espace littéraire.

Au terme de cette réflexion que nous avons menée, force est de constater que certains éléments ont dû être écartés de l'analyse principale et restent, ainsi, inexplorés. On pense, notamment, aux trajectoires individuelles des rédactrices. Il aurait été intéressant, en effet, de prendre davantage la mesure de la singularité et de la progression de chacune des voix qui s'expriment, par exemple dans *Les têtes de pioche* ou dans *La Vie en rose*, à travers les différentes rubriques comme « Les entrefilets au poivre » de Sylvie Dupont ou « Les us qui s'usent ». Ici, c'est l'aspect collectif du discours que l'on a voulu considérer davantage pour les raisons évoquées avant. Mais si la thèse n'a pas pu prendre en charge tous les aspects du discours, elle ouvre néanmoins de nombreux chantiers de recherche. L'une des hypothèses qui apparaissent des plus prometteuses concerne l'analyse spécifique

de l'expression de la culture féministe à travers les revues en relation avec les autres expressions culturelles – et plus spécifiquement littéraires – des féministes des années 1970 au Québec. En ce sens, les travaux sur la culture de Fernand Dumont pourraient s'avérer fort éclairants.

Anthropologie du féminisme. Étudier « les entrepôts de parole ».

On peut tirer plusieurs conclusions de cette analyse de la presse des féministes québécoises de la deuxième vague. Dans un premier temps, ce travail visait à montrer la façon dont les féministes investissent l'espace public au moyen d'organes de presse qui, tantôt s'accrochent à la sphère restreinte, tantôt cheminent pour trouver un plus grand public. Le discours des féministes progresse à la manière d'« une pensée en train de se faire » en ce qu'il s'inscrit, se fixe, en direct – en même temps que les événements se produisent, que les groupes se forment et que les conflits surviennent. En ce sens, on peut affirmer que ces entreprises médiatiques ont atteint leurs objectifs, c'est-à-dire non seulement de permettre aux militantes de se regrouper pour parler de féminisme, mais aussi de *faire parler le féminisme lui-même*, par la voie (x) (Boisclair, 2004) éditoriale. Ainsi, en plus de faire en sorte que le réseau féministe se cristallise et advienne, littéralement, comme un groupe constitué qui porte un discours précis, orienté, les revues féministes témoignent de l'intention du mouvement de s'inscrire dans le foisonnement d'idées, ce bouillonnement intellectuel dans lequel elles s'inscrivent. Par le truchement d'une analyse de la rhétorique des textes, on perçoit clairement les tentatives de rapprochement et de mise à distance par rapport aux idées ou aux groupes dominants dans le champ intellectuel de l'époque. Au sein de leurs revues, les féministes tentent à la fois de construire et de s'approprier leur discours et leur histoire, comme en témoignent les efforts de filiation entre les entreprises, laquelle forme, finalement, un pavé qui participe à ériger le grand récit féministe.

La conception dumontienne de la culture veut qu'elle soit « le lieu de l'homme » – l'agent humain –, un lieu dont les traits se définissent par la distance qui se crée entre la culture première et la culture seconde. La culture première est celle, anthropologique, où l'on se meut « dans la familiarité des significations, des modèles et des idéaux convenus :

des schémas d'action, des coutumes, tout un réseau par où l'on se reconnaît spontanément dans le monde comme dans sa maison. [...] C'est la première appartenance au monde. » (Dumont, 2005 : 74-75) La culture seconde constitue la représentation de cette culture première à laquelle, dans un mouvement réflexif, on réfléchit par les objets issus de la deuxième : « la culture seconde est véritablement une implication : elle n'est pas une complémentarité ajoutée du dehors de la culture commune. C'est comme le sens rendu explicite et, pour cela, revu et concentré dans un nouvel élément. » (Dumont, 2005 : 76) Le cœur de la démonstration de Dumont se situe dans l'idée de passage entre les deux cultures qui, notamment, s'effectue par la représentation stylisée d'éléments issus de la culture première, « dans une tentative du mouvement réflexif de la culture » (*Id.*).

Ainsi, pour Fernand Dumont, « en même temps que s'explicitent la signification du monde dans une culture soucieuse de ses intentions et de ses fondements, la distance se fait plus nette entre elle et ce que, d'une manière confuse, on appelle la vie quotidienne. C'est cette distance qui définit le mieux la culture elle-même. » (Dumont, 2005 : 26) Que les féministes s'inscrivent comme le lieu d'une culture propre au moyen de la pratique éditoriale, du discours en revue, témoigne certes d'une tentative de se saisir du langage de manière particulière. La recherche féministe a étudié assidûment la façon dont, en littérature, les femmes se sont appliquées à découvrir et à mettre au jour une nouvelle façon d'être au monde. Personne ne l'a encore fait, spécialement pour les revues, et c'est précisément ce à quoi répond cette thèse; elle comble un espace laissé blanc en ce qui concerne l'étude du discours tenu au sein d'un dispositif discursif particulier que représente la revue. Cette dernière se fait vecteur d'une culture, dont l'expression permet à la fois un positionnement dans le champ culturel et l'expression de cette mise à distance qu'ont opérée les féministes pour entrer dans une forme de conscience d'elles-mêmes et du monde; pour se dire, se nommer, se faire exister, littéralement, comme êtres dans le monde, comme des êtres au monde. En ce sens, au terme de la démonstration, il apparaît évident que ce qui s'opère dans le discours concerne davantage un rapprochement vers la culture première plutôt qu'une stylisation ou une progression vers la culture seconde. En effet, les revues se donnent davantage à comprendre comme un discours anthropologique que comme un discours esthétique. La revue est à la fois consignation et action, acte et tentative

plus ou moins marquée d'agir sur l'*à venir*, de documenter et de configurer le réel sociétal et l'être au monde politique et discursif des féministes.

Bibliographie

A) Corpus

O'LEARY Véronique, et Louise TOUPIN, *Québécoises deboutte ! Tome 1 et 2*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1982, 582 p.

Têtes de Pioche, collection complète, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1980, 207 p.

La Vie en rose, Montréal, Les productions des années 80 ' [sic], 1980-1987.

B) Sources

AMOSSY, Ruth [dir.], *Images de soi dans le discours : la construction de l'éthos*, Paris, Delachaux et Niestlé (Sciences des discours), 1999, 215 p.

———, *La présentation de soi dans le discours : Ethos et identité verbale*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, 235 p.

ANGENOT Marc, *La parole pamphlétaire : typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982, 425 p.

———, *1889 : un état du discours social*, Longueuil, Le Préambule, 1989, 1167 p.

———, *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*, Paris, Mille et une nuits, 2008, 450 p.

ARISTOTE, *Rhétorique I, II, III*, Paris, Gallimard (Tel), 1991, 297 p.

BAILLARGEON, Denyse, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 218 p.

BAILLIE, Jean-Pascal, « Apologie de l'analogique. À propos d'*Hobo Québec : journal d'écriture et d'images* » dans ETC, n° 37, 1999, p. 30-31.

BEAUCHAMP, Colette, *Le silence des médias*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1993, 281 p.

BEAUDET, Pierre, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, automne 2010, p. 97-117.

- BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, *La presse québécoise des origines à nos jours t. 10*, Montréal, Les presse de l'Université Laval, 1991, 509 p.
- BÉLAND, Daniel et André LECOURS, « La gauche et le nationalisme au Québec » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n^o.1, 2011, p. 37-52.
- BÉLANGER, André J., *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, la JEC, Cité Libre, Parti pris*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977, 219 p.
- BENVENISTE, Émile, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966, 351 p.
- BERGERON, Marie-Andrée, « *La Vie en rose (1980-1987)*, Construction rhétorique d'un leadership, dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n^o. 2, 2011, p. 105-120.
- , *Les mots de désordre. Édition commentée des éditoriaux de La Vie en rose (1980-1987)*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2012, 170 p.
- , « De *Québécoises deboutte !* à *jesuisfeministe.com* : croisements politiques et éditoriaux dans la presse des féministes radicales au Québec » dans *Mémoires du livre/Studies in book culture*, vol. 3, n^o. 1, automne 2011 [en ligne].
- BIENVENUE, Louise, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.
- BLAIS, Mélissa, FORTIN-PELLERIN Laurence, LAMPRON Ève-Marie et Geneviève PAGÉ « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexion sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », dans *Recherches féministes*, vol. 20, n^o. 2, 2007, p. 141-162.
- BOURDIEU, Pierre, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, 229 p.
- , *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1992, 243 p.
- , *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Points (Essai), 1992 (1998), 576 p.
- , *Sur la télévision ; suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Liber, 1996, 95 p.
- , *La domination masculine*, Paris, Points (Essais), 1998, 177 p.
- , *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points (Essais), 2001, 423 p.

- BOISCLAIR, Isabelle, *Ouvrir la voie/x, le processus constitutif d'un sous-champ littéraire féministe au Québec (1960-1990)*, Québec, Nota Bene, 2004, 391 p.
- BRODEUR, Violette *et al.*, *Le mouvement des femmes au Québec : étude des groupes montréalais et nationaux*, Montréal, Centre de formation populaire (Presses solidaires), 1982, 77 p.
- BRUN, Josette, « Le site Internet des archives de Radio-Canada et les femmes en 2007 : une présence limitée, une histoire partiellement racontée », dans *Recherches féministes*, vol. 22, n^o. 1, Automne 2009, p. 105-122.
- BRUN, Josette et Estelle LEBEL, « Parole aux téléspectatrices, place au féminisme : la 1 500e émission de Femme d'aujourd'hui et les francophones du Québec et du Canada en 1973 », dans *Le Temps des médias*, n^o 12, 2009, p. 78-89.
- BURTON, Graeme, *Media and society. Critical perspectives*, Maidenhead, Open University Press, 2005, 378 p.
- CARRIÈRE, Louise, *Femmes et cinéma québécois*, Montréal, Boréal Express, 1983, 282 p.
- CAUMARTIN, Anne, *Le discours culturel des essayistes québécois (1960-2000)*, Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, Ottawa, 2006, 250 p.
- CHARAUDEAU, Patrick et Dominique MAINGUENEAU [dir.], *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002, 661 p.
- CHARRON, Jean-Marie et Rémy RIEFFEL [dir.], *Reseaux. La presse magazine*, Paris, Hermes Science Publications, 2001, 318 p.
- CURRAN, James et Michael GUREVITCH [dir.], *Mass Media and Society*, London, Edward Arnold, 1991, 350 p.
- DESCARRIES-BÉLANGER Francine et Shirley ROY, *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie*, Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes, 1988, 40 p.
- DES RIVIÈRES, Marie-José, *Châtelaine et la littérature (1960-1975)*, Montréal, 1992, 378 p.
- , « *La Vie en rose (1980-1987) : un magazine féministe haut en couleurs* » dans *Recherches féministes*, vol.8, n^o 2, 1995, p.127-136
- DUMONT, Fernand, *Le lieu de l'homme*, Montréal, Hurtubise HMH (Bibliothèque québécoise), 2005 (1968), 274 p.

- DUMONT, François, *Approches de l'essai (Anthologie)*, Québec, Nota Bene (Visées critiques), 2003, 276 p.
- DUMONT, François, Élisabeth NARDOUT-LAFARGE et Michel BIRON, *Histoire de la littérature québécoise*, Montréal, Boréal, 2008, 689 p.
- DUMONT, Micheline, « La parole des femmes dans les revues féminine, 1938-1968 » dans DUMONT Fernand, Jean HAMELIN et Jean-Pierre MONTMINY [dir.], *Idéologies au Canada-français 1940-1976 tome II : les mouvements sociaux-les syndicats*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 5-45.
- , *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2008, 274 p.
- DUMONT, Micheline et Stéphanie Lanthier, « Pas d'histoire des femmes, le femmes ! Le féminisme dans un magazine québécois à grand tirage : *L'actualité* (1960-1996) » dans *Recherches féministes*, vol. 11, n^o. 2, 1998, p. 101-124.
- DUMONT Micheline et Louise TOUPIN, *La pensée féministe au Québec : anthologie (1900- 1985)*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2003, 750 p.
- ELBAZ, Mickaël, Andrée FORTIN et GUY LAFORESTE, *Les frontières de l'identité. Modernité t postmodernisme au Québec*, Québec, Les presses de l'Université Laval, (Sociétés en mutation), 1996, 374 p.
- ECO, Umberto, *Lector in fabula : le rôle du lecteur*, Paris, Grasset (biblio essais), 1985, 308 p.
- EL YAMANI, Myriame, *Médias et féminismes : Minoritaires sans paroles*, Paris, L'Harmattan, 1998, 268 p.
- FORTIER, France, « *Pour les femmes et tous les autres* (1974) de Madeleine Gagnon », dans DUMONT, François [dir.], *La pensée composée, Formes du recueil et constitution de l'essai québécois*, Nota Bene (Les cahiers du CRELIQ), Québec, 1999, p. 247-264.
- FORTIN, Andrée, « *Le Temps fou et Dérives. Redéfinir l'ici et l'ailleurs du politique* », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, no.2, 2011, p. 143-164.
- , *Passage de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 445 p.
- , « Les revues de gauche au Québec, 1960 et 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n^o. 2, automne 2010, p. 78-86.

- GAUVIN, Lise, « Les revues littéraires québécoises de l'université à la contre-culture », *Études françaises*, vol. 11, n^o. 2, 1975, p. 161-183.
- GAUVREAU, Claude, « De *Mainmise* à *Voir*. L'évolution de la presse alternative au Québec (1970-1990) », mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 1992, 244 p.
- GOBOUT, Lucie, *Les dessous des folles alliées : un livre affolant*, Montréal Les éditions du remue-ménage, 1993, 320 p.
- HADDAD, Galit, « Éthos préalable et éthos discursif : L'exemple de Romain Rolland », dans AMOSSY, Ruth [dir.], *Images de soi dans le discours : la construction de l'éthos*, Paris, Delachaux et Niestlé (Sciences des discours), 1999, p. 157-179.
- HALL, Stuart, « La culture, les médias et l' "effet idéologique" » (1977) dans GLEVAREC, Hervé, MACÉ, Éric et Éric MAIGRET, *Cultural studies : anthologie*, Paris, Armand Collin, 2011, p. 41-60
- HEBDIGE, Dick, « Subculture. La signification du style » (1979) dans GLEVAREC, Hervé, MACÉ, Éric et Éric MAIGRET, *Cultural studies : anthologie*, Paris, Armand Collin, 2011, p. 107-126.
- HOGGART, Richard, *Mass Media in a Mass Society. Myth and Reality*, London et New York, Continuum, 2004, 214 p.
- JOUBERT, Lucie, *Le carquois de velours : l'ironie au féminin dans la littérature québécoise 1960-1980*, Montréal, L'Hexagone, 1998, 221 p.
- KEIMED, Olivier, LEFEBVRE, Pierre et Robert RICHARD, « L'écrivain dans la Cité » dans *Anthologie Liberté (1959-2009). L'écrivain dans la Cité. 50 ans d'essais*, Montréal, Le Quartanier (Série QR), 2009, p. 9-23.
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine, *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Collin, 1999, 287 p.
- LAMONDE, Yvan, « L'époque des francs-tireurs : les intellectuels au Québec, 1900-1930 », dans BRUNET Manon et Pierre LANTHIER, *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, Les Presses Laval de l'Université Laval / L'Harmattan, 2010, p. 190-211.
- LACROIX, Michel, « Acteurs, circulation des discours et identités » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 6, n^o 2, 2003, p. 13-21.
- , « Des formes de capital dans les sociabilités littéraires », dans Mauricio Segura et al. [dir.], *Imaginaire social et discours économique*, Montréal, Département d'Études françaises de l'Université de Montréal, (coll. « Paragraphes »), 2003, p. 95-110.

- , « Littérature, analyse de réseaux et centralité : esquisse d'une théorisation du lien social concret en littérature » dans *Recherches sociographiques*, vol. 44, n° 3, 2003, p. 475-497.
- , « “La revue, c'est ce qu'il y a de mieux”. André Laurendeau et *L'Action nationale* : événements, discours, réseaux », dans Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques (dir.), *1937. Un tournant culturel*, Québec, PUL, « Cultures québécoises », 2008, p. 39-52.
- , « Traces et trames d'une littérature dans le siècle : réseaux et archives », dans *Tangence*, n° 78, 2005, p. 91-110.
- , « La francophonie en revue, de *La Nouvelle Relève* à *Liberté* (1941-1965) » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n°1, 2011, p. 37-58.
- LACROIX, Michel et Nadia ZUREK, « Une journaliste franco-américaine au seuil de l'avant-garde : l'espace des possibles d'Yvonne Le Maître (1876-1954) *Recherches féministes*, vol. 24, n°1, 2011, p. 76-99.
- LAMOUREUX, Diane, *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1986, 168 p.
- , *L'amère patrie : féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2001, 181 p.
- , *Pensées rebelles : autour de Rosa Luxembour, Hannah Arendt, Françoise Collin*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 200 p.
- LANTHIER, Stéphanie, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec 1961-1972*, mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 1998, 127 p.
- LÉVESQUE, Andrée « Réflexions sur l'histoire des femmes dans l'histoire du Québec » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 271-284.
- , *Éva Circé-Côté : libre-penseuse*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2010, 478 p.
- LEYMARIE, Michel, « Introduction », dans PLUET-DESPATINS, Jacqueline, Michel LEYMARIE et Jean-Yves MOLLIÉ, *La belle époque des revues 1880-1914*, [s.l.], Éditions de l'IMÉC (In octavio), 2002, p. 9-29.

- LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Boréal (compact), 1989 (1993), 834 p.
- LIVERNOIS, Jonathan, « 1974. La dernière année de *Maintenant* » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 53-76.
- MACÉ, Éric, *Les Imaginaires médiatiques. Une sociologie postcritique des médias*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006, 167 p.
- MACÉ, Marielle, *Le temps de l'essai : l'histoire d'un genre en France au XX^e siècle*, Paris, Belin (extrême contemporain), 2006, p. 5-11.
- MAIGRET, Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Collin, 2003, 287 p.
- MAIGRET, Éric et Éric MACÉ, *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Paris, Armand Collin, 2005, 186 p.
- MAINGUENEAU, Dominique, « Éthos, scénographie et incorporation » dans AMOSSY, Ruth [dir.], *Images de soi dans le discours : la construction de l'éthos*, Paris, Delachaux et Niestlé (Sciences des discours), 1999, p.75-103.
- MAJOR, Robert, *Parti pris : idéologie et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH (Cahiers du Québec), 1979, 341 p.
- MAUGUIÈRE, Bénédicte, *Traversée des idéologies et exploration des identités dans les écritures de femmes au Québec (1970-1980)*, New York, Peter Lang Publishing, 1997, 385 p.
- MARX, Karl et Friedrich ENGELS, *Manifeste du Parti communiste (Texte intégral)*, Flammarion (Librio), 1998, 90 p.
- MICHAUD, Jacinthe, « La reconnaissance des apports théoriques du féminisme dans la presse alternative de gauche : le cas du *Temps fou* », dans *Politiques et sociétés*, vol. 29, n° 2, 2010, p. 29-45.
- MILOT, Pierre, « *Tel quel* ou les conditions d'existence des *Herbes rouges* », dans *Voix et Images*, vol. 13, n° 2 (38), 1988, p. 317-323.
- MILLS, Sean, « *Québécoises deboutte!* Le front de libération de la femme du Québec, le centre des femmes et le nationalisme », *Mens*, vol. IV, n° 2, 2004, p.183-210.
- , *Contester l'empire : Pensée post-coloniale et militantisme politique à Montréal, 1963- 1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p.

- , TAYLOR Felicity, THÉRIEAULT Michèle et Jean-Phillipe Warren, *Des actions parlantes : aspects de la culture québécoise des années 1960 et 1970*, Montréal, Galerie Leonard Bina Ellen, 2012, 130 p.
- MORLEY, David, « Analyse comparée des décodages différents selon les groupes » (1980), dans GLEVAREC, Hervé, MACÉ, Éric et Éric MAIGRET, *Cultural studies : anthologie*, Paris, Armand Collin, 2011, p. 138-154.
- MOORE, Marie-France, « *Mainmise*, version québécoise de la contre-culture », dans *Recherches sociographiques*, vol. 14, no. 3, 1973, p. 363-381.
- NEEFS, Jacques et Marie-Claire ROPARS [dir.], *La politique du texte. Pour Claude Duchet*, Lille, Presses universitaires de Lille (Problématique), 1992, 277 p.
- NEPVEU, Pierre, *L'écologie du réel : mort et naissance de la littérature québécoise contemporaine : essais*, Montréal, Boréal, 1988, 243 p.
- PAGÉ, Geneviève, *Feminism à la Québec : ideological travelings of American and french thought (1960-2010)*, Thèse de doctorat, University of Maryland, College Park, 2012, 282 p.
- PEDNEAULT, Hélène, *Chroniques délinquantes de La Vie en rose*, Montréal, VLB éditeur, 1988, 164 p.
- PELLETIER, Jacques [dir.], *L'Avant-garde culturelle et littéraire des années 1970 au Québec*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1987, 193 p.
- , *Le poids de l'histoire : Littérature, idéologies, société du Québec moderne*, Québec, Nuit Blanche Éditeur (Essais critiques), 1995, p.19-42.
- PERELMAN, Chaïm et Lucie OLBRECHTS-TYTECA, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles (UB Lire : fondamentaux), 2008, p.17-83.
- POLIQUIN, Marjolaine, *En prison pour la cause des femmes. La conquête du banc des jurés*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2007, 312 p.
- RABY, Claudia, *Le parcours critique de Jeanne Lapointe*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2007, 133 f.
- RADWAY, Janice, « Lectures à "l'eau de rose". Femmes, patriarcat et littérature populaire » (1984) dans GLEVAREC, Hervé, MACÉ, Éric et Éric MAIGRET, *Cultural studies : anthologie*, Paris, Armand Collin, 2011, p. 176-190.
- RICARD, François, *Des revues*, dans *Liberté*, vol. 18, n° 4-5, 1976, p. 658-367.

- , *La génération lyrique : essai sur la vie et l'œuvre des premiers nés du baby-boom*, Montréal, Boréal, 1994, 282 p.
- ROBERT, Lucie, « De la vie littéraire à la vie culturelle. "Vie", vous avez dit? » dans *Revue d'histoire littéraire de France*, 2011 / 1 vol. 111, p. 89-105.
- , « D'Angéline de Montbrun à la Chair décevante. La naissance d'une parole féminine autonome dans la littérature québécoise », dans *Études littéraires*, vol. 20, n° 1, 1987, p. 99-110.
- RONDEAU, Frédéric, *Le manque en partage. Configurations du politique chez Michel Beaulieu et Michel Langevin*, Thèse de doctorat, Université McGill, Montréal, 2010, 383 p.
- ROY, Bruno, *L'osstidcho ou le désordre libérateur*, Montréal, XYZ, 2008, 200 p.
- SANTINI, Sylvano, « "La bâtardise" de Patrick Straram. La gauche culturelle au Québec et ses suites » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 53-76.
- SAVOIE, Chantal, « La page des grands quotidiens montréalais comme lieu de sociabilité littéraire au tournant du XX^e siècle », dans *Tangence*, n° 80, 2006, p. 125-142.
- SOUCHIER, Emmanuël, « L'image du texte : pour une théorie de l'énonciation éditoriale » dans Louise Merzeau (coord.), *Pourquoi les médiologues?*, coll. « Cahiers de médiologie », n° 6, Paris, Gallimard, 1998, p. 137-145.
- TERRASSE, Jean, *Rhétorique de l'essai littéraire*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, 156 p.
- THÉRENTY, Marie-Ève, « La matrice médiatique », dans *La littérature au quotidien*, Paris, Seuil (Poétique), 2007, p.49-108.
- , « Introduction », dans *Mosaïques : être écrivain entre presse et roman (1829-1836)*, Paris, Honoré-Champion (romantisme et modernités), 2003, p. 11-23.
- THIBERT, Manon, *Le courant radical du féminisme au Québec*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 1986, 266 p.
- VALOIS, Jocelyne, « La presse féminine et le rôle social de la femme », dans *Recherches sociographiques*, vol. 8, n° 3, 1967, p. 351-375.

VAUGEOIS, Denis et Jacques LACOURSIÈRE, *Canada-Québec. Synthèse historique 1534- 2010*, Sillery, Septentrion, 2011, 603 p.

VILLEMAIRE, Yolande, « Un prince, mon jour viendra », Cahiers de théâtre *Jeu*, no. 5 printemps 1977, p. 65-74.

WARREN, Jean-Philippe, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, 252 p.

———, « Un parti pris sexuel. Sexualité et masculinité dans la revue *Parti pris* », dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 2, 2009, p. 129-157

———, « Introduction. Les gauches québécoises. Quelles spécificités? Quelles similitudes? » dans *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 13-16

———, « La manifestation comme graffiti. Le printemps Québec en cinq esquisses » dans *Liberté*, n° 298, Hiver 2013, p. 10-13

C) Textes, œuvres littéraires et théories féministes

ATKINSON, Ti-Grace, *Odyssée d'une amazone*, Paris, Éditions des femmes, 1975, 280 p.

BEAUVOIR, Simone de, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949.

BERSIANIK, Louky, *L'Euguelionne*, Montréal, La Presse, 1976, 399 p.

BERSIANIK, Louky et al., *La théorie, un dimanche*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1988, 208 p

BOUCHER Denise, *Les fées ont soif*, Montréal, TYPO, 1978, 157 p.

BROSSARD, Nicole, *Suite logique*, L'Hexagone, 1970, 58 p.

———, *L'amer ou le chapitre effrité*, Montréal, Quinze, 1977, 99 p.

———, *D'arcs de cycle la dérive*, Saint-Jacques-Le-Mineur, La Maison, 1979, [s.p.]

BUTLER, Judith, *Le récit de soi*, Paris, Presses Universitaires de France (pratiques théoriques), 2007, 139 p.

CHOQUETTE, Adrienne, *Laure Clouet*, Québec, Institut littéraire du Québec, 1961, 135 p.

- FIRESTONE, Shulamith « La dialectique du sexe », dans *La dialectique du sexe. Dossier de la révolution féministe*, Paris, Éditions Stock, 1970, p. 11-22
- FRIEDAN, Betty, *La femme mystifiée*, Denoël/Gonthier (Femme), Genève, 1964, 450 p.
- GAGNON, Dominique, *À ma mère, à ma mère, à ma mère, à ma voisine*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1979, 62 p.
- GAGNON, Madeleine, *Pour les femmes et tous les autres*, Montréal, L'Aurore, 1974, 50 p.
- GUILBAULT Luce et al., *La Nef des sorcières*, Montréal, Quinze, 1976, 80 p.
- GUILLAUMIN, Colette, « Femmes et théories de la société : remarques les effets théoriques de la colère des opprimées », dans *Sociologie et sociétés*, vol. 13, no. 2, 1981, p. 19-32
- HÉBERT, Anne, *Les Chambres de bois*, Paris, Éditions du Seuil, 1958, 189 p.
- , *Kamouraska*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, 249 p.
- LORANGER, Françoise, « Réveille-toi, belle au bois dormant, réveille-toi! », dans *La pensée féministe au Québec*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2003, p. 440-441
- MILLETT, Kate, *La politique du mâle*, Paris, Stock, 1971, 463 p.
- MARTIN, Claire, *Doux-Amer*, Montréal, Cercle du livre de France, 1960, 192 p.
- RICH, Adrienne, « La contrainte de l'hétérosexualité et l'existence lesbienne » dans *Nouvelles questions féministes*, vol 1, mars, p. 15-43
- THÉÂTRE DES CUISINES, *Môman travaille pas, a trop d'ouvrage*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1976, 78 p.
- THÉORET, France *Bloody mary* suivi de *Vertiges nécessairement putain intérieurs : poésie*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1991 (1977), 192 p.

D) Autres œuvres littéraires citées

- AQUIN, Hubert, « La fatigue culturelle du Canada-français », dans *Liberté*, n° 23, mai 1962
- BORDUAS, Paul-Émile et al., *Refus Global et autre écrits*, Montréal, TYPO, 2010 260 p.

COLLECTIF, « Éditorial », dans *Parti pris*, n° 1, octobre 1963, p. 3-4

ELLIOTT TRUDEAU, Pierre, « La nouvelle trahison des clercs » dans *Cité libre*, n° 46, avril 1962

MIRON, Gaston, *L'homme rapaillé*, Montréal, TYPO, 1996 (1970), 171 p.

TREMBLAY, Michel, *Les belles-sœurs*, Ottawa, Leméac, 1972, 156 p.

VALLIÈRES, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Parti Pris, 1969, 303 p.

Annexe 1



Publicité du magazine dans *Le Temps fou*



LVR, juillet 1984 : 5



LVR, mars 1980 : frontispice



LVR, septembre 1984 : frontispice



LVR, septembre 1984 : 29



LVR, septembre 1984 : 32



LVR, septembre 1984 : 34